

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 9–12 juin 2008

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2008/4
12 mai 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2007

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>)

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, OEDP*	M. S. Samkange	tél.: 066513-2767
Chef (Mesure des résultats et gestion des connaissances), OEDP:	Mme D. Hines	tél.: 066513-2032

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des politiques, de la planification et des stratégies

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Depuis mon arrivée au PAM en avril 2007, j'ai appris que la grande force de l'Organisation était avant tout sa flexibilité et sa capacité d'adaptation face à un monde en rapide évolution. Ce talent s'est révélé particulièrement important cette année lorsque plusieurs facteurs ont convergé pour déclencher une avalanche d'événements dramatiques qui ont frappé de plein fouet les êtres humains les plus vulnérables du monde: 854 millions de personnes victimes de la faim.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont soudain mis à flamber et cette tendance n'a cessé de s'accroître, représentant une grave menace pour les populations affamées et venant s'ajouter à de multiples autres problèmes: changement climatique et, en conséquence, multiplication et amplification des catastrophes naturelles; contraction des marchés des produits de base; réduction du volume de l'aide alimentaire après la disparition des excédents alimentaires; hausse galopante du coût de l'énergie; production de biocarburants en expansion et accroissement démographique. Des millions de familles qui pouvaient autrefois se procurer des aliments de base sont aujourd'hui exclues du marché et forcées de faire des choix difficiles, avec leurs maigres ressources, entre alimentation, médicaments, éducation des enfants et autres besoins essentiels. À mesure que la faim prenait ce nouveau visage et qu'augmentait la demande d'aide d'urgence, le PAM a, lui aussi, eu besoin de relever le niveau de ses ressources pour couvrir les coûts de plus en plus élevés des produits alimentaires et du transport afin de secourir les populations les plus durement touchées et les plus vulnérables.

Le PAM a activement milité en faveur d'une action internationale énergique pour faire face aux besoins croissants d'aide alimentaire suite à la hausse des cours des produits. Il a également mis en garde contre le risque de compromettre les progrès réalisés jusqu'ici dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment l'objectif qui consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de ceux qui souffrent de la faim.

Pour relever ces défis, le PAM a besoin de ressources et de contributions et celles-ci ont été importantes en 2007: plus de 2,7 milliards de dollars É.-U., qui lui ont permis de couvrir plus de 91 pour cent de tous les besoins prévus. Les dépenses directes totales qui ont dépassé 2,7 milliards de dollars, ont permis de fournir une aide à 86,1 millions de bénéficiaires dans 80 pays. Toutefois, les coûts élevés des produits alimentaires et des transports au niveau mondial ont mis les ressources du Programme à rude épreuve; le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté simultanément, de sorte que le déficit alimentaire s'est encore creusé. En 2007, l'augmentation des coûts opérationnels a en partie contraint le PAM à réduire son aide alimentaire: il a fourni 17,5 pour cent de produits alimentaires de moins par rapport à 2006, et le nombre de ses bénéficiaires était 2 pour cent inférieur au chiffre de l'année précédente.

En 2007, le PAM a été sollicité pour participer de façon rapide, efficace et efficiente à diverses actions humanitaires collectives: conflits et crises de longue durée, comme au Soudan, où le PAM a fourni une aide à 3 millions de bénéficiaires pour le seul Darfour, ou catastrophes soudaines comme le cyclone au Bangladesh, le séisme du Pérou, les inondations en Afrique ou les destructions provoquées par les ouragans et les inondations dans toute l'Amérique latine. Dans 44 opérations d'urgence et 69 interventions prolongées de secours et de redressement, les capacités de préparation, de logistique et d'intervention immédiate du PAM ont joué un rôle capital.

Au cours des neuf premiers mois de mon mandat, je me suis rendue sur le terrain, où j'ai pu constater de mes yeux les destructions provoquées par l'homme et par la nature et leurs effets sur la vie et les moyens de subsistance de nombreux hommes, femmes et enfants. Fort heureusement, j'ai aussi constaté que le PAM — qui est la plus grande organisation humanitaire du monde — sait tirer profit des avantages comparatifs qu'il possède pour répondre à des défis de plus en plus considérables. J'ai été particulièrement frappée par quatre points forts de l'Organisation.

En premier lieu, le PAM garde une longueur d'avance sur le phénomène de la faim en utilisant ses compétences et son expérience en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, afin d'intervenir rapidement pour atténuer les risques, promouvoir l'adaptation aux changements de l'environnement et prendre les mesures qui s'imposent. Tandis que l'importance de l'adaptation aux changements climatiques devenait de plus en plus évidente en 2007, le PAM a continué d'exploiter ses quelque 45 ans d'expérience d'aide aux communautés pour protéger et utiliser les ressources naturelles de façon durable. En réponse aux catastrophes qui ont frappé le monde en 2007, le PAM a approuvé 28 opérations visant à atténuer les effets des inondations, des tremblements de terre, des tempêtes et autres aléas climatiques extrêmes. Sa plus grande opération en réponse à une catastrophe naturelle a été lancée au Bangladesh en novembre dernier, lorsqu'il a fourni une assistance alimentaire à 2,3 millions de personnes frappées par un cyclone et de terribles inondations.

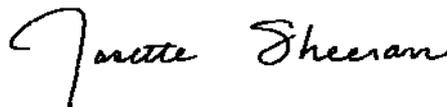
En deuxième lieu, le PAM dispose d'une panoplie d'activités qui ont fait la preuve de leur efficacité pour répondre aux besoins des plus durement touchés. Par exemple, l'alimentation scolaire est un moyen peu coûteux d'aider les enfants à résister à la faim et à continuer de fréquenter l'école. Le PAM appuie aussi le renforcement des capacités de façon à pouvoir transférer ultérieurement la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire aux gouvernements, comme il l'a fait dernièrement en El Salvador. En 2007, il a ainsi nourri 19,3 millions d'enfants pour un coût de 318 millions de dollars. Il a également lancé la campagne "Fill the Cup" ("Une tasse remplie = Un enfant nourri") pour encourager les gouvernements, les fondations, les organisations non gouvernementales (ONG) et les individus à sensibiliser l'opinion et à mobiliser des fonds à l'appui des programmes d'alimentation scolaire gérés par les gouvernements, le PAM lui-même et d'autres organismes. Le but est que 59 millions d'enfants de pays en développement qui vont en classe le ventre vide reçoivent au moins une tasse de bouillie par jour à l'école; c'est là un objectif réalisable.

Les achats de produits alimentaires aux niveaux local et régional se sont également révélés un des instruments les plus efficaces de l'Organisation. En 2007, le PAM a acheté 2,1 millions de tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 767 millions de dollars — ce qui représente une augmentation de 28 pour cent en valeur par rapport à l'année précédente. Près de 80 pour cent de ces achats — 1,6 million de tonnes d'une valeur de 612 millions de dollars — ont été effectués dans 69 pays en développement. Tout en représentant des investissements dans l'économie de pays en développement, les achats locaux ont fourni des revenus précieux aux agriculteurs, encouragé le développement des marchés locaux et permis au PAM de réduire ses dépenses de transport et les frais connexes.

En troisième lieu, le PAM s'appuie sur son vaste appareil logistique sur le terrain et sur ses partenariats avec les gouvernements, les ONG et les organisations des Nations Unies pour atteindre les buts qu'il s'est fixé. Fermement engagé dans le processus de réforme des Nations Unies, le Programme a pris les commandes de 12 modules du nouveau système d'action groupée en 2007, afin d'appuyer l'ensemble des organisations humanitaires dans de nouvelles situations d'urgence. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies qui sont gérés par le PAM ont transporté 322 000 agents des Nations Unies, d'ONG et d'autres organismes jusqu'aux zones de conflits et de catastrophes pendant l'année 2007. Le réseau mondial d'Entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies géré par le PAM s'est également élargi en 2007, pour se doter de cinq nouveaux centres, positionnés de manière stratégique, qui ont contribué à sauver des vies.

Enfin, l'engagement et le dévouement du personnel du PAM, qui compte plus de 9 000 agents, dont bon nombre travaillent en première ligne dans certaines des zones les plus isolées et les moins accessibles du monde — sont aussi la grande force du Programme, et non des moindres. Les événements de 2007 ont rappelé que le personnel du PAM travaille dans des conditions périlleuses. Les morts tragiques d'agents à Alger et au Soudan et l'arrestation et la détention d'autres en Somalie témoignent de l'engagement et des sacrifices extraordinaires que les employés du PAM font chaque jour. Les membres du personnel et leur famille font tout pour que cette aide alimentaire, absolument vitale, parvienne aux populations les plus vulnérables du monde.

Au moment où il renouvelle ses priorités stratégiques pour les années à venir, le PAM réaffirme l'engagement qui est le sien de lutter contre la faim et de fournir une aide à ceux qui en ont le plus besoin, parce qu'éliminer la faim est peut-être l'entreprise la plus difficile de notre temps, mais sans doute aussi la plus prometteuse.



Josette Sheeran

Directrice exécutive

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2007 (WFP/EB.A/2008/4), en notant qu'il constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.



RÉSUMÉ

Le Rapport annuel sur les résultats mesure la contribution apportée par le PAM à l'élimination de la faim et à la réalisation des OMD, résultats essentiels à la réussite de tout le Projet du Millénaire. Il apporte la preuve que la réalisation de tous les OMD est, en partie au moins, conditionnée par la réduction de la faim. Le rapport de 2007 fait donc une large place à la présentation des principaux résultats obtenus par le PAM dans la poursuite de ses cinq objectifs stratégiques et des OMD.

Pendant toute l'année 2007, le PAM a dû opérer dans un environnement en pleine mutation, qui contribuait à aggraver l'insécurité alimentaire dans le monde entier. La montée en flèche des cours des produits alimentaires et des coûts de transport, les conditions météorologiques anormales et, en conséquence, la multiplication des catastrophes naturelles, la difficulté de passer des contrats pour obtenir des produits alimentaires et la diminution du volume mondial de l'aide alimentaire ont été autant de sources de difficultés. À la fin de l'année, l'insécurité alimentaire était de façon générale considérée comme une menace au niveau mondial, dont les conséquences étaient visibles au niveau des communautés et des pays et frappaient de manière disproportionnée les plus défavorisés d'entre eux. Le niveau des réserves alimentaires mondiales n'avait jamais été aussi bas depuis 25 ans, de sorte que les approvisionnements alimentaires risquaient d'être compromis par les crises et les catastrophes naturelles éventuelles.

Dressant le bilan d'une année marquée par la hausse des prix des produits alimentaires, la multiplication des catastrophes naturelles et la conduite d'un certain nombre d'opérations de grande ampleur, le rapport de 2007 met en lumière les outils dont le PAM dispose pour répondre à des besoins très variés d'aide alimentaire et de services. Pendant l'année écoulée, le Programme a fourni une assistance à 86,1 millions de personnes, dont 7,2 millions de victimes de catastrophes naturelles. Les enfants sont restés le groupe de bénéficiaires le plus nombreux et ont représenté 62 pour cent des victimes de la faim auxquelles le PAM a porté secours.

Le Programme a pu s'appuyer sur son expérience, longue de plusieurs décennies, et sur la nouvelle dynamique qu'il vient d'enclencher dans le but de renforcer ses stratégies, ses instruments et ses partenariats pour se préparer et intervenir face aux urgences. Il ne fait aucun doute que la panoplie d'outils aujourd'hui utilisés par le Programme a amélioré l'efficacité et la rapidité de ses interventions, sauvé des vies et aidé des millions de victimes de catastrophes à se relever. S'efforçant constamment de compenser la hausse des coûts des produits, des carburants et des transports, il a réussi à obtenir des prix compétitifs sur un marché des transports instable. En outre, il s'est particulièrement préoccupé de développer ses achats sur les marchés locaux et régionaux. Le présent rapport apporte la preuve que ces achats aux niveaux local et régional stimulent et soutiennent les marchés, appuient l'économie locale et encouragent les agriculteurs à produire davantage de denrées alimentaires.

Au total, 91 pour cent des besoins de bénéficiaires prévus ont été couverts en 2007. Si les opérations de secours de grande envergure largement couvertes par les médias ont été convenablement financées, de nombreuses opérations plus modestes ont accusé des déficits de financement ou des ruptures de filière de produits non négligeables. Toutes catégories d'activités confondues, à l'exclusion des opérations spéciales, 35 pour cent des 167 projets

en cours d'exécution ont été entièrement financés, mais 17 pour cent ont enregistré des déficits de 50 pour cent, voire plus. Le PAM a livré 3,3 millions de tonnes d'aide alimentaire à 86,1 millions de personnes dans 80 pays en 2007. Il s'est procuré plus de 79 pour cent des 2,1 millions de tonnes de vivres achetés pendant l'année sur les marchés locaux de 69 pays en développement.

Ce rapport annuel met en relief le travail en partenariat, principe essentiel du premier Objectif de gestion du PAM. Il montre comment le Programme a continué d'inscrire son action dans le cadre de la réforme des Nations Unies, à travers ses responsabilités dans le nouveau système d'action groupée et sa participation à l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Le PAM a appuyé tous les aspects de la réforme des Nations Unies visant à renforcer la cohérence et l'efficacité des opérations humanitaires. Le Module mondial de la logistique, placé sous sa direction, s'est occupé des mécanismes de préparation et d'intervention dans les situations d'urgence et du déploiement des modules sur le terrain; En 2007, le système d'action groupée a été utilisé dans neuf nouvelles situations d'urgence. Le PAM a également codirigé le Module mondial des télécommunications d'urgence. En 2007, les modules des télécommunications d'urgence ont été mobilisés dans trois nouvelles situations d'urgence et étaient présents dans quatre situations d'urgence déjà en cours. Le PAM a participé à 84 programmes conjoints, soit une augmentation de 82 pour cent par rapport aux 46 programmes de l'année précédente. Le nombre de pays concernés s'est également accru, passant de 27 en 2006 à 36 en 2007.

Le Plan stratégique du PAM (2008–2011) servira de cadre à l'orientation des politiques, des programmes, du développement des capacités internes et des crédits budgétaires du Programme pour le prochain exercice biennal et les années ultérieures. La mise en œuvre des activités dans un environnement externe en rapide mutation requerra les mesures suivantes: i) mettre au point des stratégies pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires et des coûts opérationnels; ii) améliorer les méthodes habituellement suivies par le PAM en matière d'aide alimentaire, notamment les achats, les analyses de marché et le renforcement des capacités; et iii) trouver des ouvertures et des approches novatrices. Conformément à sa future orientation stratégique, qui consistera à utiliser son pouvoir d'achat pour contribuer de façon plus efficace à la sécurité alimentaire, le PAM a lancé une série d'activités pilotes, surtout en Afrique, afin d'étudier de façon plus approfondie les modalités de programmation et d'achats. Cette initiative a été baptisée "Achats au service du progrès".

La campagne "Une tasse remplie = Un enfant nourri", qui a également été lancée pour couvrir des besoins de plus en plus importants, vise à mobiliser des fonds pour éliminer la faim chez les enfants et faire connaître l'action du PAM en ce sens. La tasse rouge symbolise à la fois les défis auxquels le Programme doit faire face et la lutte quotidienne que mènent les enfants en situation précaire pour survivre.

Le Rapport annuel sur les résultats de 2007 est conforme aux principes de gestion axée sur les résultats, qui ont permis de mieux mesurer et rendre compte des résultats du PAM. La gestion axée sur les résultats a notamment contribué à renforcer les capacités techniques et les compétences en matière de conception de projets et de plans de travail axés sur les résultats. L'année 2007 a été la première année complète pendant laquelle la gestion axée sur les résultats a été intégrée dans l'ensemble des activités de l'Organisation à tous les niveaux.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant-propos de la Directrice exécutive	2
Résumé	7
Introduction	15
Principaux chiffres et OMD	18
PARTIE I: APERÇU STRATÉGIQUE — REPOSITIONNEMENT DU PAM	21
• Progression de l'insécurité alimentaire mondiale	21
• Aide alimentaire mondiale et irrégularité du financement	26
• Avancées dans le cadre de la réforme des Nations Unies	29
• Administration et gestion	32
• Travailler dans des conditions d'insécurité	33
PARTIE II: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE	35
• Répondre à des catastrophes multiples: stratégies et instruments du PAM	35
• Développer les avantages offerts par les achats locaux	43
• Exploiter les partenariats stratégiques	47
• Pratiques optimales en matière de problématique hommes-femmes	50
PARTIE III: PRINCIPALES RÉALISATIONS	55
• L'impact de l'action du PAM — études de cas	55
PARTIE IV: BILAN DES RÉSULTATS	69
• Aperçu général	69
• Analyse de l'aide par objectif stratégique	73
• Recettes et dépenses	74
PARTIE V: RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE	81
• Mesure des indicateurs de réalisation des objectifs stratégiques: progrès accomplis	81
1 – Sauver des vies dans des situations de crise	82
2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs	87
3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et des autres personnes vulnérables	91

4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle	98
5 – Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim	104
PARTIE VI: RÉSULTATS PAR OBJECTIF DE GESTION	107
• Objectifs de gestion – Principaux résultats	107
1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim	108
2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent déterminé à éliminer la faim	113
3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en œuvre de programmes efficaces et opérants	117
4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée contre ce fléau	123
5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle à l'appui d'opérations efficaces	126
6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques	130
7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins	133
PARTIE VII: POUR ALLER DE L'AVANT	141
• Faire face à la hausse des prix des produits alimentaires	141
• Atténuer l'impact de l'augmentation des dépenses opérationnelles	142
• Privilégier les achats au service du progrès	142
• Éliminer la faim chez les enfants – "Une tasse remplie = Un enfant nourri"	143
• Appuyer l'adaptation aux changements climatiques	143
• Fournir des produits alimentaires de qualité	144
• Porter la réforme de l'Organisation des Nations Unies au niveau des pays	144
• Renforcer les capacités internes	145

ANNEXES

I.	Matrices des résultats	
	A – Objectifs stratégiques du PAM: matrice des résultats	148
	B – Objectifs de gestion du PAM: matrice des résultats	153
II.	Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus	156
III.	Achat de produits alimentaires par le PAM en 2007	157
IV.	Contributions totales confirmées pour 2007	160
V.	Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, 2004–2007	163
	Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, 2004–2007	165
	Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région, 2004–2007	168
VI.	Initiatives pour le changement	169
VII.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	170
VIII.	Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	
	A – Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales	171
	B – ONG par secteur de coopération	172
IX.	Cartes	173
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	175

NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard est égal à 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD), mais ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) ni les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); les pays des catégories I et II de la Banque mondiale appartiennent à la catégorie des PFRDV. Le seuil de produit national brut par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars. En 2007, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- Les trois critères d'identification des pays les moins avancés (PMA), proposés par le Comité pour la politique de développement du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement¹ sont les suivants: 1) faible revenu fondé sur une estimation sur trois ans du revenu national brut par habitant (moins de 750 dollars pour entrer dans la catégorie, plus de 900 dollars pour sortir de la catégorie); 2) faiblesse des ressources humaines avec indice composite des actifs humains (nutrition, santé, éducation, alphabétisation des adultes); 3) vulnérabilité économique, selon un indice composite de vulnérabilité économique (production agricole, exportations de biens et de services, part des industries manufacturières dans le produit intérieur brut (PIB), concentration des exportations de marchandises, petite dimension économique et pourcentage de population déplacée en raison de catastrophes naturelles).

¹ Bureau dont le sigle est UN-OHRLS en anglais.

- La concentration de l'aide sur certains pays est calculée comme suit: au moins 90 pour cent des ressources multilatérales non assorties de conditions provenant des donateurs traditionnels qui sont destinées au développement doivent aller à des pays:
 - qui sont des pays moins avancés ou ont un revenu aussi faible²;
 - qui enregistrent un problème de malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance atteignant au moins 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans³.

² Revenu intérieur brut par habitant inférieur à 885 dollars.

³ Plan stratégique du PAM (2004–2007) (WFP/EB.3/2003/4-A/1).





INTRODUCTION

Chaque année, quatre millions de personnes succombent à la faim. À la fin de 2007, environ 854 millions de personnes étaient sous-alimentées dans le monde. Contribuer à réduire la faim dans le monde est l'objectif prioritaire du PAM, mission qui contribue également à la réalisation des OMD. Le Rapport annuel sur les résultats mesure la contribution du PAM à l'élimination de la faim et à la réalisation des OMD — résultats essentiels à la réussite de tout le Projet du Millénaire. Il démontre que la réalisation de tous ces objectifs est en partie conditionnée par la réduction de la faim. Le rapport de 2007 fait donc une large place à la présentation des principaux résultats du PAM dans la poursuite de ses objectifs stratégiques et des OMD.

Le Plan stratégique du PAM 2006–2009 place les cinq objectifs stratégiques de l'Organisation dans le cadre des OMD, en particulier de l'OMD 1, cible 2, qui vise à réduire de moitié le pourcentage de ceux qui souffrent de la faim⁴. Le Rapport annuel, qui constitue un élément essentiel des mécanismes redditionnels du PAM, présente les résultats obtenus par rapport aux objectifs et aux buts établis dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007. Afin d'appuyer la réalisation des cinq objectifs stratégiques, les cadres financier et de gestion prévus dans le Plan de gestion visent à maintenir ou à renforcer l'efficacité opérationnelle et les capacités d'organisation⁵.

Le Rapport annuel est également conforme aux principes de gestion axée sur les résultats et fait ressortir la chaîne des résultats qui se décompose comme suit: intrants, produits, effets directs, processus, difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience. Il s'appuie sur les systèmes de comptes rendus de l'Organisation, notamment les rapports normalisés sur les projets et les consultations avec les bureaux de pays, les bureaux régionaux et les partenaires. Il fait ressortir autant que possible les tendances qui se dégagent des résultats observés en donnant une indication des résultats obtenus depuis la mise en place de la gestion axée sur les résultats il y a un peu plus de quatre ans.

L'adoption de la gestion axée sur les résultats a permis d'apporter aux comptes rendus du PAM un certain nombre d'améliorations, notamment le renforcement des capacités et qualifications techniques pour la conception de projets et de plans de travail axés sur les résultats. En 2007, la gestion axée sur les résultats a été, pour la première fois, intégrée aux activités à tous les niveaux pendant une année entière. Des difficultés subsistent encore pour mesurer les résultats et établir les rapports correspondants: des systèmes de suivi et d'information doivent être mis en place pour mesurer et synthétiser plus précisément les effets directs; il faudrait établir plus systématiquement des données de référence et rapprocher les ressources des résultats conformément aux objectifs stratégiques et aux objectifs de gestion.

Au terme d'une année marquée par la hausse des prix des produits alimentaires, la multiplication des catastrophes naturelles et la conduite de plusieurs opérations de grande envergure, le Rapport annuel sur les résultats de 2007 met en lumière les outils dont le PAM dispose pour répondre à des besoins très variés d'aide alimentaire et de services. Il décrit comment le PAM vient en aide aux individus, aux communautés et aux gouvernements pour combattre la faim aiguë dans des situations d'urgence imprévues, et

⁴ Plan stratégique du PAM (2006–2009) (WFP/EB.A/2005/5-A/Rev.1).

⁵ "Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2006–2007" (WFP/EB.2/2005/5-A/1).



aux personnes victimes de conflits ou d'autres crises prolongées qui menacent leurs moyens de subsistance et les exposent à une faim chronique.

Ce rapport annuel met en relief le travail en partenariat, principe essentiel du premier Objectif de gestion du PAM. Il montre comment le Programme a continué d'inscrire son action dans le cadre de la réforme des Nations Unies, à travers ses responsabilités dans le nouveau système d'action groupée et sa participation à l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Le rapport présente également des exemples au niveau des pays pour faire ressortir les problèmes rencontrés et les enseignements tirés en évoquant particulièrement le travail du PAM dans des environnements difficiles et dangereux, les situations de transition dans lesquelles il doit combler des lacunes, et le transfert des responsabilités aux gouvernements, aux communautés ou aux partenaires.

Le Rapport annuel sur les résultats de 2007 se divise en sept parties:

- **La partie I, Aperçu stratégique,** présente le contexte qui a orienté les activités du PAM en 2007 et influera sur ses positions à venir. Les principaux facteurs qui ont influé sur les opérations du PAM et en conséquence sur les résultats de 2007 ont été les suivants: faire face à des catastrophes naturelles fréquentes; faire progresser la réforme des Nations Unies; s'adapter à l'évolution de l'environnement de l'aide alimentaire; enfin, faire face à l'augmentation des prix des produits et des coûts des transports et aux risques de sécurité élevés.
- **La partie II, Enseignements tirés de l'expérience,** examine le niveau de préparation du PAM et sa capacité de répondre aux situations d'urgence, face aux catastrophes naturelles de 2007. D'autres enseignements concernent les achats de denrées alimentaires et de services au niveau local pour soutenir l'économie locale, les partenariats stratégiques et les problèmes associés aux réalisations conjointes; enfin, les résultats obtenus en matière de problématique hommes-femmes, notamment les liaisons avec la protection et l'assistance.
- **La partie III, Principales réalisations,** s'inspire des thèmes évoqués dans l'aperçu stratégique et donne des exemples détaillés au niveau national pour montrer comment le PAM a eu une action décisive en 2007, les problèmes spécifiques qu'il a rencontrés et les enseignements qu'il en a tirés. Les leçons tirées des opérations et les conclusions des évaluations montrent ce qui a donné de bons résultats et ce qui pourrait être amélioré.
- **La partie IV, Bilan des résultats,** met en lumière les principaux résultats, chiffres et produits par catégorie d'activité, objectif stratégique et type d'intervention. Les recettes et les dépenses du PAM en 2007 sont présentées avec une analyse des dépenses par élément de coût.
- **La partie V, Résultats par objectif stratégique,** indique en détail les produits et les effets directs par catégorie d'activité, objectif stratégique et type d'intervention. Les enseignements apportés par des évaluations indépendantes et les résultats par région ou par pays sont présentés brièvement pour chaque objectif stratégique.

- **La partie VI, Résultats par objectif de gestion,** passe en revue les principales réalisations en matière de gestion en 2007 et les tendances qui s'en dégagent tel qu'indiqué dans le cadre de résultats des objectifs de gestion du PAM. Les mesures de renforcement des capacités et les progrès de l'efficacité opérationnelle et des capacités d'organisation sont évoqués.
- **La partie VII, Pour aller de l'avant,** indique les efforts déployés pour que l'Organisation soit en mesure de répondre efficacement aux défis croissants auxquels elle doit faire face dans le cadre général des Nations Unies et présente l'orientation stratégique du PAM pour 2008–2011. L'année 2008 et les années suivantes seront marquées par les problèmes et les approches énumérés ci-après: hausse des prix des denrées alimentaires et des coûts opérationnels, alignement du cadre financier du PAM sur le nouveau Plan stratégique, mesures de renforcement des capacités internes, initiative "Achats au service du progrès" et campagne "Une tasse remplie = Un enfant nourri". Ces questions sont étudiées dans le contexte des priorités que s'est fixé le PAM pour poursuivre ses interventions humanitaires de manière rapide et énergique, maintenir son niveau élevé de préparation et sa capacité de combler des déficits alimentaires toujours plus préoccupants.

Le PAM et les OMD

2006 2007 PRINCIPAUX CHIFFRES

OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

		BÉNÉFICIAIRES	PROJETS EN COURS EN 2007
87,8	86,1	millions de personnes qui ont faim assistées dans 78 pays (78 in 2006)	Programmes de pays 35
24,3	23,8	millions – projets de développement	Projets de développement 19
16,4	15,3	millions – opérations d'urgence:	Opérations d'urgence 44
(7,7)	(8,1)	- millions – situations de conflit	IPSR 69
(7,9)	(7,2)	- millions – catastrophes naturelles	Opérations spéciales 33
47,1	47,0	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)	TOTAL 200
72,9	71,6	millions de femmes et d'enfants	
1,9	1,9	millions de réfugiés	
7,2	8,8	millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays	
1,2	0,8	millions de rapatriés	
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE			
4,0	3,3	millions de tonnes de produits alimentaires distribués	
2,0	2,1	millions de tonnes de produits alimentaires achetés	
PROJETS APPROUVÉS EN 2007⁶			
9	6	programmes de pays, évalués à 116 millions de dollars	
1	10	projets de développement, évalués à 105 millions de dollars	
20	32	opérations d'urgence/Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 880 millions de dollars	
18	31	IPSR, évaluées à 2,1 milliards de dollars	
15	14	opérations spéciales, évaluées à 59 millions de dollars	
RECETTES ET DÉPENSES (en milliards de dollars)			
2,705	2,705	contributions reçues	
2,932	3,029	recettes	
2,664	2,753	dépenses directes	
2,876	2,966	dépenses totales	
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM			
90,6	88,5	pour cent des ressources multilatérales de développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays	
68,8	74,0	pour cent des ressources de développement affectées allant aux PMA	
78,0	79,4	pour cent des produits alimentaires achetés (en volume) dans des pays en développement	
73,9	72,0	pour cent de l'aide du PAM destinée à des pays d'Afrique subsaharienne	

⁶ Non compris les CAD.

2006	2007	PRINCIPAUX CHIFFRES
OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous		
19,4	19,3	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter, dont
47,9	46,6	pour cent de filles
6,0	6,0	pour cent d'augmentation de la scolarisation (en chiffres absolus) dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
90,0	93,0	pour cent des enfants ont suivi les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes		
51,4	52,2	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des adolescentes
375	240	mille femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
5,5	5,1	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,7	4,2	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom des femmes dans le cadre des distributions générales de vivres
OMD 4 Réduire la mortalité infantile		
55,4	53,6	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
9,9	5,7	millions d'enfants victimes de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle		
1,5	2,0	millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
89	98	pour cent des femmes enceintes et mères allaitantes suivies ont reçu des aliments enrichis en micronutriments (Engagement renforcé en faveur des femmes No 1) ⁷
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies		
21	20	des 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
8,4	1,8	millions de personnes touchées par le VIH/sida ont reçu une aide alimentaire du PAM
51	50	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention de la tuberculose et du VIH/sida
OMD 7 Assurer un environnement durable		
28,0	17,1	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à apprendre à résister aux chocs et à préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement		
14	15	partenaires de réserve
9	12	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
20	8	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	84	entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 94,5 millions de dollars
3 264	2 816	organisations non gouvernementales ont travaillé avec le PAM

⁷ Enquête de référence sur les Engagements renforcés en faveur des femmes.



PARTIE I: APERÇU STRATÉGIQUE – REPOSITIONNEMENT DU PAM

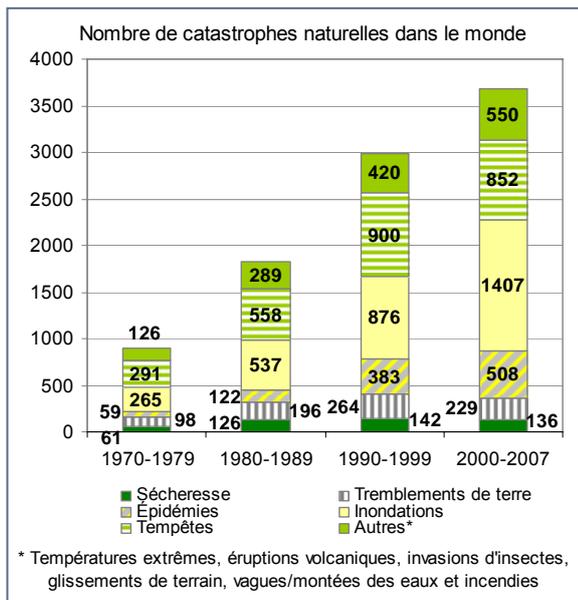
1. À la fin de l'année 2007, l'insécurité alimentaire était de façon générale considérée comme une menace au niveau mondial, dont les conséquences étaient visibles au niveau des communautés et des pays et frappaient de manière disproportionnée les plus défavorisés d'entre eux. Le niveau des réserves alimentaires mondiales n'avait jamais été aussi bas depuis 25 ans, de sorte que les approvisionnements alimentaires risquaient d'être compromis par les crises et les catastrophes naturelles éventuelles.
2. Tout au long de l'année 2007, le PAM a dû composer avec un environnement extérieur en constante évolution, marqué par l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde. Les conditions météorologiques anormales, avec pour corollaire la multiplication des catastrophes naturelles, la montée en flèche des prix des produits alimentaires et des coûts des transports, la difficulté de se procurer des vivres et la contraction générale du volume de l'aide alimentaire ont constitué autant de difficultés pour le PAM et ses 86,1 millions de bénéficiaires.
3. Le PAM a commencé à se préparer à la prochaine décennie, engageant des consultations afin de renforcer son rôle dans l'action humanitaire et l'élimination de la faim dans le monde. Pour accélérer la réduction de la faim, il est indispensable de remédier au manque de continuité entre les secours humanitaires en période de crise et les solutions à plus long terme. Le PAM a résolument inscrit ses activités dans le cadre des processus de réforme des Nations Unies. Il a continué de jouer un rôle de premier plan en apportant son aide aux populations dans des conditions de sécurité difficiles, qui ont parfois mis à rude épreuve son personnel de terrain; face à l'augmentation des coûts, il a rationalisé les frais généraux en fonction des ressources disponibles.

Progression de l'insécurité alimentaire mondiale

Conditions météorologiques extrêmes et catastrophes naturelles

4. En 2007, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a constaté dans son quatrième et dernier rapport que les températures augmentaient sur toute la planète, menaçant ainsi les écosystèmes et la capacité des populations pauvres de s'adapter à des menaces de plus en plus graves. Le GIEC a prédit des baisses sensibles du produit intérieur brut de l'Afrique, une hausse des niveaux de malnutrition, une pression croissante sur les ressources hydriques et un moindre rendement des cultures. Il a affirmé que le réchauffement de la planète modifie les conditions climatiques établies de longue date et provoque une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes.

5. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CREC), les catastrophes naturelles deviennent de plus en plus fréquentes et intenses depuis plus de 10 ans. Malgré un recul de 9 pour cent en 2007⁸, la tendance à long terme est nettement orientée vers la multiplication des catastrophes depuis les années 90 et divers indicateurs font penser qu'elle persistera. Le nombre de catastrophes naturelles est passé de 200–250 par an au milieu des années 90 à 400–450 en 2000–2005. Le CREC a recensé 441 catastrophes en 2007 et 483 en 2006.



6. En 2007, les conditions météorologiques extrêmes ont eu un impact direct sur les activités du PAM, qui a lancé 23 opérations d'urgence (financées par le Compte d'intervention immédiate) et 5 opérations spéciales dans 19 pays pour venir en aide à 7 millions de personnes victimes des inondations, des tempêtes, des séismes et du froid. Les budgets approuvés pour ces opérations ont atteint 109 millions de dollars (voir Partie II).

Tableau 1: Le PAM face aux catastrophes naturelles en 2007

Type de catastrophe	Nombre total de personnes touchées (millions)	Nombre prévu de bénéficiaires de l'aide du PAM (millions)	Dépenses directes du PAM prévues (millions de dollars)	Aide alimentaire prévue (milliers de tonnes)
Inondation	164,2	5,2	82,2	100,1
Tempête ⁹	13,1	1,6	19,0	25,9
Séisme	1,2	0,1	7,4	6,8
Températures extrêmes	1,0	0,03	0,5	0,5
TOTAL	179,5	6,9	109,1	133,3

Source: CREC 2007; PAM WINGS-SAP, 25 janvier 2008

⁸ Source: Emergency Events Database (EM-DAT), CREC (www.emdat.be).

⁹ Les tempêtes peuvent être classées dans l'une des catégories suivantes: cyclone, ouragan, tempête, tornade, tempête tropicale, typhon ou tempête d'hiver.

7. Le PAM a lancé sa plus grande intervention de 2007 à la suite du cyclone Sidr, qui a provoqué de graves inondations au Bangladesh en novembre. Une opération d'urgence dotée d'un budget de 51,8 millions de dollars a été approuvée pour fournir à 2,3 millions de personnes une aide alimentaire pendant six mois, y compris des rations enrichies en micronutriments dans le cadre d'un programme en faveur des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Le PAM est également intervenu en urgence à la suite d'autres catastrophes: inondations de grande ampleur en Afrique orientale, centrale et occidentale; ouragan Dean dans les Caraïbes; tempêtes tropicales Noël et Olga en République dominicaine; cyclones au Mozambique et au Pakistan; ouragan Félix au Nicaragua, séismes au Pérou; enfin, typhon Dorian aux Philippines.
8. Le PAM a participé à des réunions gouvernementales et des réunions interorganisations des Nations Unies sur les changements climatiques et l'adaptation à ce phénomène: débats en vue de formuler les politiques du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination; réunion de haut niveau du Secrétaire général sur les changements climatiques à l'Assemblée générale des Nations Unies; et réunion de suivi concernant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue en Indonésie. Le PAM a continué de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention face à des catastrophes naturelles soudaines en exploitant les derniers progrès des images satellitaires et de la télédétection.
9. Le PAM a aidé les communautés vulnérables à développer leurs capacités de résistance et d'adaptation aux phénomènes météorologiques extrêmes. Il a poursuivi ses activités en faveur de la création d'avoirs pour aider les populations pauvres à atténuer l'impact du mauvais temps et s'y adapter et à protéger les systèmes de sécurité alimentaire fragiles. Les activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour la création d'avoirs (VCA) ont absorbé 12 pour cent (280 millions de dollars) des dépenses du Programme en 2007, et ont bénéficié à 13 millions de personnes dans 60 pays.

Accroissement de la demande de cultures vivrières

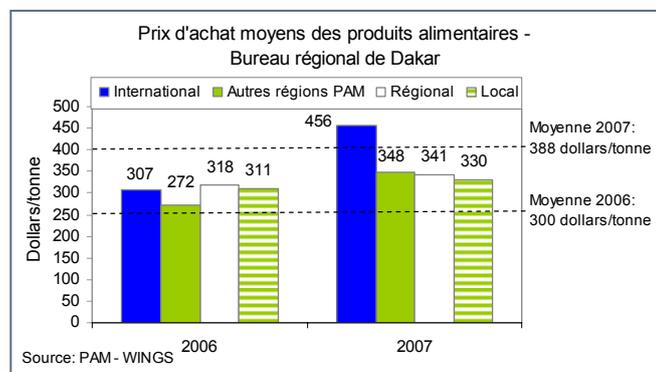
10. En 2007, pour la deuxième année consécutive, le monde a consommé plus de céréales pour l'alimentation humaine et animale et les biocarburants qu'il n'en a récoltés. Les stocks mondiaux de céréales ont baissé brusquement et il est prévu qu'en 2008 ils tomberont au niveau le plus bas enregistré depuis 30 ans. L'utilisation croissante des céréales pour produire des biocarburants et l'accroissement de la consommation alimentaire humaine en Inde, en Chine et dans d'autres pays émergents, ont contribué à faire monter la demande à des niveaux sans précédent. Les pays en développement à croissance rapide ont non seulement consommé davantage de nourriture en 2007, mais aussi enrichi leur régime en viande et en produits laitiers, faisant ainsi augmenter la demande d'eau et de céréales pour le bétail.
11. Si la demande de produits agricoles permettant d'obtenir des biocarburants, comme le blé et les graines de colza dans l'Union européenne et le sucre au Brésil, s'est accrue, c'est le marché du maïs des États-Unis qui a connu l'expansion la plus extraordinaire: la récolte de maïs a atteint 335 millions de tonnes dans ce pays en 2007, soit une augmentation de plus de 25 pour cent par rapport à l'année précédente; le tiers de cette récolte a été transformé en éthanol. En association avec

l'utilisation croissante de produits vivriers pour la production de biocarburants dans le monde, le marché de l'éthanol a contribué à faire de 2007 l'année où la demande pour la production de carburant a fait concurrence à la demande pour l'alimentation humaine.

12. Face à ce problème, le PAM a invité les dirigeants et les décideurs politiques à étudier avec soin l'effet que les décisions relatives aux biocarburants auront sur les populations souffrant de la faim. Il a demandé aux donateurs de fournir davantage de vivres et de fonds, indispensables pour maintenir l'aide alimentaire au même niveau et a apporté une aide à 2 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans le cadre d'activités visant à accroître la production agricole, activités qui ont représenté 11 pour cent de l'ensemble des activités VCT/VCA et dont le coût a atteint 60 millions de dollars pour le PAM.

Hausse des prix des produits alimentaires et des coûts des transports

13. Les cours des produits agricoles qui fournissent plus de la moitié des calories consommées dans le monde ont enregistré une forte hausse en 2007. Le prix du blé a doublé pendant l'année pour atteindre le niveau record de 400 dollars la tonne. Au cours des cinq dernières années, le cours du blé a augmenté de



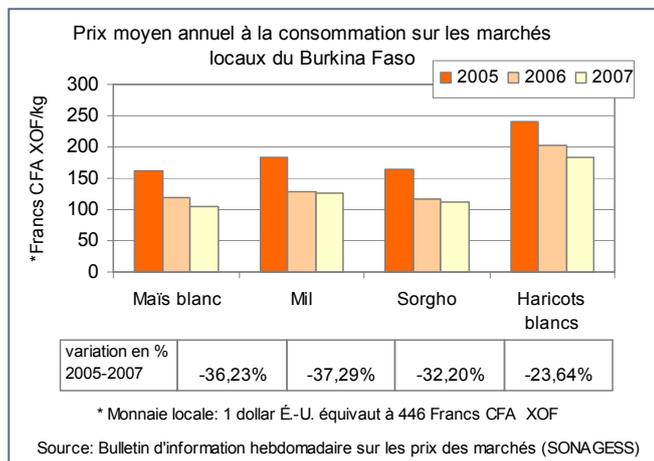
63 pour cent, celui du riz de 61 pour cent et celui du maïs de 45 pour cent. Vers la fin de l'année 2007, le prix du maïs avait augmenté de 50 pour cent par rapport à la fin de l'année 2006 et enregistrerait des niveaux records, comme d'ailleurs les cours du riz, de l'orge, du soja, des pois, des lentilles, du tournesol et des produits laitiers.

14. Alors que certaines personnes tirent profit de cette hausse des prix, les pauvres souffrant de la faim sont durement frappés par la hausse des prix et la réduction des disponibilités alimentaires. Les paysans sans terre et les pauvres des villes — qui se nourrissent essentiellement de céréales et consacrent déjà bien plus de la moitié de leur revenu à l'alimentation — sont particulièrement sensibles aux hausses, même très légères, des prix des produits alimentaires qui peuvent aggraver leur insécurité alimentaire, notamment parce que les salaires n'augmentent pas proportionnellement. De nombreux pays ont limité les exportations de céréales pour freiner l'inflation des prix des produits alimentaires. Par exemple, le Bangladesh a eu des difficultés pour acheter du riz parce que ses fournisseurs habituels — l'Inde, le Viet Nam et l'Ukraine — ont réduit leurs exportations.
15. Pour le PAM, la distribution de vivres à ceux qui ont faim a coûté en moyenne 50 pour cent plus cher en 2007 qu'en 2002. La hausse simultanée des prix du pétrole et des cours mondiaux des céréales a compliqué la tâche pour le PAM, qui a dû opérer dans un environnement difficile car il exploite un vaste réseau logistique et achète des quantités importantes sur le marché libre. Les coûts des transports ont été une des causes de cette hausse enregistrée sur cinq ans, car le cours du pétrole a augmenté de 165 pour cent et le taux du fret, de 40 pour cent. En 2007, le PAM a

acheminé 2 millions de tonnes de produits alimentaires par mer pour un coût de 235 millions de dollars. Il a réussi à obtenir des tarifs compétitifs malgré l'instabilité du secteur due à la hausse des carburants et au déséquilibre entre l'offre et la demande de transport de marchandises. Le PAM a parfois tiré profit de ce déséquilibre, par exemple lorsqu'il a réussi à faire transporter du riz de Karachi à Bangkok au tarif de 1 dollar la tonne.

16. Le PAM a également compensé l'accroissement des coûts de transport en appuyant la remise en état des infrastructures ferroviaires et routières. Par exemple, dans le Sud-Soudan, il gère une opération spéciale de 250 millions de dollars visant à améliorer l'accès routier et à accroître la capacité du réseau routier¹⁰. Tout en soutenant l'ensemble de l'économie locale, ces améliorations ont eu un effet direct sur le coût des livraisons du PAM. Après la réparation de 65 pour cent des routes, la durée des trajets des convois a diminué de moitié, la capacité de transport par camion dans la région s'est accrue et les tarifs ont baissé. L'amélioration de l'accès routier permet de prépositionner des stocks avant les pluies de façon à moins recourir aux parachutages.

17. Toujours afin de compenser l'accroissement des coûts des produits, des carburants et des transports, le PAM continue de développer ses achats de produits sur les marchés locaux et régionaux. Il procède à des achats locaux depuis des dizaines d'années et a dépensé plus d'un milliard de dollars pour acheter des denrées alimentaires, rien qu'en Afrique, depuis 2001. On trouvera dans la Partie II



du présent Rapport, des exemples concrets qui démontrent comment les achats au niveau local ou régional stimulent et soutiennent les marchés en dopant l'économie locale et en encourageant les agriculteurs à produire davantage de denrées vivrières. Les achats locaux ont souvent permis au PAM d'obtenir des prix plus compétitifs et d'adapter son assortiment alimentaire aux goûts des populations locales.

18. En Afrique de l'Ouest, les prix locaux n'ont pas suivi la montée en flèche des cours internationaux. Au Burkina Faso, les prix des produits locaux ont baissé au cours des deux dernières années, en partie à cause des bonnes récoltes qui ont généré des excédents. Cependant, les prix des céréales ont monté à la fin de l'année 2007.

19. Le PAM a lancé l'initiative "Achats au service du progrès" pour aider les petits agriculteurs à tirer profit des innovations en matière d'achats et de marchés de produits alimentaires. Dans le cadre de cette initiative, le Programme achètera directement des denrées aux coopératives et aux négociants locaux pour contribuer à

¹⁰ Opération spéciale 10368.9 "Réparation d'urgence et déminage des principales routes de transport au Soudan à l'appui de l'Opération d'urgence 10503.0 et phases suivantes" (http://www.wfp.org/operations/current_operations/BR/103680_0705.pdf).

accroître les revenus et, ainsi, à renforcer les moyens de subsistance et à stimuler la production (voir Partie VII).

Aide alimentaire mondiale et irrégularité du financement

20. L'année 2007 a semblé révéler la fin de l'ère des excédents alimentaires mondiaux. Poursuivant une tendance à plus long terme, l'aide alimentaire mondiale a diminué de 16 pour cent en 2007, tombant à 5,9 millions de tonnes contre 7 millions en 2006¹¹. Entre 2003 et 2007, les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont fléchi de plus de 42 pour cent. La part provenant du PAM s'est maintenue juste au dessus de 52 pour cent en 2007, mais le volume livré est tombé de 3,7 millions de tonnes en 2006 à 3,1 millions en 2007.

Aide alimentaire mondiale 2003–2007		
Année	Aide alimentaire totale (millions de tonnes)	Part du PAM (millions de tonnes)
2003	10,2	4,8
2004	7,3	3,7
2005	8,3	4,4
2006	7,0	3,7
2007	5,9	3,1

Source: PAM INTERFAIS, 2007

21. Au début de mai 2007, une conférence réunissant une centaine de représentants des gouvernements nationaux, de la Communauté européenne, des institutions des Nations Unies et d'ONG s'est tenue à Berlin en vue de l'élaboration d'une nouvelle convention relative à l'aide alimentaire. Elle a abouti au "Consensus de Berlin" sur les moyens de faire face à la faim dans le monde; ce Consensus établit des lignes directrices pour évaluer dans quelle mesure la stratégie du PAM répond aux besoins présents. La Conférence a conclu qu'il était nécessaire de maintenir l'aide alimentaire mondiale à un niveau stable et d'abandonner l'aide alimentaire, souvent étroitement associée à des produits, au profit de l'assistance alimentaire, qui peut englober des vivres, des micronutriments et des espèces pour faciliter les transferts.
22. Au total, 91 pour cent des besoins des bénéficiaires prévus ont été couverts en 2007. Les opérations de secours de grande envergure et largement médiatisées ont été financées convenablement, mais de nombreuses opérations plus modestes ont accusé des déficits de financement ou des ruptures d'approvisionnement non négligeables. Toutes catégories d'activités confondues, à l'exclusion des opérations spéciales, 35 pour cent des 167 projets en cours ont été entièrement financés; 17 pour cent ont enregistré des déficits de 50 pour cent, voire davantage.

¹¹ Le chiffre provisoire pour 2006 a été mis à jour sur la base de données supplémentaires après la publication du Rapport annuel sur les résultats de 2006.

23. Par exemple, le Cambodge et l'Éthiopie ont souffert de déficits de financement et de livraisons irrégulières. Les bureaux de pays ont réagi de différentes façons à ces problèmes: la plupart se sont efforcés de maintenir le nombre de bénéficiaires en réduisant les rations pendant les périodes de rupture des filières de produits.

24. Certains bureaux de pays ont pu emprunter des produits à d'autres opérations en cours dans le pays même ou dans les pays voisins, ou faire appel aux mécanismes internes de financement anticipé. Le PAM a intercédé auprès des donateurs pour que les contributions soient fournies en temps voulu et de façon prévisible. Fréquemment, les fonds n'étaient pas disponibles pour effectuer des achats aux moments les plus favorables. Ainsi, au Pakistan, des économies auraient pu être réalisées si des fonds avaient été mis à disposition pendant la saison de la moisson alors que les prix étaient peu élevés. Dans d'autres cas, les demandes d'achat ont dû être envoyées dès réception des fonds sans tenir compte de la situation du marché.

25. Le Mécanisme d'avances au titre des contributions annoncées et le CII ont été de plus en plus utilisés pour aider les bureaux de pays à remédier aux ruptures de la filière des produits: ils ont permis de couvrir les déficits entre le moment où les ressources étaient le plus nécessaires et celui où les contributions étaient confirmées.

Le recours à ces mécanismes a atteint un niveau record en 2007: 308 millions de dollars ont été alloués par ce biais à 84 opérations, ce qui représente plus de 10 pour cent du Programme de travail du PAM pour 2007.

Éthiopie. Les difficultés de financement ont réduit la durée de l'aide et le nombre de bénéficiaires effectivement atteints dans le cadre du programme MERET (gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables). Les communautés n'ont pas pu entreprendre les investissements projetés pour la restauration de l'environnement. Faute d'un financement régulier de ces investissements à plus long terme, les populations restent exposées aux chocs, qui compromettent leurs moyens de subsistance, leurs ressources naturelles, leur santé et leur bien-être.

Dans le cadre de la composante Vivres au profit de l'éducation (VPE), le PAM est venu en aide à 650 000 élèves des écoles primaires en leur fournissant des repas jusqu'à ce qu'ils terminent l'année scolaire en juin 2007; 70 000 filles ont également reçu des rations à emporter. Toutefois, l'insuffisance des ressources a contraint le PAM à réduire son aide au début de l'année scolaire 2007/08 et de distribuer des repas à 378 000 enfants au lieu de 650 000. Seules 15 000 tonnes de vivres ont été fournies au titre de cette composante et le PAM a été obligé d'abandonner près de la moitié des écoles auxquelles il fournissait un appui.

LE CII EN 2007

	<i>millions de dollars</i>
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	58,0
Décaissements/allocations en 2007	150,7
Autorenouvellement en 2007	85,3
Contributions au CII en 2007	26,9
Solde au 31 décembre 2007	27,3

Cambodge. Les ruptures de la filière d'approvisionnement qui se sont produites pendant les premiers mois de l'année ont contraint le bureau de pays à suspendre pendant trois mois ses activités d'alimentation scolaire et d'appui aux patients tuberculeux et séropositifs, ainsi qu'un projet de santé maternelle et infantile, ce qui a provoqué des effets négatifs pour les bénéficiaires, les partenaires coopérants et le PAM lui-même. Les évaluations effectuées dans les écoles primaires ont fait ressortir une réduction de l'assiduité, de la ponctualité et de la concentration des élèves, qui a amené de nombreux enseignants à réduire la durée des cours pour les plus jeunes. L'observance des traitements antituberculeux a diminué dans diverses zones tandis que les bénéficiaires vivant avec le VIH avaient recours à des expédients dangereux comme les emprunts à intérêts élevés, la vente de biens familiaux et le retrait de l'école des enfants qui devaient aller travailler. L'absence d'assistance alimentaire a aggravé l'état nutritionnel et sanitaire déjà médiocre des enfants âgés de 6 à 24 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes.

26. Cependant, les contributions des gouvernements donateurs sont souvent assorties de conditions qui peuvent empêcher le PAM d'utiliser pleinement ses mécanismes internes de financement anticipé ou son pouvoir d'achat. Lorsqu'ils donnent longtemps à l'avance des indications sur les contributions projetées, les donateurs permettent au PAM de mieux utiliser les mécanismes de financement anticipé et d'allouer plus méthodiquement les ressources.

27. Les mécanismes de financement communs ont apporté un appui complémentaire fort utile, même s'ils n'ont pas compensé entièrement la perte de contributions multilatérales à usage spécifique provenant de certains donateurs. Ces mécanismes sont les suivants: le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), les fonds humanitaires communs au niveau des pays (utilisés en République démocratique du Congo et au Soudan) et d'autres fonds fiduciaires multidonateurs, comme le Fonds central

En 2007, le **Zimbabwe** a bénéficié de multiples prêts atteignant au total 33 millions de dollars au titre des mécanismes de financement anticipé. Ce type de préfinancement a permis au bureau de pays d'élargir sa capacité d'intervention face à la crise de la sécurité alimentaire. Grâce au Mécanisme d'avances au titre des contributions annoncées, 70 000 tonnes de produits vivriers ont été achetées dans la région à des prix compétitifs pour venir en aide aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire pendant la pire période de famine.

d'intervention des Nations Unies pour la lutte contre la grippe et le Fonds des Nations Unies pour la paix au Népal. En 2007, le PAM a reçu 143 millions de dollars de contributions des donateurs par l'intermédiaire de financements communs et d'activités de programmation conjointes, quatrième contribution par ordre d'importance reçue par le PAM¹². Le Programme compte que ce genre d'appui aux interventions humanitaires et aux programmes de transition demeure une composante importante de ses recettes à l'avenir.

¹² Le montant total des contributions provenant des Nations Unies est moins élevé que l'année dernière parce que le rapport de 2006 prenait en compte les contributions extraordinaires reçues de la Banque mondiale. Les contributions du CERF, par exemple, sont passées de 97 millions de dollars en 2006 à 120 millions de dollars en 2007.

Avancées dans le cadre de la réforme des Nations Unies

Programmation conjointe

28. En 2007, Le PAM a sensiblement accru sa participation à la programmation conjointe, qui permet aux organisations des Nations Unies et aux partenaires nationaux de travailler de concert pour préparer, exécuter, suivre et évaluer les activités visant à réaliser les OMD.

29. Le PAM a mené à bien 55 projets comportant des programmes conjoints et même parfois plus d'un programme de ce genre par projet. Il a participé au total à 84 programmes conjoints, soit une augmentation de 82 pour cent par rapport aux 46 programmes de ce genre de l'année précédente. Le nombre de pays concernés s'est également accru, passant de 27 en 2006 à 36 en 2007. La plupart de ces programmes intéressaient trois domaines: VIH/sida (14 programmes conjoints), éducation (13 programmes conjoints) et OMD (11 programmes conjoints). Nombre d'entre eux étaient liés à l'initiative "Unité d'action des Nations Unies", en particulier dans les quatre pays pilotes sélectionnés pour appliquer la réforme des Nations Unies et où le PAM a des bureaux de pays: Mozambique, Pakistan, Rwanda et République-Unie de Tanzanie.

L'initiative "Unité d'action des Nations Unies" en République démocratique populaire lao. La retraite effectuée par l'équipe de pays des Nations Unies en avril 2007 a abouti, entre autres résultats importants, à l'engagement collectif de mettre au point des programmes conjoints des Nations Unies en République démocratique populaire lao. La plupart des organismes des Nations Unies ont donné leur accord à l'élaboration d'un programme conjoint des Nations Unies pour le renforcement de moyens de subsistance durables, qui serait chapeauté à la fois par le PAM et la FAO.

Le Groupe de travail chargé du programme conjoint a effectué une mission sur le terrain dans la province d'Oudomxay en juin 2007 pour se renseigner sur les activités des organismes des Nations Unies, les moyens de subsistance et les principales sources de vulnérabilité. Cette initiative était fermement soutenue par le gouverneur qui estimait que faire travailler ensemble plusieurs organismes des Nations Unies était un moyen efficace de contribuer vraiment au développement.

Le programme conjoint a besoin de fonds pour passer à l'étape suivante et les coprésidents ont rencontré divers donateurs potentiels pour susciter leur intérêt et informer les parties concernées des progrès réalisés dans le cadre de l'initiative.

30. Au Mozambique, le PAM a participé à 6 des 11 programmes conjoints dont l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Le PAM est l'organisation de tête du programme conjoint sur la création de chaînes de valeur des produits et de liaisons commerciales pour les associations d'exploitants, en coopération avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la FAO. Il a également participé à d'autres programmes conjoints sur les thèmes suivants: préparation aux interventions d'urgence, VIH/sida, changements climatiques, filets de protection sociale et santé maternelle et infantile. En République-Unie de Tanzanie, le PAM participe à cinq programmes conjoints avec la FAO et à un programme conjoint avec le FIDA et d'autres partenaires. Au Rwanda, les modalités de programmation conjointe sont en cours de mise au point.

31. Outre les activités pilotes menées dans le cadre de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies", le PAM participe à deux programmes conjoints concernant l'éducation en Afghanistan (avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population

(UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à un programme conjoint en Égypte (avec l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNFPA, l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Banque mondiale). Des programmes conjoints concernant le VIH/sida sont actuellement exécutés par des équipes multi-institutions à Madagascar, au Malawi, en Namibie et en Zambie. Le PAM prend part à des programmes conjoints dans les domaines suivants: santé et nutrition en Colombie, au Guatemala et en Guinée; gestion des risques de catastrophes en Chine et au Pérou; sécurité alimentaire au Lesotho; environnement en Arménie et en Mauritanie; réduction de la pauvreté au Bhoutan; enfin, droits de l'homme au Burkina Faso.

Réforme de l'action humanitaire et système d'action groupée

32. Le PAM a continué de soutenir la réforme des Nations Unies visant à renforcer la cohérence et l'efficacité des opérations humanitaires. Le Module mondial de la logistique, placé sous sa direction, a continué de s'occuper des mécanismes de préparation et d'intervention dans les situations d'urgence et du déploiement des modules sur le terrain. Le Module mondial de la logistique s'est élargi pour englober 19 organisations couvrant un large spectre d'activités dans le domaine humanitaire, armées d'une solide expérience et présentes dans de nombreuses régions¹³. En 2007, le personnel de la cellule centrale d'appui du Module, qui est basée à Rome, a été porté à 10 personnes, y compris des agents détachés d'Action contre la faim (ACF), de Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE), de l'UNICEF et de World Vision International (WVI).
33. En 2007, le système d'action groupée a été utilisé dans neuf situations d'urgence¹⁴, et dans quatre cas, les modules de la logistique ont été officiellement activés, la cellule centrale d'appui envoyant du personnel sur le terrain. La cellule a également envoyé du personnel pour renforcer la capacité de coordination de la logistique au niveau des pays dans sept situations de crise humanitaire en cours¹⁵.
34. Depuis son adoption en 2005, le système d'action groupée a évolué et il est désormais mieux compris par les intervenants dans les situations d'urgence. Les modules de la logistique sur le terrain sont de plus en plus axés sur les besoins, de sorte qu'il a été possible de mieux orienter l'assistance apportée par le personnel de la cellule centrale d'appui aux opérations sur le terrain. Cette cellule a réussi à se forger un rôle plus stratégique de renforcement des capacités et de préparation aux situations d'urgence, ne se limitant plus à intervenir *a posteriori*, en réponse à des crises.

¹³ ACF, Caritas, Concern, Catholic Relief Services (CRS), Handicap International/Atlas, Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Secours Islamique, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Première Urgence, Save the Children, UNFPA, HCR, UNICEF, Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC), PAM, OMS et WVI.

¹⁴ Bangladesh, Ghana, Madagascar, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Pérou, et Philippines.

¹⁵ Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Tchad et Zimbabwe.

35. Pendant l'année 2007, les événements les plus marquants pour la cellule centrale d'appui ont été les suivants: la préparation du document "Logistics Cluster Concept and Guidelines" (Module de la logistique: concept et directives, disponible en anglais uniquement); la diversification des membres de la cellule, qui comprend désormais cinq agents d'autres organismes des Nations Unies et d'ONG; et la constitution d'équipes d'intervention; il s'agit d'équipes de techniciens venant de diverses organisations humanitaires et ONG, qui peuvent être déployées dès que survient une situation d'urgence, afin de coordonner les dispositifs logistiques et de lancer la première phase de l'intervention. Deux séances de formation ont été organisées à l'intention du personnel de ces équipes, soit 37 personnes venant de 18 organisations¹⁶.
- Afghanistan.** Un Module des technologies de l'information et des communications (TIC) a été mobilisé en Afghanistan en 2007. En utilisant des fonds du CERF, le PAM a lancé une opération spéciale afin de mettre en place un système commun de télécommunications pour la sécurité. Il assure déjà un service de télécommunications d'urgence pour les organismes humanitaires dans tout le pays.
36. Pendant l'année 2007, la cellule centrale d'appui a également affiné l'approche suivie par les modules dans les crises humanitaires en cours et a veillé à ce que le personnel extérieur à la cellule se familiarise avec la conception, les méthodes et les activités des modules.
37. Le PAM a continué d'assurer la codirection du Module mondial des télécommunications d'urgence et a partagé la responsabilité des télécommunications pour la sécurité avec l'UNICEF et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Il a présenté une proposition de direction unique du Module mondial des télécommunications d'urgence, qui est actuellement examinée par le Groupe de travail du Comité permanent interorganisations.
38. En 2007, les modules des télécommunications d'urgence ont été mobilisés dans trois nouvelles situations d'urgence – au Ghana, au Mozambique et au Pakistan – et étaient présents dans quatre situations d'urgence déjà en cours en Éthiopie, en Guinée, en République centrafricaine et au Tchad. Le PAM a été l'organisation chef de fil des modules dans tous les pays, à l'exception du Tchad (où le HCR a joué ce rôle) et au Pakistan (où ce fut le Gouvernement). Il a réagi dès l'apparition des nouvelles urgences en envoyant sur place des missions d'évaluation. Tel fut le cas pour le cyclone du Bangladesh, les inondations du Nicaragua et le séisme du Pérou. En Afghanistan et au Timor-Leste, il a assuré des services de télécommunications financés au moyen d'appels individuels et du CERF.

¹⁶ ACF, British Refugee Council, CARE, Caritas, Concern, CICR, FICR, OIM, Secours Islamique, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, OXFAM, Save the Children, HCR, UNICEF, Centre logistique commun des Nations Unies, PAM, OMS et WVI.

39. Le PAM a lancé sa première opération spéciale dans le domaine des technologies de l'information et des communications en 2007, pour apporter un appui aux opérations sur le terrain. Afin d'élargir la formule des modules à tous les pays ayant un coordonnateur de l'action humanitaire, il a progressivement introduit le système d'action groupée dans le but de renforcer les télécommunications pour la sécurité et de favoriser les opérations interinstitutions au moyen d'évaluations sur le terrain et d'analyses des lacunes. En 2007, des évaluations ont été effectuées dans 12 pays, soit 38 pour cent du nombre total de pays prévu. Cinq pays (Afghanistan, Guinée, République centrafricaine, Somalie et Timor-Leste) ont bénéficié des télécommunications pour la sécurité dans le cadre de la mise en place progressive des modules.
40. Il convient de signaler également qu'en 2007 la Fondation du groupe Vodafone et la Fondation des Nations Unies ont appuyé une formation à la préparation aux urgences et aux procédures d'intervention normalisées.

Administration et gestion

41. L'adoption des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) s'inscrit dans la réforme générale des Nations Unies, qui vise à améliorer la responsabilité, la comparabilité, la transparence et l'harmonisation de l'information financière au sein des Nations Unies. Le PAM a continué de préparer l'application des normes IPSAS qui serviront de cadre à l'établissement de ses rapports financiers à partir de 2008. Entre autres innovations, ses rapports financiers seront établis et ses comptes, vérifiés sur une base annuelle.
42. Le PAM est l'un des premiers organismes des Nations Unies à appliquer les normes IPSAS à sa comptabilité et à ses rapports financiers, car il entend aller au devant des attentes toujours croissantes de toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des bénéficiaires, de la direction ou des donateurs, en matière de gestion responsable et transparente. L'adoption des normes IPSAS est l'un des événements récents les plus marquants dans l'évolution de l'information financière du secteur public. Elle permettra de faire des comparaisons avec la comptabilité d'autres organisations internationales et avec les gouvernements nationaux et contribuera à renforcer la gouvernance et la gestion financière interne.
43. Pendant l'année 2007, la formation aux normes IPSAS et à la comptabilité d'exercice a été organisée au Siège et dans tous les bureaux régionaux. Les directeurs de pays, les fonctionnaires chargés des finances et les chargés de liaison ont été familiarisés à ces normes à travers des exposés.

Travailler dans des conditions d'insécurité

44. L'attentat contre les bureaux des Nations Unies à Alger a montré que les Nations Unies étaient devenues une cible prioritaire du terrorisme international; il a entraîné une élévation du niveau de risque pour le personnel dans le monde entier et modifié le profil de risques des Nations Unies. Le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, PAM compris, a dû modifier sa stratégie pour faire face à un nouveau niveau de menace particulièrement élevé.

45. Le PAM a continué de considérer qu'il fallait intégrer la gestion des risques de sécurité à ses activités ordinaires en veillant à assurer une bonne gouvernance dans l'ensemble de l'Organisation et à répondre aux attentes du personnel, des bénéficiaires, des donateurs et des autres parties intéressées. Il s'est activement employé à identifier, analyser et mettre en œuvre les meilleures stratégies et tactiques pour faire face aux risques de sécurité. Pour le PAM, partant des résultats obtenus dans le cadre du Programme de renforcement de la sécurité (2004–2005), la principale difficulté consistait à trouver un équilibre entre les objectifs des activités et la protection et la sécurité du personnel. Des méthodes et des infrastructures appropriées ont été mises en place, qui ont permis au PAM de limiter les pertes au minimum tout en optimisant l'efficacité des programmes.

Attentat contre les locaux des Nations Unies en Algérie

L'attentat à la voiture piégée contre les principaux locaux des Nations Unies à Alger, le 11 décembre 2007, a provoqué la mort de 17 agents des Nations Unies et dévasté les bureaux. L'attaque a constitué un rappel terrifiant de la vulnérabilité du personnel des Nations Unies dans les zones où celles-ci sont devenues la cible des groupes radicaux.

Le PAM a amèrement déploré la perte tragique de Gene Luna, fonctionnaire internationale chargé des finances, et les souffrances de Lynda Matougui, chargée nationale de la logistique, qui a été grièvement blessée. Cet attentat a obligé le Programme à utiliser pour son propre compte sa capacité d'intervention d'urgence et le personnel a réagi de manière exemplaire.



PARTIE II: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE

46. Pour le rapport sur les résultats de cette année, des enseignements ont été tirés d'études spéciales qui analysent les données provenant de l'Organisation elle-même et des bureaux de pays, des évaluations de besoins, des descriptifs de projets et des rapports normalisés sur les projets.

Répondre à des catastrophes multiples: stratégies et instruments du PAM

47. Au début de l'année 2008, le PAM a passé en revue ses réponses aux catastrophes naturelles en 2007 et analysé les stratégies, instruments et mécanismes d'intervention auxquels les bureaux de pays avaient fait appel¹⁷. En 2007, les programmes du PAM visaient à fournir une aide à 6,9 millions de victimes de catastrophes naturelles; 109 millions de dollars de crédits étaient inscrits au budget pour couvrir les coûts associés à 23 opérations d'urgence/opérations relevant du CII et 5 opérations spéciales. Le PAM a puisé dans ses dizaines d'années d'expérience et son action récente pour renforcer ses stratégies, ses instruments et ses partenariats et se préparer ainsi à intervenir et agir; la gamme d'instruments dont dispose le PAM a incontestablement amélioré l'efficacité et la rapidité des interventions, sauvé des vies et aidé des millions de gens à reprendre pied après des catastrophes.

Principaux instruments dont dispose le PAM

- Réduction des risques de catastrophes
- Préparation aux situations d'urgence et organisation des secours
- Systèmes d'alerte rapide
- Technologie des systèmes d'information géographique (SIG)
- Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)
- Évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence
- Évaluations des capacités de planification prévisionnelle et de logistique
- Programmes de pays/délégation de pouvoirs à hauteur de 500 000 dollars
- Entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires
- Achats aux niveaux local et régional
- Partenariats, y compris partenariats de réserve et avec le secteur privé pour les interventions rapides

Principaux enseignements

48. Les équipes des Nations Unies pour la gestion des catastrophes ont participé à toutes les interventions de secours après des catastrophes naturelles entreprises pendant l'année, en mobilisant les partenaires et les donateurs et en facilitant la coordination avec les gouvernements et les autorités locales.

¹⁷ Tous les bureaux régionaux, les bureaux de pays concernés et les unités du Siège ont apporté leur contribution à cet examen dans le cadre du processus d'établissement du Rapport annuel sur les résultats.

49. Les mesures de planification prévisionnelle et de préparation aux situations d'urgence appliquées à tous les niveaux de l'Organisation ont contribué de manière décisive à limiter le nombre de victimes et les souffrances. Les méthodes d'analyse de la vulnérabilité, de cartographie des risques et d'évaluations préalables adossées à des instruments opérationnels comme les transports, la logistique et les financements, ont permis au PAM de jouer un rôle majeur dans les interventions d'urgence en 2007.

Le Caire. L'intégration des activités d'information et d'évaluation préalable a constitué une des orientations stratégiques de 2007. La gestion des informations a pris une importance particulière, notamment l'utilisation du site Web sur la préparation des interventions en cas d'urgence comme base pour créer un "guichet unique" d'information concernant par exemple les plans de secours, l'évaluation des capacités logistiques et des besoins, les cartes et les contacts. La stratégie de normalisation et de codification des informations a permis l'accès en ligne immédiat à toutes les informations relatives à la sécurité alimentaire et à la préparation aux urgences.

50. Les bureaux de pays qui ont dû faire face à des catastrophes naturelles en 2007 ont presque tous tiré parti des stocks prépositionnés ou des produits disponibles dans les entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies. Toutes les opérations de secours après des cyclones ou des ouragans ont utilisé des biscuits à haute teneur énergétique et des stocks alimentaires déjà disponibles dans les pays concernés, souvent empruntés aux gouvernements ou à d'autres opérations du PAM.

51. La technologie SIG, en particulier la télédétection et les images satellitaires, ont permis au PAM de réagir avec plus d'efficacité et d'efficacité dans les situations de catastrophe naturelle. Les images des premiers effets des inondations et des ouragans ont eu une importance primordiale pour la planification des opérations et ont rapidement été traduites en cartes qui ont permis aux bureaux de pays de fixer sans tarder un ordre de priorités. Cette capacité a été créée en collaboration avec ITHACA (technologies de l'information pour l'assistance, la coopération et l'action humanitaires), initiative financée par le PAM et l'Université de Turin.

Panama. L'utilité de la préparation aux interventions d'urgence est une des leçons les plus importantes tirées des multiples situations d'urgence qui se sont produites dans la région Amérique latine et Caraïbes. Le PAM a pu en effet réagir rapidement parce qu'il avait investi dans: i) la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, en particulier l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, ii) l'établissement d'une liste de personnel pour les interventions d'urgence, iii) les entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies et les plates-formes logistiques; iv) la planification logistique. Des missions de planification préalable dépêchées en Amérique centrale avant la saison des ouragans ont amélioré la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, les plates-formes logistiques et l'action immédiate au **Nicaragua** et en **République dominicaine**.

52. Les achats de vivres locaux ont joué un rôle critique dans 12 opérations sur 23 car ils ont permis de faire parvenir l'aide à ceux qui en avaient besoin rapidement et à moindre coût, tout en renforçant l'économie locale.

53. La publicité conjuguée avec les évaluations et les appels d'urgence Nations Unies/ONG a contribué à faire démarrer rapidement les actions du PAM. La mise à disposition de moyens financiers appropriés, notamment grâce au CII et au CERF, a permis de réagir sans retard et d'atténuer les effets des catastrophes naturelles; le CII a été utilisé 15 fois et le CERF 10 fois.

Préparation aux catastrophes

54. Le PAM s'est doté de capacités appropriées pour mieux se préparer à faire face aux urgences — création d'une Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence au Siège en 2004, mise en place d'un service mondial d'alerte rapide et de suivi, intégration de la planification préalable à toutes ses activités et création de sites Web d'information interne et externe sur la planification prévisionnelle. En qualité de co-président du sous-groupe de travail sur la planification préalable et la préparation aux situations d'urgence du Comité permanent interorganisations, le PAM a encouragé activement l'alerte rapide et l'action immédiate. Des équipes qualifiées sont prêtes à être mobilisées, avec le soutien de partenaires de réserve.

Lorsque le **Ghana** a été frappé par des inondations en août 2007, le PAM n'avait mis au point qu'un plan d'urgence en cas de sécheresse. Il a repris la procédure d'intervention appliquée pour la sécheresse de 2005 et a fait appel à la plate-forme logistique pour l'aide humanitaire d'Accra pour se procurer 131 tonnes de produits alimentaires et autres destinés aux victimes des inondations au **Ghana** et au **Togo** et pour diverses destinations d'Afrique occidentale et centrale.

Pour l'aide au **Ghana** et au **Togo**, le PAM a mobilisé du personnel de réserve du module des télécommunications d'urgence en **Côte d'Ivoire** et à **Doubaï**. Les agents sont arrivés à Accra 72 heures après le début de la catastrophe. Une évaluation, effectuée en cinq jours, a montré que les infrastructures de télécommunications existantes répondaient aux besoins des organisations humanitaires, ce qui a permis d'économiser beaucoup de temps et d'argent.

55. Un stage de simulation de huit jours pour la formation technique aux opérations de terrain a renforcé les capacités de réaction des logisticiens du PAM face aux situations d'urgence soudaines ou massives. Les stagiaires i) ont appris concrètement comment agir immédiatement en cas de besoin et ii) se sont familiarisés avec la gestion des opérations du PAM et des interventions interorganisations. Quatre stages ont été organisés en 2007 pour 70 membres du personnel du PAM.
56. La surveillance par satellite s'est révélée extrêmement utile lorsque des inondations ont frappé le Mozambique en février 2007. Dans les 48 heures, le PAM avait des images montrant l'ampleur des inondations (voir annexe IX). Le Programme et ses partenaires ont ainsi pu identifier les zones les plus touchées sans devoir utiliser des hélicoptères qui coûtent 6 500 dollars par heure de vol. Les nouveaux instruments SIG ont facilité la planification des opérations lorsque des inondations ont frappé l'Afrique orientale et occidentale, le Bangladesh, le Mozambique et le Pakistan; l'alerte rapide et l'analyse de l'impact apportées par les cartes ont grandement facilité l'évaluation des besoins urgents et le travail des gouvernements et des partenaires.

57. En septembre, alors que l'ouragan Felix prenait de plus en plus d'intensité dans la région des Caraïbes, le PAM a suivi les informations données par la *United States National Oceanic and Atmosphere Administration* quant à son déplacement et à ses effets, afin de tenir les équipes de terrain au courant. Lorsque Felix a touché les terres, le PAM avait déjà envoyé une équipe d'intervention logistique au Nicaragua, alerté l'entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires de Panama et affrété des aéronefs. Lors des inondations au Mozambique en février, les nombreuses cartes de la vulnérabilité des ménages établies par le PAM ont permis aux équipes d'intervention de connaître la proportion des populations qui étaient exposées à l'insécurité alimentaire avant les inondations, leurs moyens de subsistance et les incidences éventuelles de la catastrophe, ce qui a beaucoup facilité la tâche des équipes.

Interventions face aux catastrophes

58. Le PAM a appliqué des stratégies complémentaires pour agir de façon rapide, efficiente et complète face aux catastrophes naturelles de 2007. Les entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies, qui contiennent du matériel de secours normalisé et sont gérés par une entité centrale, ont constitué la base de sa capacité d'intervention d'urgence. Le PAM les a utilisés dans le cas de neuf catastrophes et a pu expédier les secours indispensables dans des délais de 24 à 48 heures. La création d'entrepôts à Accra et à Panama, qui se sont ajoutés à ceux de Brindisi et de Doubaï, a élargi le rayon d'action du PAM dans le monde entier. Neuf nouveaux utilisateurs ont rejoint le réseau en 2007, portant le nombre total à 19.
- Ouganda.** Le module de la logistique a été mobilisé lorsque des inondations ont frappé ce pays. Le PAM a fourni cinq hélicoptères et un avion à ailes fixes, des entrepôts temporaires et des embarcations en aluminium pour transporter 2 500 tonnes de vivres et de produits de secours pour le compte de 12 partenaires d'action humanitaire. En qualité de responsable du module, le PAM a assuré la coordination logistique et la gestion de l'information.
59. Les interventions efficaces reposent sur des évaluations exactes des besoins de secours; avec le temps, le PAM a renforcé sa capacité et celle de partenaires tels que les gouvernements hôtes. En 2007, des évaluations rapides des besoins ont été conduites pour 16 des 20 interventions d'urgence entreprises à la suite de catastrophes naturelles; s'y sont ajoutées des évaluations non officielles en vue de trois interventions relevant du CII. En ce qui concerne la sécheresse en Moldova, pays où le PAM n'est pas présent, le Programme s'est associé à la FAO pour entreprendre une évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire qui a été suivie d'une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages conduite par le PAM, première enquête de ce type réalisée dans ce pays.
60. Les achats locaux ont joué un rôle important pendant toute l'année: une grande partie des 71 000 tonnes de produits alimentaires destinées aux secours après le cyclone au Bangladesh ont été achetées sur place; des opérations d'ampleur plus modeste, comme celle du Nicaragua, ont couvert 60 pour cent des besoins de vivres au moyen d'achats aux niveaux local et régional et les trois interventions au Pérou ont reposé en grande partie sur des achats locaux. Le Gouvernement du Pérou a également invité le PAM à acheter des vivres sur place pour son compte en vue de l'intervention d'urgence; les livraisons ont commencé dans les 48 heures après le tremblement de terre, et tous les achats ont été menés à bien en deux mois.

61. Des aéronefs du PAM/Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont été redéployés d'un lieu d'intervention en urgence à un autre pour assurer des transports nécessaires immédiatement, par exemple du Kenya et de Somalie au Mozambique et à Madagascar, de façon à exploiter la flotte aérienne avec le maximum d'efficacité opérationnelle et de rentabilité.

Mozambique. Le module de la logistique entré en activité au début de 2007 a mis en place un service de transport commun utilisant neuf aéronefs des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, six bateaux, une péniche et 17 camions tout-terrain pour compléter les transports routiers sous contrat de façon à utiliser rationnellement des moyens limités et à accéder rapidement à des zones difficiles. Huit entrepôts temporaires ont été construits à Caia au cours de l'intervention d'urgence. En trois mois, le module a acheminé 5 250 tonnes de vivres et 670 tonnes d'articles non alimentaires par voie aérienne, fluviale ou routière à destination de 190 000 sinistrés des inondations. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont transporté à eux seuls 1 450 tonnes de secours d'urgence et 1 445 passagers.

Panama. Plus de 300 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique ont été distribués en 2007 dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes, principalement au **Mexique**, au **Pérou** et en **République dominicaine**; 65 pour cent des stocks de biscuits des trois plates-formes logistiques ont été utilisés. Ces produits ont joué un rôle très important au cours de l'intervention immédiate, notamment dans le cas des personnes déplacées vivant dans des camps peu équipés pour la cuisine. Presque toutes les distributions de biscuits à haute teneur énergétique ont été accompagnées par des contributions alimentaires du Gouvernement. Étant donné que les biscuits fortifiés coûtent deux fois plus cher que les aliments composés enrichis pour une même valeur nutritionnelle, leur distribution doit être évaluée avec le plus grand soin.

Sri Lanka. En raison de la fermeture de la route entre Colombo et Jaffna et de l'interruption des vols commerciaux, l'équipe de pays des Nations Unies à Sri Lanka a demandé au PAM et aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies d'assurer un service régulier de transport aérien des passagers pour les organismes humanitaires. Trois appareils de transporteurs locaux ont été utilisés à cette fin en 2007 et ils ont acheminé en 105 heures de vol 965 passagers et 120 tonnes de marchandises à l'appui de l'exécution et du suivi des opérations; ils ont également effectué des évacuations pour raisons médicales ou de sécurité pour le compte des organismes humanitaires.

Financement des interventions en cas de catastrophes

62. Nombre de programmes de pays et d'IPSR comportent un mécanisme intégré d'utilisation de ressources à titre de prêts ou de dons pour financer des opérations de secours de courte durée. Ces mécanismes sont extrêmement efficaces lorsqu'ils sont utilisés en liaison avec le pouvoir d'autoriser des dépenses à hauteur de 500 000 dollars, récemment accordé par délégation aux services sur le terrain et largement utilisé pour lancer rapidement des opérations de secours de courte durée, souvent au moyen de stocks relevant de programmes de pays ou d'IPSR. La rapidité des interventions s'est ainsi beaucoup améliorée.

63. Par exemple, le PAM a lancé de nouvelles opérations seulement au Togo et au Ghana parce qu'au Burkina Faso, au Mali et en Mauritanie il a pu utiliser les pouvoirs délégués et a exploité des ressources provenant d'opérations en cours. En Ouganda on a emprunté des ressources à l'IPSR en cours pour couvrir des besoins de redressement après la distribution de secours d'urgence aux victimes des inondations. Le bureau de pays du Bangladesh a emprunté des ressources au programme de pays, entre autres mécanismes, pour lancer une intervention.

Tchad. Un financement anticipé de 11,2 millions de dollars a permis de prépositionner 12 550 tonnes de céréales, légumes secs et sel; et d'obtenir ainsi deux résultats: approvisionner progressivement la filière avant le début de la saison des pluies et établir un plan d'achat plus concurrentiel et rationnel dans la région, d'où des économies considérables.

Mauritanie. En juin 2007, un crédit de 2,25 millions de dollars alloué par le CII a permis au PAM de prévenir une crise alimentaire en fournissant une aide à 400 000 personnes exposées à l'insécurité alimentaire.

Panama. Le PAM a obtenu 8 millions de dollars du CERF en faveur de la région Amérique latine et Caraïbes en 2007: 7 millions de dollars pour des interventions rapides d'urgence et 1 million de dollars pour **Haïti** dans le cadre de l'initiative concernant les interventions d'urgence insuffisamment financées. Le PAM a obtenu 1 million de dollars du même Fonds pour la **République dominicaine** et, malgré sa présence limitée, grâce à l'appui du bureau régional et des bureaux de pays.

Swaziland. Le CERF a répondu sans retard à l'appel du PAM et de la FAO qui demandait 1,6 million de dollars afin de fournir des secours alimentaires d'urgence et des outils agricoles aux populations touchées par la sécheresse en 2007.

64. Le CII a été précieux pour faire face aux catastrophes naturelles en 2007. Il a servi à garantir le financement d'interventions urgentes décidées en vertu des pouvoirs délégués. Le Compte, qui se chiffrait à 27,3 millions de dollars au 31 décembre 2007, a été utilisé dans 12 pays sur 19 en vue de financer des interventions à la suite de catastrophes naturelles.
65. La grande utilité du CERF tient à ses solides ressources en espèces et à sa souplesse. Le PAM est l'organisation qui a reçu les moyens financiers les plus élevés en 2007 – 120 millions de dollars sur les 351 millions de dollars engagés par le Fonds; celui-ci a financé 100 pour cent de l'opération de secours en Colombie et 50 pour cent des interventions d'urgence en Bolivie et au Nicaragua.
66. L'opération d'urgence au Bangladesh a fait l'objet d'un examen approfondi parce qu'elle illustre les multiples capacités de préparation et d'intervention du PAM en cas d'urgence; elle a également représenté la plus grande opération lancée en réponse à une catastrophe naturelle en 2007.

Bangladesh: préparation et intervention rapide

67. Le 15 novembre 2007, le cyclone Sidr a frappé la côte du Bangladesh, provoquant des inondations et des dévastations: 3 800 personnes sont mortes, des milliers d'animaux ont péri et 4,7 millions de personnes ont perdu leurs biens, leurs habitations ou leurs moyens de subsistance. Le nombre de personnes touchées – 2,5 millions - a servi de "déclencheur" au PAM pour lancer immédiatement une intervention d'urgence. Le Gouvernement du Bangladesh n'a pas formulé de demande officielle d'aide mais il a accueilli volontiers cet appui. Les dégâts ont été estimés à 2,2 milliards de dollars.

68. Les stocks de vivres prépositionnés et les accords de mobilisation de réserve ont permis au PAM d'atteindre les bénéficiaires dans les six heures après la catastrophe: 416 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique et 750 tonnes de riz ont été prélevés sur les stocks de programmes de développement pour être distribués à 100 000 habitants des zones les plus touchées. Le jour suivant, 300 000 personnes supplémentaires ont reçu une aide et cinq équipes d'évaluation rapide du PAM ont été envoyées sur le terrain. Dans un délai de 48 heures, le PAM et les ONG partenaires avaient secouru 654 000 personnes.

Être prêt à sauver des vies

69. La préparation a été la clé de cette intervention rapide. Les équipes de préparation aux catastrophes et d'intervention du PAM suivaient le déplacement du cyclone depuis une semaine avant qu'il ne frappe les terres et elles ont été en mesure de compléter les informations du Gouvernement. L'unité ACV avait établi des cartes de la vulnérabilité qui évaluaient le nombre de personnes risquant de se trouver sur le parcours du cyclone. Grâce à ces informations et aux systèmes publics d'alerte rapide et d'alerte radio, 3,2 millions de personnes ont été évacuées des zones dangereuses.
70. Le PAM a mobilisé une équipe d'intervention rapide comprenant 23 agents supplémentaires du bureau régional, du Siège, de ses bureaux en Indonésie et de Doubaï et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Bangkok. Pour l'intervention humanitaire conjointe, le système d'action groupée a été appliqué et le PAM a pris la tête des opérations d'aide alimentaire et du module de la logistique. Il a également présidé l'équipe de gestion de la catastrophe et le forum de l'intervention d'urgence.
71. Lorsqu'un cyclone d'une violence comparable avait frappé le Bangladesh en 1991, 80 000 personnes avaient perdu la vie: les mesures de préparation étaient très peu développées et le pays a été pris par surprise. Cette fois, le partage des informations entre le Gouvernement, les institutions des Nations Unies, les ONG et les donateurs a favorisé l'analyse de la vulnérabilité, la prévention, l'alerte rapide et l'action d'urgence. Ces mesures et d'autres mesures de préparation à plus long terme, comme la construction – avec l'aide du PAM – de digues, de talus et d'abris d'urgence et la plantation de 30 millions d'arbres dans les zones côtières ont contribué à sauver des vies.

La contribution en nature de 70 666 tonnes de céréales du Gouvernement du **Bangladesh** a été jumelée avec un financement multilatéral. Le Gouvernement a également accordé un prêt de riz en vue de distributions immédiates. Le riz – 62 pour cent du volume total – a été acheté sur le marché international; les légumes secs, l'huile végétale, le sel et les biscuits à haute teneur énergétique ont été achetés localement.

Répondre aux besoins

72. Un plan d'intervention d'urgence complet et le renforcement des capacités dans le cadre du programme de pays ont permis au PAM de mettre en place les réseaux voulus pour réagir immédiatement à la catastrophe. Les ressources du programme de pays et les stocks de vivres prépositionnés ont été utilisés pour les premières distributions. Un processus transparent de sélection des ménages a permis de prévenir les doubles emplois inutiles et les techniques de sélection participatives ont abouti à couvrir 93 pour cent des bénéficiaires visés contre 82 pour cent dans le cadre du processus de sélection précédent.
73. Une mission d'évaluation conjointe conduite par le Gouvernement, l'ONU et des ONG du 17 au 20 novembre 2007 a recommandé de fournir immédiatement des secours destinés à "sauver la vie et les moyens de subsistance" de 2,6 millions de personnes. Elle a insisté sur la nécessité de poursuivre l'aide à la reconstruction et au relèvement compte tenu des coups sévères portés aux moyens de subsistance et d'améliorer encore les instruments de prévention et de préparation aux catastrophes. Le 26 novembre, le PAM et la FAO ont approuvé l'opération d'urgence 10715, d'un montant de 51,8 millions de dollars, qui doit fournir à 2,3 millions de personnes particulièrement touchées 71 365 tonnes de vivres en six mois. Le 30 décembre, le PAM avait fait quatre distributions, livrant ainsi 12 000 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique, de riz, de légumes secs, d'huile et de sel.
74. L'opération d'urgence a été financée initialement par le CII (8,58 millions de dollars), le CERF (10 millions de dollars) et les contributions de donateurs. Au 31 décembre, 41,5 millions de dollars avaient été reçus alors que 51,8 millions de dollars étaient nécessaires, de sorte qu'il manquait 20 pour cent du montant requis. L'opération d'urgence était donc entièrement financée pour la première phase.

Préparation de la deuxième phase

75. À la mi-décembre, le PAM et 20 partenaires d'exécution ont procédé à une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence portant sur 600 ménages, 200 petits fournisseurs et 60 responsables locaux afin d'étudier l'efficacité des secours et de planifier la phase de redressement. Ils ont ainsi constaté que presque toutes les communautés classaient la nourriture parmi leurs trois besoins les plus urgents, avant l'argent, les couvertures ou les vêtements; 50 pour cent des ménages déclaraient qu'ils ne possédaient aucune réserve de nourriture tandis qu'un tiers disposaient de nourriture pour moins de deux semaines.
76. En conséquence, l'aide alimentaire a été prolongée de six mois pour éviter que la dénutrition ne s'aggrave quelques mois après la catastrophe. Même pendant les années normales, les taux de malnutrition aiguë atteignent souvent 15 pour cent avant la principale récolte. L'expérience montre toutefois qu'après un cyclone l'émaciation marque généralement deux pics, le premier provoqué en partie par les diarrhées et les maladies infectieuses, deux à trois mois après la catastrophe, et le second dû à l'aggravation de l'insécurité alimentaire avant la récolte.

77. La population du Bangladesh, le PAM et ses partenaires ont tiré parti pendant toute l'année 2007 des leçons issues de l'expérience et de la forte capacité constituée pour faire face aux catastrophes.

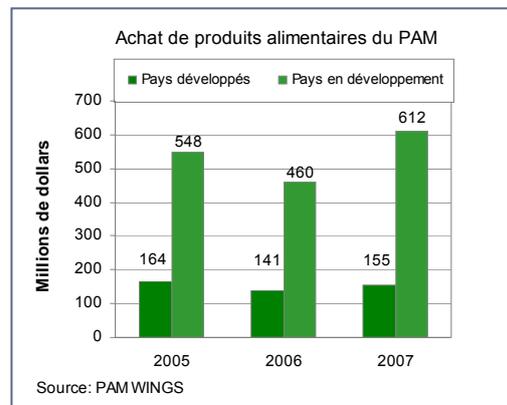
Développer les avantages offerts par les achats locaux

78. La politique d'achats du PAM insiste sur la nécessité d'acquérir des produits alimentaires, d'autres biens et des services d'une façon économique, rapide et adaptée aux besoins des bénéficiaires. Un examen spécial des achats locaux en 2007, entrepris dans le cadre de l'établissement du Rapport annuel sur les résultats, a fait ressortir les avantages supplémentaires de ces achats pour les pays en développement: servir l'économie locale, accélérer les interventions, réduire les coûts, fournir des aliments mieux adaptés, renforcer les marchés locaux, stimuler la production locale et améliorer les revenus des agriculteurs. Le PAM a appliqué des stratégies visant à développer le plus possible ces avantages en 2007.

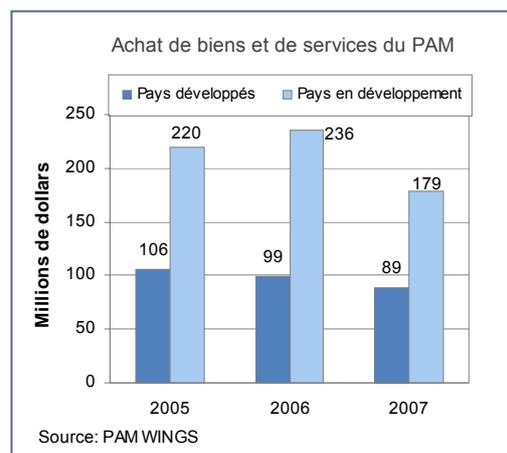
Servir l'économie locale

79. Le PAM a acquis des vivres, d'autres biens et des services, à l'exclusion des services de transports, dans 89 pays en développement, situés principalement en Afrique et en Asie, apportant ainsi une contribution substantielle à leur économie en 2007.

80. En valeur monétaire, les achats de vivres ont atteint en 2007 leur plus haut niveau depuis trois ans en raison, entre autres, de la forte hausse des prix des produits alimentaires. En volume, 80 pour cent de l'aide alimentaire du PAM a été achetée dans 69 pays en développement, soit 1,6 million de tonnes d'une valeur de 612 millions de dollars. Ces achats ont augmenté de 6,5 pour cent en volume et de 33 pour cent en valeur par rapport à 2006.



81. Les achats de biens et de services ont diminué entre 2005 et 2007, mais ils étaient passés de 50 millions de dollars en 2001 à 267 millions de dollars en 2007. Le PAM effectue traditionnellement les deux tiers de ses achats de biens et de services dans les pays en développement, soit 635 millions de dollars entre 2005 et 2007. La part des achats provenant des pays en développement a baissé pour les raisons suivantes: i) la diminution du nombre des interventions d'urgence de grande ampleur en 2007,



qui a entraîné celle de la valeur des achats de produits non alimentaires qui s'effectuent principalement dans les pays en développement; ii) l'absence de réduction proportionnelle des achats aux pays développés. Les services WINGS II, le Programme mondial de location de véhicules organisé pour les opérations au Soudan et le matériel TIC destiné au Siège et au terrain provenaient des pays développés.

Intervenir en temps voulu

82. En 2007, les achats locaux et régionaux ont permis au PAM de commencer plus rapidement les distributions. Au Cambodge, les achats locaux ont permis de réduire le délai de livraison d'environ 50 jours par rapport aux achats internationaux. Au Myanmar, les achats aux niveaux local et régional ont fait économiser 20 à 30 jours de transport. Pour le Bhoutan, les achats de mélange maïs-soja provenant du Népal ont été réalisés en six semaines alors qu'il aurait fallu environ 16 semaines pour des achats internationaux.

83. Au Bangladesh, l'achat local de vivres destinés aux secours d'urgence aux victimes du cyclone Sidr a permis de réduire de moitié les temps de livraison; dans certains cas, les vivres ont été livrés en six jours. Après les inondations au Ghana, du maïs acheté au Burkina Faso a été livré en moins de trois semaines; les achats locaux sont cependant parfois compliqués; ainsi, la livraison de vivres achetés sur place au Burkina Faso a été retardée du fait de l'interdiction d'exporter des céréales.

En **Afrique de l'Ouest**, où la plupart des opérations du PAM se déroulent dans des pays sans littoral, les achats locaux et régionaux ont permis de diminuer de moitié les délais moyens de livraison. La farine de maïs destinée à l'**Afrique centrale** et acquise dans la région a été livrée en 40 jours contre 96 jours pour le même produit acheté en Afrique du Sud. Au **Burkina Faso**, la farine de maïs achetée sur place a été livrée dans un délai de 45 jours contre 97 jours pour le même produit en provenance d'Italie.

Choisir des produits alimentaires mieux adaptés

84. Les achats locaux permettent souvent de fournir aux bénéficiaires des produits qu'ils préfèrent. L'Égypte est récemment devenue une source intéressante de produits alimentaires, d'une part parce qu'elle offre des prix compétitifs et d'autre part parce que la qualité des produits disponibles correspond aux attentes des populations d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

85. Au Pakistan, du mélange blé-pois a été acheté sur place en paquets de 5 kilogrammes de façon à assurer la fraîcheur du produit et faciliter la distribution. En Afrique australe, le PAM a acquis du maïs non modifié génétiquement, produit que les populations désiraient et qui était pratiquement introuvable ailleurs.

86. Le PAM a également appuyé la production locale d'aliments appropriés. Ainsi, dans le cadre de l'intervention d'urgence de 2007 après les inondations en Bolivie, le PAM a travaillé avec les fournisseurs locaux pour lancer la production de mélange maïs-soja, créant ainsi une industrie locale qui est maintenant en mesure de fournir des aliments enrichis à d'autres pays et de mettre ces produits à disposition pour des interventions rapides en cas de situation d'urgence.

En **République démocratique populaire lao**, l'achat local de mélange maïs-soja a permis au PAM de fournir aux bénéficiaires des aliments de qualité supérieure jugés plus satisfaisants. La longueur des filières d'approvisionnement, la médiocrité des installations d'entreposage et le transport dans un climat chaud et humide ont gravement compromis la qualité du mélange provenant de fournisseurs internationaux. Les achats aux producteurs locaux ont réduit les délais de livraison et permis au PAM de se procurer des aliments en lots plus petits de façon à réduire le temps d'entreposage et à distribuer des produits plus frais.

Renforcer les marchés locaux

87. Les achats locaux du PAM ont contribué à renforcer les marchés et les modes de fonctionnement. Au Pakistan, le PAM a acheté des biscuits à haute teneur énergétique, des aliments composés et des repas prêts à consommer à un fournisseur local. Lorsque le contrat avec le Programme a pris fin, ce fournisseur s'est rendu compte que les produits pourraient trouver des marchés plus larges et a lancé une production commerciale. En Afrique de l'Ouest, le PAM a accru ses achats de farine de maïs enrichie lorsqu'un fournisseur local a investi pour acquérir du matériel d'enrichissement grâce à son contrat avec le Programme.
88. Au Guatemala, le PAM a aidé à mettre au point un aliment enrichi produit localement, le "Vitacereal" à base de maïs local. Les fabricants locaux hésitaient à utiliser le maïs local pour produire du Vitacereal en raison de la présence fréquente d'aflatoxines et de l'absence de contrôle de la qualité. Le PAM a aidé à organiser la certification de qualité pour le maïs de sorte que les cultivateurs locaux ont obtenu des prix plus élevés parce que leur maïs était conforme à des normes de qualité rigoureuses.
89. Le Malawi a fait une récolte de maïs exceptionnellement bonne en 2007 mais manquait d'entrepôts pour la conserver. Les achats du PAM à des fins d'exportation ont permis d'éviter que le maïs ne s'abîme dans des entrepôts mal adaptés et ont contribué à affermir les prix locaux qui avaient baissé après cette récolte abondante. L'ouverture de ce nouveau marché a encouragé les agriculteurs à semer de nouveau du maïs à récolter en 2008.
90. Les achats de biens du PAM stimulent les marchés locaux. Par exemple, le PAM a acheté 14,5 tonnes de graines de noyer aux cultivateurs de la région du Kohistan pour favoriser la création de pépinières d'arbres fruitiers dans les zones du Pakistan touchées par le séisme. Comme il n'existait aucun réseau commercial pour ce genre d'achat, des agents du PAM et des représentants du département des forêts et de l'agriculture se sont rendus dans les villes et les villages pour trouver des fournisseurs potentiels et obtenir des échantillons de graines d'excellente qualité.

Stimuler la production locale et améliorer les revenus des agriculteurs

91. Les achats locaux ont aidé les agriculteurs à accroître leur production et à améliorer leurs revenus. En République démocratique populaire lao, les achats locaux de vivres ont stimulé les marchés des produits alimentaires et ont permis de redistribuer les excédents aux ménages accusant un déficit alimentaire. Ces achats ont injecté 410 000 dollars dans l'économie rurale.

92. Dans le Territoire palestinien occupé où le marché de l'huile d'olive est déprimé depuis plusieurs années, le PAM a acheté de l'huile dans le cadre d'un programme de soutien économique à la Cisjordanie: il a acheté des lots de 160 kilogrammes d'huile à 1 580 petits exploitants dans les zones aux débouchés limités; chaque agriculteur a reçu 665 dollars au titre de ces achats. Le plus important, c'est que ces achats ont contribué à maintenir les cours locaux de l'huile d'olive à des niveaux acceptables.

Le PAM a adopté des méthodes souples pour renforcer les infrastructures commerciales. Ainsi, en **Afghanistan**, où il achetait de petites quantités de produits aux coopératives agricoles et aux négociants locaux depuis 2002, les groupes d'agriculteurs ont appris à soumettre des offres. Les appels d'offre ont été traduits dans deux langues locales et distribués à la main pendant un mois. Il n'existe pas de réseau bancaire structuré de sorte que les paiements en espèces ont été autorisés à titre exceptionnel. En **Ouganda**, le volume moyen des contrats avec les groupes de petits exploitants a été réduit sur la base de l'expérience, passant de 275 tonnes en moyenne par contrat en 2004 à 195 tonnes, chiffre plus commode à gérer, en 2007.

93. Le PAM a commencé à acheter directement du maïs aux petits exploitants au Lesotho: 20 exploitants pratiquant l'agriculture de semi-subsistance dans le district très pauvre de Qacha's Nek ont reçu 2 800 dollars pour 8 tonnes de maïs, somme non négligeable dans un pays où le tiers de la population a moins de 1 dollar par jour pour vivre. En utilisant des techniques agricoles de conservation apprises dans le cadre d'un programme Vivres au profit de la formation (VPF) appuyé par le PAM, les agriculteurs ont produit un excédent bien que la pire sécheresse enregistrée depuis 30 ans ait frappé le pays. Le PAM a également eu l'avantage d'économiser 45 dollars par tonne en achetant à Qacha's Nek et non en Afrique du Sud.

94. Le PAM a travaillé avec des partenaires qui aidaient les organisations d'exploitants à stimuler la production locale et à améliorer les revenus. Au Mozambique, il a conduit un programme conjoint avec la FAO, le FIDA et l'OIT pour établir un modèle d'achat de vivres qui assure une valeur ajoutée à la manutention et au traitement après la récolte et élargisse l'accès au marché des petits exploitants et des organisations d'agriculteurs.

Réduire les coûts

95. Les achats aux niveaux local et régional ont contribué à abaisser le coût des produits alimentaires. En 2007, les prix sur les marchés locaux étaient souvent inférieurs aux prix internationaux. Ainsi, le PAM a acheté du blé au Pakistan à 297 dollars la tonne alors que le cours international atteignait 425 dollars. En République démocratique

populaire lao, le coût du mélange maïs-soja acheté aux fournisseurs locaux en 2007 était inférieur de 7 pour cent au meilleur prix offert par les fournisseurs internationaux. En Afrique de l'Ouest, les cours régionaux et locaux des céréales ont augmenté de 7 pour cent entre 2006 et 2007, tandis que les cours internationaux montaient de 50 pour cent. Le PAM a alors acheté de la farine de maïs au Cameroun pour livraison à la République centrafricaine à 408 dollars la tonne alors que le même produit coûtait 425 dollars en Afrique du Sud.

96. Des économies ont souvent pu être faites parce que les coûts de transport étaient réduits ou supprimés. En Afrique de l'Ouest par exemple, les achats aux niveaux local et régional ont fait tomber le coût des produits alimentaires à la moitié du coût des produits importés d'Afrique du Sud, le fournisseur international le plus proche. En République centrafricaine, l'achat au niveau régional de 7 600 tonnes de farine de maïs a permis d'économiser 3,8 millions de dollars. L'achat au niveau régional de 11 000 tonnes de sorgho destiné au Tchad s'est traduit par une économie de 1,4 million de dollars. Au Myanmar, les achats locaux effectués en 2007 ont coûté en moyenne 30 pour cent de moins que les achats internationaux, grâce surtout aux économies réalisées sur les frets maritimes, la manutention et les dépenses portuaires. Au Bhoutan, les achats aux niveaux local et régional ont permis d'économiser 10–25 pour cent sur les achats en 2007.
- Au **Pakistan**, un contrat d'achat de blé a été passé, en 2007, à 362 dollars la tonne contre un prix fob international de 450 dollars. Outre l'économie de 88 dollars la tonne ainsi réalisée, les frais de transport d'environ 122 dollars la tonne ont été éliminés, d'où une économie nette de 210 dollars la tonne et une réduction d'un tiers des coûts.
97. En Amérique latine, le PAM a aidé l'Équateur et le Honduras à se procurer des vivres pour les programmes d'aide alimentaire du Gouvernement. Il a obtenu un coût par ration moins élevé grâce à des procédures d'achat transparentes et à des paiements ponctuels.
98. En 2007, les achats au niveau local ont assuré aux opérations, aux producteurs locaux et aux économies des pays bénéficiaires des avantages nombreux et complémentaires. Ces succès justifient la poursuite de la diversification et de la pratique des achats locaux dans les opérations du PAM.

Exploiter les partenariats stratégiques

99. Soucieux de renforcer leurs liens, le PAM et WVI ont lancé un projet pilote conjoint au Burundi, en Ouganda et en Sierra Leone en 2004. Pendant les trois années suivantes, les deux organisations ont amélioré leurs activités dans les trois pays sur la base d'un partenariat stratégique. Conformément à l'Objectif de gestion 1, le projet pilote visait à tirer profit des avantages relatifs que possédait chaque organisation pour obtenir les résultats recherchés et mieux satisfaire les besoins des groupes visés. Un examen entrepris en 2007 pour évaluer l'efficacité du projet a porté sur les résultats et la valeur supplémentaire apportée par le partenariat en ce qui concerne les résultats, les rôles, les responsabilités et les ressources mises en commun.

Principales conclusions

100. Le partenariat a renforcé la compréhension mutuelle et a permis d'exploiter plus rationnellement les compétences de chaque partenaire en combinant l'avantage relatif du PAM en matière d'aide alimentaire et de logistique avec la mobilisation des communautés, les ressources humaines et les fournitures d'articles non alimentaires assurées par WVI. Il a parfois fallu que chaque partie comprenne bien les limitations de l'autre, ce qui a facilité l'accord sur les objectifs et le potentiel du partenariat.
101. Au début, le partenariat a souffert d'être considéré comme une initiative du Siège. Il a été initialement entravé par l'absence d'engagement des organisations en faveur de la mobilisation prioritaire de personnel et de fonds qui a ralenti la mobilisation au niveau du terrain. Faute de volonté et de ressources suffisantes, les bureaux de pays hésitent à s'engager dans des projets complexes. Le PAM et WVI ont reconnu qu'une valeur supplémentaire a été créée grâce aux activités conjointes, à la conception de projets complémentaires et à la mise en commun des ressources. Ces activités n'auraient pu être exécutées par une organisation agissant seule.
102. Le partenariat pilote a également entraîné un changement progressif de mentalité en faveur de la collaboration fondée sur les programmes. Chaque organisation a de plus en plus reconnu la valeur de l'apport de l'autre de sorte que les résultats recherchés pour les bénéficiaires ont été obtenus. Les ressources techniques, financières et humaines complémentaires ont été fournies en temps voulu pour la majorité des activités dans ces trois pays.
103. **Résultats partagés.** Le PAM et WVI ont fixé de concert pour les pays des objectifs clairs et réalistes alignés sur les Objectifs stratégiques du PAM. En répondant ensemble aux besoins des personnes vivant avec le VIH et des enfants exposés à l'insécurité alimentaire et vulnérables au VIH/sida, ils ont obtenu des résultats importants. L'action complémentaire a également bien réussi au Burundi, où le nombre de repas consommés par les ménages de personnes vivant avec le VIH qui participaient aux activités est passé de 1 à 2 par jour; 58 pour cent des bénéficiaires ont déclaré que leur santé s'était améliorée, 44 pour cent ont pu reprendre une vie "normale" et 60 pour cent ont déclaré que la discrimination ne posait plus de problème.

Alimentation scolaire et sensibilisation des populations au problème du VIH/sida en Ouganda

L'alimentation scolaire a servi de point de départ à l'éducation en matière de VIH/sida et à l'acquisition de connaissances pratiques dans 96 écoles du district de Pader. WVI a appuyé la formation de 327 enseignants du cycle primaire qui a été complétée par des spectacles et des émissions de radio concernant le VIH/sida, une assistance technique pour la composante VIH/sida et la construction de latrines et de systèmes d'approvisionnement en eau; l'Organisation a également appuyé la formation à la direction, à la gestion, aux ressources humaines et aux finances.

Tout en livrant une aide alimentaire, le PAM a fourni une assistance technique et assuré le suivi de la gestion et de l'exécution. WVI a distribué des vivres à 47 000 écoliers.

Des résultats positifs ont été obtenus dans les deux secteurs: le nombre d'enfants inscrits à l'école a augmenté de 20 pour cent, la capacité et la volonté des enseignants de participer activement à l'éducation à la prévention du VIH/sida se sont accrues de 75 pour cent et les élèves ont appris à mieux comprendre les problèmes liés à l'épidémie.

104. On pourrait mieux mesurer les résultats en élargissant les données de base de façon à enregistrer les résultats qualitatifs: il a été difficile, par exemple, de mesurer la valeur apportée par la programmation complémentaire.
105. **Rôles et responsabilités partagés.** Au niveau du terrain, les rôles des partenaires ont été définis clairement. Au début, il a été difficile pour les trois pays participants d'intégrer leurs procédures d'opération et de financement respectives de sorte qu'il n'y a pas eu d'accord sur une conception de projet commune et que la mise en œuvre a été fortement retardée.
106. **Ressources partagées.** Il a été plus difficile de créer des synergies en raison des différences de culture, de systèmes internes entre les deux organisations et des limitations budgétaires. Les procédures internes ont provoqué des retards et des malentendus. Le renouvellement fréquent du personnel et le temps insuffisant dont il disposait ont causé des problèmes de continuité et de ponctualité. Les deux organisations ont eu du mal à se procurer les fonds nécessaires pour les composantes complémentaires. Les mécanismes de financement du PAM et de WVI étaient peu compatibles, d'où des financements incertains et des retards d'exécution. WVI prend des engagements de longue durée vis-à-vis des communautés en se basant sur une filière ininterrompue de ressources, mais le PAM ne peut garantir la pérennité de la filière. Il y a en conséquence des difficultés à assurer la continuité de l'exécution avec des composantes de projet différentes mais liées entre elles.

Partage de ressources au Burundi

Le projet pilote a étudié i) l'intégration de l'appui des communautés aux personnes vivant avec le VIH/sida, aux orphelins et aux autres enfants vulnérables et ii) l'amélioration des services de santé sexuelle et de la reproduction pour les jeunes. Ni le PAM ni WVI n'étaient en mesure de fournir les diverses compétences et ressources requises.

WVI a mobilisé 721 680 dollars de contributions en espèces pour le programme VIH/sida afin de compléter les denrées alimentaires du PAM, d'une valeur de 3,4 millions de dollars. Le PAM a fourni 186 907 dollars au titre des dépenses de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM) et 130 988 dollars provenant de l'Agency for International Development (USAID) pour la composante VIH/sida.

Par suite des difficultés de la filière d'approvisionnement et d'un changement de stratégie au niveau du pays, le PAM n'a pu livrer que 56 pour cent du volume de vivres prévu pendant les premières phases; 50 pour cent des bénéficiaires n'ont pas reçu de nourriture en contrepartie de leur travail sur les champs appartenant à des personnes qui vivent avec le VIH/sida.

Enseignements — Poursuivre les partenariats de qualité

107. Les enseignements tirés des projets pilotes seront communiqués aux bureaux de pays du PAM et aux partenaires. Le modèle de partenariat PAM-WVI sera intégré dans la stratégie du Programme vis-à-vis des ONG, compte dûment tenu des considérations ci-après:
- Il n'est pas facile d'établir un partenariat stratégique, même si les deux partenaires sont bien disposés. Les partenariats doivent partir du terrain et être fondés sur des possibilités et une valeur ajoutée.

- Les objectifs et les attentes doivent être intégrés dès la conception du projet. Ils doivent être réalistes du point de vue des structures des systèmes, du personnel disponible et des financements internes.
- Les possibilités de financement doivent être étudiées en commun dès les premiers stades de la collaboration. Les ruptures de filière, les retards de financement et le manque de personnel peuvent entraver la réussite des projets. L'accord de projet doit comporter une stratégie visant à répondre aux problèmes imprévus.

Valeur ajoutée en Sierra Leone

Le partenariat a permis au PAM d'atteindre davantage de bénéficiaires et de leur offrir une aide plus large sans accroître son personnel. Le PAM et WVI se sont complétés mutuellement en ce qui concerne la mobilisation des ressources, l'exécution et le suivi des activités.

Les objectifs de distribution de vivres dans 174 écoles ont été dépassés en **Sierra Leone**; les programmes prévus de formation et de sensibilisation pour le VIH/sida ont été exécutés à hauteur de 57 pour cent. Le PAM, WVI et le Gouvernement élargiront le programme et consolideront les progrès déjà réalisés. En **Sierra Leone**, les deux parties sont passées d'un partenariat contractuel à un véritable partenariat complémentaire.

Pratiques optimales en matière de problématique hommes-femmes

Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes en vue d'assurer la sécurité alimentaire

108. La politique de 2003–2007 concernant la problématique hommes-femmes prévoyait quatre initiatives d'appui aux programmes afin d'intégrer les Engagements renforcés en faveur des femmes dans les activités des organisations. Il s'agissait de la publication de directives, de la formation aux niveaux régional et national, d'études de cas sur la mise en oeuvre et enfin de la collecte et de l'analyse de données quantitatives par le biais d'une enquête de référence et d'une enquête de suivi.
109. Les directives pour la mise en oeuvre des Engagements renforcés en faveur des femmes ont servi de base théorique au suivi et à l'évaluation fondés sur un cadre logique d'indicateurs permettant des comparaisons chronologiques. L'enquête de suivi a porté sur les résultats immédiats obtenus par la mise en oeuvre des huit engagements. Bien qu'aucune évaluation des effets directs n'ait été prévue, l'enquête de suivi a permis de mesurer l'état d'avancement de la mise en oeuvre des Engagements renforcés aux niveaux mondial et national, d'identifier les problèmes à régler et de dégager des orientations en vue de la nouvelle politique en matière de problématique hommes-femmes qui doit être soumise au Conseil d'administration en 2008. Les résultats de l'enquête concernant certains indicateurs sont récapitulés dans le tableau ci-après¹⁸.

¹⁸ Ce tableau couvre les résultats de l'enquête provenant d'autoévaluations. Les réponses venaient de fonctionnaires chargés de programme/fonctionnaires de contact.

Tableau 2: Résultats de l'enquête sur la mise en oeuvre des Engagements renforcés en faveur des femmes			
ERF*	Indicateur	Enquête de référence %	Enquête de suivi %
I	Activités nutritionnelles fournissant des aliments enrichis en micronutriments aux personnes vivant avec le VIH.	89	98
	Interventions nutritionnelles offrant des stages de sensibilisation à la nutrition, à la santé et aux soins aux personnes vivant avec le VIH.	87	98
II	Pays enregistrant un écart de 15 pour cent au moins entre les sexes en faveur des garçons dans les écoles primaires.	37	32
	Pays enregistrant un écart de 25 pour cent au moins entre les sexes dans les écoles secondaires dans chaque zone du pays où l'enseignement primaire a reçu un soutien.	38	25
III	Pays atteignant l'objectif de 70 pour cent de participation des femmes aux activités VPF.	48	46
	Activités VPF dans lesquelles les besoins des femmes ont été pris en compte.	aucun	72
IV	Opérations de secours pour lesquelles les femmes étaient titulaires des cartes de distribution.	67	87
	Opérations de secours pour lesquelles les femmes ont été consultées sur l'organisation de la distribution dans les situations présentant un risque d'insécurité élevé.	57	85
V	Activités VPF/VCT appliquant des méthodes participatives d'identification des bénéficiaires.	71 (79)	88 (96)
VI	Pays où les plans d'intervention d'urgence préparés pendant l'année de l'enquête ont pris en compte et traité la problématique hommes-femmes.	53	80
	Pays où l'analyse de données secondaires pendant l'ACV durant l'année de l'enquête était fondée sur des données ventilées par sexe.	67	85
VII	Pourcentage de bureaux de pays où l'équipe ou le fonctionnaire de contact chargé de la problématique hommes-femmes a régulièrement informé la direction des questions relevant de cette problématique.	85	60

* Engagements renforcés en faveur des femmes

110. Le PAM a dû faire face à différents problèmes: couverture et ciblage insuffisants des adolescentes dans les opérations de nutrition, absence d'administration systématique de médicaments antiparasitaires et faible scolarisation des filles dans les écoles secondaires disposant de mécanismes insuffisants pour traiter le problème.
111. L'enquête a fait ressortir que la participation des adolescentes aux activités VPF n'était pas convenablement suivie et que leurs besoins n'étaient pas suffisamment pris en compte au stade de la conception des projets. Il importe de renforcer le rôle des femmes au sein des comités de gestion des avoirs et d'incorporer des méthodes participatives dans les systèmes de suivi et d'évaluation. La politique révisée concernant la problématique hommes-femmes abordera ce problème dans le contexte de l'intégration croissante de cette problématique dans les activités du PAM, en particulier la programmation, le suivi et l'évaluation et les directives pour l'évaluation de la sécurité alimentaire.

Problématique hommes-femmes et protection

112. Dans les situations de conflit et de déplacement, les liens familiaux et communautaires se rompent et les mécanismes locaux de protection s'affaiblissent. Le rôle de chaque sexe change également. Les frustrations, le manque d'activité et la disponibilité d'armes créent un environnement dans lequel la violence, y compris la violence sexuelle et sexiste, est tolérée et se généralise. Ce type de violence menace constamment la sécurité des bénéficiaires de l'aide du PAM.
113. En raison des liens qui existent entre violence sexuelle et protection des bénéficiaires, le PAM a entrepris des études sur le terrain en Colombie, en République démocratique du Congo, au Libéria et en Ouganda pour mieux comprendre l'ampleur du phénomène dans les contextes où il travaille et étudier les meilleurs moyens d'y répondre. Ces études faisaient partie d'un projet de recherche sur les moyens que peut utiliser le PAM afin de protéger les bénéficiaires de son aide.

Enseignements

114. Le PAM a contribué à l'émancipation des femmes par le biais de programmes d'assistance alimentaire qui atténuent la vulnérabilité et élargissent leurs perspectives d'avenir, contribuant ainsi également à leur protection. Les Engagements renforcés en faveur des femmes constituent un cadre pour prendre ces liens en compte. En particulier, les principes du droit à l'aide, de l'accès à l'aide en toute sécurité, de la participation et de la transparence ont contribué à protéger les femmes de la violence sexuelle. La mise en œuvre de la politique concernant la problématique hommes-femmes et la sélection de contacts pour cette problématique a facilité l'action destinée à soutenir les victimes de violences sexuelles.
- Dans les camps du nord de l'Ouganda, les violences sexuelles ont fortement augmenté pendant la guerre: les violences familiales, les viols, l'exploitation et les abus sexuels sont devenus fréquents. La distribution de vivres dans les camps par le PAM a protégé les femmes et les adolescentes des enlèvements et des violences à l'extérieur des camps en mettant fin à la nécessité de sortir du camp pour trouver de la nourriture.
115. **Utilisation de l'aide alimentaire comme instrument de protection directe.** L'aide alimentaire a été un moyen de protection contre l'exploitation et les abus sexuels dans des sociétés sortant d'un conflit comme le Libéria. Lorsque la pauvreté est extrême et que les choix sont limités, la prostitution des adultes ou des enfants constitue un expédient de survie pour les familles et est souvent considérée comme le seul moyen d'obtenir de la nourriture, l'accès à l'instruction ou même une protection. Les femmes et les adolescentes recevant une aide alimentaire n'ont pas eu besoin de recourir à de telles pratiques et ont renforcé leur indépendance et la sécurité alimentaire de leur famille. La participation des femmes vulnérables aux activités VCT et VPF leur a assuré une nouvelle source de revenus et les a dissuadées de se prostituer.

116. **Aide aux victimes de violences.** Dans les situations de conflit et d'après-conflit, les femmes et les adolescentes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles. La fourniture de vivres aux victimes de viols et d'enlèvements, même s'il s'agit d'une aide de brève durée, constitue un exemple d'impact positif de l'assistance du PAM sur les femmes et les adolescentes.

À Bukavu et à Goma, en **République démocratique du Congo**, les rations alimentaires trimestrielles du PAM ont permis aux victimes de violences sexuelles de rester à l'hôpital assez longtemps pour se remettre avant de retourner dans leur communauté. Les femmes ont bénéficié du soutien des autres femmes et de conseils pour atténuer l'impact psychosocial. À Bunia, dans le nord de l'**Ouganda**, les jeunes filles qui avaient été enlevées avaient souvent été victimes d'esclavage sexuel et avaient donné naissance à des enfants à la suite de violences sexuelles; elles ont bénéficié d'activités VPF qui leur ont donné davantage de chances d'accéder à l'indépendance économique.

117. **Identification des risques associés à l'assistance alimentaire du PAM.** Dans les situations où la nourriture est un bien précieux, l'aide alimentaire a davantage de chances de parvenir aux familles si les rations sont remises aux femmes. Toutefois, dans certains cas, elle a eu pour effet d'exposer davantage les femmes, qui risquaient d'être agressées pendant le trajet jusqu'au point de distribution ou sur le chemin du retour ou étaient contraintes d'avoir des relations sexuelles en échange d'un ticket de transport. Certaines communautés ont été victimes de raids après les distributions de vivres, raids qui ont à leur tour provoqué des viols et des violences sexuelles supplémentaires.

En **Colombie**, 40 années de conflits et de déplacements forcés ont accentué les inégalités sociales, économiques et culturelles, d'où une aggravation de la violence, surtout à l'encontre des femmes et des adolescentes. Les femmes semblent s'adapter à la nouvelle situation dans les villes où vivent la plupart des personnes déplacées avec plus de souplesse que les hommes; ces derniers ne réussissent pas toujours à exploiter leurs qualifications rurales sur le marché du travail urbain et sont souvent sans emploi. Le changement des rôles de chaque sexe s'ajoutant à l'instabilité et à l'insécurité a entraîné un accroissement des violences familiales.

118. Le PAM se tiendra au courant des contextes dans lesquels il fournit une assistance alimentaire pour s'assurer qu'elle contribue à améliorer la vie des bénéficiaires sans leur faire courir de risques supplémentaires. Les violences familiales pourraient diminuer si on comprend bien la dynamique entre les sexes et si l'on veille à sauvegarder le rôle social des hommes et des jeunes garçons, par exemple en inscrivant les noms des hommes sur les cartes de rationnement même si ce sont les femmes qui reçoivent les rations. Le travail de protection et de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels qu'effectuent le PAM et ses partenaires contribue à protéger les bénéficiaires en réduisant leur exposition aux risques.



PARTIE III: PRINCIPALES RÉALISATIONS

L'impact de l'action du PAM — études de cas

Afghanistan – Lente progression vers le redressement

119. L'Afghanistan a d'énormes besoins pour assurer son redressement après des dizaines d'années de guerre, de troubles intérieurs et de catastrophes naturelles répétées. Bien que quelques progrès aient été réalisés, des millions d'Afghans vivent encore dans une terrible pauvreté, les infrastructures sont très dégradées, l'insécurité persiste et le territoire est infesté de munitions et de mines non explosées. En 2007, 37 pour cent des ménages ne réussissaient pas à satisfaire leurs besoins quotidiens minimaux de calories de sorte que 8,5 millions de personnes étaient exposées à l'insécurité alimentaire, soit 9 pour cent de plus qu'en 2005.
120. Le PAM fournit une aide à l'Afghanistan dans le cadre d'une IPSR¹⁹ et de deux opérations spéciales²⁰. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM aide les Afghans exposés à l'insécurité alimentaire qui vivent dans des zones isolées à améliorer leur sécurité alimentaire et à reconstituer leurs moyens de subsistance. Alors que la sécurité se dégradait et que l'accès matériel aux bénéficiaires était limité, l'aide alimentaire a sauvé des vies dans des situations critiques et a permis d'encourager des activités communautaires au moyen de transferts de revenus et de créations d'emplois; elle a donné un filet de sécurité indispensable aux familles pauvres.
121. Les deux opérations spéciales du PAM ont assuré aux organismes humanitaires présents en Afghanistan des services de télécommunications et de transports aériens essentiels dans un environnement extrêmement peu sûr alors que les déplacements par la route étaient terriblement difficiles. En 2007, les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont utilisé quatre aéronefs qui, en 2 700 heures de vol, ont transporté 45 000 passagers et 930 tonnes de chargement léger pour faciliter le relèvement et la reconstruction dans tout le pays.
122. En 2007, l'assistance du PAM a touché 6,7 millions de personnes vulnérables, dont 1,6 million d'élèves des écoles primaires, 130 000 malades tuberculeux et 451 000 personnes pauvres et analphabètes – principalement des femmes et des adolescentes – qui participaient à des programmes VPF pour acquérir des compétences pratiques. Les secours ont couvert 135 000 personnes déplacées, 100 000 victimes des inondations, 373 000 victimes de la sécheresse, 14 000 Afghans déportés d'Iran et 5 000 personnes affectées par des crises localisées. Les projets VCT ont atteint 3,85 millions de personnes qui ont planté 1,8 million d'arbres et participé à la construction de 12 327 kilomètres de route, 11 459 kilomètres de canaux d'irrigation, 5,8 kilomètres de murs d'enceinte pour les

¹⁹ IPSR 10427.0 "Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan" (WFP/EB.2/2005/8-B/1).

²⁰ Opération spéciale 10708.0 "Fourniture de services de télécommunication d'urgence aux organismes humanitaires en Afghanistan" (http://www.wfp.org/operations/current_operations/project_docs/107180.pdf); Opération spéciale 10514.0: "Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies" (http://www.wfp.org/operations/current_operations/project_docs/107180.pdf)

écoles et 2 415 réservoirs d'eau. Plus de 1 000 agents homologues relevant ou non du Gouvernement ont été formés à la gestion de l'aide alimentaire.

123. En 2007, les donateurs ont continué d'apporter un puissant appui aux opérations en Afghanistan, fournissant 265 millions de dollars, soit 70 pour cent du montant des 378,5 millions de dollars requis pour l'opération sur trois ans. Près de 217 000 tonnes de vivres ont été livrées pendant l'année; plus de 50 pour cent du total, soit environ 12 300 tonnes ont été achetées, dont 4 000 tonnes acquises dans la région. Quatre-vingts pour cent des vivres provenant d'autres pays sont arrivés en Afghanistan en transitant par le Pakistan.

Résultats

124. Il n'a pas été possible d'effectuer des enquêtes de référence et d'impact pour mesurer les résultats en raison surtout des capacités limitées du personnel et des partenaires coopérants et des problèmes d'accès aux bénéficiaires. Cependant, des missions de suivi et d'évaluation ont pu être organisées grâce à la collaboration avec les organismes gouvernementaux, les partenaires d'exécution et les prestataires de services. Ces missions ont constaté que les avoirs communautaires créés dans le cadre des interventions contribuaient à accroître la production vivrière, à améliorer l'accès aux marchés et à faire reculer les maladies transmises par l'eau, tous éléments qui ont renforcé la sécurité alimentaire. Le nombre d'enfants scolarisés a atteint 1,6 million et 88 pour cent des élèves des écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM ont passé leurs examens de fin d'année. La fourniture de 8 500 tonnes de farine de blé enrichie sur place a contribué à réduire la dénutrition et l'anémie, tandis que l'accroissement de la capacité des minoteries dans le pays a stimulé l'économie locale.
125. **Partenariats.** Comme son personnel n'a pas accès à une grande partie du territoire afghan, le PAM atteint les bénéficiaires et suit les activités avec ses partenaires de coopération dans les zones fortement instables. En 2007, il a travaillé en partenariat avec des organismes des Nations Unies, les ministères afghans compétents et 44 organisations internationales, nationales et communautaires. Les organisations communautaires comme les Conseils de développement communautaires créés dans le cadre du Programme de solidarité nationale et les anciens des communautés locales ont collaboré activement au ciblage, au suivi, à l'établissement des priorités et à la bonne livraison des vivres.
126. **Difficultés.** En raison du long délai s'écoulant entre les nouvelles contributions et la livraison des produits et des problèmes d'insécurité, le PAM n'a pas toujours réussi à atteindre les objectifs de distribution fixés. Les attaques contre les camions transportant les vivres ont été plus nombreuses en 2007 qu'en 2006 et les inondations saisonnières ont endommagé les routes. Le PAM a dû de plus en plus faire appel à des escortes du Gouvernement tout en continuant à sensibiliser les anciens des communautés à la nécessité d'assurer la sécurité des livraisons de vivres. Le transfert rapide de la responsabilité de l'exécution des programmes du PAM aux homologues gouvernementaux a retardé les distributions mais les partenariats solides ont favorisé la mobilisation des populations et renforcé les compétences et les connaissances spécialisées.

127. **Enseignements.** Dans un environnement aussi peu sûr que celui de l'Afghanistan, le PAM a constaté que le meilleur moyen d'assurer la livraison de l'aide alimentaire était de faire participer la base, notamment les chefs coutumiers, les anciens des communautés et les autres responsables locaux. Diverses mesures intéressantes ont été appliquées sur le terrain pour encourager la participation des femmes, par exemple les réunions de sensibilisation et l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle, ainsi qu'une meilleure compréhension du rôle potentiel des femmes dans leurs communautés et leurs foyers. Bien qu'il ne soit pas facile pour les femmes de participer aux projets VCT, le PAM s'efforce avec ses partenaires de concevoir systématiquement des programmes qui leur apportent des avantages grâce à leur participation active.

Tchad – Une assistance vitale dans des conditions de sécurité précaires

128. L'est du Tchad s'est enfoncé plus profondément dans la crise en 2007 à mesure que les effets de la guerre civile sévissant dans la zone voisine du Darfour au Soudan déstabilisaient toute la région. Plus de 234 000 Soudanais ont continué de vivre dans les camps de réfugiés au Tchad même tandis que 150 000 Tchadiens étaient déplacés par les troubles. Ces deux groupes de population sont presque entièrement tributaires de l'aide alimentaire du PAM pour survivre. La livraison des vivres a été compliquée: l'insécurité généralisée a rendu difficile l'accès aux bénéficiaires des régions reculées desservies par seulement quelques routes inutilisables pendant les cinq mois de la saison des pluies de juillet à novembre. Il a fallu organiser des opérations logistiques complexes et établir des plans détaillés pour prépositionner les stocks de vivres transportés sur de longues distances par les corridors traversant la Jamahiriya arabe libyenne et le Cameroun.

Tableau 3: Opération d'urgence Tchad 10559.0 – Chronologie

Novembre 2006	Le centre humanitaire oriental d'Abeche est attaqué par des forces armées rebelles. Le Gouvernement proclame l'état d'urgence, qui durera six mois. Les activités VCT et l'alimentation scolaire sont suspendues.
Janvier 2007	Début de l'opération d'urgence 10559.0
Février 2007	Une évaluation interorganisations conduite par le PAM révèle que 150 000 personnes déplacées vivant dans 22 endroits ont besoin de vivres.
Juin 2007	Le PAM transfère 25 000 tonnes de vivres dans des entrepôts de la zone orientale (9 000 tonnes empruntées au Soudan voisin) en prévision de la saison des pluies.
Août 2007	Approbation d'une révision budgétaire pour prolonger l'opération d'urgence jusqu'en décembre 2008, avec un budget de 186 millions de dollars en faveur de 640 000 bénéficiaires sur deux ans.

129. L'aide du PAM au Tchad a été fournie dans le cadre d'une opération d'urgence²¹ comprenant les composantes suivantes: distributions générales de vivres pour sauver des vies; projets VCT pour protéger les moyens de subsistance; alimentation supplémentaire ciblée pour améliorer la santé des bénéficiaires, en particulier des femmes et des enfants; programmes d'alimentation scolaire pour maintenir les enfants de familles déplacées à l'école et éviter leur recrutement par des groupes

²¹ Opération d'urgence 10559.0 "Assistance aux réfugiés soudanais, aux personnes déplacées, aux communautés accueillant des personnes déplacées et aux populations locales touchées par l'afflux des réfugiés dans l'est du Tchad", disponible à l'adresse suivante: (http://www.wfp.org/operations/current_operations/project_docs/105590.pdf).

armés. Une opération spéciale²² de 11 millions de dollars a également été entreprise à l'appui d'un service aérien qui a transporté 78 tonnes de marchandises légères et 26 352 passagers, dont 40 évacuations médicales.

Planification préalable

130. Une planification préalable détaillée a permis au PAM de réagir avec efficacité aux crises dans l'est du Tchad, notamment au milieu de l'année 2007 lorsque le nombre de personnes déplacées ayant besoin d'aide est brutalement passé de 50 000 à 150 000. Un crédit pour imprévus en faveur de 30 000 personnes déplacées supplémentaires a été ouvert pour aider le PAM à mobiliser et à prépositionner des ressources avant le début de la saison des pluies. En octobre 2007, un crédit de 11,2 millions de dollars provenant du Mécanisme d'avance au titre des contributions annoncées a permis de prépositionner 12 550 tonnes de céréales, de légumes secs et de sel. Ces initiatives ont présenté deux avantages importants: elles ont garanti l'approvisionnement progressif de la filière avant le début de la saison des pluies et permis d'organiser des achats plus compétitifs et rationnels dans la région et, en conséquence, de réaliser des économies considérables pour le Programme.
131. Au début de l'année 2007, la Jamahiriya arabe libyenne a cessé de verser une subvention couvrant une partie des frais de transport. En raison de l'augmentation des coûts qui a suivi, il a fallu suspendre tous les mouvements de vivres par le corridor libyen. Toutes les livraisons ont été redirigées vers le Cameroun et 14 000 tonnes de céréales sont restées bloquées dans un port libyen pendant deux mois. Pour éviter des ruptures d'approvisionnement, le corridor du Cameroun a été exploité au maximum et des vivres ont été empruntés aux pays voisins. Grâce à la planification préalable, il a été possible de toucher 232 000 réfugiés et 164 000 personnes déplacées en 2007. En outre, 25 000 bénéficiaires supplémentaires (femmes enceintes, mères allaitantes et enfants de moins de 5 ans) ont reçu des compléments nutritionnels ciblés. Les activités VCT qui avaient été suspendues en 2006 en raison de l'insécurité ont repris au milieu de 2007 et ont permis de fournir 447 tonnes de vivres à 42 655 bénéficiaires. Le programme d'alimentation scolaire qui avait également été interrompu en 2006 pour les mêmes raisons a repris vers la fin de l'année et a couvert 30 000 enfants.

Résultats

132. En coopération avec l'UNICEF, le PAM a réussi à effectuer la première évaluation complète de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situation d'urgence dans l'est du Tchad. L'enquête a fait apparaître une dénutrition très inquiétante chez les enfants: le taux de malnutrition aiguë globale atteint 21 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, dépassant ainsi le niveau critique (15 pour cent), tandis que le taux de malnutrition aiguë sévère est de 2,6 pour cent. Ces chiffres semblent traduire une tendance à la dégradation par rapport à des études antérieures plus localisées. Les principales causes de l'aggravation sont la pénurie de nourriture, l'accès restreint à l'eau, le manque d'hygiène et la faiblesse des services médicaux. Pour faire face aux risques nutritionnels, le PAM a inclus du mélange maïs-soja dans les rations destinées aux personnes déplacées, portant ainsi la valeur énergétique de l'assortiment alimentaire de 1 800 à 2 100 kilocalories.

²² Opération spéciale 10560.0 "Services de transports aériens humanitaires du PAM au Tchad à l'appui de l'opération d'urgence 10559.0".

133. **Partenariats.** Le PAM a collaboré avec le Gouvernement tchadien, les ONG et les organismes des Nations Unies pour planifier et exécuter toutes ses activités. Au Tchad, il dirige le module de la logistique des Nations Unies, qui comporte la gestion de trois aéronefs destinés aux Services aériens d'aide humanitaire. Il est aussi, avec la FAO, co-Président du module de la sécurité alimentaire pour fournir un appui aux personnes déplacées.
134. **Difficultés.** La tâche la plus difficile est toujours de gérer une opération avec succès dans des conditions de sécurité incertaines. L'application de la phase IV du système de sécurité des Nations Unies dans l'est du Tchad a entraîné des réductions et des déplacements de personnel, et les attaques contre les convois du PAM ont souvent retardé les livraisons de vivres.
135. **Enseignements.** Il est indispensable de prépositionner des stocks de vivres équivalant à cinq mois de provisions dans les entrepôts de l'est du Tchad avant que les pluies saisonnières ne rendent les routes nationales inutilisables. Dans des conditions normales, le PAM a besoin d'un délai de cinq mois pour assurer les distributions de vivres en temps voulu. Ainsi, pour pouvoir exécuter les programmes dans l'est du Tchad selon le calendrier prévu, il doit obtenir des fonds au moins un an à l'avance. En raison de l'impossibilité de livrer des produits aux entrepôts pendant la saison des pluies, les produits à distribuer de juillet à novembre doivent arriver au Tchad dès juin.

Éthiopie – Des secours à la résistance aux chocs

136. En 2003, le Gouvernement éthiopien a réorienté sa stratégie de sécurité alimentaire de la gestion de crises à court terme vers des interventions à plus long terme en faveur des populations exposées à l'insécurité alimentaire en axant son action sur les investissements dans l'agriculture, l'éducation, la santé et les mécanismes de réduction des risques de catastrophes de façon à renforcer la résistance aux chocs. Le PAM appuie la stratégie du Gouvernement dans le cadre des IPSR et du programme de pays. Ces interventions complètent les efforts novateurs déployés par le Gouvernement pour lier l'action humanitaire au relèvement à plus long terme de façon que les chocs ne perturbent pas l'action en faveur du redressement.

Tableau 4: IPSR Éthiopie 10362.0 – Chronologie

2002–2003	Plus de 13 millions de personnes reçoivent des secours alimentaires d'urgence.
2004	Une alimentation complémentaire ciblée est fournie à titre pilote dans 10 districts en réponse à la dénutrition généralisée.
2005	Le PPSAP est lancé et couvre 5 millions de personnes. L'alimentation complémentaire ciblée est élargie à 169 districts.
2006	Le PPSAP est étendu à 7,2 millions de personnes – 1 million de bénéficiaires d'aides en espèces reçoivent désormais des vivres en raison des cours élevés des produits alimentaires. L'alimentation complémentaire ciblée est élargie à 264 districts.
2007	Avec le PPSAP, les besoins de secours liés à la sécheresse sont restés très limités. La crise de la région Somali a confirmé la nécessité de disposer d'une capacité d'action de secours. L'étude sur les résultats de l'alimentation complémentaire ciblée démontre que la fourniture en temps voulu d'aliments nourrissants aux enfants malnutris a permis de sauver des vies.

137. L'IPSR²³, plus grande opération du PAM en Éthiopie, vise à réduire la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire aiguë et à renforcer les capacités de gestion des risques de façon à permettre aux populations exposées à l'insécurité alimentaire de faire des investissements propres à renforcer leurs moyens de subsistance. L'IPSR a fourni 250 000 tonnes de vivres à 5,3 millions de bénéficiaires en 2007. Le programme de pays²⁴ vise à aider les communautés exposées à l'insécurité alimentaire à mieux gérer leurs ressources naturelles et appuie l'accès à l'éducation des enfants, renforçant ainsi la résistance aux chocs.
138. Pour 7,2 millions de personnes, le Programme gouvernemental de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) a remplacé les secours alimentaires d'urgence annuels par des transferts d'espèces et de vivres programmés à l'avance pour plusieurs années. La principale composante de l'IPSR contribue à couvrir les besoins de produits alimentaires du PPSAP. En outre, une composante de secours aide à répondre aux chocs et aux besoins de produits alimentaires imprévus dans les zones non couvertes par le dispositif de protection sociale. Pour faire face aux problèmes de la dénutrition généralisée des enfants, la composante d'alimentation complémentaire ciblée de l'IPSR fournit une aide alimentaire ainsi qu'une initiation à la nutrition dans le cadre d'un programme conjoint avec le Gouvernement et l'UNICEF. Une petite composante est destinée à venir en aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire qui sont touchées par le VIH/sida.
139. En 2007, l'IPSR a fourni 135 000 tonnes de produits alimentaires à 2,7 millions de bénéficiaires du dispositif de protection sociale, ce qui équivalait approximativement à la moitié des besoins de vivres du PPSAP. La plupart des bénéficiaires ont reçu pendant trois mois une aide en espèces et en vivres. Pour les adultes valides, l'aide était fournie en échange de travaux d'intérêt général comme les mesures de conservation des sols et des ressources en eau, la construction de bâtiments scolaires et la remise en état des routes. Alors que les besoins de secours étaient très limités au début de l'année, la crise de la région Somali qui a commencé en juin a amené le PAM à fournir plus de 36 000 tonnes de secours alimentaires à 1,5 million de bénéficiaires, dont 850 000 se trouvaient dans la région Somali. La composante nutritionnelle de l'alimentation complémentaire ciblée n'a pu couvrir que 85 pour cent des besoins estimatifs faute de fonds; elle a fourni 59 000 tonnes d'aliments enrichis à 1,1 million d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes.

²³ IPSR 10362.0 "Favoriser la protection et la promotion des moyens d'existence" (WFP/EB.3/2004/8-B/4).

²⁴ Programme de pays 10430.0 — Éthiopie (2007–2011) (WFP/EB.2/2006/8/8).

Résultats

140. Le PPSAP a favorisé l'adaptation des ménages ruraux à la sécheresse au moyen de travaux communautaires de restauration de l'environnement. Une enquête technique sur les travaux réalisée en 2007 a fait apparaître une amélioration générale de leur qualité grâce à l'utilisation accrue des méthodes participatives d'aménagement des bassins versants élaborées par le programme MERET. Une étude des résultats de la composante nutrition de l'alimentation complémentaire ciblée a permis de constater qu'en moyenne 62 pour cent des enfants malnutris recevant

Le **programme de pays** a apporté un appui au programme MERET ("terre" en amharique) du Gouvernement pour la gestion de l'environnement et la composante VPE. Le PAM a fourni 16 000 tonnes de vivres par l'intermédiaire de MERET à 380 000 personnes vivant dans des communautés exposées à l'insécurité alimentaire et à la dégradation de l'environnement. L'enquête la plus récente sur les résultats du programme MERET a montré que, si une communauté bénéficie d'un appui constant à la remise en état de l'environnement, 60 pour cent des ménages améliorent leur consommation alimentaire, 70 pour cent ont plus facilement accès à l'eau et 85 pour cent se sentent plus capables de faire face à la sécheresse. L'enquête de 2007 sur les activités VPE a montré que dans les écoles où des repas sont fournis, les inscriptions d'élèves augmentent de 7 pour cent par rapport à 2006; en outre, si des rations à emporter sont distribuées aux filles à titre d'incitation, la proportion de filles par rapport aux garçons augmente (elle est passée de 66 pour cent en 2004 à 89 pour cent en 2007).

une alimentation complémentaire ciblée se rétablissaient dans un délai de six mois (ce qui correspond à la fourchette enregistrée pour les programmes d'alimentation complémentaire plus classiques). Il est à noter que tous les décès se sont produits pendant l'intervalle compris entre l'identification et la première distribution de vivres; une fois qu'ils recevaient de la nourriture, les enfants commençaient à se rétablir, ce qui montre bien l'importance de fournir des secours alimentaires en temps voulu pour la survie des enfants.

141. **Partenariats.** La plupart des interventions du PAM en Éthiopie étaient destinées à appuyer des programmes gouvernementaux et ont été exécutées par des organismes. Le PAM a collaboré avec la Banque mondiale et plusieurs institutions d'aide internationale pour soutenir la mise en œuvre du PPSAP, initiative conjointe du Gouvernement et des donateurs, par le Bureau de coordination de la sécurité alimentaire.

142. En réponse à l'aggravation de la crise humanitaire provoquée par le conflit dans la région Somali, l'Équipe des Nations Unies en Éthiopie a veillé, sous la direction du coordonnateur humanitaire, à ce que les partenaires gouvernementaux répondent aux besoins d'urgence. Le PAM a joué un rôle de premier plan au service de l'Office de prévention des catastrophes et de planification préalable et de l'action commune des Nations Unies, pour couvrir les besoins humanitaires.

143. Avec la Banque mondiale, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et la FAO, le PAM a aidé le Gouvernement à créer un forum pour la gestion durable des terres de façon à regrouper les efforts de remise en état de l'environnement dans une optique d'adaptation aux changements climatiques. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale soutiennent l'utilisation de l'alimentation complémentaire ciblée et la stratégie d'action de proximité élargie afin de préparer la mise en place d'un

programme de nutrition national. Le PAM a aussi continué de travailler avec les Ministères de l'éducation, de la santé et des ressources hydriques ainsi qu'avec l'UNICEF, l'OMS et l'organisme Save the Children États-Unis à la mise au point d'un cadre de santé et de nutrition scolaire en Éthiopie.

144. **Difficultés.** Atteindre les objectifs de secours et de redressement dans le cadre de programmes de grande ampleur a été une gageure: la conception de ces programmes n'a pas été facile, et il fallait aussi obtenir l'appui concerté et cohérent de tous les partenaires nécessaires pour soutenir les activités de redressement. En 2007, l'aide aux activités de secours et au PPSAP a correspondu aux engagements que le PAM avait pris en faveur de l'Éthiopie mais les ressources en faveur des activités de développement ont continué de diminuer. Étant donné que 8 millions d'Éthiopiens sont confrontés chaque année à l'insécurité alimentaire aiguë, il ne suffit pas d'apporter des secours; et il faut aussi une assistance renforcée pour trouver des solutions aux causes profondes de l'insécurité alimentaire.
145. **Enseignements.** Dans le cadre de ses activités de développement, le PAM a contribué à empêcher les communautés marginales de s'enfoncer dans la crise. Les enseignements tirés de ces activités ont été utiles pour faire participer les grandes activités humanitaires à l'effort de redressement. Toutefois, le conflit de la région Somali a également confirmé que les interventions d'urgence restent indispensables en Éthiopie. C'est pour cette raison que le PAM a appuyé les capacités gouvernementales de gestion des risques, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes.

Népal – Protéger les moyens de subsistance de la sécheresse et des inondations

146. En 2007, le Népal a été dévasté par la sécheresse puis par les inondations qui ont causé des dégâts considérables dans tout le pays. Avant même le début des pluies, le pays avait été durement touché par trois années consécutives de sécheresse. De nombreuses récoltes ont été complètement détruites, surtout dans les régions du centre-ouest et de l'extrême ouest. Certaines familles ont été contraintes de vendre des terres, du bétail et des biens familiaux et de consommer leurs stocks de semences pour survivre. Dans les zones frappées par la sécheresse, 48 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient une insuffisance pondérale. Les inondations de 2007 provoquées par les

Tableau 5: Opération d'urgence Népal – Chronologie

Juin 2006	Le PAM lance une opération d'urgence de 3,1 millions de dollars en faveur des districts touchés par la sécheresse.
Juillet 2006	Le budget de l'opération d'urgence est porté à 5,3 millions de dollars pour englober des opérations de transport aérien vers les zones isolées inaccessibles à cause de la mousson et de l'altitude élevée où vivent les populations ciblées.
Décembre 2006	Les évaluations ACV indiquent que le centre-ouest et l'extrême ouest du Népal subissent une troisième année consécutive de sécheresse et 24 866 ménages vulnérables supplémentaires sont identifiés. L'opération d'urgence est élargie à 375 000 bénéficiaires avec un budget de 13,7 millions de dollars.
Mai 2007	L'opération d'urgence est prolongée jusqu'en novembre 2007 en raison des grèves des transports qui perturbent les opérations de transport aérien et terrestre.
Juillet 2007	Début des inondations les plus graves causées par la mousson depuis des décennies.
Août 2007	L'opération d'urgence est prolongée jusqu'en décembre 2007. Elle est élargie pour couvrir 266 000 personnes supplémentaires victimes des inondations et des sécheresses. Le budget total atteint 20 millions de dollars.

violentes pluies de mousson ont été les plus graves enregistrées depuis des décennies: en moins de deux semaines, 48 des 75 districts que compte le Népal étaient inondés. La montée des eaux et les glissements de terrain qu'elle a déclenchés ont causé la mort de 150 personnes et détruit 70 000 habitations. Au sud, dans les districts frontaliers du Terai qui étaient les plus durement frappés par les inondations, le taux de malnutrition aiguë a atteint 17 pour cent chez les enfants. Au total, les inondations et la sécheresse ont fait baisser de 13 pour cent la récolte de riz, qui est tombée à son plus bas niveau depuis 10 ans.

147. À la fin de l'année 2007, l'opération d'urgence du PAM au Népal²⁵ avait fourni 8 700 tonnes d'aide alimentaire à 543 000 personnes. Près de 87 pour cent des produits alimentaires (7 600 tonnes) ont été achetés sur place. Plus de 70 pour cent de l'aide a été destinée à appuyer des activités VCT dans 10 régions du centre-ouest et de l'extrême ouest touchées par la sécheresse. Approximativement le tiers a été utilisé pour des distributions générales de vivres aux victimes des inondations dans le Terai.

Atteindre les populations qui ont besoin d'aide

148. Dans les zones touchées par la sécheresse, les rations se composaient de riz et de mélange blé-soja. Les activités VCT ont permis de créer dans ces régions plus de 1 200 petits ouvrages d'usage collectif, d'irriguer 477 hectares de terres cultivables et de construire 500 nouvelles pistes. La production de riz a augmenté et 30 pour cent des bénéficiaires ont eu accès à des pistes nouvelles ou améliorées. Les migrations de ménages à la recherche de nourriture ou de gains économiques pendant les périodes de soudure ont diminué ou sont restées stables.
149. Des mesures spéciales ont été nécessaires pour assurer l'acheminement de l'aide jusqu'à de nombreuses communautés isolées de haute montagne qui étaient victimes de la sécheresse. Le quart de l'assistance alimentaire a été livrée par voie aérienne et de nombreuses aires d'atterrissage d'hélicoptère se trouvaient à plus de 2 500 mètres d'altitude. Le temps instable des zones de haute altitude a compliqué les livraisons. Des porteurs ou des mulets ont transporté les produits alimentaires des aires d'atterrissage jusqu'aux communautés dans le besoin et les trajets ont souvent pris deux jours. Un système de paiements en espèces financé par un fonds de 851 000 dollars créé à cette fin a permis d'employer les membres de 57 000 ménages pour acheminer les vivres entre les points d'atterrissage des hélicoptères et la fin des routes et les communautés isolées. À plus basse altitude, les inondations ont emporté les routes et les ponts et il a fallu utiliser des tracteurs pour transporter l'aide humanitaire. Dans le Terai, la grève des transports, qui a duré des semaines, a perturbé les livraisons et obligé le PAM à organiser des convois pour se frayer un passage au milieu des foules de protestataires. Dans cette région, les sinistrés des inondations ont reçu des rations générales pour sauvegarder leur état nutritionnel et libérer les ressources familiales pour la réparation des habitations endommagées et la reconstitution des moyens de subsistance.

²⁵ Opération d'urgence 10523.0 "Aide alimentaire aux populations touchées par la sécheresse du centre-ouest et le l'extrême ouest du Népal".

150. **Partenariats.** Le PAM a travaillé en partenariat avec l'UNFPA et le Gouvernement pour proposer des services de santé, en particulier de santé procréative, à 7 300 personnes en liaison avec la distribution de vivres du PAM dans deux districts isolés couverts par l'opération d'urgence. L'intervention a été décidée parce que des chargés de suivi sur le terrain avaient signalé des taux de morbidité élevés dans ces communautés victimes de la sécheresse. Le PAM a effectué, de concert avec l'UNICEF et Save the Children Alliance, une évaluation rapide interorganisations pour connaître l'effet des inondations et les besoins des sinistrés dans 13 districts particulièrement touchés du Terai. Les résultats de cette évaluation ont été utilisés pour organiser l'action humanitaire en faveur des communautés touchées par la sécheresse. Pour la deuxième année de suite, la société népalaise de la Croix-Rouge a été le partenaire coordonnateur des activités liées à l'inondation dans le cadre de l'opération d'urgence.
151. **Difficultés.** Le problème le plus difficile était de gérer et d'élargir simultanément l'action en réponse à deux situations d'urgence complètement différentes — sécheresse et inondation — aux deux extrémités du pays, elles-mêmes tout à fait différentes du point de vue géographique entre les hautes montagnes de l'Himalaya et les basses plaines. Chaque zone ayant des besoins nutritionnels particuliers, les assortiments alimentaires ont dû être composés en conséquence. D'autres problèmes se sont également posés: insuffisance des fonds pendant les premières phases de l'opération, disponibilités alimentaires insuffisantes au Népal même, difficultés liées aux exonérations fiscales pour les fournisseurs et interdiction des exportations de riz autres que ceux de la variété basmati, sur décision du Gouvernement indien. L'action du PAM s'est ainsi trouvée ralentie, particulièrement dans le cas des victimes des inondations du Terai.
152. **Enseignements.** Le cas du Népal a confirmé qu'il importe d'établir des plans prévisionnels et de travailler en étroite liaison avec les partenaires coopérants, les autres institutions des Nations Unies et le Gouvernement pour mettre en œuvre des activités dans un environnement instable et imprévisible. Les multiples problèmes à résoudre dans le cadre de l'opération ont renforcé l'aptitude du PAM à répondre aux situations d'urgence en faisant appel à son personnel pour compléter les capacités logistiques et administratives des fournisseurs et des partenaires coopérants. L'aptitude du PAM à organiser rapidement des convois et des escortes pour les véhicules transportant l'aide humanitaire s'est beaucoup renforcée. En outre, le PAM prépositionnera des stocks dans les entrepôts en 2008 pour améliorer ses interventions face à des catastrophes naturelles annuelles telles que les inondations de 2007 dans le Terai.

Somalie – Livrer l'aide humanitaire dans un contexte d'insécurité

153. L'aggravation de la crise en Somalie s'est accélérée en 2007 sous l'effet de l'élargissement des conflits armés, des exodes massifs de populations, de la hausse des prix des produits alimentaires, de l'inflation galopante, des mauvaises récoltes et de multiples problèmes connexes. Au cours de l'année, 670 000 personnes ont fui Mogadiscio en deux vagues successives par suite de l'intensification des combats entre les insurgés et les troupes du Gouvernement fédéral de transition et de ses alliés éthiopiens. La plupart des personnes déplacées se sont réinstallées dans le moyen et le bas Shabelle, d'où des tensions dans des communautés d'accueil déjà durement touchées par les mauvaises récoltes dans cette zone qui est traditionnellement le grenier à blé de la Somalie.

154. La livraison de l'aide du PAM aux populations qui en avaient besoin a été gravement gênée par l'absence de sécurité en Somalie même, l'arrestation et l'incarcération de certains agents du PAM et la piraterie en mer, qui a failli couper le principal itinéraire de livraison dans le pays. En dépit des difficultés, le PAM a pu fournir des vivres à plus de 1,5 million de personnes pendant l'année, dont 50 000 habitants de Mogadiscio qui ont reçu des rations journalières dans le cadre de l'unique campagne humanitaire de grande envergure en cours dans cette ville ravagée.

155. Les principales activités du PAM en Somalie se sont inscrites dans le cadre d'IPSR conçues pour aider les populations vulnérables à amortir les chocs et aider les victimes des conflits et des catastrophes naturelles successives à reconstituer leurs moyens de subsistance²⁶. L'aggravation constante de la situation de la sécurité alimentaire en 2007 a obligé le PAM à accroître les effectifs de bénéficiaires de son

Tableau 6: IPSR Somalie 10191.1 – Chronologie

Avril 2007	Vu les taux de malnutrition élevés, une révision budgétaire est approuvée pour fournir du mélange maïs-soja et couvrir des besoins supplémentaires dans le cadre du programme d'alimentation complémentaire.
Mai 2007	Les actes de piraterie se multiplient et un garde de sécurité est tué. Le PAM a du mal à affréter des navires, d'où des retards et une augmentation du coût des produits transportés par voie maritime.
Juin 2007	Le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire/FEWSNET signalent la dégradation de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans le moyen et le bas Shabelle. Le PAM augmente alors les distributions de secours d'urgence dans ces zones. À Mogadiscio, l'insécurité croissante sur les lieux de distribution perturbe les opérations.
Août 2007	Le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire/FEWSNET signalent une nouvelle dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le moyen et le bas Shabelle après de mauvaises récoltes.
Octobre 2007	L'administrateur responsable du PAM à Mogadiscio est arrêté et la distribution de vivres dans la capitale est interrompue.
Novembre 2007	La marine militaire française escorte les navires affrétés par le PAM jusqu'à Mogadiscio. Aucun acte de piraterie n'est tenté à l'encontre des navires.

²⁶ IPSR 10191.0 "Aide alimentaire destinée à une intervention prolongée de secours et de redressement en Somalie" (WFP/EB.3/2002/9-B/6) et IPSR 10191.1 "Aide alimentaire à des fins de secours et de protection des moyens de subsistance" (WFP/EB.A/2006/9).

aide qui visait 925 000 personnes à l'origine. En conséquence, il a fallu faire passer le volume de cette aide de 78 000 tonnes à 120 000 tonnes. Les taux de dénutrition critique (jusqu'à 22 pour cent) ont amené à ajouter des biscuits à haute teneur énergétique, du sucre et du mélange maïs-soja à l'assortiment alimentaire. L'aide a été fournie dans le cadre d'activités prolongées de secours et de redressement sous forme de distributions générales, de projets VCA, VPF et d'alimentation scolaire.

156. Les travaux entrepris dans le cadre des opérations spéciales ont permis d'améliorer les routes et le réseau de télécommunications et de remettre en état la piste d'atterrissage de Wajid et les installations portuaires de Mogadiscio et Kismayo²⁷. Les six aéronefs des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont bénéficié d'un appui pour transporter 15 340 passagers et 580 tonnes de chargement léger²⁸ (5 680 heures de vol).
157. Devant l'aggravation de la crise, le PAM a renforcé en 2007 ses services en Somalie, qui comptent désormais 3 bureaux auxiliaires et 11 bureaux de terrain comptant 125 administrateurs recrutés au plan national et 13 administrateurs recrutés au plan international.

Résultats

158. Selon l'évaluation de la situation nutritionnelle dans la vallée de Juba, l'aide alimentaire humanitaire a contribué à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations. Des enquêtes effectuées dans la région du Shabelle ont montré que les taux de dénutrition des enfants sont restés stables et que les régimes alimentaires se sont diversifiés. L'aide alimentaire a contribué à accroître les disponibilités de céréales et de légumes secs de sorte que 90 pour cent des ménages étudiés ont pu diversifier leur régime. Les secours d'urgence aux personnes déplacées et à la population hôte se sont également révélés un moyen fiable d'apporter un appui de courte durée aux Somalis vulnérables, tandis que les actions à moyen et à long terme ont facilité l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé.
159. **Difficultés.** L'accès limité aux bénéficiaires résultant de l'insécurité et de la médiocrité des infrastructures a constitué le problème le plus grave pour le PAM en Somalie. L'insécurité régnant à Mogadiscio et aux points de distribution, l'imposition illégale de taxes sur l'aide alimentaire, l'incarcération de membres du personnel, la piraterie et l'état déplorable des routes ont fait obstacle à la livraison diligente de l'aide humanitaire. Dans le nord du pays, les heurts entre les forces armées du Puntland et du Somaliland ont entravé les transports humanitaires, chaque partie soutenant que l'aide devrait passer par la zone qu'elle contrôlait. Le PAM a recherché un appui extérieur pour le transport maritime des vivres et à partir de novembre un navire militaire français a escorté les navires affrétés par le Programme le long de la côte à partir de Mombasa. Le PAM a soulevé la question de la taxation de l'aide au cours d'une réunion avec le cabinet ministériel et le Vice Premier Ministre à Mogadiscio.

²⁷ Opération spéciale 10578.0 " Travaux de remise en état d'urgence des ports de Mogadishu et Kismayo et remise en état d'urgences ciblées des routes des principaux itinéraires d'approvisionnement en Somalie du Sud pour appuyer directement la fourniture d'une aide alimentaire humanitaire d'urgence"; opération spéciale 10619.0 "Télécommunications de sécurité interorganisations en Somalie"; et opération spéciale 10681.0 "Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies à l'appui des opérations de secours en Somalie".

²⁸ Ces chiffres regroupent différentes périodes couvertes par les rapports en 2007.

160. **Enseignements.** L'insécurité permanente et les mouvements de populations qu'elle entraîne ont obligé le PAM à se préparer à s'adapter rapidement à une situation en constante évolution. Le moyen le plus efficace de faire face était d'étoffer le personnel expérimenté (recruté aux plans national et international) travaillant en Somalie, ce qui a permis d'améliorer les contacts avec les autorités à tous les niveaux et de renforcer la sécurité aux points de distribution.

Sud-Soudan – Des secours au redressement

161. Après 21 années de guerre, le Sud-Soudan a retrouvé dans une certaine mesure la paix et la stabilité lorsqu'un accord de paix global a été signé en janvier 2005. Cet accord a créé les conditions voulues pour que le PAM commence à passer progressivement des secours d'urgence à l'aide au redressement. Depuis 2005, plus de 1,2 million de personnes déplacées ont regagné leurs foyers de sorte que la population est actuellement estimée à 10 millions d'habitants. Toutefois, des millions d'autres personnes ont renoncé à rentrer chez elles à cause de l'absence de services de base. Celles qui sont rentrées rencontrent des difficultés pour réorganiser leur vie et restent exposées à l'insécurité alimentaire. La plupart des rapatriés doivent faire face à la fois à une consommation alimentaire insuffisante, à la médiocrité des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement, à la faiblesse du réseau commercial et à l'accès limité aux soins de santé. Simultanément, l'afflux de réfugiés et de personnes déplacées rapatriés a imposé une charge supplémentaire aux services sociaux déjà affaiblis par des années de conflits et de sous-investissement. L'avenir à long terme du Sud-Soudan sera fonction de son aptitude à devenir autosuffisant en stimulant les marchés et en créant des emplois.

162. Pour favoriser le processus de retour à la paix et le redressement, le PAM gère une opération spéciale de 250 millions de dollars destinée à améliorer l'accès au réseau routier du Sud-Soudan²⁹ et à renforcer les capacités de transport. Cette opération est destinée à appuyer l'opération d'urgence du PAM et l'ensemble de l'action humanitaire en améliorant et en entretenant les infrastructures routières afin que l'aide humanitaire soit livrée de manière diligente, efficace et économique. Elle devrait contribuer à ce que la paix donne des résultats immédiatement visibles, à faciliter le retour et la réinstallation des rapatriés, à réduire le coût de l'accès aux vivres et de la production vivrière et à stimuler le secteur des transports et du commerce.

Les activités de redressement dans le cadre de l'opération d'urgence 10557.0 "Aide alimentaire aux populations affectées par les conflits" ont été élargies pour répondre aux besoins alimentaires des groupes vulnérables tout en contribuant à la remise en état ou la construction d'infrastructures collectives par le biais d'activités VCT et de valorisation du capital humain grâce à l'alimentation scolaire et à la formation. Le PAM a fourni une aide à 1,5 million de personnes dans le Sud-Soudan en distribuant 71 000 tonnes de vivres principalement destinées aux individus et aux communautés marginalisés exécutant des travaux agricoles et d'autres activités de redressement. Plus de 400 000 personnes rentrées spontanément dans leurs foyers depuis peu ont bénéficié du programme. Les activités VCT ont été élargies et le nombre des bénéficiaires a plus que doublé, passant de 121 000 en 2006 à 250 000 en 2007.

²⁹ Opération spéciale 10368.0 "Réparation d'urgence des routes et déminage des principaux itinéraires de transport au Soudan à l'appui à l'opération d'urgence 10503.0 et des phases suivantes" (http://www.wfp.org/operations/current_operations/BR/103680_0705.pdf).

Résultats

163. Le PAM a lancé de grands travaux routiers d'urgence pour ouvrir le Sud-Soudan. Depuis le début de l'opération spéciale, il a fait réparer 2 200 kilomètres des tronçons les plus endommagés du réseau (3 400 kilomètres au total). La rotation des convois a plus que doublé et la capacité de transport a considérablement augmenté. L'entretien reste une composante très importante de l'opération car l'accroissement très net de la circulation, bénéfique pour l'économie de la région, endommage les routes. L'amélioration du réseau routier a permis de prépositionner des stocks avant les pluies de sorte qu'il a moins été nécessaire d'avoir recours à des transports aériens coûteux. Le déminage constitue également un aspect important de l'opération spéciale: 200 000 munitions et mines non explosées ont été enlevées et détruites. Les relevés de mines, les activités de réduction des risques et de déminage se poursuivront aussi longtemps que la réfection des routes.
164. L'amélioration et la remise en état du réseau routier par le PAM ont eu d'autres effets positifs: il est maintenant plus facile de transporter l'aide humanitaire vers des destinations plus nombreuses par la route, ce qui a fait baisser le coût des livraisons. Le coût des transports publics a diminué de 60 pour cent ou plus dans certains cas et le nombre d'utilisateurs de la route a augmenté en conséquence. L'amélioration du réseau a fait baisser le prix des produits de base et permis au petit commerce de se développer de sorte que les produits indispensables comme la nourriture, les boissons et les médicaments sont moins chers. Des communautés, écoles, centres de santé et marchés naguère isolés sont désormais accessibles. Enfin, la durée des trajets a été réduite de moitié sur les principaux itinéraires et les routes améliorées et plus sûres ont facilité le retour des personnes déplacées.
165. **Difficultés.** Les pluies abondantes du milieu de l'année ont provoqué de fortes inondations qui ont nécessité l'envoi de secours alimentaires d'urgence à des milliers de personnes, parfois par parachutage. Cependant, la proportion de produits transportés par la route et non par voie aérienne a nettement augmenté: en 2003-2004, 20 pour cent de l'aide humanitaire était livrée par la route contre 99 pour cent à l'heure actuelle, ce qui a permis de faire des économies considérables.
166. Le démarrage des activités complémentaires par les organismes partenaires a été parfois plus lent que prévu. Le développement de l'enseignement primaire n'a pas été rapide de sorte que 50 pour cent seulement des activités prévues à l'origine ont été mises en œuvre. Les programmes de nutrition ont atteint 62 pour cent des objectifs fixés en raison des capacités limitées du Gouvernement et des ONG partenaires. Pour les mêmes raisons, les activités VCT et VPF n'ont utilisé que le tiers du volume de produits prévu initialement pour l'année.

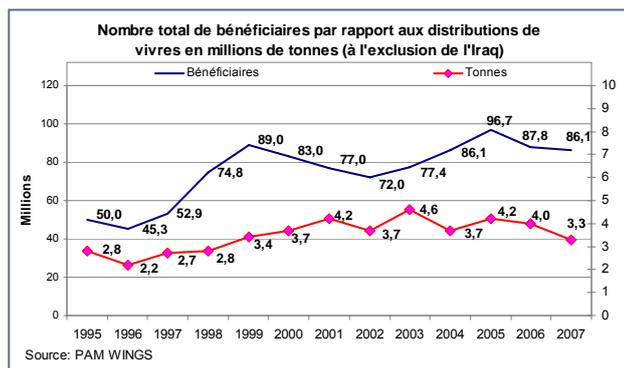
Les personnes rentrées dans leurs foyers ont eu besoin d'une aide beaucoup plus longtemps que prévu. Le PAM a commandé une étude approfondie afin de mieux comprendre ce dont les familles ont besoin pour se réintégrer dans leurs communautés et dans l'économie locale et déterminer le type et le volume appropriés d'assistance et de services. Il est absolument indispensable que tous les intervenants honorent leurs engagements en faveur du processus de redressement.

PARTIE IV: BILAN DES RÉSULTATS

Aperçu général

Objectif stratégique	Projets de développement	Opérations d'urgence	IPSR	Total	% du total
1	1,5	7,9	11,0	20,4	23,7
2	6,7	5,6	20,0	32,3	37,5
3	3,9	1,1	8,5	13,5	15,7
4	11,7	0,7	7,5	19,9	23,1
Total	23,8	15,3	47,0	86,1	–
% du total	27,6	17,8	54,6	–	100

167. Le PAM est venu en aide à 86,1 millions de personnes en 2007, soit 2 pour cent de moins qu'en 2006 et 11 pour cent de moins qu'en 2005. L'aide alimentaire a diminué en volume — le tonnage distribué aux bénéficiaires ciblés a baissé de 17,5 pour cent en 2007 par rapport à 2006, se chiffrant à plus de 3 millions de tonnes contre



4 millions de tonnes l'année précédente. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte caractérisé par le bon niveau des contributions des donateurs (en augmentation de 0,02 pour cent en 2007 par rapport à 2006), la flambée des cours des denrées alimentaires et l'augmentation des coûts de transport.

168. Comme le montre le graphique, les bénéficiaires visés ont reçu en moyenne moins de vivres en 2007 qu'en 2006. Le ratio bénéficiaires/tonne de produits alimentaires a été de 19:1 pour les opérations d'urgence, 24:1 pour les IPSR et 48:1 pour les projets de développement. Les bureaux de pays ont dû faire des choix difficiles lorsqu'ils n'avaient pas assez de vivres à distribuer du fait de l'augmentation des prix des produits et des coûts de transport. Les données montrent qu'en 2007 le PAM a réagi en essayant de maintenir le nombre de bénéficiaires, mais qu'il a dû pour ce faire adopter de nouvelles stratégies, et notamment diminuer les rations.

169. Les enfants sont restés les principaux destinataires de l'aide du PAM en 2007; ils ont représenté 62 pour cent des bénéficiaires, chiffre inférieur aux 63 pour cent de 2006 mais supérieur aux 60 pour cent de 2005. Les distributions générales de vivres ont constitué la plus grande activité, avec 33 millions de bénéficiaires, suivies des

programmes VCA, avec 17,1 millions de bénéficiaires³⁰; 70 pour cent des activités VCA étaient liées à l'amélioration de la base de ressources naturelles et à l'atténuation des effets des aléas climatiques. En 2007, le PAM est venu en aide à 19,3 millions d'enfants dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.

170. Le Conseil a décidé qu'à compter de 2007 le PAM consacrerait au moins 90 pour cent de ses ressources multilatérales non assorties de restrictions à des activités de développement: i) dans les PMA ou les pays à faible revenu; et ii) dans les pays confrontés à la malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance de 25 pour cent ou plus chez les enfants de moins de 5 ans. Le PAM a atteint cet objectif au début de 2006, mais il a obtenu un résultat légèrement inférieur sur ces deux critères en 2007, et consacré 88,5 pour cent de ses ressources multilatérales pour le développement à ces pays.

Tableau 8: Dépenses au titre des opérations de grande envergure par catégorie d'activités (en millions de dollars)

Pays concernés	Projets de développement	Opérations d'urgence/IPSUR	Opérations spéciales	Total	% du total partiel
Soudan	3	463	99	565	48
Kenya	29	154	8	190	16
Éthiopie	18	149	0,2	169	14
Afghanistan	–	119	15	134	11
Ouganda	3	107	2	113	10
Total partiel	53	992	124	1 171	100
Total	309,3	2 005,7	166,2	2 481	
% du total	17	49	75	47	

Source: WINGS

171. Les grandes interventions prolongées dans les situations de crise ont représenté une part importante des activités du PAM en 2007: la plus vaste, celle du Soudan, a absorbé 23 pour cent des dépenses afférentes à toutes les catégories d'activités et 60 pour cent des dépenses afférentes aux opérations spéciales; viennent ensuite les opérations au Kenya (7,9 pour cent des dépenses dans la même catégorie), et en Éthiopie (6,8 pour cent). Ces trois interventions ont représenté à elles seules 37 pour cent des dépenses afférentes à toutes les opérations en 2007.

³⁰ Les VCA comprennent les activités VPF et VCT.

172. Le PAM a fourni une aide à 47 millions de personnes dans le cadre d'IPSR (55 pour cent du nombre total de bénéficiaires), chiffre en recul par rapport à celui de 2006 (47,1 millions) mais en progression par rapport aux 38,1 millions de 2005; 42 pour cent des bénéficiaires ont reçu une assistance alimentaire dans le cadre d'activités

Tableau 9: Aperçu des résultats

Catégorie d'activités	Bénéficiaires	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	Dépenses directes (en millions de dollars)
Projets de développement	23,8	0,5	309
Opérations d'urgence	15,3	0,8	716
IPSR	47,0	2,0	1 289
Opérations spéciales	–	–	166
Total	86,1	3,3	2 481

liées à l'Objectif stratégique 2. Les IPSR ont été planifiées pour une durée moyenne de 30 mois, et 70 pour cent d'entre elles s'inscrivaient dans les catégories conflit en cours, situation d'après-conflit ou aide aux réfugiés – sans grand changement par rapport à 2006. Les 30 pour cent restants étaient des opérations de redressement à la suite de catastrophes naturelles ou d'autres crises.

IPSR Territoire palestinien occupé 10387.0: Intervenir au-delà des barrières

L'année 2007 a été marquée par une nouvelle dégradation de la situation dans le Territoire palestinien occupé notamment dans la bande de Gaza. La crise politique et les sanctions imposées par Israël ont précipité le recul de l'économie. La scission politique entre la Cisjordanie et Gaza a provoqué des violences et compliqué une situation déjà difficile dans les deux zones. La construction par Israël d'un mur de séparation en Cisjordanie a morcelé les villages et éloigné les paysans de leurs champs, accélérant ainsi la ruine de l'économie locale. Les 1,5 million d'habitants de Gaza ont vécu quasiment en état de siège du fait du bouclage de la zone et de l'imposition de contrôles stricts sur les flux de marchandises, y compris sur l'assistance alimentaire.

Malgré ces difficultés, le PAM a atteint 97 pour cent des objectifs fixés en 2007, livrant 94 000 tonnes de vivres à 665 000 bénéficiaires. Il faut noter que 34 pour cent des produits alimentaires distribués par le PAM avaient été achetés localement, ce qui a injecté 20 millions de dollars dans l'économie précaire du territoire. Le PAM a pu atteindre ses objectifs concernant les bénéficiaires, les contributions et les produits prévus. L'appui constant des donateurs a été l'élément décisif qui a permis de répondre aux nouveaux besoins et de garder le cap sur les objectifs opérationnels. Les partenariats avec les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs ont grandement aidé le PAM à atteindre ses objectifs malgré un contexte très difficile.

Le PAM a collaboré avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, responsable de l'assistance aux réfugiés de Palestine et de l'harmonisation des programmes d'assistance alimentaire dans le territoire, dans l'esprit de la réforme des Nations Unies. Il a travaillé avec la FAO à la mise au point d'un système national de surveillance de la sécurité alimentaire et avec l'OMS, l'UNICEF et le Ministère de la santé afin de rationaliser le système national de surveillance nutritionnelle.

173. Le nombre de bénéficiaires des projets de développement du PAM a légèrement fléchi en 2007 par rapport en 2006 (23,8 millions de personnes contre 24 millions en 2006, soit une baisse de 2 pour cent) La quantité de vivres distribuée au titre de ces projets a diminué de 26 pour cent en 2007; les dépenses directes ont augmenté de 15 pour cent. Environ 49 pour cent des bénéficiaires d'activités de développement participaient à des projets éducatifs. Le renforcement des capacités a progressé dans deux grands domaines en 2007: l'appui aux programmes du PAM et l'appui à l'exécution nationale des programmes de lutte contre la faim.

Programme de pays El Salvador 10226.0: Renforcement des capacités

En El Salvador, le PAM a engagé la phase de transition entre l'assistance alimentaire et le renforcement des capacités des institutions nationales. Le bureau de pays s'emploie avec le Ministère de la santé à améliorer les dispositifs nationaux de surveillance nutritionnelle et à mettre au point un programme national de lutte contre la dénutrition chez l'enfant, pilote un système de surveillance de la sécurité alimentaire et coordonne une analyse régionale de l'impact des hausses de prix sur les groupes vulnérables. Le PAM négocie avec le Ministère de l'éducation un accord global d'assistance technique couvrant les achats, la logistique et le perfectionnement des programmes afin d'améliorer le suivi et l'évaluation et de mettre au point un dispositif national d'alimentation scolaire.

Le PAM a aidé le Ministère de l'intérieur et de la protection civile et d'autres institutions nationales à améliorer les capacités de planification et de réaction en cas de catastrophe et a dirigé les travaux interinstitutions concernant les mesures de préparation et d'intervention en cas d'urgence et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. El Salvador accueille le Centre régional d'action humanitaire pour l'Amérique centrale créé à la mi-2007 par le PAM, qui a facilité les interventions d'urgence dans plusieurs pays en 2007 durant la saison des ouragans.

174. En 2007, 47 pour cent des bénéficiaires des opérations d'urgence étaient des victimes de catastrophes naturelles, contre 48 pour cent en 2006. Les besoins urgents ont continué de baisser, et le nombre de personnes visées par ces opérations est passé de 16,4 millions en 2006 à 15,3 millions en 2007, niveau le plus bas en six ans; 51 pour cent des bénéficiaires des opérations d'urgence ont été secourus dans le cadre d'activités au titre de l'Objectif stratégique 1. Les distributions de vivres dans les opérations d'urgence ont représenté 25 pour cent du volume total des distributions, contre 28 pour cent en 2006. La durée moyenne des opérations d'urgence en 2007 a été de 12 mois.
175. Dans la catégorie des opérations spéciales, les financements sont destinés à remettre en état et améliorer les infrastructures de transport et les systèmes logistiques pour permettre l'acheminement rapide et efficace de l'aide. Les opérations spéciales améliorent constamment la coordination logistique entre les organisations humanitaires, par exemple en appuyant des services communs tels que les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, les UNJLC et les activités des modules logistiques. En 2007, les opérations spéciales ont absorbé 7 pour cent des dépenses afférentes à la catégorie d'activités, contre 10 pour cent en 2006.

Opération spéciale République démocratique du Congo 10556.0: Services communs de transport et d'entreposage

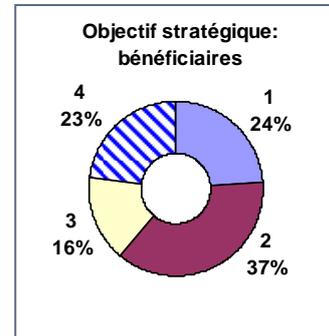
Du fait du manque d'infrastructures et de l'insécurité, les compagnies de transport ont été peu nombreuses à travailler pour les organisations humanitaires. Certains transporteurs ont réussi à prendre le contrôle des marchés du transport locaux et ont imposé des tarifs exorbitants aux intervenants humanitaires. Dans de nombreux cas, les cargaisons ont été immobilisées faute de capacités de transport suffisantes.

En sa qualité d'organisme chef de file du module de la logistique, le PAM s'est chargé de diverses activités logistiques en 2007 à la demande des organisations humanitaires: il a par exemple mis en place l'équipe spéciale interinstitutions des opérations ferroviaires, fluviales, lacustres et aériennes qui, comme son nom l'indique, à une vocation multimodale.

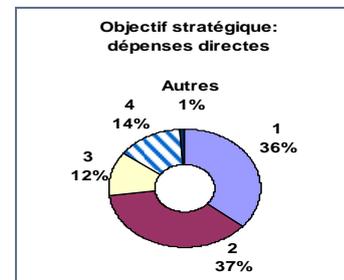
Le PAM a: i) déployé 25 camions au Katanga, avec une capacité d'intervention sous 24 heures et une réduction des coûts de transport de 20 pour cent; ii) déployé 12 entrepôts mobiles; iii) remis en état 400 km de routes; et iv) réparé des balises fluviales et une piste d'atterrissage.

Analyse de l'aide par objectif stratégique

176. Les objectifs stratégiques contribuent à la réalisation des OMD et s'inscrivent dans une démarche globale de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire. Pour la troisième année consécutive, les programmes au titre de l'Objectif stratégique 2 ont regroupé le plus grand nombre de bénéficiaires de l'assistance du PAM – 32,3 millions de personnes, soit 37 pour cent de l'effectif total – l'Objectif stratégique 1 venant en deuxième position (20,4 millions), suivi de l'Objectif stratégique 4 (19,9 millions d'enfants et d'adultes) et de l'Objectif stratégique 3 (13,5 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants). Au titre de l'Objectif stratégique 2, 62 pour cent des bénéficiaires (soient 20 millions de personnes) relevaient de la catégorie des IPSR.

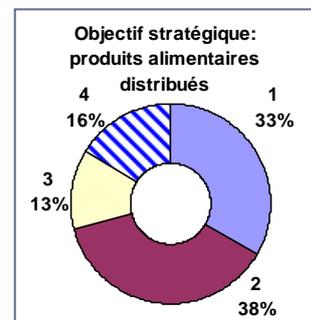


177. L'Objectif stratégique 2 a mobilisé la plus forte proportion des vivres distribués (38 pour cent) et des dépenses directes (37 pour cent). Les deux tiers des distributions de vivres se sont inscrites dans des IPSR. Les principales activités au titre de cet objectif ont relevé des VCA (49 pour cent des vivres distribués) et des distributions générales de vivres (41 pour cent).



178. Dans le cadre de l'Objectif stratégique 1, il a été distribué 1,1 milliard de tonnes de vivres à 20,4 millions de bénéficiaires, soit une baisse de 12 pour cent en nombre de bénéficiaires et de 23 pour cent en volume par rapport à 2006. Les distributions générales de vivres ont été la principale activité, représentant 87 pour cent du montant total des dépenses au titre de cet Objectif; avec une part de 2,6 pour cent pour les programmes VCA et de 1 pour cent pour les programmes concernant le VIH/sida, les orphelins et autres enfants vulnérables, la santé maternelle et infantile (SMI) et l'alimentation des groupes vulnérables.

179. L'Objectif stratégique 4 a représenté 23 pour cent des bénéficiaires mais seulement 16 pour cent de la quantité de vivres distribuée contre 19 pour cent en 2006, du fait de la réduction de l'assortiment alimentaire destiné à l'alimentation scolaire. La quantité distribuée est passée de 494 000 tonnes en 2006 à 472 000 en 2007; 59 pour cent des bénéficiaires relevant de l'Objectif stratégique 4 ont été aidés dans le cadre de projets de développement, 37 pour cent dans le cadre d'IPSR et 4 pour cent dans celui d'opérations d'urgence.



180. En 2007, l'alimentation de la mère et de l'enfant est restée l'activité principale au titre de l'Objectif stratégique 3, avec 67 pour cent des dépenses afférentes à cette catégorie. Le nombre de bénéficiaires a diminué de 7 pour cent et le tonnage de produits distribués a baissé de 23 pour cent par rapport à 2006. Sur les 14 millions de personnes ayant reçu une assistance au titre de l'Objectif stratégique 3, quelque 9 millions ont été aidés dans le cadre d'IPSR, 4 millions dans le cadre de projets de développement et 1 million dans le cadre d'opérations d'urgence.

Recettes et dépenses

Contributions

Tableau 10: Montant total des contributions versées au PAM en 2007 par guichet de financement (en millions de dollars)

	Contributions multilatérales	Contributions multilatérales à emploi spécifique	Total	% du total
Contributions au titre des produits alimentaires et coûts associés:				91
En nature*	2	1 135	1 137	42
En espèces *	250	1 087	1 337	49
Autres contributions:				9
Opérations spéciales (contributions en espèces)	2	157	159	6
Dispositifs de réserve et autres contributions en nature	0,4	10	11	0,4
Fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux (contributions en espèces)	-	52	52	2
Administrateurs auxiliaires (contributions en espèces)	-	7	7	0,3
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements	2	-	2	0,1
Total	257	2 449	2 705	100

* y compris les coûts associés.

181. En 2007, les contributions généreuses des donateurs au titre des produits alimentaires, des coûts associés et des services ont atteint 2,7 milliards de dollars, deuxième montant de toute l'histoire du PAM par ordre d'importance; 91 pour cent des contributions étaient réservées à un emploi spécifique – proportion proche de celle de 2006 qui marque l'arrêt de la tendance à la hausse observée depuis 2002, année où 81 pour cent seulement des contributions relevaient de cette catégorie³¹.

³¹ Les contributions au PAM sont classées comme suit: multilatérales, multilatérales ou bilatérales à emploi spécifique en fonction du degré de spécificité de l'emploi et des conditions imposés par le donateur.

Tableau 11: Guichet de financement (en millions de dollars)	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Contributions multilatérales à emploi spécifique	1 458	2 270	1 927	2 487	2 462	2 449
Contributions multilatérales	351	303	278	279	243	257
Total	1 809	2 573	2 205	2 766	2 705	2 705

182. Les contributions au titre des produits alimentaires, des coûts associés (transport, manutention, entreposage) et de l'appui indirect ont atteint 2,5 milliards de dollars, soit 91 pour cent, du montant total des contributions reçues (2,705 milliards de dollars). Les contributions en produits alimentaires ont représenté 1,137 milliard de dollars, en augmentation de 2 pour cent par rapport à 2006; les contributions en nature, sous forme de personnel de réserve par exemple, se sont chiffrées à 11 millions de dollars (0,4 pour cent du montant total des contributions)³². Les contributions aux fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux ont progressé de 15 millions de dollars (40 pour cent) par rapport à 2006. Cette augmentation traduit les nouvelles responsabilités du PAM en ce qui concerne les modules de la logistique et des télécommunications pour les urgences et les entrepôts du matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies et l'évolution des opérations dans certaines régions. Dans le cas de la région Amérique latine et Caraïbes, les fonds d'affectation spéciale ont financé des dépenses d'un montant de 100 millions de dollars, signe que les gouvernements passent de plus en plus par ces mécanismes pour appuyer les programmes fondés sur l'alimentation dans leurs propres pays.

Aperçu général des recettes et des dépenses

183. Le montant total des recettes; en progression pour la deuxième année de suite, s'est établi à 3,029 milliards de dollars en 2007. Les recettes de l'exercice biennal 2006-2007 ont toutefois diminué de 350 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ce montant comprend les intérêts, les variations de change et les reports. Le montant des reports de 2006 sur 2007 s'élève à 56 millions de dollars.
184. Les dépenses totales ont atteint 2,966 milliards de dollars, soit 90 millions de plus qu'en 2006. Le solde de fin d'exercice 2006-2007 a été de 119 millions de dollars.

Tableau 12: Recettes et dépenses (en millions de dollars)						
	2004 ³³	2005	Exercice biennal 2004-2005	2006	2007	Exercice biennal 2006-2007
Total recettes	3 340	2 971	6 311	2 932	3 029	5 961
Total dépenses	3 073	3 104	6 177	2 876	2 966	5 842
Solde	267	(133)	134	56	63	119

³² Les chiffres relatifs aux contributions au titre des opérations spéciales et des accords de coopération pour des dispositifs de réserve ne peuvent être comparés à ceux du Rapport annuel sur les résultats de 2006; la méthode de calcul a en effet été modifiée de manière à pouvoir distinguer contributions en espèces et contributions en nature.

³³ Y compris 788 millions de dollars affectés à l'opération bilatérale en Iraq.

185. Pour la troisième année de suite, les IPSR ont constitué la principale catégorie d'opérations. Les dépenses, en augmentation de 4 pour cent par rapport à 2006, se sont élevées à 1,289 milliards de dollars, soit 44 pour cent de plus que les dépenses au titre des opérations d'urgence. Les dépenses afférentes aux opérations d'urgence ont continué de fléchir diminuant de 13 millions de dollars en 2007 contre 317 millions de dollars entre 2005 et 2006, en partie parce que les situations d'urgence ont été moins nombreuses et plus circonscrites.
186. Les dépenses au titre des projets de développement n'ont cessé de progresser tous les ans depuis 2002, année où elles ne représentaient que 195 millions de dollars. Les dépenses pour 2006, d'un montant de 268 millions de dollars, ont été supérieures de 4 pour cent à celles de 2005, et les dépenses de 2007 ont atteint 309 millions de dollars, soit 15 pour cent de plus qu'en 2006. Les dépenses de développement en 2007 représentaient 11 pour cent du total, en légère augmentation par rapport à 2006.

Tableau 13: Dépenses totales (en millions de dollars)					
Catégorie d'activités ³⁴	2005	2006	2007	Variation (%) 2005-2006	Variation (%) 2006-2007
Projets de développement	259	268	309	4	15
Opérations d'urgence	1 046	729	716	-30	-2
IPSR	1 237	1 233	1 289	0	5
Total partiel projets d'aide alimentaire	2 542	2 230	2 315	-12	4
Opérations spéciales	196	236	166	20	-30
Total, dépenses afférentes aux catégories d'activités	2 738	2 466	2 481	-10	1
Opérations spéciales et fonds d'affectation spéciale	109	94	154	-14	64
AAP	212	212	214	0	1
Comptes spéciaux et autres	104	129	156	24	21
Éliminations comptables	-59	-25	-39	-58	23
Total, dépenses non afférentes aux catégories d'activités	366	410	485	-12	21
TOTAL, DÉPENSES	3 104	2 876	2 966	-7	3

³⁴ Les chiffres pour les dépenses de 2006 correspondent aux catégories d'activités projets de développement, opérations d'urgence et IPSR, à l'exclusion des opérations gérées au titre du Fonds général ou des fonds d'affectation spéciale. Les discordances éventuelles dans les totaux s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

187. Les dépenses afférentes aux opérations d'urgences ont diminué de 30 pour cent en 2007 par rapport à 2006, mais le nombre d'opérations a augmenté: 22 opérations spéciales axées sur les services communs³⁵ (contre 21), et 22 opérations de secours du PAM (contre 18).

Opérations spéciales	2005 effectives	2006 effectives	2007 effectives	Variation (%) 2005-2006	Variation (%) 2006-2007
Développement et remise en état des infrastructures et de la logistique par le PAM	159	111	86	-30	-22
Services communs	37	125	80	235	-36
Total	196	236	166	20	-30

Analyse par catégorie de coûts

188. Les dépenses afférentes aux activités d'aide alimentaire ont été examinées sur la base des méthodes appliquées dans l'analyse des catégories de coûts de 2006³⁶ et dans le Rapport annuel sur les résultats de 2006³⁷, les dépenses afférentes aux activités d'aide alimentaire ont été isolées afin d'examiner leur rapport direct avec les quantités distribuées. À la suite de la consultation informelle sur les questions relatives aux coûts³⁸, la dépense directe moyenne par tonne pour la catégorie de coûts Produits alimentaires est basée sur les quantités de vivres achetées ou offertes en don pour l'année.
189. Les dépenses afférentes aux projets d'aide alimentaire ont augmenté de 4 pour cent par rapport à 2006, mais le coût par tonne a augmenté de 27 pour cent. La présente section décrit les principaux facteurs qui ont contribué à l'évolution des dépenses par catégorie de coûts, dans le contexte de la baisse de 18 pour cent de la quantité de vivres distribuée en 2007.

³⁵ Les opérations spéciales axées sur les services communs sont des opérations qui privilégient la coordination au sein du système des Nations Unies et avec d'autres partenaires, notamment les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, les UNJLC, les télécommunications interorganisations pour la sécurité et les modules de la logistique.

³⁶ WFP/EB.A/2006/6-G/1.

³⁷ WFP/EB.A/2007/4.

³⁸ Consultation informelle du 21 janvier 2008.

Tableau 15	Dépenses afférentes aux projets d'aide alimentaire, par catégorie de coûts (en millions de dollars)			Dépenses directes moyennes afférentes aux projets d'aide alimentaire par tonne (en dollars)		
	Dépenses effectives 2006	Dépenses effectives 2007	Variation%	Dépenses effectives 2006	Dépenses effectives 2007	Variation%
Produits alimentaires	944	1 173	24	250	333	33
Transport extérieur	242	218	-10	60	66	10
TTEM	720	600	-17	178	182	2
Autres COD	52	59	12	13	18	38
CAD	272	265	-3	67	80	19
TOTAL	2 230	2 315	4	552	702	27
Distribution (en millions de tonnes)	4,04	3,3	-18	–	–	–

190. **Coût des produits alimentaires.** Les dépenses en produits alimentaires ont représenté 50,7 pour cent des dépenses totales en 2007, contre 42,3 pour cent en 2006. En valeur, ces dépenses ont augmenté de 229 millions de dollars, soit 24 pour cent par rapport à 2006. Cette augmentation n'est pas directement liée à la quantité distribuée en 2007, mais plutôt à la flambée des cours des denrées: en 2007, le coût moyen d'une tonne de vivres a augmenté de 33 pour cent.
191. Cette augmentation est due en partie à la réduction de la part des céréales dans l'assortiment alimentaire (-3,2 pour cent en 2007) et à l'augmentation concomitante de la part des produits non céréaliers plus coûteux tels que les aliments mélangés, les légumes secs et l'huile. Cette modification de l'assortiment alimentaire a entraîné une augmentation des dépenses alimentaires de 37,2 millions de dollars, soit 16 pour cent de l'augmentation des dépenses de cette catégorie.
192. Les stocks de report de 2006 sur 2007 ont baissé de 47 pour cent par rapport au report de 2005 sur 2006. Les quantités de produits alimentaires achetées ou reçues en don ont diminué de 7 pour cent en 2007 par rapport à 2006.
193. **Transport extérieur.** En 2007, les dépenses au titre des projets d'alimentation nécessitant un transport extérieur ont baissé de 10 pour cent, malgré une hausse de 10 pour cent du prix à la tonne par rapport à 2006. L'augmentation du coût unitaire pour le PAM est due aux facteurs suivants: i) hausse des prix des carburants, qui se répercute directement sur les frets; ii) intensification des échanges commerciaux entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique, qui laisse peu de place au transport maritime des céréales en vrac; et iii) augmentation du nombre de conteneurs empruntant des routes maritimes peu pratiques. Le PAM a réussi à maîtriser ses coûts en achetant de grosses quantités de produits alimentaires sur place ou dans la même région de façon à ne pas avoir besoin de transport maritime ou presque.
194. **TTEM.** Les dépenses du PAM au titre des TTEM ont diminué de 17 pour cent par rapport à 2006. Le coût unitaire de livraison d'une tonne de vivres n'a augmenté que de 2 pour cent en 2007, malgré le fléchissement du dollar des États-Unis, la hausse des prix des carburants et des pièces détachées et la nécessité d'opérer dans de nombreuses zones peu sûres. Cette augmentation minime du coût unitaire est le

résultat d'une planification préalable qui a permis de prépositionner les vivres quand les routes terrestres étaient praticables et d'éviter ainsi la nécessité d'avoir recours à des transports aériens coûteux. Le PAM a également investi dans l'amélioration des routes de manière à les rendre praticables toute l'année et a utilisé ses propres camions lorsque les capacités locales étaient insuffisantes et les coûts élevés.

195. **Autres COD.** Les Autres COD ont représenté 2,5 pour cent des dépenses afférentes aux activités d'aide alimentaire, contre 2,4 pour cent en 2006. L'augmentation de 12 pour cent des dépenses afférentes aux Autres COD entre 2006 et 2007, résultat du recentrage du programme de travail sur les activités de redressement dans le cadre des IPSR, montre que le PAM tient à renforcer ses partenariats avec les partenaires d'exécution, qui sont facturés au titre des Autres COD. Il convient de rappeler que les dépenses afférentes aux Autres COD sont similaires aux CAD et qu'elles sont en grande partie libellées en monnaies locales, lesquelles se sont souvent nettement appréciées par rapport au dollar des États-Unis.
196. **CAD.** En 2007, les dépenses au titre des CAD ont diminué de 7 millions de dollars alors que les dépenses par tonne ont augmenté de 19 pour cent par rapport à 2006. Cette augmentation est due aux facteurs suivants:
- Certaines opérations sont passées de la catégorie opérations d'urgences à la catégorie IPSR. Les IPSR mobilisent généralement un personnel plus nombreux pour bien assurer les activités de ciblage, d'évaluation, de suivi et d'évaluation et de mise en œuvre technique, d'où des coûts supplémentaires.
 - Compte tenu des contextes complexes, dangereux et coûteux dans lesquelles il est appelé à travailler, que ce soit au Tchad, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan, le PAM investit massivement dans les mesures de sécurité pour faire en sorte que les normes minimales de sécurité opérationnelle (Normes MOSS) soient appliquées et pour protéger son personnel et celui de ses partenaires.
 - Les agents du PAM travaillant dans des zones difficiles perçoivent diverses indemnités (prime de sujétion, congé de détente, prime de risque et indemnité de subsistance en opérations spéciales) qui contribuent à augmenter les dépenses au titre des CAD.
 - L'affaiblissement du dollar des États-Unis a eu des effets défavorables sur les dépenses de personnel. Les dépenses de personnel et les coûts opérationnels locaux ont représenté l'essentiel des dépenses dans cette catégorie de coûts.



PARTIE V: RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE

Mesure des indicateurs de réalisation des objectifs stratégiques: progrès accomplis

197. Les effets directs de l'action du PAM définis dans le Plan stratégique 2004-2007 servent de base pour mesurer les résultats correspondant aux objectifs stratégiques et aux OMD. D'après les données disponibles, il semble que la contribution du PAM à la réalisation des OMD ait été considérable en 2007. Les indicateurs du PAM mesurent les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD et donnent des indications sur la contribution du PAM aux résultats par pays. Tous les résultats du PAM au niveau des produits contribuent à la réalisation des OMD (voir Principaux chiffres).

198. Certains indicateurs d'effets directs doivent être affinés ou testés plus avant, de sorte que les bureaux de pays utilisent ou mettent à l'essai des indicateurs supplémentaires adaptés à leur contexte particulier. Pour 2007, il n'est donc pas possible de comparer les résultats par pays ou d'additionner les données sur les effets directs pour rendre compte des réalisations à l'échelle de l'Organisation.

199. Les rapports normalisés sur les projets établis par tous les bureaux de pays et tous les bureaux régionaux ont fourni les données primaires utilisées pour analyser les résultats obtenus au regard des objectifs stratégiques. En 2007, 198 rapports ont été établis: 163 rapports normalisés complets

Tableau 16: Projets et indicateurs du PAM correspondant aux objectifs stratégiques

Indicateur du PAM	Indicateurs d'effets directs communiqués	Projets correspondant aux objectifs stratégiques
Objectif stratégique 1	44	80
Objectif stratégique 2	72	119
Objectif stratégique 3	89	99
Objectif stratégique 4	91	100
Objectif stratégique 5	13	55

sur des projets actifs appuyés par une aide alimentaire; 32 pour des opérations spéciales; et 3 pour des opérations autonomes en rapport avec l'Objectif stratégique 5³⁹. Tous les rapports normalisés sur les projets ont fait l'objet d'un examen technique pour s'assurer que chaque indicateur corresponde aux critères du PAM. La plupart d'entre eux sont liés à plus d'un objectif stratégique, de sorte que, dans certains cas, les effets directs n'ont pas été exposés pour chacun des objectifs stratégiques.

³⁹ Pour tous les projets en cours, c'est-à-dire ceux dont la clôture des comptes financiers n'a pas encore confirmée, il faut établir un rapport normalisé. Par projets actifs, il faut entendre les projets: i) dans le cadre desquels des produits alimentaires ont été distribués pendant la période étudiée, ii) qui ont permis de venir en aide à des bénéficiaires identifiables; ou iii) qui ont fourni un service effectif dans le cas d'une opération spéciale. Par "rapports normalisés complets", on entend ceux qui couvrent à la fois les opérations et les finances. En 2007, deux projets actifs n'ont pas nécessité la préparation de rapports normalisés.

200. En ce qui concerne l'Objectif stratégique 4, une autre série de données a été utilisée pour rendre compte des résultats: en 2007, des enquêtes normalisées sur l'alimentation scolaire ont été réalisées dans neuf pays. Les résultats des enquêtes n'étaient pas représentatifs des activités d'alimentation scolaire du PAM dans leur ensemble, mais ils ont permis de vérifier les données sur les effets directs contenues dans les rapports normalisés sur les projets.

Objectif stratégique 1 – Sauver des vies dans des situations de crise

Tableau 17: Objectif stratégique 1 – Effets directs			
1.1	Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes		
1.2	Réduction ou stabilisation de la mortalité d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes		
Indicateurs de résultat (effets directs)		Objectif	Réalisation
1.1.1	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe.	< 10 pour cent	
1.2.1	Taux brut de mortalité dans une population déterminée: - dans la population ciblée à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence.	< 1/10 000/jour	Voir texte ci-dessous
1.2.2	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans une population déterminée: chez les enfants de moins de 5 ans à la fin de la première période de l'opération d'urgence.	< 2/10 000/jour	

Objectifs visés

201. Conformément à l'objectif consistant à sauver des vies dans les situations de crise, les opérations se rapportant à l'Objectif stratégique 1 sont essentiellement des distributions générales de vivres dans le cadre d'opérations d'urgence et d'IPSR. La malnutrition aiguë fait souvent l'objet de programmes complémentaires axés sur la santé et la nutrition. En 2007, 80 opérations avaient des objectifs correspondant à l'Objectif stratégique 1, dont 33 ont rendu compte d'au moins un indicateur d'effet direct, quatre d'entre elles utilisant des indicateurs autres que ceux du PAM; 36 d'entre elles étaient des projets de courte durée, de un à six mois, d'où la difficulté de réaliser des enquêtes de référence et de suivi faute de temps et de ressources. Aucun indicateur d'effet direct n'a été présenté pour ces projets.
202. Sur les 33 indicateurs figurant dans les rapports normalisés sur les projets, 13 proviennent d'enquêtes de référence et de suivi réalisées par le PAM et 20 d'enquêtes effectuées par des ONG ou des organismes autres que le PAM. Certains rapports normalisés ont mentionné que les problèmes de sécurité empêchaient de recueillir les données nécessaires pour rendre compte des effets directs.

203. Le tableau 18 présente un aperçu général des résultats indiqués quant aux effets directs pour les projets ayant fourni plus d'une valeur pour un ou plusieurs des indicateurs du

Indicateur	Nombre de projets	Nombre d'indicateurs	Amélioration (%)	Stabilité/ aggravation (%)
Taux brut de mortalité	13	17	65	35
Malnutrition aiguë	33	55	67	33

PAM⁴⁰. Le nombre total d'indicateurs d'effet direct est supérieur au nombre de projets ayant rendu compte d'indicateurs du PAM parce que certains projets ont fait rapport sur plusieurs indicateurs du PAM. Les indicateurs d'effet direct ont été parfois communiqués plus d'une fois pour un même projet. La colonne concernant l'amélioration donne le pourcentage des indicateurs pour lesquels une amélioration a été signalée.

204. Pour les activités du PAM recourant à l'enrichissement en micronutriments, le pourcentage d'aliments enrichis par rapport au total des vivres livrés dans le cadre des interventions nutritionnelles bénéficiant de l'appui du PAM a été sélectionné comme indicateur pour les projets dont le but est de réduire les carences en micronutriments chez les bénéficiaires. Cet indicateur traduit la volonté croissante du PAM de fournir un assortiment alimentaire de qualité; toutefois, il a été difficile de l'aligner sur les objectifs des projets et de le mesurer. L'essentiel de l'assortiment alimentaire du PAM, à savoir céréales brutes, légumineuses et autres, ne peut être enrichi. La proportion de l'assortiment alimentaire qui est enrichie atteint environ 20 pour cent, ce qui correspond à la part des aliments transformés enrichis, à savoir l'huile, le sel, les biscuits et les aliments composés⁴¹.

205. Il est important de savoir si les objectifs visés ont été atteints: par exemple, si la distribution d'aliments composés enrichis a remédié aux carences en micronutriments de la ration générale. Chaque produit enrichi devrait donc être présenté séparément. Le PAM s'efforcera de recueillir ce type de renseignements au cours du prochain exercice biennal.

Principales réalisations

206. Le PAM est membre du module mondial pour la nutrition du Comité permanent interorganisations depuis la création de ce dernier, en 2006. Il participe aux travaux du groupe de travail chargé du développement de la capacité du module, qui a élaboré en 2007 un ensemble harmonisé de matériels de formation pour remédier aux carences de l'aide nutritionnelle mise en œuvre dans les situations d'urgence. Ce manuel met l'accent sur la formation à l'échelle nationale de nutritionnistes prêts à être déployés en cas d'urgence.

⁴⁰ Dans les tableaux sur l'évolution des indicateurs d'effet direct pour les objectifs stratégiques 1 à 4, les critères ci-après ont été appliqués: i) quand un rapport normalisé sur un projet mentionne deux indicateurs d'effet direct, ils sont l'un et l'autre pris en compte dans le tableau; et ii) des sous-projets différents d'une même opération sont comptés séparément, de sorte que le nombre total d'indicateurs est supérieur à celui des rapports normalisés ayant signalé des effets directs.

⁴¹ Il n'est pas toujours aisé de savoir si les dons en nature sont enrichis en micronutriments ou non; il s'agit donc là d'une estimation approximative.

Faits saillants par pays

207. Au **Kenya**, dans le cadre de l'IPSR 10258.1, le PAM est venu en aide à plus de 200 000 réfugiés somaliens et soudanais vivant dans les camps de Dadaab et Kakuma. Malgré la fermeture de la frontière entre le Kenya et la Somalie au début de 2007, la

Tableau 19: Prévalence de la malnutrition aiguë généralisée (MAG) chez les enfants de 6 à 59 mois et taux brut de mortalité (TBM) dans les camps/zones d'installation de réfugiés au Kenya (pourcentage)

	Enquête de référence 2005	Enquête de suivi 2006	Enquête de suivi 2007
TBM – Dadaab	3,1	4,6	1,3
TBM – Kakuma	2,0	3,0	1,0
MAG – Dadaab	26,3	22,2	12,5
MAG – Kakuma	19,6	15,9	9,0

poursuite du conflit a entraîné l'arrivée des près de 20 000 nouveaux demandeurs d'asile. La prévalence de la malnutrition aiguë généralisée⁴² est tombée au-dessous du seuil critique. Par la suite, un assortiment alimentaire composé de céréales traitées, de légumes secs, d'huile, de sel iodé et d'aliments composés enrichis a été fourni pour la première fois à l'ensemble de la population des deux camps.

208. Au **Soudan**, l'aide du PAM est fournie dans le cadre de l'opération d'urgence 10557.0 à plus de 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays par le conflit. Les activités sont mises en œuvre dans diverses régions du pays mais principalement au Darfour, qui a reçu 70 pour cent de

Tableau 20: Prévalence de la malnutrition aiguë généralisée (MAG) chez les enfants de 6 à 59 mois et taux brut de mortalité (TBM) - Opération d'urgence Soudan 10557.0⁴³ (pourcentage)

	Enquête de référence 2005	Enquête de suivi 2006	Enquête de suivi 2007
TBM– Darfour (ensemble)	0,46	0,36	0,28
TBM– nord Darfour	0,44	0,15	0,15
TBM– sud Darfour	0,42	0,48	0,48
TBM–ouest Darfour	0,59	0,48	0,48
MAG–Darfour (ensemble)	11,9	13,1	16,1
MAG– nord Darfour	15,6	16,0	20,6
MAG– sud Darfour	12,3	12,6	14,2
MAG– ouest Darfour	6,2	10,5	12,2

l'assistance totale en 2007. Compte tenu de la situation tragique du Darfour, la prévalence de la malnutrition aiguë est passée de 12 pour cent en 2006 à 16,1 pour cent en 2007. Les principaux facteurs qui ont contribué à l'accroissement substantiel depuis 2005 sont notamment la poursuite des déplacements de population, l'insécurité généralisée, la diminution de l'accès aux soins de santé de base et aux autres services et l'absence de réseau adéquat de distribution d'eau et d'assainissement. Les taux de malnutrition aiguë indiqués ont toujours été plus élevés dans le nord du Darfour que dans les autres états en raison de la grandeur de la région, de la forte proportion de nomades et de la rareté des services.

⁴² Rapport poids/taille < -2 Z, auquel s'ajoutent des cas d'oedèmes.

⁴³ *Emergency Food Security and Nutrition Assessment in Darfour, Soudan 2007.*

209. Cependant, dans tout le Darfour, le taux de mortalité infantile est dans l'ensemble resté inférieur au seuil critique de 1 pour 10 000 par jour⁴⁴ et s'est considérablement amélioré depuis 2005. Dans l'ouest du Darfour, il était plus élevé que dans le sud et le nord, mais restait inférieur au seuil critique.
210. En **Bolivie**, 300 tonnes de produits alimentaires ont été transportées par voie aérienne dans des régions isolées par les vastes inondations, et une aide alimentaire a ainsi été fournie à 30 000 personnes dans ces zones. Cette opération résulte de l'action conjuguée du PAM et du Gouvernement bolivien, avec l'aide des forces aériennes du **Brésil**, du **Venezuela (République bolivarienne du)** et de l'**Argentine**, qui ont travaillé ensemble en suivant les procédures d'intervention rapide. Le PAM et ses partenaires ont réussi à réduire les taux d'émaciation dans de nombreuses provinces; à San Borja, les taux concernant les enfants de moins de 5 ans sont tombés de 4 pour cent à moins de 1 pour cent.

Enseignements tirés des évaluations

211. Au **Soudan**, une évaluation réalisée en 2007⁴⁵ a relevé que les objectifs prioritaires visés en matière de programmation et de logistique doivent être poursuivis en parallèle pour garantir l'efficacité d'une intervention en situation d'urgence complexe. Des questions telles que le suivi des distributions, la qualité du travail des partenaires, les avantages comparatifs des programmes d'aide alimentaire ciblée, le bois de feu et le traitement des produits, ainsi que l'intégration de la problématique hommes-femmes font totalement partie de l'intervention. Ces aspects doivent être pris en compte et financés dès le départ pour que la qualité du programme reste bonne et que les ressources disponibles ne soient pas utilisées seulement pour porter le nombre de bénéficiaires au maximum.

⁴⁴ Le taux était de 0,29 décès pour 10 000 personnes par jour.

⁴⁵ WFP/EB.1/2007/7-A.

Produits et dépenses

Tableau 21: Objectif stratégique 1: Indicateurs de résultat (produit)					
1.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes					
Nombre estimatif de bénéficiaires 2007 (en millions)					
	Femmes	5,0			
	Filles	5,8			
	Hommes	4,1			
	Garçons	5,5			
	Total	20,4			
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (millions)	Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
Développement	1,5	16	1,5	16	1,8
Opérations d'urgence	7,9	492	44,8	417	46,2
IPSR	11,0	590	53,7	390	43,2
Opérations spéciales	–	–	–	80	8,8
Total	20,4	1 098	100	903	100
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités	Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses	
VCA/VCT	39	3,6	23	2,5	
Distribution générale de vivres	1 056	96,1	788	87,2	
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables	2	0,2	1	0,1	
SMI/alimentation supplémentaire/thérapeutique/ des groupes vulnérables	1	0,1	1	0,1	
Services communs	–	–	80	9,0	
Autres	–	–	10	1,1	
Total	1 098	100	903	100	

Objectif stratégique 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs

Tableau 22: Objectif stratégique 2 – Effets directs			
2.1	Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs		
2.2	Capacité accrue des ménages ciblés de gérer les chocs lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs		
Indicateurs de résultat (effets directs)		Objectif	Réalisation
2.1.1	Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation (données à rassembler sur une base pilote)	65-70	Voir texte ci-dessous
2.1.2	Diversité du régime alimentaire (données à rassembler sur une base pilote)	À déterminer	
2.2.1	Indicateurs appropriés à l'étude	À déterminer	

Objectifs visés

212. Dans le cadre de son Objectif stratégique 2, le PAM fournit une aide aux populations vulnérables quand une situation de crise se prolonge et au cours de la période de redressement. Il répond aux besoins alimentaires essentiels par des distributions générales de vivres et contribue à la reconstruction et au renforcement des moyens de subsistance pour faire face aux chocs présents et futurs par des activités VCT, VCA et VPF. Les mesures proposées incluent les activités de planification préalable et d'intervention en cas de crise, l'appui à la mise en place de filets de sécurité et de programmes visant à faciliter le processus souvent difficile du rapatriement.
213. En 2007, 72 projets avaient des objectifs en rapport avec l'Objectif stratégique 2, soit un nombre plus important que l'année précédente. Pour 49 d'entre eux, des effets directs ont été signalés, le reste n'ayant indiqué que des valeurs de référence. Sur les 26 projets ayant rendu compte de l'indicateur "proportion des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation", 69 pour cent ont signalé une amélioration de la consommation alimentaire.

Tableau 23: Indicateurs d'effet direct du PAM – Évolution (fréquence dans les rapports)				
Indicateur	2006		2007	
	Nombre de projets	Amélioration (%)	Nombre de projets	Amélioration (%)
Proportion des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation	29	66	26	69
Indicateurs autres que ceux de l'Organisation	77	22	47	83

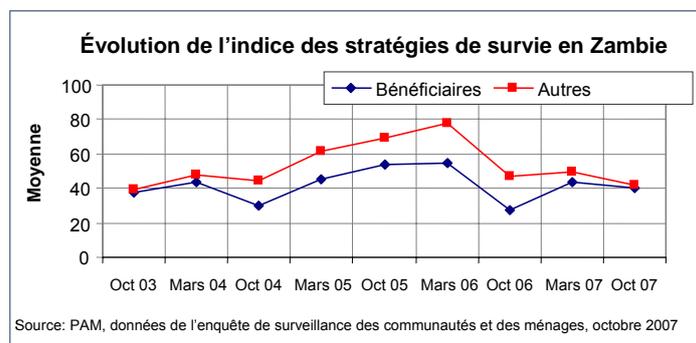
214. Divers indicateurs additionnels ont été utilisés pour rendre compte des effets directs, lesquels traduisent la diversité des activités mises en œuvre au titre de l'Objectif stratégique 2. Il s'agissait par exemple du nombre de ménages consommant trois groupes de produits alimentaires par repas et par jour, et du nombre d'agriculteurs indiquant un accroissement de leur rendement à l'hectare. Sur les 47 projets ayant

présenté des indicateurs d'effets directs autres que ceux du PAM en 2007, 83 pour cent font état d'une amélioration. Le nombre d'indicateurs autres que ceux du PAM utilisés a nettement diminué, passant de 77 en 2006 à 47 en 2007. Toutefois, le nombre de projets rendant compte des indicateurs du PAM est resté faible.

215. Les difficultés rencontrées par le PAM pour mesurer les effets directs liés à l'Objectif stratégique 2 résultent principalement de la définition inadaptée des indicateurs – le seul indicateur existant du PAM n'est encore utilisé qu'à titre pilote et n'est pas généralisé, et le recours à des méthodes et des sources multiples de collecte des données rend les comparaisons et les regroupements difficiles.

Faits saillants par pays

216. Dans le cadre de l'action humanitaire de lutte contre l'insécurité alimentaire, la pauvreté chronique et le VIH/sida en Afrique australe, le PAM a mis au point un système de surveillance des communautés et des ménages, en



coopération avec le Consortium d'ONG *Southern Africa Food Security Emergency*. Les neuf séries d'enquêtes achevées fournissent des données sur les tendances depuis 2003 en ce qui concerne la situation alimentaire et celle des moyens de subsistance dans six pays: **Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe**. En **Zambie**, la surveillance est assurée par 30 postes-sentinelles dans six districts.

217. En Afrique australe, l'effet direct 2.1 lié à l'Objectif stratégique 2 est mesuré au moyen de notations de consommation alimentaire, indicateur supplétif de la sécurité alimentaire des ménages qui permet de comparer la qualité et la diversité du régime alimentaire entre les bénéficiaires et le reste de la population. Le pourcentage des ménages bénéficiaires dont la consommation est médiocre a nettement baissé depuis 2003. Le système de surveillance des communautés et des ménages permet également d'établir des comparaisons entre les bénéficiaires et le reste des ménages en ce qui concerne les dépenses consacrées à la nourriture. En octobre 2007, les bénéficiaires dépensent légèrement moins chaque mois que les non bénéficiaires pour se nourrir (62 contre 63 pour cent), mais ce pourcentage était supérieur au niveau d'octobre 2006.
218. Les effets directs liés à l'objectif stratégique 2.2 sont mesurés en Afrique australe au moyen de l'indice des stratégies de survie, qui indique la fréquence et la gravité des mesures prises par les ménages pour faire face aux pénuries alimentaires ou à la menace de pénurie alimentaire. Au cours des cinq dernières années, l'indice moyen était plus bas pour les ménages bénéficiaires que pour les autres, ce qui montre que l'aide alimentaire ciblée sur les populations vivant dans l'insécurité alimentaire chronique a aidé les ménages à faire face à la situation.

219. Au **Cambodge**, les ménages ruraux pauvres des zones ciblées manquent de riz durant quatre mois quand l'année est normale. Une évaluation pilote effectuée en juillet 2007 a montré que le PAM comblait les deux tiers du déficit alimentaire au moyen de ses projets VCT. Les routes construites permettent aux villages isolés d'accéder plus facilement par tous les temps aux écoles, aux centres de santé et aux marchés. La durée moyenne du trajet a été réduite de 35-40 minutes à l'aller et au retour. Les projets d'irrigation VCA ont accru les rendements, qui sont passés de 1,0 à 1,67 tonne à l'hectare, et augmenté la quantité d'eau disponible durant la saison sèche, ajoutant 110 hectares de périmètre irrigué par projet. D'après les données disponibles, les activités VCA ont également accru les revenus en rendant les marchés plus accessibles; l'augmentation de la productivité agricole a eu pour résultat d'améliorer la consommation alimentaire et de réduire les migrations durant les périodes de pénurie.
220. Au **Bangladesh**, une enquête sur les effets directs du programme de développement des groupes vulnérables a montré que le pourcentage de ménages consommant trois repas corrects par jour avait plus que doublé, passant de 21 à 55 pour cent; la proportion de ménages dont le revenu par habitant est inférieur à 50 cents par jour était tombée de 97 à 67 pour cent, et celle des femmes prenant part à des activités rémunératrices était passée de 31 à 67 pour cent.
221. Au **Malawi**, le PAM a introduit des activités VCA au cours de la période de soudure, au début de 2007, dans le cadre de son opération de redressement après une situation d'urgence. Au total, 256 130 bénéficiaires y ont participé: 147 kilomètres de routes ont été remis en état, 653 638 arbres plantés, 114 pépinières arboricoles exploitées et 93 hectares de terres ont été plantés de graminées pour lutter contre l'érosion.
222. En **Bolivie**, le PAM a appuyé les structures communautaires dans le cadre d'une stratégie visant à atténuer les effets d'une catastrophe naturelle. Dans la municipalité de San Julian, par exemple, des activités VCT ont permis de construire une digue de 2 kilomètres entre avril 2006 et avril 2007, venant en aide à 7 000 personnes qui souffraient d'insécurité alimentaire de courte durée et protégeant 60 communautés vivant au bord des cours d'eau durant les grandes inondations de 2007.

Enseignements tirés des évaluations

223. En **Éthiopie**, une évaluation réalisée en 2007⁴⁶ a constaté que le PAM avait obtenu des résultats satisfaisants et atteint ses principaux objectifs, même si les composantes de son IPSR ne correspondaient pas aux priorités nationales en matière de sécurité alimentaire, de santé, de nutrition et de VIH/sida. L'interconnexion entre ces composantes était posée comme hypothèse mais pas explicite. Les liens avec les interventions extérieures cruciales pour le succès des activités n'avaient pas été mis en place. L'amélioration de la cohérence interne et externe permettrait de renforcer l'efficacité de ces programmes.

⁴⁶ WFP/EB.2/2007/6-C.

Produits et dépenses

Tableau 24: Objectif stratégique 2: Indicateurs de résultat (produits)					
2.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, exposés à des situations de crise ou de transition, ou vulnérables aux chocs					
Nombre estimatif de bénéficiaires 2007 (en millions)					
	Femmes		9,7		
	Filles		7,5		
	Hommes		8,5		
	Garçons		6,6		
	Total		32,3		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (millions)	Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
Développement	6,7	144	11,6	71	7,7
Opérations d'urgence	5,6	283	22,8	249	27,1
IPSR	20,0	815	65,6	513	55,8
Opérations spéciales	–	–	–	86	9,4
Total	32,3	1 242	100	919	100
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités		Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
VCA/VCT		602	48,5	357,0	39,0
VPF/alphabétisation et initiation au calcul		85	6,8	45,4	5,0
Distribution générale de vivres		508	41,0	379,6	41,0
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables		9	0,7	5,5	0,6
SMI/alimentation supplémentaire/thérapeutique/des groupes vulnérables		3	0,2	1,8	0,3
Installation/réinstallation		35	2,8	30,5	3,3
Remise en état de l'infrastructure/appui logistique		–	–	86,0	9,4
Autres		–	–	13,0	1,4
Total		1 242	100	919	100

Objectif stratégique 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables

Tableau 25: Objectif stratégique 3 – Effets directs

3.1	Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés		
3.2	Réduction de la malnutrition chez les femmes ciblées		
3.3	Réduction de l'anémie chez les bénéficiaires		
3.4	Amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires ciblés par le biais de programmes d'aide aux personnes touchées par le VIH/sida		
Indicateurs de résultat (effets directs)		Objectif	Réalisation
3.1.1	Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (évaluée en fonction du rapport taille/poids et âge, ventilée par sexe): - Prévalence de la malnutrition aiguë chez les filles et les garçons de moins de 5 ans - Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants	<10% Pas d'objectif fixé	Voir texte ci-dessous
3.2.1	Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer, évaluée en fonction de l'indice de masse corporelle (IMC) ou de l'insuffisance pondérale à la naissance) [données à rassembler sur une base pilote]	Voir texte ci-dessous	“
3.3.1	Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés [données à rassembler sur une base pilote]	“	“
3.4.1	Gain de poids chez les bénéficiaires (données à rassembler sur une base pilote)	“	“
3.4.2	Taux de poursuite du traitement, par programme de traitement et de soins spécifiques – durée du programme, pourcentage d'observance du traitement, etc. (données à rassembler sur une base pilote)	“	“

Objectifs visés

224. L'Objectif stratégique 3 vise à protéger les enfants, les mères et les autres groupes vulnérables des effets pernicieux d'une consommation alimentaire inadaptée. Les risques principaux sont la dénutrition et la mauvaise santé, auxquels le PAM fait front en fournissant des aliments de qualité et en encourageant des pratiques saines. Les activités incluent des programmes de SMI, par l'intermédiaire à la fois des dispensaires et des activités à assise communautaire. Les patients atteints de tuberculose et les personnes vivant avec le VIH bénéficient également d'une aide ciblée.

225. En 2007, 99 projets (programmes de pays, IPSR et opérations d'urgence) étaient axés sur l'Objectif stratégique 3. Sur ce total, 48 ont fourni des données sur les indicateurs du PAM et 48 sur des indicateurs supplémentaires. Le pourcentage d'indicateurs du PAM dont il a été rendu compte a baissé entre 2006 et 2007; toutefois l'utilisation d'autres indicateurs est en progression. Pour 60 pour cent des projets utilisant des indicateurs du PAM, les données ont été fournies à partir des enquêtes de référence et de suivi. La comparabilité des séries de données a souvent été difficile car certains projets ont cité des données de sources différentes. Six projets seulement ont utilisé les enquêtes du PAM pour recueillir les données de

référence et de suivi requises. Cette situation pourrait s'expliquer par le manque de ressources financières et humaines, le peu de temps dont dispose le personnel et le manque de compétences adaptées dans les bureaux de pays.

226. En 2007, 70 pour cent des enquêtes de suivi des projets font état d'une amélioration par rapport aux données de référence, contre 30 pour cent en 2006. Il faut rapidement mettre au point des indicateurs adaptés pour les femmes, notamment la circonférence du bras, comme outil de dépistage et de mesure des effets directs, et améliorer les instructions fournies sur les moyens de sélectionner les indicateurs les plus pertinents.

Indicateur	Nombre de projets	Nombre d'indicateurs	Amélioration (%)
Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (poids/âge < -2 Z)	13	13	69
Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans – retards de croissance (taille/âge < -2 Z)	13	14	79
Faible indice de masse corporelle des femmes qui ne sont pas enceintes	1	1	100
Faible poids à la naissance	1	1	100
Anémie chez les enfants de moins de 5 ans	5	7	57
Anémie chez les jeunes enfants de 6 à 36 mois	1	1	100
Anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes	6	9	56
Malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (poids/taille < -2 Z), oedèmes	6	7	86

Faits saillants par pays

Nutrition et santé

227. Au **Cambodge**, le PAM a lancé à titre pilote une nouvelle stratégie pour mesurer les effets directs sur la nutrition des programmes de SMI visant à réduire l'insuffisance pondérale et les retards de croissance chez les enfants. Le programme fournit ses services à tous les enfants de 6 à 24 mois, notamment distribution d'aliments enrichis en micronutriments, éducation nutritionnelle, suivi de la croissance, traitements anthelminthiques et autres initiatives de santé. Le principal indicateur d'effet direct est l'insuffisance pondérale de l'enfant, qui était autrefois mesurée moyennant des enquêtes démographiques transversales effectuées tous les deux ans. Cette méthode était coûteuse et difficile à appliquer en raison du manque de moyens techniques dans le pays pour réaliser ces enquêtes, du roulement rapide des ONG partenaires et du peu de temps dont disposait le personnel. La nouvelle méthodologie permet de mesurer les effets directs du projet en évaluant l'évolution du poids des enfants à 24 mois, au moment où ils cessent d'être pris en charge par le projet. Elle

intègre la mesure des résultats dans la surveillance régulière de la croissance déjà assurée par les partenaires du PAM et les volontaires des communautés.

228. Dans le cadre du programme de pays **Ghana** 10418.0, les interventions du PAM appuient le programme du Gouvernement et englobent la fourniture de suppléments alimentaires enrichis en micronutriments aux nourrissons et aux femmes enceintes, ainsi que des conseils et des soins prénataux. En collaboration avec l'UNICEF et le Gouvernement, le PAM a réalisé des enquêtes de référence et de suivi auprès des bénéficiaires pour déterminer l'efficacité des programmes de SMI exécutés conjointement par le PAM, l'UNICEF, l'OMS et la FAO.

Tableau 27: Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois et les femmes qui ne sont pas enceintes, et méthodes d'alimentation des nourrissons - Programme de pays Ghana 10418.0

Indicateur	2006 (%)	2007 (%)
Insuffisance pondérale (rapport poids/âge < -2 Z)	36	22
Émaciation (rapport poids/taille < -2 Z)	17	11
IMC faible (< 18,5)	12	9
Démarrage d'une alimentation complémentaire à six mois	48	63

229. L'enquête de suivi réalisée en 2007 a constaté un recul de la dénutrition, sauf pour les enfants souffrant d'un retard de croissance⁴⁷, et une amélioration des méthodes d'alimentation des nourrissons et des indicateurs de santé publique. Tous les indicateurs de santé de base présentent une amélioration. La proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale a baissé, passant de 36 pour cent en 2006 à 22 pour cent en 2007; la prévalence de l'émaciation est tombée de 17 à 11 pour cent; et celle de la dénutrition des mères de 12 à 9 pour cent.

Tableau 28: Soins de santé de base et prévention à l'intention des bénéficiaires du programme de pays Ghana 10418.0

Indicateurs de santé publique	2006 (%)	2007 (%)
Utilisation de moustiquaires traitées à l'insecticide	67	89
Enfants recevant un supplément de vitamine A	65	86
Mères recevant un supplément de vitamine A après l'accouchement	70	96
Vaccination BCG	53	94
Vaccination contre la rougeole	43	81
Enfants ayant bénéficié d'un traitement de déparasitage	21	49

⁴⁷ Rapport taille/âge < -2 Z.

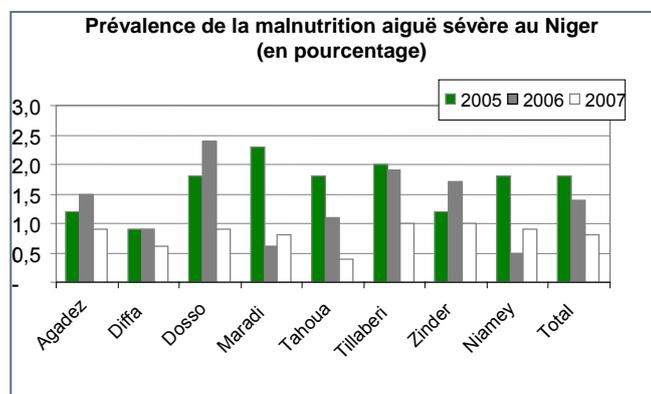
230. En **Indonésie**, la composante récupération nutritionnelle de l'IPSR 10069.1 a amélioré la consommation de micronutriments chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et dispense une formation sensibilisant aux problèmes sanitaires et nutritionnels. Une enquête réalisée en 2007 pour mesurer les résultats à Madura, Lombok et dans le Timor occidental a fait ressortir les faits suivants:

Tableau 29: Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de 5 ans – IPSR Indonésie 10069.1

Indicateur	Enquête de référence 2006	Enquête de suivi 2007
Pourcentage d'anémie chez les femmes enceintes (Hb < 11 g/dl)	48	41
Pourcentage d'anémie chez les femmes allaitantes (Hb < 12 g/dl)	43	37
Pourcentage d'anémie chez les enfants de 12 à 59 mois (Hb < 11 g/dl)	55	39

- une corrélation positive entre la durée de la distribution des biscuits et la présence de l'anémie: plus les biscuits étaient distribués longtemps, plus la prévalence de l'anémie diminuait;
- une baisse de la prévalence de l'anémie chez les enfants de 12 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes par rapport aux données recueillies dans l'enquête de référence, bien que cette prévalence reste élevée; et
- dans la plupart des zones couvertes par l'étude, l'éducation sanitaire et nutritionnelle n'est pas parvenue à améliorer les connaissances ni les comportements sanitaires et nutritionnels.

231. Au **Niger**, dans le cadre de l'IPSR 10509.0, des enquêtes annuelles conjointes sur la nutrition ont indiqué que la prévalence de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants était tombée de 1,8 pour cent en 2005 à 0,8 pour cent en 2007, de sorte que le nombre d'enfants souffrant



de malnutrition aiguë sévère est passé de 50 000 à 20 000. L'incidence du retard de croissance avait également diminué, passant de 50 pour cent en 2005 à 42 pour cent en 2007.

232. À **Cuba**, des aliments enrichis de production locale ont été mis au point en 2007 pour compenser la hausse des prix internationaux et continuer à assurer une alimentation adaptée aux enfants de 6 mois à 5 ans. Par le biais des activités du programme de pays, le PAM et ses partenaires du Gouvernement ont fait tomber de 46 à 28 pour cent la proportion d'enfants de moins de 3 ans accueillis en crèches qui recevaient moins de 70 pour cent de la ration journalière de fer recommandée.

233. Au **Honduras** et au **Nicaragua**, les programmes de SMI ont donné de bons résultats parce que le PAM leur a accordé la priorité en dépit de graves ruptures d'approvisionnement. De 2003 à 2007, le taux d'insuffisance pondérale est tombé de 31 à 18 pour cent au Honduras et de 15 à 4 pour cent au Nicaragua.

VIH/sida et tuberculose

234. Ayant conscience que la sécurité alimentaire et la nutrition font partie de la lutte contre le VIH/sida, le PAM a appuyé les activités de prévention, de traitement et d'atténuation des effets du VIH dans 20 des 25 pays où son incidence est particulièrement forte et a mené des interventions contre le VIH ou la tuberculose dans 50 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il a été l'une des premières organisations à fournir une aide alimentaire pour élargir l'accès aux traitements antirétroviraux dans des environnements où les ressources sont limitées. Un examen réalisé en 2007 a constaté que le PAM a appuyé des programmes de traitement de ce genre dans 16 pays africains, fournissant à plus de 332 000 bénéficiaires un appui alimentaire durant les phases initiales du traitement, qui sont les plus cruciales.
235. Des études montrent que, pour les personnes sous-alimentées qui démarrent un traitement antirétroviral, la probabilité de mourir au cours d'une période donnée est six fois plus grande que pour les personnes vivant avec le VIH qui sont correctement nourries. Une bonne nutrition rend les médicaments plus efficaces, atténue les effets secondaires et améliore le respect des protocoles thérapeutiques⁴⁸. La plupart des acteurs reconnaissent que l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes majeurs pour les personnes vivant avec le VIH, mais ne savent pas bien quels aspects de l'aide alimentaire et nutritionnelle devraient faire partie d'un ensemble global de mesures, pendant combien de temps il faut fournir cette aide et quels résultats on peut en attendre.
236. Les programmes VIH du PAM doivent élaborer des stratégies claires de transfert, en particulier dans le cas où l'aide alimentaire fait partie de programmes non exclusifs alliant soins, traitement et appui. Les traitements antirétroviraux doivent durer toute la vie, à la différence de l'aide alimentaire et nutritionnelle. La stratégie de transfert des programmes de soins et de traitement devrait renforcer les moyens de subsistance en associant divers partenaires pour fournir des activités génératrices de revenus, des services de microcrédit, de formation et d'autres formes d'appui aux moyens de subsistance.
237. Dans 17 pays, le PAM a fourni des vivres pour encourager les patients atteints de tuberculose à achever leur traitement, au lieu d'abandonner dès qu'ils se sentent mieux. Au **Burkina Faso**, le PAM, le Gouvernement et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont distribué à 4 000 bénéficiaires, dans 81 centres, une ration individuelle mensuelle pendant les huit mois du traitement. Une enquête réalisée avant et après a montré que l'aide alimentaire améliorait les taux d'observance du traitement et de guérison, mais n'a guère d'incidence sur l'état nutritionnel. Elle a également montré qu'une ration individuelle pouvait ne pas suffire dans les pays où l'insécurité alimentaire est généralisée et où les rations risquent d'être partagées avec les membres de la famille.

⁴⁸ PAM. Collection "La faim dans le monde", 2007. Intermezzo 4: "Le sida et la faim – enjeux et actions".

238. Au **Rwanda**, le PAM collabore avec *Partners in Health* depuis novembre 2006 sur six sites pilotes. En 2007, plus de 6 000 patients bénéficiant d'un traitement antirétroviral ont reçu des suppléments alimentaires dans le cadre d'un ensemble de mesures de soins et de traitement. Le projet est actuellement élargi pour inclure 56 sites supplémentaires des zones du Rwanda où l'insécurité alimentaire est la plus forte; 3 500 bénéficiaires supplémentaires devraient en bénéficier en 2008.

Enseignements tirés des évaluations

239. En **Haïti**, le rapport d'évaluation⁴⁹ a souligné que 47 pour cent seulement des activités ont été exécutées en dépit de financements adéquats en raison de la complexité de la situation sur le terrain: manque de sécurité, difficulté d'accès de nombreux points de distribution, faible capacité de stockage et gestion inadaptée des approvisionnements. Le manque de coordination entre programmation et logistique a entraîné des modifications des rations; par exemple, la ration d'amélioration de la nutrition a été distribuée conformément aux prévisions pendant trois mois seulement et la ration complète destinée aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de tuberculose pendant deux mois seulement. Il a de ce fait été difficile d'atteindre les objectifs.
240. En **Indonésie**, une évaluation⁵⁰ a relevé que l'opération était de manière générale bien conçue et efficace. Toutefois il pourrait être nécessaire de rationaliser le programme, qui comptait plus de 5 000 points de distribution finale et d'évaluer les coûts avec plus de précision. Il a été recommandé de renforcer la concentration géographique des ressources et la convergence avec les programmes des organismes partenaires pour améliorer l'efficacité et les résultats.

⁴⁹ WFP/EB.2/2007/6-B.

⁵⁰ WFP/EB.A/2007/7-C.

Produits et dépenses

Tableau 30: Objectif stratégique 3 – Indicateurs de résultat (produits)					
3.1	Fourniture d'aliments nutritifs en temps voulu et en quantité suffisante aux jeunes enfants, mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques sur le plan de la nutrition et de la santé				
3.2	Fourniture de comprimés vermifuges aux enfants et mères ciblés dans le cadre d'activités appuyées par le PAM				
Nombre estimatif de bénéficiaires 2007 (en millions)					
	Femmes	3,0			
	Filles	4,4			
	Hommes	1,6			
	Garçons	4,5			
	Total	13,5			
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (millions)	Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
Développement	3,9	105	24,4	61	20,2
Opérations d'urgence	1,1	26	6,0	22	7,3
IPSR	8,5	299	69,6	219	72,5
Total	13,5	429	100	302	100
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités		Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
Programmes VIH/sida et orphelins et enfants vulnérables		121	28,3	75	24,8
SMI/alimentation supplémentaire/thérapeutique/ des groupes vulnérables		285	66,3	204	67,5
Alimentation scolaire ⁵¹ , crèches et jardins d'enfants		23	5,4	18	6,0
Autre		–	–	5	1,7
Total		429	100	302	100

⁵¹ Y compris les chiffres relatifs aux établissements préscolaires, qui sont tous attribués à l'Objectif stratégique 3.

Objectif stratégique 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle

Tableau 31: Objectif stratégique 4 – Effets directs				
Indicateurs de résultat (effets directs) ⁵²	Objectif 2006/2007	Réalisation 2007	Réalisation 2006	
4.1	Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM			
4.2	Amélioration de l'assiduité des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM			
4.3	Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM			
4.4	Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les établissements d'enseignement informels appuyés par le PAM			
4.1.1	Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires ⁵³ . Taux annuel de variation:			
	- pourcentage de filles et de garçons	10	6	6
	- pourcentage de filles	12	9	8
	- pourcentage de garçons	8	2	6
4.1.2	Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.			
	- Taux net de scolarisation des filles	70	78	55
	- Taux net de scolarisation des garçons	70	83	62
4.2.1	Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles allant en classe dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires			
	- Taux de fréquentation des filles	80	93	91
	- Taux de fréquentation des garçons	80	93	90
4.3.1	Idées que se font les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants dans les écoles, grâce à l'alimentation scolaire (pourcentage)			
		90	93	96
4.4.1	Ratio filles/garçons dans les écoles appuyées par le PAM			
		1	0,96	0,90

Objectifs visés

241. Les activités mises en œuvre au titre de l'Objectif stratégique 4 incluent les repas servis à l'école, les rations à emporter et les activités de formation. En 2007, 100 projets d'alimentation scolaire ont été exécutés dans 71 pays: 47 dans le cadre

⁵² Les indicateurs 4.1.3, 4.2.2 et 4.4.2 sont en cours de révision après essais sur le terrain et n'ont pas été inclus.

⁵³ Les effectifs scolarisés correspondent au nombre total d'enfants inscrits à l'école. Les effectifs scolarisés totaux mesurent la couverture de l'aide du PAM; les augmentations de cet indicateur ne sont pas nécessairement liées aux résultats. Les variations annuelles des effectifs scolarisés moyens/médians permettent de suivre l'évolution à court terme. Les données de suivi et d'évaluation montrent que les effets directs des activités d'alimentation scolaire diffèrent d'un projet à l'autre: la première année, les variations des effectifs scolarisés sont généralement fortes, mais elles sont beaucoup plus faibles les années suivantes.

de programmes de pays ou d'activités de développement, 48 dans le cadre d'IPSR et 6 dans celui d'opérations d'urgence.

242. Pour 2007, les données sur les effets directs issues des rapports normalisés sur les projets ont été vérifiées au moyen d'une analyse des enquêtes normalisées sur l'alimentation scolaire au Bhoutan, en Égypte, en Guinée-Bissau, au Lesotho, au Libéria, au Malawi, au Mali, dans le Territoire palestinien occupé et au Swaziland. Les données ont été tirées d'un échantillon représentatif d'écoles bénéficiant de l'appui du PAM au moyen d'entrevues avec les directeurs d'établissement et de discussions de groupe avec les enseignants et les bénéficiaires.

243. Dans de nombreux pays, la mesure des taux nets de scolarisation est difficile faute de données démographiques fiables ventilées par sexe et par groupe d'âge. Neuf rapports normalisés seulement ont fourni des taux nets de scolarisation pour les garçons, et 10 pour les filles, à

Tableau 32: Indicateurs d'effet direct du PAM – Évolution (fréquence dans les rapports)

Indicateur	Nombre de projets ⁵⁴	Amélioration (%)	Objectif atteint/dépassé (%)
Taux brut de scolarisation:			
Garçons	37	76	51
Filles	37	76	49
Taux net de scolarisation:			
Garçons	9	89	78
Filles	10	70	60
Taux de fréquentation:			
Garçons	45	76	87
Filles	47	74	89
Ratio filles/garçons	57	65	12

savoir des taux nets moyens de 83 et 78 pour cent pour les garçons et pour les filles, respectivement, l'un et l'autre de ces taux se situant au-dessus de la valeur cible (70 pour cent). Les taux de fréquentation étaient d'environ 93 pour cent pour les garçons et pour les filles, niveau supérieur à la cible de 80 pour cent. Dans 93 pour cent des écoles étudiées, les enseignants ont constaté une évolution positive des comportements en classe des élèves qui étaient plus attentifs, se concentraient plus longtemps, apprenaient mieux et étaient moins agressifs. Le ratio moyen garçons/filles était de 0,96 pour les 57 rapports normalisés rendant compte de cet indicateur. Beaucoup plus de la moitié des rapports normalisés ont signalé une amélioration pour tous les indicateurs.

Principales réalisations

244. **Ensemble de services essentiels.** En 2007, un ensemble de services essentiels concernant la santé, la nutrition et l'hygiène a été fourni dans 46 pour cent des projets d'alimentation scolaire soutenus par le PAM. Dans 39 de ces projets, des écoles ont été dotées d'accès à l'eau potable et équipées de latrines hygiéniques.

⁵⁴ Nombre de rapports normalisés sur les projets ayant fourni au moins deux valeurs pour chaque indicateur au fil du temps, à partir des données de référence et de suivi, y compris le dernier suivi effectué.

245. En 2007, dans 27 pour cent des projets d'alimentation scolaire bénéficiant de l'appui du PAM, 10 millions d'enfants ont suivi des traitements vermifuges. L'initiative "Libérez les enfants des parasites" englobe des partenariats avec, par exemple, le groupe de travail pour la survie et le développement des enfants, au sein duquel collaborent l'OMS, l'UNICEF, la Banque mondiale et *Johnson & Johnson*, qui a fourni 50 millions de doses (500 mg) de mébendazole en 2006–2007 pour le Bangladesh, le Cameroun, l'Ouganda et la Zambie.
246. En 2007, le PAM a poursuivi ses projets pilotes au Cambodge et en République-Unie de Tanzanie pour tester l'acceptabilité et l'utilisation de sachets monodose de micronutriments en poudre, qui peuvent être aisément ajoutés à un aliment cuisiné pour en accroître la qualité nutritionnelle. Le projet a bénéficié de l'appui de *DSM Sights & Life*, partenaire du secteur privé, des ministères de l'éducation des deux pays, de WVI, de KAPE et de la Fondation Helen Keller. Le produit ayant été bien accepté, il a été recommandé d'élargir le programme.
247. **Alimentation scolaire issue de la production locale.** Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale utilisent des aliments achetés sur place et produits par les petits paysans. Ils visent à la fois à améliorer le bien-être des enfants et à promouvoir la production agricole locale en offrant un débouché aux petits exploitants. En 2007, le PAM a élaboré un cadre général pour l'alimentation scolaire issue de la production locale, avec l'aide de la Fondation Bill et Melinda Gates.
248. Le PAM et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ont organisé une consultation au Ghana en octobre 2007 pour examiner la situation de l'alimentation scolaire issue de la production locale dans les pays africains. Il est apparu que les divers pays en étaient à des stades différents de l'introduction de l'alimentation scolaire issue de la production locale, le Ghana, le Bénin, le Nigéria, le Kenya et la Zambie étant arrivés à la phase d'exécution. Les éléments permettant à ces programmes de donner des résultats satisfaisants et durables ont été définis, à savoir l'engagement politique et la coordination au plus haut niveau, les instruments législatifs requis pour assurer la prise en charge et la gestion locales, l'appui budgétaire des pouvoirs publics et la participation du secteur privé.

Faits saillants par pays

249. Au **Kenya**, l'alimentation scolaire a permis aux enfants des ménages vivant dans une insécurité alimentaire extrême de s'instruire. La scolarisation a progressé grâce aux politiques d'enseignement favorables associées à des programmes d'alimentation scolaire. De 2004 à 2007, le taux de scolarisation des filles a augmenté de 7 pour cent et celui des garçons de 5 pour cent.

Tableau 33: Effectifs scolarisés et taux brut de scolarisation dans les écoles bénéficiant de l'appui du PAM dans le cadre du programme de pays Kenya 10264.0

Indicateur	Enquête de référence 2004	Enquête de suivi 2005	Enquête de suivi 2007
Effectifs scolarisés (médiants) de garçons	165	170	188
Effectifs scolarisés (médiants) de filles	147	151	219
Taux brut de scolarisation - garçons (pourcentage)	96	102	101
Taux brut de scolarisation - filles (pourcentage)	86	92	93

250. En **République démocratique populaire lao**,

l'alimentation scolaire du PAM a amélioré l'accès des enfants à l'éducation. Depuis 2003, les taux nets de scolarisation dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM sont passés de 53 à 80 pour cent pour les filles et de 60 à 86 pour

Tableau 34: Taux net de scolarisation dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM dans le cadre du programme de pays République démocratique populaire lao 10078.1

Indicateur (pourcentage)	Enquête de référence 2003	Enquête de suivi 2006	Enquête de suivi 2007
Taux brut de scolarisation - garçons	60	76	86
Taux brut de scolarisation - filles	53	69	80

cent pour les garçons. L'alimentation scolaire du PAM a également contribué à créer des débouchés durables pour les petites entreprises et les petits producteurs grâce aux achats locaux du mélange maïs-soja. Le PAM a mené des partenariats avec deux sociétés locales qui aident les communautés à produire du maïs et du soja et à le transformer en mélange maïs-soja enrichi, lequel est acheté par le PAM. Plus de 2 000 familles de 70 villages bénéficient désormais d'un contrat de culture dans le cadre de cet arrangement.

251. Au **Libéria** l'alimentation scolaire fait revenir les enfants à l'école après le conflit. En 2007, le PAM a fourni des repas chauds à 600 000 élèves des établissements préscolaires, primaires et secondaires ainsi que des rations à emporter aux filles des Grades 4, 5 et 6. D'après l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire, l'augmentation des effectifs scolarisés est de 18 pour cent pour les filles et de 16 pour cent pour les garçons pour 2006-2007. Le ratio garçons/filles s'est amélioré, passant de 0,86 à 0,90 dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM.

252. Dans le **Territoire palestinien occupé**, un nouveau projet d'alimentation scolaire a démarré en faveur de 90 000 enfants de Cisjordanie pour atténuer les effets du conflit sur l'accès à l'instruction. Une enquête réalisée en juin 2007 fait état de taux d'assiduité de plus de 95 pour cent pour les garçons et pour les filles. Ces résultats indiquent que le projet est particulièrement opportun compte tenu de la dégradation de la situation dans le Territoire; l'alimentation scolaire va donc être étendue à la bande de Gaza au début de 2008.

253. Au **Honduras**, les programmes du PAM ont fait baisser le taux d'abandon dans les écoles primaires, qui est passé de 8 pour cent en 2003 à moins de 2 pour cent en 2007, alors que le taux d'assiduité passait de 89 à 99 pour cent. Au **Nicaragua**, toutefois, la fréquentation des écoles bénéficiant d'une aide alimentaire du PAM est tombée de 90 à 83 pour cent en raison de la pénurie de ressources.

254. Au **Bhoutan**, le PAM a réalisé en 2007 une étude en vue de réorienter le ciblage. Les nouvelles écoles ciblées sont situées dans les régions les plus reculées du pays où, faute de routes, il faut en moyenne de deux à sept jours de marche pour se rendre à l'école. De nombreuses écoles offrent des logements de fortune aux élèves. La révision du ciblage a garanti que les écoles les plus vulnérables sont bien visées par le projet d'alimentation scolaire en 2008. Le PAM a également augmenté la quantité de denrées destinées à l'alimentation scolaire qui est achetée localement, la faisant passer de 18 tonnes en 2006 à 60 tonnes en 2007. Au cours des trois années à venir, la stratégie du PAM est d'accroître progressivement ses achats locaux avant de transférer cette activité au Gouvernement en 2010.

255. Le PAM a mis en œuvre des programmes en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables dans 22 pays, afin d'encourager la scolarisation et l'assiduité, de fournir des moyens de subsistance durables et des aptitudes utiles dans la vie quotidienne ainsi que d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, que ce soit en fournissant des repas sur place ou des rations à emporter. En **Zambie**, en moyenne 125 206 orphelins et autres enfants vulnérables des centres d'enseignement informels ont reçu pendant leurs heures de scolarité une bouillie chaude nutritive fournie par le PAM et ses partenaires, et 28 383 ménages ont reçu des rations à emporter. Les écoles communautaires ont joué un rôle important pour satisfaire les besoins d'éducation des enfants et des jeunes difficiles à atteindre. Les résultats montrent que ces écoles ont accueilli une proportion d'orphelins plus élevée (31 pour cent) que les écoles publiques (19 pour cent).

Enseignements tirés des évaluations

256. Une évaluation thématique⁵⁵ de l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence a relevé certains points forts et points faibles de la conception et de l'exécution de ces activités. Elle a conclu que, pour exécuter efficacement un programme d'alimentation scolaire en situation d'urgence, le PAM devait concevoir des programmes adaptés au contexte reposant sur des évaluations des besoins. Les activités complémentaires sont cruciales pour que les programmes répondent bien aux besoins des bénéficiaires dans les situations de conflit, en particulier dans les cas où ils sont confrontés à des problèmes de nutrition et d'insécurité alimentaire. L'évaluation a recommandé que le PAM:

- améliore les orientations relatives aux évaluations des situations d'urgence, de manière à y inclure les aspects liés à l'éducation;
- veille à ce que des apports complémentaires soient fournis en nouant des partenariats stratégiques; et
- conçoive des outils de formation pour améliorer la capacité de mise en œuvre des programmes de son personnel.

⁵⁵ WFP/EB.A/2007/7-A

Produits et dépenses

Tableau 35: Objectif stratégique 4 – Indicateurs de résultat (produits)					
4.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les établissements d'enseignement informels.					
Nombre estimatif de bénéficiaires 2007 (en millions)⁵⁶					
	Filles		9,3		
	Garçons		10,0		
	Total partiel		19,3		
	Adultes		0,6		
	Total		19,9		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (millions)	Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
Développement	11,7	253	47,3	161	45,0
Opérations d'urgence	0,7	31	5,9	28	8,0
IPSR	7,5	250	46,8	167	47,0
Total	19,9	535	100	357	100
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités		Produits alimentaires distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (millions de dollars)	Pourcentage des dépenses
VCA/VCT		2	0,4	1,0	0,3
VPF/alphabétisation et initiation au calcul		54	10,0	28,6	8,0
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables		7	1,4	4,6	1,3
Alimentation scolaire ⁵⁷ : écoles primaires et secondaires		472	88,2	318,1	89,1
Autre		–	–	4,8	1,3
Total		535	100	357	100

⁵⁶ Y compris les activités VPF, les rations à emporter et les repas servis en milieu scolaire.

⁵⁷ À l'exclusion de l'alimentation fournie dans l'enseignement préscolaire, dont le total partiel est entièrement attribué à l'Objectif stratégique 3.

Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim

Tableau 36: Objectif stratégique 5 – Effet direct

5.1	Capacité accrue d'identifier les besoins en produits alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes reposant sur l'aide alimentaire dans les pays ciblés
-----	--

Objectifs visés

257. Pour la troisième année de suite, le nombre de rapports normalisés sur les projets fournissant des données sur l'objectif stratégique 5 est en progression: 55 en 2007, contre 37 en 2006 et 30 en 2005; 55 pour cent des activités en rapport avec l'Objectif stratégique 5 ont bénéficié d'un appui dans le cadre d'IPSR, 41 pour cent dans celui de programmes de pays et de projets de développement et 4 pour cent dans celui d'opérations d'urgence. Les principaux outils du PAM à l'appui de l'Objectif stratégique 5 ont été la formation, les ateliers techniques, les consultations et les études ciblées.
258. Il ressort des données provenant des rapports normalisés sur les projets que 31 000 personnes ont reçu une formation en 2007, chiffre bien inférieur à celui de 82 000 pour 2006, situation qui s'explique principalement par les prescriptions plus rigoureuses fixées pour l'établissement des rapports. Les chiffres sous-estiment le nombre de personnes formées par de nombreux bureaux de pays qui ont rendu compte d'ateliers ou de sessions de formation sans pour autant fournir des statistiques détaillées sur les participants.
259. La méthode la plus courante de renforcement des capacités a consisté à lier des interventions telles que la formation en gestion ou en comptabilité destinée aux partenaires d'exécution à des programmes spécifiques d'aide alimentaire du PAM. D'autres interventions étaient indépendantes de l'aide alimentaire, par exemple celles qui aident les organismes de contrepartie à élaborer leurs plans prévisionnels, à concevoir leurs stratégies alimentaires et nutritionnelles, à gérer les catastrophes ou à effectuer les évaluations et analyses de la sécurité alimentaire.
260. Il reste néanmoins difficile de mesurer les effets directs pour l'Objectif stratégique 5. Aucun indicateur du PAM n'a été défini; certains bureaux de pays communiquent des indicateurs spécifiques de leurs programmes et d'autres décrivent les activités en rapport avec cet objectif stratégique. Les indicateurs les plus fréquemment utilisés pour présenter les produits ont été le nombre de sessions/ateliers de formation organisés, le nombre de membres du personnel de contrepartie formés et le nombre d'études réalisées.

Faits saillants par région

261. Dans la région **Amérique latine et Caraïbes**, en particulier en Amérique centrale et en République dominicaine, le PAM a appuyé les efforts mis en œuvre par les gouvernements et les institutions régionales pour renforcer les capacités et partager les connaissances techniques dans le cadre d'une campagne visant à réduire la faim et la malnutrition des enfants. Le PAM a également animé un réseau régional qui a abouti à la création de plateformes de gestion des connaissances dans 11 pays. Plus de 300 programmes et projets, faisant appel à 174 experts et à 350 institutions, ont été enregistrés pour appuyer les activités de nutrition maternelle et infantile et d'alimentation scolaire. Une douzaine au moins de projets sur les pratiques optimales ont été utilisés dans toute la région, 63 sociétés privées fournissant toute une gamme de biens et de services.

Impact socioéconomique de la dénutrition des enfants en Amérique centrale et en République dominicaine: étude sur le coût de la faim

En juin 2007, lors du Sommet de l'Organisation des États américains tenu à Panama, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a présenté les résultats de l'étude sur le coût de la faim en faisant la déclaration suivante: "La faim des enfants est une question morale mais, comme le montre cette étude, c'est également une préoccupation économique cruciale, et ces constatations sont un véritable appel à l'action. J'espère que les gouvernements, les dirigeants nationaux et toutes les parties concernées entendront cet avertissement et feront pression pour accroître les montants affectés à la lutte contre la faim et la malnutrition. Pour ma part, j'exhorterais la communauté internationale à intensifier son action et à jouer son rôle elle aussi."

En partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le PAM a estimé que l'impact économique de la malnutrition des enfants se chiffre à près de 6,7 milliards de dollars, soit plus de 6 pour cent du PIB régional, du fait de l'accroissement des dépenses de santé, de l'inefficacité de l'enseignement et de la perte de productivité qui en résulte. Des rapports par pays fondés sur les données de 2004 ont montré que l'impact économique estimé allait de 1,7 pour cent du PIB au Costa Rica à 11,4 pour cent du PIB au Guatemala.

262. Le Bureau régional du PAM pour l'**Afrique australe** a harmonisé sa stratégie de protection sociale dans toute la région, conformément aux cadres nationaux, régionaux et mondiaux. Le PAM a fourni un appui technique au comité d'évaluation de la vulnérabilité régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe ainsi qu'aux comités chargés d'évaluer la vulnérabilité nationale au **Lesotho**, au **Malawi**, au **Mozambique**, au **Swaziland**, en **Zambie** et au **Zimbabwe**. Au Swaziland, par exemple, le PAM a fourni 80 000 dollars sous forme de financements et d'assistance technique pour développer les moyens nationaux d'évaluation des besoins, de planification prévisionnelle et d'intervention en cas de catastrophe, ainsi que de gestion des programmes d'aide alimentaire.

Faits saillants par pays

263. Au cours de la première phase d'un programme visant à transférer au Gouvernement de l'**Azerbaïdjan** la responsabilité des personnes déplacées, le PAM a passé le relais au Comité national pour les réfugiés et les personnes déplacées pour 55 000 personnes déplacées de son effectif de 2007. Ce transfert progressif devrait prendre fin au milieu de 2008.



264. En **Égypte**, le PAM a aidé le Gouvernement à renforcer la capacité du service d'analyse et de cartographie de la sécurité alimentaire du Ministère du développement économique. Ce service assure la formation des institutions nationales pour sensibiliser à la vulnérabilité et collecter des données en la matière. Le PAM a mobilisé l'appui des donateurs en faveur d'initiatives nationales, en particulier du programme de l'Alliance globale pour une nutrition améliorée en vue d'enrichir la farine de blé nationale.
265. Au **Guatemala**, le PAM a appuyé les efforts entrepris par le Gouvernement pour faire passer une loi sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui a abouti à la création du Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'à la formulation du programme pour la réduction de la malnutrition chronique. Cette loi et les instruments de renforcement des capacités s'y rapportant s'inscrivent dans une stratégie de 10 ans conçue pour atteindre l'OMD 1 (cible 2) qui consiste à réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population qui souffre de la faim.
266. En collaboration avec la FAO, l'UNICEF, l'OMS et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PAM a fourni une assistance technique au Gouvernement du **Nicaragua** pour concevoir le programme intitulé "Vers l'éradication de la malnutrition infantile chronique au Nicaragua". Ce programme, dont l'exécution doit démarrer en 2008, est axé sur la prévention de la malnutrition des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 36 mois.
267. Au **Sri Lanka**, les activités de SMI ont servi de modèle pour réorienter le programme national de supplémentation alimentaire. Conformément aux recommandations du PAM, le Gouvernement a lancé une évaluation de son programme d'alimentation, notamment des mesures visant à fournir une assistance dans le cadre d'un ensemble intégré d'interventions fondées sur l'aide alimentaire.

Enseignements tirés des évaluations

268. En **Inde**, le PAM a progressivement abandonné la livraison de vivres au profit d'une assistance technique, y compris des interventions pour améliorer la qualité et l'efficacité des programmes gouvernementaux fondés sur une aide alimentaire, l'enrichissement sur place des repas scolaires cuisinés localement et l'enrichissement de la farine de blé dans les installations villageoises.
269. Le rapport d'évaluation à mi-parcours⁵⁸ a constaté que, bien que le PAM ait renforcé ses partenariats et sensibilisé les pouvoirs publics aux problèmes de sécurité alimentaire, il reste nécessaire de s'attacher tout particulièrement à mettre au point des modèles reproductibles pour atteindre les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire.

⁵⁸ WFP/EB.1/2007/7-B.

PARTIE VI: RÉSULTATS PAR OBJECTIF DE GESTION

Tableau 37: Indicateurs communiqués et objectifs atteints ou dépassés

Année	Indicateurs communiqués				Objectifs atteints ou dépassés ⁵⁹			
	2006	2007	2005	2004	2006	2007	2005	2004
Pourcentage ⁶⁰	98	98	84	85	57	53	55	47

Objectifs de gestion – Principaux résultats

270. Les objectifs de gestion visent à améliorer l'efficacité des opérations et la capacité d'organisation du PAM. Ils doivent en dernière analyse améliorer les opérations et la rapidité d'intervention pour permettre au PAM de fournir une aide suffisante et de qualité aux bénéficiaires. Cependant, les liens existant entre l'amélioration de l'efficacité de la gestion et le renforcement de l'efficacité des opérations ne sont généralement pas précisés.
271. En 2007, pour les sept objectifs de gestion, le PAM disposait de 27 indicateurs pour mesurer les résultats de ses fonctions d'appui opérationnel⁶¹; il a communiqué des résultats sur 26 indicateurs et 18 sous-indicateurs, soit un taux de rapport de 98 pour cent. Le pourcentage d'indicateurs et de sous-indicateurs communiqués a augmenté de 15 pour cent depuis 2004, année pour laquelle 85 pour cent des indicateurs avaient fait l'objet d'un suivi. Le pourcentage d'objectifs atteints ou dépassés depuis 2004 a également augmenté: une augmentation de 8 pour cent de 2006 à 2007, 57 pour cent des valeurs cibles ayant été atteintes.
272. Ces résultats donnent à penser que le PAM a fait des progrès considérables en ce qui concerne la définition de ses objectifs et la mesure des résultats de sa gestion. Certains indicateurs ont été modifiés à la lumière de l'expérience par rapport à leur formulation initiale dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007⁶², et les valeurs cibles ont été fixées pour la plupart des indicateurs en 2006 et 2007 à un niveau supérieur à celui des années précédentes; par conséquent, un résultat en deçà de la valeur cible ne signifie pas nécessairement un recul global de la qualité de la performance.

⁵⁹ Les indicateurs pour lesquels des résultats ont été communiqués sans que des valeurs cibles aient été fixées sont exclus.

⁶⁰ Les pourcentages couvrent tous les indicateurs communiqués, y compris les sous-indicateurs.

⁶¹ Pour l'exercice 2006-2007, le nombre des objectifs de gestion et celui des indicateurs ont été révisés: celui des objectifs de gestion a été abaissé de neuf à sept et celui des indicateurs de 34 à 27.

⁶² Des détails sur les indicateurs qui ont été modifiés ou remplacés sont donnés dans les notes de bas de page.

Objectif de gestion 1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim

Tableau 38: Résultat escompté 1.1 Renforcement des partenariats aux échelons mondial, régional et national avec les organismes des Nations Unies, ONG et autres partenaires		2007 Cibles	2007 Résultats effectifs	Résultats effectifs		
				2006	2005	2004
1.1.1	Pourcentage des projets du PAM pour lesquels des partenaires (organismes des Nations Unies, organisations internationales et ONG) collaborent à la fourniture d'apports et de services complémentaires ⁶³	80	89	83	77	71
1.1.1	Pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires coopérants	25	52	19	n.d.	n.d.

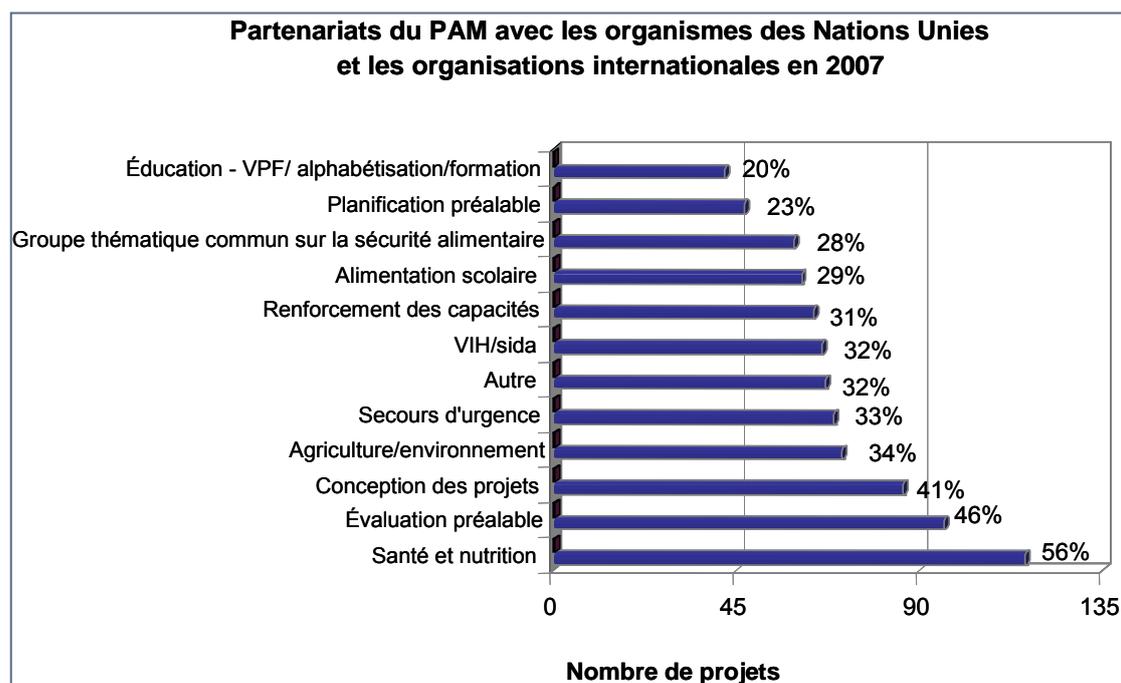
Objectifs visés

273. Le PAM maintient un grand nombre de partenariats au niveau des pays avec des organismes des Nations Unies, des ONG et des organisations internationales. En 2007, des partenaires ont fourni des apports complémentaires et participé à des opérations conçues conjointement dans le cadre de nombreux projets, accroissant ainsi l'impact de l'aide alimentaire du PAM. Les deux objectifs fixés en matière de partenariat étaient cités dans les rapports; pour l'un et l'autre, les résultats étaient supérieurs aux valeurs cibles fixées pour l'exercice biennal.
274. L'un des facteurs qui a le plus contribué à ces résultats remarquables est la multiplication des programmes menés conjointement avec des organismes partenaires des Nations Unies, en particulier dans les pays où l'approche "Unis dans l'action" a été lancée à titre pilote et où le PAM intervient, à savoir le **Mozambique**, le **Pakistan**, le **Rwanda** et la **République-Unie de Tanzanie**. Les programmes conjoints permettent à tous les partenaires de recourir aux compétences spécifiques des autres organismes partenaires tout en maintenant leur identité propre.
275. Le PAM a 55 projets en partenariat avec des organismes des Nations Unies. Les principaux secteurs de cette collaboration sont le VIH et le sida, l'éducation, la santé et la nutrition, la sécurité alimentaire et la planification préalable aux catastrophes. La progression de ces programmes conjoints a également entraîné une augmentation du nombre de partenariats conclus avec les organismes des Nations Unies, en particulier dans le cadre de projets menés avec l'UNFPA (8 pour cent), la FAO (5 pour cent) et l'UNICEF (4 pour cent).

⁶³ L'indicateur 1.1.1 de l'Objectif de gestion 1 était auparavant l'indicateur 1.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2006–2007)*. Pour 2006, la valeur cible a été portée à 80 pour cent, contre 38 pour cent en 2005.

Nations Unies et organisations internationales

276. Quarante et un pour cent des partenariats entre le PAM, des organismes des Nations Unies et des organisations internationales reposent sur un travail commun de conception, de planification et d'exécution. Ce résultat traduit une progression du niveau de collaboration avec les autres organismes parce que ces partenariats nécessitent d'établir des relations allant au-delà d'une simple coopération avec des partenaires pour exécuter des projets complémentaires.



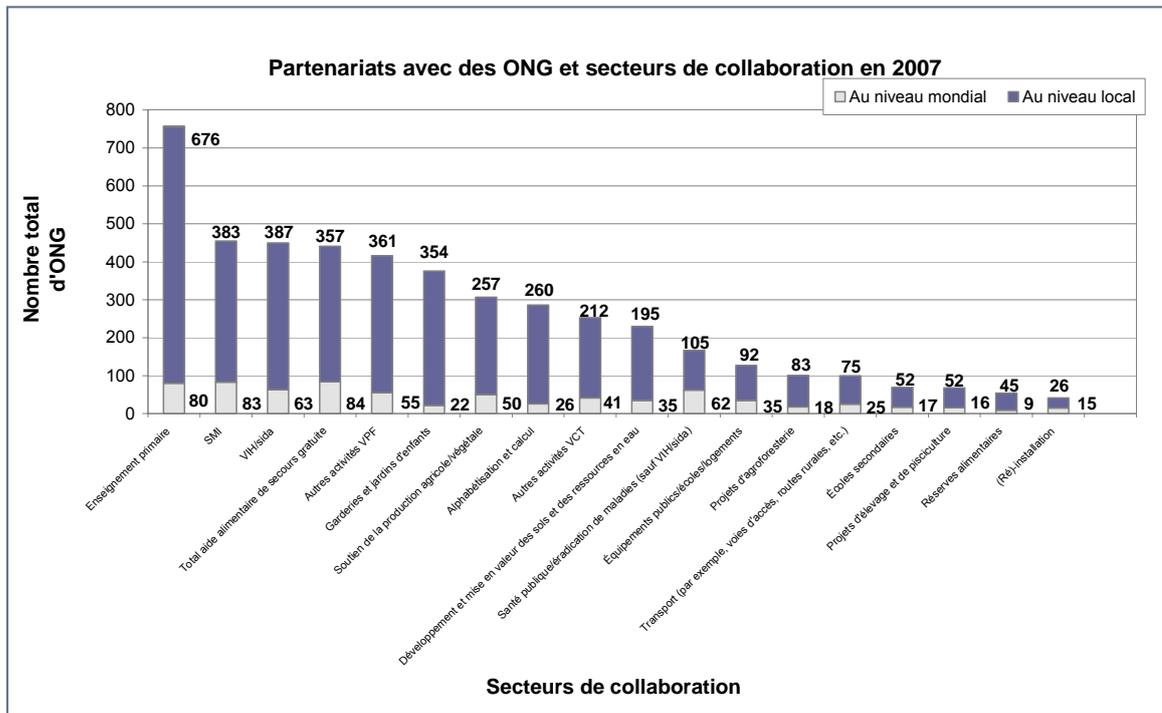
277. Les données pour 2007 (voir l'annexe VIII) font ressortir une augmentation du nombre de projets dans le cadre desquels le PAM a noué des partenariats dans les pays avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales, soit 208 projets sur 253, contre 190 en 2006 et 205 en 2005. Comme les années précédentes, le PAM a eu pour partenaires 13 organismes des Nations Unies et trois organisations internationales ainsi que la Banque mondiale. La collaboration a progressé dans tous les domaines, en particulier dans ceux de la santé et de la nutrition (56 pour cent), des évaluations préalables (46 pour cent) ainsi que de l'agriculture et de l'environnement (34 pour cent).

278. L'UNICEF est resté le premier partenaire du PAM dans le cadre des Nations Unies. Une collaboration a été signalée avec cet organisme pour 149 projets dans 72 pays, principalement en ce qui concerne la santé et la nutrition, les évaluations et l'éducation. Les évaluations conjointes ont été plus fréquentes que les années précédentes.

279. La FAO est le deuxième partenaire du PAM, avec 105 projets exécutés conjointement dans 61 pays, principalement des évaluations préalables et des activités dans le secteur de l'agriculture et de l'environnement. Un aspect important de la collaboration dans les pays entre les organisations dont le siège est à Rome concerne les groupes thématiques conjoints sur la sécurité alimentaire qui servent de cadre pour aborder les questions liées à la sécurité alimentaire et d'alertes rapides en

cas de crise alimentaire potentielle. Ces groupes ont été créés dans 25 des 50 projets entrepris avec la FAO, le FIDA participant à cinq des neuf projets en cours.

280. D'autres partenaires importants du PAM ont été: i) le PNUD — 76 projets dans 47 pays, concernant principalement le renforcement des capacités et les secteurs de l'agriculture et de l'environnement; ii) l'OMS — 68 projets dans 41 pays, axés sur la santé et la nutrition, ainsi que le VIH/sida; et iii) l'UNFPA — 51 projets dans 34 pays, axés sur le VIH/sida et le renforcement des capacités.



281. Le partenariat entre le HCR et le PAM se poursuit au Siège et dans les pays. Le HCR est le cinquième partenaire du PAM et des actions conjointes sont en cours dans le cadre de 63 projets dans 41 pays. La collaboration s'est intensifiée dans les domaines de la planification préalable des situations d'urgence ainsi que de la santé et de la nutrition, traduisant l'importance croissante accordée à la réduction des taux de malnutrition chez les réfugiés.

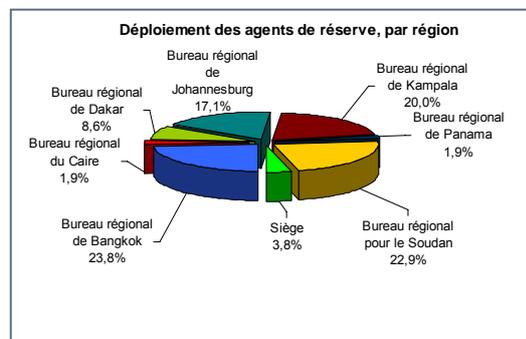
Partenariats avec des ONG

282. En 2007, 69 bureaux de pays du PAM (84 pour cent) et 192 projets (76 pour cent) ont fait état de partenariats opérationnels avec des ONG. Des relations complémentaires ont été signalées avec les ONG dans 52 pays. Le nombre d'ONG collaborant avec le PAM a baissé de 14 pour cent, passant de 3 264 en 2006 à 2 816 en 2007, situation qui s'explique dans une large mesure par la diminution du nombre d'ONG locales partenaires. Cette évolution peut être attribuée aux capacités d'exécution des ONG locales partenaires, en particulier dans des contextes difficiles, ainsi qu'à une baisse des quantités distribuées par l'intermédiaire des ONG en 2007, soit 1,9 million de tonnes, contre 2,04 millions en 2006.

283. La plupart des partenariats ont été noués avec des ONG locales ou des organisations communautaires. Le PAM a continué de compter sur des partenaires locaux pour élargir son rayon d'action au sein des communautés ou aider des groupes de bénéficiaires de taille restreinte, comme en **Colombie**, où il travaille en collaboration avec 800 organisations locales.
284. WVI reste la première ONG internationale collaborant avec le PAM, soit dans 30 pays dans le cadre de 39 projets. Le PAM travaille en partenariat avec WVI dans un tiers des pays où il intervient et dans 43 pour cent des pays où une collaboration avec des ONG a été signalée en 2007. D'autres grands partenaires du PAM sont Action contre la faim, CARE International, CRS et l'ONG allemande German Agro Action.

Partenaires de réserve

285. Depuis 1996, le PAM compte de plus en plus sur les accords conclus avec ses partenaires de réserve pour accroître sa capacité d'intervention en cas d'urgence. En 2007, deux nouveaux partenaires ont rejoint ce réseau, portant leur nombre total à 15. Ces partenaires ont fourni au PAM des compétences techniques dans le domaine des services, principalement de la logistique, de l'aviation et des TIC. La valeur des contributions en nature reçues par le biais des accords conclus avec les partenaires de réserve s'élevait à 5,5 millions de dollars.



286. En 2007, 105 agents de réserve ont été déployés pour appuyer 23 bureaux de pays relevant des sept bureaux régionaux et le Siège. Ce chiffre est nettement inférieur à celui de 2006, compte tenu du nombre de situations d'urgence de grande envergure, mais le ratio de journées de travail par personne détachée a été le même en 2007 qu'en 2006. Cette forme d'appui des opérations du PAM est particulièrement importante parce que les partenaires de réserve assurent la souplesse requise pour accroître les effectifs au moment d'une situation d'urgence.
287. Le PAM a continué d'appuyer d'autres organisations humanitaires en leur fournissant des services logistiques sur une base bilatérale. Pour faire face à l'épidémie de fièvre due au virus Ebola, le PAM a fourni des services de transport aérien et terrestre à l'OMS dans l'est de la **RDC** pour acheminer le matériel médical et les véhicules. Il a détaché un responsable de la logistique auprès de la FAO pour l'aider à rationaliser sa filière d'acheminement et lui a fourni du personnel spécialisé et des véhicules pour gérer les opérations d'épandage au **Yémen** afin de lutter contre une infestation de criquets pèlerins. Au **Cameroun**, le PAM a fourni des services de logistique au HCR en matière de dédouanement et d'acheminement du matériel de secours destiné au **Tchad**.
288. Le PAM a renforcé ses liens avec les intervenants militaires en vue d'améliorer la coopération lors des interventions d'urgence. En 2007, il a fourni des services logistiques à la mission de maintien de la paix de l'ONU en **République centrafricaine** et au **Tchad**. Avant le déploiement de la force de l'Union européenne au **Tchad**, le PAM a coordonné les activités de planification sur le terrain pour éviter

la congestion des corridors et l'engorgement au niveau logistique. Il a également participé à la formation dispensée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour améliorer la collaboration entre les intervenants en cas de catastrophe et a invité l'OTAN à participer à la formation du PAM concernant les situations d'urgence, par exemple avec l'équipe d'intervention logistique.

Faits saillants par pays

289. Au **Guatemala**, le PAM exécute un programme conjoint axé sur les OMD avec l'UNICEF, l'OMS, la FAO, l'UNFPA et le Programme des volontaires des Nations Unies, dont l'objet est d'appuyer le plan national de réduction de la malnutrition chronique, en particulier chez les enfants de moins de 3 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, en vue de mettre un terme au cycle de transmission de la pauvreté et de la dénutrition d'une génération à l'autre.
290. Au **Mozambique**, l'initiative "Unité d'action des Nations Unies" reposait sur quatre piliers: la lutte contre le VIH/sida, le développement économique, la gouvernance et le capital humain. Le PAM participe à six programmes conjoints; il est le chef de file du programme conjoint mené avec le FIDA et la FAO sur la mise en place de chaînes de valeur par produit et le développement des liaisons commerciales au profit des associations agricoles. Les organismes des Nations Unies dont le siège est à Rome ont également établi le groupe thématique sur la sécurité alimentaire, qui comprend des représentants des ministères, des ONG et des donateurs bilatéraux et aborde des questions telles que l'appui budgétaire au secteur agricole.
291. En **République-Unie de Tanzanie**, le PAM participe à six des sept programmes conjoints lancés pour répondre aux six priorités de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Au Rwanda, l'équipe de pays des Nations Unies a pu prendre le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2008-2011) comme point de départ de son initiative "Unité d'action des Nations Unies", qui entend obtenir des résultats dans cinq domaines; le PAM est actif dans le domaine concernant la santé, la population, le VIH, la nutrition, l'éducation, la croissance durable et la protection sociale.
292. Au **Pakistan**, le PAM participera activement aux cinq groupes thématiques concernant la santé, la pauvreté, l'éducation, le VIH et le sida ainsi que la gestion des catastrophes sur lequel reposera l'initiative "Unité d'action des Nations Unies". Il co-préside avec le PNUD le groupe thématique sur la gestion des risques liés aux catastrophes.
293. Ces exemples montrent l'attachement du PAM à la réforme des Nations Unies. Le PAM continuera de rechercher des possibilités de programmation conjointe pour renforcer la cohérence et l'efficacité des initiatives "Unité d'action des Nations Unies".

Objectif de gestion 2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent déterminé à éliminer la faim

Tableau 39: Résultat escompté 2.1 Le personnel considère le PAM comme son employeur de prédilection. Il a le sentiment d'être appuyé et ses compétences sont reconnues, développées et gérées	2007 Valeurs cibles	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
2.1.1 Cote moyenne de satisfaction du personnel (pourcentage) ⁶⁴	80	n.d.	67	n.d.	64
Tableau 40: Résultat escompté 2.2 La composition du personnel du PAM est équilibrée en matière de parité des sexes, nationalités, compétences et motivations pour pouvoir répondre à des besoins divers	2007 Valeurs cibles	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
2.2.1 Pourcentage des compétences requises qui sont réunies grâce au système PACE ⁶⁵	n.d.		n.d.	n.d.	n.d.
2.2.2 Pourcentage, par sexe et par répartition géographique ⁶⁶					
- Femmes	50	39,1	39,5	40,2	39,8
- Personnel originaire de pays en développement	40	40,8	40,4	40,4	39,5
2.2.3 Pourcentage de femmes employées par le PAM ⁶⁷	50	29,5	30,1	29,7	31,7

Objectifs visés

Satisfaction du personnel

294. Aucune mesure formelle de la satisfaction du personnel n'a été effectuée en 2007 car l'enquête mondiale auprès du personnel n'est réalisée que tous les deux ans. L'année 2007 a été difficile en ce qui concerne le moral du personnel, mais surtout pour les agents concernés par le nouveau Plan de gestion pour l'exercice biennal. La projection initiale des réductions de postes financés au moyen du budget AAP a suscité des inquiétudes quant à la sécurité de l'emploi.
295. Pour faire face aux problèmes de soutien et de moral du personnel, le PAM s'est attaché les services de deux conseillers supplémentaires à temps partiel. En 2007, 3 696 membres du personnel ont été reçus pour un accompagnement individuel ou collectif, soit 25 pour cent de plus que l'année précédente. Les visites sur le terrain ont également été plus nombreuses, passant de 45 en 2006 à 77 en 2007, en partie en réponse à la multiplication des demandes des bureaux de pays portant sur l'évaluation et le renforcement de leurs équipes.

⁶⁴ La valeur cible a été portée à 80 pour cent, contre 64 pour cent en 2005 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2006–2007)*.

⁶⁵ Programme d'évaluation professionnelle et de renforcement des compétences. L'indicateur est actuellement en cours de révision.

⁶⁶ Ancien indicateur PG2.3.1 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁶⁷ Il s'agit du nombre total d'employés par sexe, la valeur cible étant de 50 pour cent pour les femmes. Le terme "employés" couvre toutes les catégories de contrats.

296. Le PAM a lancé son programme d'assistance professionnelle pour aider les agents qui pourraient changer de parcours professionnel au sein de l'Organisation, rechercher des possibilités de carrière à l'extérieur ou souhaiter se perfectionner pour l'avenir. Ce programme s'inscrit dans une action de gestion des carrières sur la durée conçue pour permettre au personnel d'assumer la maîtrise de leur carrière au PAM en améliorant leur confiance en eux-mêmes, leur focalisation, leurs compétences et leur motivation.

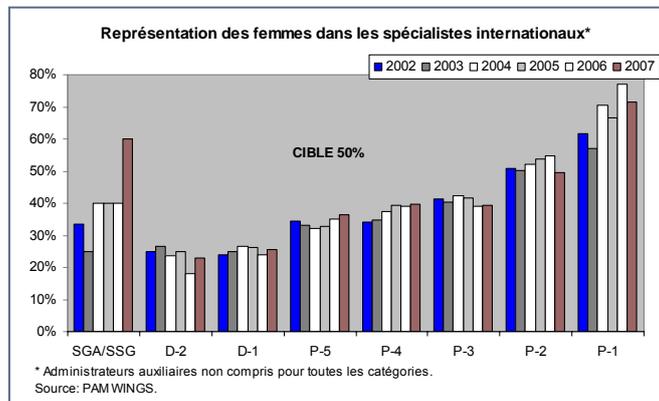
Compétences du personnel

297. En 2007, le PAM a continué d'utiliser l'outil de rétro-information à 360 degrés en ligne pour les cadres en début et milieu de carrière. Cet outil, qui s'appuie sur le cadre des compétences du PAM, a été lancé au départ en 2006 pour les cadres supérieurs de classe P-5 à D-2. Des renseignements ont été fournis par 800 spécialistes nationaux et internationaux, y compris les 140 cadres ayant participé au lancement de cette initiative.

298. Le personnel a "souvent" fait preuve des compétences organisationnelles essentielles que sont la gestion au service de l'action, la communication, la déontologie et les valeurs ainsi que le travail en équipe, les notes se situant en moyenne entre 4,27 et 4,39⁶⁸. Les compétences professionnelles "capacité cognitive" et "relations interpersonnelles" ont obtenu une note moyenne de 4,26. À la suite du rapport sur la rétro-information à 360 degrés, un accompagnement individuel a été offert à ces agents pour les aider à étudier leurs points forts et à dégager les points à améliorer. Jusqu'ici, 240 employés ont demandé à bénéficier de ce service qui est disponible en ligne et par téléphone.

Composition du personnel

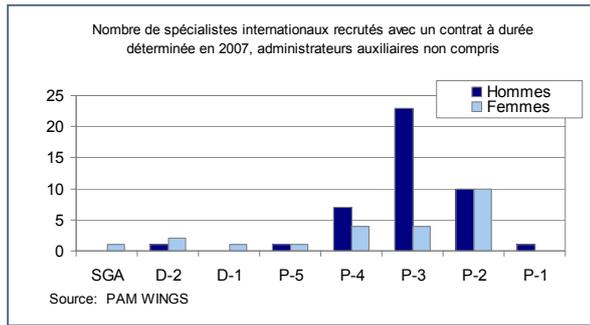
299. Au 31 décembre 2007, le pourcentage de femmes dans la catégorie des administrateurs recrutés au plan international était de 39,1 pour cent. À la classe P-5 et au-dessus, cette proportion était de 32,6 pour cent contre 30,5 pour cent en 2006. Le PAM a pris des mesures pour accroître le nombre de femmes occupant des



postes d'encadrement, principalement en recourant aux réaffectations. La proportion de femmes directrices adjointes de bureaux de pays est passée de 13 pour cent en 2002 à 37,7 pour cent en 2007. Celle de femmes directrices de bureaux de pays a régulièrement augmenté, pour arriver à 22,9 pour cent. En 2007, la moitié des directeurs régionaux adjoints étaient des femmes, contre 29 pour cent en 2002. Les taux de promotion des femmes étaient également positifs: 52,5 pour cent de femmes dans la catégorie des cadres de classe P1 à P5 promues.

⁶⁸ Suivant le barème de notation de 1 à 5 utilisé pour le système de rétro-information à 360°, 1 = "presque jamais" et 5 = "toujours".

300. Le Conseil a noté que les femmes étaient sous-représentées et a demandé au PAM de lui présenter une stratégie pour rectifier ce déséquilibre. Le PAM élabore actuellement une stratégie des ressources humaines en harmonie avec son Plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs en matière de représentation des femmes et des diverses nationalités. Cette stratégie sera finalisée après que le Conseil aura approuvé le Plan stratégique du PAM en 2008.



301. Le pourcentage de ressortissants de pays en développement économique dans la catégorie des administrateurs internationaux était de 40,8 pour cent au 31 décembre 2007; ce chiffre correspond à la valeur cible du PAM. Cependant, à l'échelon des cadres supérieurs, le pourcentage n'était que de 27,4 pour cent, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente mais un taux encore en deçà de l'objectif, de 40 pour cent.
302. Le taux de rotation du personnel est resté assez stable, les femmes représentant 44,9 pour cent des administrateurs internationaux qui ont quitté le PAM en 2007. Ce taux était plus élevé pour les ressortissants des pays en développement que pour ceux des pays développés; 28,3 pour cent des agents ayant quitté le PAM en 2007 étaient originaires de pays en développement.
303. Une action a été menée pour préparer les femmes à des rôles futurs de direction. Cinquante pour cent des 71 agents du PAM qui ont pris part aux activités du Centre de perfectionnement des compétences de gestion des Nations Unies, basé à Rome depuis sa création en 2004, étaient des femmes. En 2007, le pourcentage de femmes désignées pour y participer est passé à 57 pour cent, un niveau proche de celui de 60 pour cent enregistré pour 2006.
304. Le PAM a mis au point une fonctionnalité supplémentaire dans la base de données sur le profil du personnel de l'Organisation pour indiquer les compétences et l'expérience en rapport avec les situations d'urgence, l'objectif étant de faciliter la sélection de personnel à déployer dans le cadre d'opérations d'urgence et d'étudier les insuffisances des compétences du personnel. Des renseignements sur les compétences ont été obtenus pour 60 pour cent du personnel international. Les données seront analysées dans le cadre du Plan stratégique du PAM pour établir des critères de référence en matière de compétences du personnel et proposer des stratégies pour combler les lacunes identifiées.

Principales réalisations

Questions de personnel

305. Le bureau du Médiateur a ouvert 257 dossiers en 2007, soit autant qu'au cours des 15 mois précédents. En moyenne, cinq affaires sont traitées par semaine, charge de travail similaire à celle des autres institutions des Nations Unies de taille et d'envergure géographique comparables. Sur ces 257 nouveaux dossiers, 239 ont été clos avant la fin de l'année. La répartition par sexe des visiteurs reçus par le Médiateur était similaire à celle de 2006, soit 114 hommes, 139 femmes et plusieurs dossiers concernant les deux sexes. Les visiteurs venaient de toutes les régions où le PAM a des bureaux et de toutes les divisions de l'Organisation. Le temps consacré à chaque visiteur allait de une à sept heures.
306. La moitié des questions soulevées concernaient les relations d'évaluation, un tiers le développement des carrières. À la suite de l'adoption du nouveau Plan de gestion, de la révision de la structure de l'Organisation, de la réduction budgétaire et de la contraction des effectifs, on note une augmentation prévisible des questions se rapportant à la sécurité de l'emploi, au départ ou au non renouvellement d'un contrat, aux promotions, à la rotation et à la durée d'affectation, aux demandes d'emploi, à la sélection et au recrutement et aux contrats et à la reconversion.
307. Le premier rapport du Médiateur a été publié en mai 2007. Aucun examen formel des recommandations n'a eu lieu mais des réactions ont été reçues de certains administrateurs, des associations du personnel et du groupe de pilotage chargé des problèmes de personnel. Certaines initiatives ont été prises à la suite de ces recommandations mais la plupart gardent leur validité.

Objectif de gestion 3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en œuvre de programmes efficaces et opérants

Tableau 41: Objectif de gestion 3.1 Renforcement de la capacité du PAM d'identifier les crises latentes et les besoins concomitants	Valeurs cibles 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
3.1.1 a. Nombre de pays où le PAM est présent qui ont établi des plans prévisionnels nouveaux/actualisés ⁶⁹	62	70	60	n.d.	n.d.
b. Pourcentage de "pays préoccupants" qui ont établi des plans prévisionnels nouveaux/actualisés ⁷⁰	75	97	78	n.d.	n.d.
3.1.2 Pourcentage d'évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité disponibles pour les pays prioritaires ⁷¹	100	80	72	100	24

Tableau 42: Objectif de gestion 3.2 Fourniture d'une aide alimentaire rapide, adéquate et gérée efficacement	Valeurs cibles 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
3.2.1 Coût des pertes de produits après livraison en pourcentage du coût des produits livrés, par catégorie d'activités ⁷²	2	0,45	0,45	0,47	0,37
3.2.2 Pourcentage des opérations d'urgence et des IPSR approuvées pendant la période considérée pour lesquelles il a été établi une évaluation des besoins et un dossier ACV ⁷³	100	93	96	70	45

Objectifs visés

308. Des progrès considérables ont été faits ces dernières années pour inclure des plans prévisionnels, des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et des évaluations des besoins dans toutes les activités en vue d'améliorer la capacité d'intervention du PAM en cas de crise. Les résultats sont meilleurs pour tous les indicateurs, sauf l'indicateur 3.2.2, pour lequel on note un recul de -3 pour cent.

⁶⁹ Anciens indicateurs PG5.1.5 et PG5.1.6 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. D'après la valeur cible fixée, la proportion de pays dotés de plans prévisionnels doit être maintenue à 75 pour cent. Les résultats ne sont pas disponibles pour 2004 et 2005 parce que l'indicateur a été modifié en 2006 pour tenir compte de l'objectif.

⁷⁰ Anciens indicateurs PG5.1.5 et PG5.1.6 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. Il s'agit de mesurer le nombre de plans prévisionnels établis ou actualisés pour les "pays préoccupants" – pays ou situations pour lesquels le PAM déclenche la surveillance de crise – à l'heure actuelle, de 10 à 15 par an; une valeur cible de 75 pour cent a été retenue parce que le PAM peut ne pas avoir de représentation dans certains de ces pays ou qu'il n'y a pas de phase de planification préalable, par exemple dans le cas de catastrophes subites pour lesquelles le PAM peut être tenu de passer immédiatement à la phase d'intervention. Aucun résultat n'est disponible pour 2004 et 2005 parce que cet indicateur a été modifié en 2006.

⁷¹ Ancien indicateur PG5.1.7 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*; l'indicateur a été modifié en 2005. La valeur cible a été portée de 70 pour cent en 2005 à 100 pour cent en 2007. Elle était de 23 pour cent en 2004.

⁷² Ancien indicateur PG5.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁷³ Ancien indicateur PG5.1.5 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. Les valeurs cibles étaient de 33 pour cent en 2004, de 67 pour cent en 2005 et de 100 pour cent en 2006. CII et révisions budgétaires non compris.

309. À la fin de 2007, la plupart des bureaux de pays avaient actualisé leurs plans prévisionnels, souvent dans le cadre de la planification préalable aux situations d'urgence. En 2007, 97 pour cent des bureaux du PAM dans des "pays préoccupants" avaient établi ou actualisé leurs plans, soit 22 pour cent de plus que la valeur cible.
310. Entre juin 2004 et janvier 2008, plus de 30 évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont été réalisées pour des pays prioritaires; huit sont en cours et cinq sont prévues pour le reste de 2008. Pour 2007, 42 des 45 nouvelles opérations d'urgence et IPSR approuvées ont bénéficié d'une évaluation des besoins ou d'une analyse ACV, chiffre à peine inférieur à la valeur cible.
311. En 2007, 75 pour cent des évaluations qui ont servi à établir les 45 nouvelles opérations d'urgence et IPSR approuvées ont été exécutées avec des ONG et/ou des organismes des Nations Unies partenaires⁷⁴.
312. En 2007, les pertes après livraison ont atteint de 16 724 tonnes (0,4 pour cent du total acheminé), soit une valeur de 7,2 millions de dollars (0,45 pour cent de la valeur des produits acheminés). Il s'agit là d'une baisse par rapport aux 2,7 millions de dollars enregistrés pour 2006, et d'une diminution du volume absolu des pertes. L'établissement de rapports au niveau des pays continue d'être encouragée et s'améliore. Les pertes enregistrées au Soudan, d'une valeur de 1,46 million de dollars, étaient les plus élevées en chiffres absolus, situation qui s'explique principalement par les énormes quantités de produits acheminés, soit 702 000 tonnes. Le vol, qui est la première cause des pertes, a représenté moins de 25 pour cent des pertes après livraison en 2007.

Principales réalisations

Planification préalable

313. Le PAM a continué de fournir un service global de surveillance et d'alerte rapide, publiant régulièrement l'information par le biais de ses bulletins quotidiens d'alerte sur le Web. En outre, il a assuré, pour le compte du sous-groupe de travail du Comité permanent interorganisations sur les mesures préalables et la planification des mesures d'urgence, la gestion du site Web du Système d'alerte rapide aux crises humanitaires. Le PAM a également obtenu des fonds pour financer la phase initiale du système d'alerte sociopolitique rapide.
- Le PAM a joué un rôle moteur dans le développement de la planification interinstitutions des secours en servant de chef de file pour la rédaction des Directives relatives à la planification de mesures d'urgence pour l'assistance humanitaire, dispositif assurant une action collective cohérente et complémentaire.

⁷⁴ Opérations CII et révisions budgétaires non compris. Des évaluations non formelles sont réalisées pour les opérations CII, des évaluations formelles n'étant effectuées que dans les cas où une opération CII est convertie en opération d'urgence.

- Le PAM a lancé le projet de renforcement de sa capacité de réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015. Il s'agissait d'élaborer une politique générale et des lignes directrices du PAM concernant la réduction des risques de catastrophe, en mettant l'accent sur la planification et l'intervention d'urgence, en considérant le cycle de programmation de la réduction des risques de catastrophe comme un processus continu et en soulignant que les activités de développement et les secours d'urgence ne peuvent être abordés séparément. Il est recommandé d'aborder la réduction des risques de catastrophe en renforçant les capacités de préparation aux catastrophes, en adoptant des mesures d'atténuation des effets des catastrophes pour en réduire l'impact et en mettant les projets de développement à l'abri des conséquences des catastrophes.

Interventions en cas de catastrophe: évaluation des risques et de la vulnérabilité

314. Le PAM a élaboré de nouveaux outils d'analyse des risques et de la vulnérabilité en vue d'aider à prévenir les pertes de vies humaines en cas de catastrophe pour pouvoir, avec les pouvoirs publics et ses partenaires, intervenir rapidement et efficacement. Les récentes évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisées au **Cameroun**, en **République démocratique populaire lao** et au **Soudan** ont associé

En **République démocratique populaire lao**, l'analyse des risques réalisée dans le cadre de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a servi à établir les plans prévisionnels en cas d'inondation, et a été une source essentielle d'information pour les partenaires lors du ciblage de leurs programmes et de l'évaluation des besoins dans les zones à risque. Ce travail a également permis d'analyser l'impact de la flambée des prix des produits alimentaires sur la capacité des ménages à se nourrir. L'analyse des risques liés à la hausse des prix est une source essentielle d'informations pour le PAM, la FAO et le Ministère de l'agriculture et des forêts dans le cadre d'un projet de surveillance des prix.

L'analyse des données socioéconomiques aux informations issues de la télédétection pour identifier les populations et les régions exposées aux catastrophes. L'analyse des risques permet également d'obtenir à l'avance des renseignements sur le nombre de personnes risquant d'être touchées par les catastrophes et des données sur leurs stratégies de sécurité alimentaire et de subsistance.

Renforcement des capacités pour améliorer les évaluations des besoins

315. En 2006 et 2007, le projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC) a soutenu l'élaboration de trois stratégies régionales d'analyse de la capacité et d'apprentissage en matière de sécurité alimentaire au Caire, à Johannesburg et à Kampala ainsi que la réalisation de deux analyses approfondies des moyens nationaux en **Éthiopie** et au **Libéria**.
316. En 2007, le PAM a évalué les deux premières années d'exécution du projet SENAC et conclu que ce projet avait amélioré la capacité d'évaluation des besoins et la qualité et la crédibilité des évaluations réalisées par le PAM. Il a également constaté que le projet avait amélioré la transparence interne, les obligations redditionnelles et le recours à l'analyse comme point de départ de la conception des programmes.

317. Pour continuer à développer les capacités et à améliorer les évaluations des besoins, le PAM a également réalisé les activités suivantes en 2007:

- la formation de 423 agents du PAM et de 261 agents des Nations Unies, d'ONG et d'organisations gouvernementales en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire;
- l'organisation à titre expérimental par voie électronique d'un cours de sensibilisation à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence comportant 14 leçons réparties en quatre modules, lequel devrait être mis en service en janvier 2008; le personnel du PAM et de ses partenaires pourront accéder à ce cours en ligne ou sur CD-ROM;
- la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour améliorer les capacités d'évaluation des besoins d'urgence à **Madagascar**, au **Nicaragua** et en **République-Unie de Tanzanie**;
- la co-présidence avec la FAO du groupe de travail du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition chargé de l'appréciation des besoins, de la surveillance et de l'évaluation. Ce groupe de travail a pour objectif d'élaborer des lignes directrices sur les indicateurs essentiels à appliquer en matière de sécurité alimentaire, de soins et de santé et de constituer un lieu d'échange de renseignements sur les pratiques et les méthodes les meilleures; et
- le lancement en juillet 2007 de la "trousse à outils" d'animateur de l'évaluation de la sécurité alimentaire, qui contient trois outils principaux: un guide pour la conception et la planification d'évènements de formation, des outils pour l'organisation d'ateliers et de suivi de ces derniers, y compris une banque de 250 questions test à utiliser avant et après un atelier; cette "trousse" permet à l'animateur d'adapter les outils et les activités d'apprentissage en cours d'emploi pour les stagiaires de niveau débutant ou intermédiaire, et pour l'apprentissage de base.

Évaluation des marchés

En 2007, le PAM a engagé une étude des marchés dans le cadre de l'évaluation des besoins au Darfour. Les objectifs principaux étaient d'apprécier le fonctionnement des marchés céréaliers et d'analyser la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires dans la zone. Pour la première fois, les questionnaires destinés aux ménages, aux communautés et aux commerçants étaient liés directement, associant trois sources d'information pour parvenir à une analyse approfondie de la situation. L'équipe d'enquêteurs a couvert 12 marchés et interviewé 72 négociants et 50 à 60 déclarants clés. L'analyse des marchés a montré, par exemple, que les distributions générales de vivres avaient été un outil adapté au cours des trois années précédentes dans tous les états du Darfour, que les ménages possédant du bétail bénéficiaient de termes de l'échange améliorés et que les acheteurs nets de produits alimentaires profitaient de prix moins élevés. Cette analyse a également suggéré l'idée d'étudier la possibilité d'utiliser des bons d'usinage, en particulier en milieu urbain.

S'agissant de l'aide alimentaire, l'évaluation a constaté que 17 pour cent des ménages vendaient au moins un produit reçu au titre de l'aide, généralement pour rembourser des dettes, acheter des intrants agricoles ou payer les frais d'usinage ou d'éducation.

Préparation et planification face à la menace de grippe aviaire

318. Le PAM reste en première ligne de l'action de renforcement de la planification en rapport avec la menace de grippes aviaire et humaine. En 2007, il a élaboré une méthode de mesure du risque et de l'impact de la menace de ces maladies à l'échelle des pays. L'analyse a montré que la planification des secours concerne les régions prioritaires de l'Afrique et de l'Asie, avec la participation des autorités nationales, des organismes des Nations Unies, des ONG et des partenaires du secteur privé.
319. Pendant toute l'année 2007, le PAM a aidé les équipes des Nations Unies dans les pays à préparer leurs plans de secours en rapport avec les grippes aviaire et humaine. Des fournitures médicales et du matériel de protection ont été prépositionnés à l'intention des membres du personnel et des personnes à leur charge dans tous les bureaux régionaux et les bureaux de pays du PAM, ainsi qu'au Siège. Pour assurer la pérennité de l'action, le PAM a intégré les capacités de préparation face à la menace de ces types de grippes dans les structures existantes.

Tableau 43: Résultat escompté 3.3 Renforcement des capacités de planification, de suivi et d'analyse des résultats du PAM	2007 Valeurs cibles	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
3.3.1 Pourcentage des nouveaux descriptifs de projets soumis au Comité d'examen des projets élaborés conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats ⁷⁵	90	94	86	93	85
3.3.2 Pourcentage des bureaux de pays, bureaux régionaux et unités du Siège qui planifient leur travail et évaluent leurs résultats conformément aux méthodes de la gestion axée sur les résultats ⁷⁶ :					
- plan de travail	100	98	99	95	Moy.
- examen des résultats en milieu d'année	100	62	81	59	81
- examen des résultats en fin d'année	100	63	82	72	

Objectifs visés

320. L'évaluation des opérations d'urgence, des IPSR, des activités de développement et des programmes de pays approuvés en 2007 montre que le respect des procédures et critères arrêtés en matière de gestion axée sur les résultats s'est globalement amélioré. Tous les descriptifs de projets présentés au Comité d'examen des programmes ont été étudiés en fonction de sept critères; ceux qui remplissaient au moins quatre de ces critères ont été considérés comme conformes aux directives arrêtées en matière de gestion axée sur les résultats. Des aspects importants concernant la mesure et la communication des résultats sont encore en deçà des valeurs cibles.

⁷⁵ Ancien indicateur PG3.1.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. Les projets sont classés comme des opérations d'urgence, des IPSR, des programmes de pays, des projets de développement ou des opérations spéciales; une opération régionale est considérée comme un seul projet. Les objectifs étaient fixés à 60 pour cent pour 2004, 80 pour cent pour 2005 et 90 pour cent pour 2006.

⁷⁶ Ancien indicateur PG3.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. Le chiffre effectif de 2004 correspond à une moyenne pour les plans de travail, les examens en milieu et en fin d'année; ou ne dispose pas de données plus détaillées.

321. Des notes élevées ont été obtenues pour le respect des objectifs de l'Organisation et leur inclusion dans les cadres logiques en vue de mesurer les résultats. Il semble donc que les concepts de la gestion axée sur les résultats sont généralement acceptés et utilisés par les directeurs de programme. Les résultats montrent également un accroissement du nombre de projets ayant défini des valeurs cibles mesurables pour les indicateurs de résultats (critère 4), en particulier pour ce qui est des effets directs. Toutefois, les notes relativement faibles font penser qu'il est nécessaire de revoir les directives et d'examiner l'application pratique des indicateurs et des valeurs cibles. La réalisation d'enquêtes de référence pour les projets reste également peu fréquente.

Tableau 44: Pourcentage de descriptifs de projets conformes aux critères de la gestion axée sur les résultats, par critère	2006	2007	Variation en %
1. Les objectifs du projet sont-ils liés aux objectifs stratégiques du PAM?	68	98	30
2. Le projet est-il doté d'un cadre logique?	86	98	12
3. Les indicateurs du projet correspondent-ils à ceux du <i>Recueil des indicateurs de résultats</i> ?	73	81	8
4. Le projet fixe-t-il des objectifs mesurables?	21	34	13
5. Le projet prévoit-il de définir des données de référence?	54	61	7
6. Le projet comporte-t-il une description du suivi, de l'analyse et de la communication des résultats?	93	81	-12
7. Le projet fait-il état d'une évaluation des résultats ou d'une enquête de suivi?	82	71	-11
Moyenne générale:	68	75	7

322. La plupart des descriptifs de projets incluait bien des plans de suivi et d'évaluation de la gestion axée sur les résultats (critères 6 et 7), mais le taux d'observance a baissé par rapport à 2006 et les documents n'indiquaient pas clairement comment les données issues du suivi allaient être utilisées pour prendre des décisions. Les ressources affectées au suivi sont généralement restées insuffisantes, ainsi qu'il ressortait du Rapport annuel sur les résultats de 2006.

323. Les taux de réalisation des examens en milieu et en fin d'année permettent de mesurer l'adoption et l'application de la gestion axée sur les résultats. Pour 2007, le taux de réalisation des plans de travail était de 98 pour 100, soit 1 point de moins qu'en 2006. Toutefois, les examens des résultats ont été beaucoup plus rares en 2007, soit 19 pour cent de moins que les niveaux obtenus en milieu et en fin d'année pour 2006. La tendance est donc à la baisse au cours des quatre dernières années; les données traduisent l'attachement du PAM à l'exécution des plans de travail, mais indiquent qu'il faut accorder plus d'attention à l'amélioration des examens des résultats et à l'utilisation des plans dans le cadre de la gestion.

324. La remontée d'information du terrain indique que de nombreux bureaux continuent d'avoir du mal à aborder les questions de planification et de mesure des résultats, en particulier en ce qui concerne la définition des effets directs, des valeurs cibles, l'obtention de données de référence et les rapports sur les effets directs. Pour résoudre ces problèmes, des ateliers ont été organisés en 2007 dans cinq bureaux de pays à l'intention de 135 agents et cadres du PAM.

Objectif de gestion 4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée contre ce fléau

Tableau 45: Résultat escompté 4.1 Les politiques sont formulées et les connaissances sont générées de manière à améliorer la conception et l'exécution des projets.	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
4.1.1 Pourcentage de projets conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM	100	100	100	100	87
4.1.2 Pourcentage d'application des recommandations issues des évaluations ⁷⁷	89	84	72	n.d.	88

Objectifs visés

325. Tous les projets soumis au Comité d'examen des programmes ont été conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM. Les critères utilisés pour évaluer cette conformité sont énoncés dans les documents de politique générale approuvés par le Conseil et dans les instructions relatives aux programmes données par les services du Siège et les bureaux régionaux. Les projets devaient être conformes aux critères définis pour l'analyse de la vulnérabilité, l'évaluation préalable des besoins, la planification logistique, la nutrition, l'analyse économique, les marchés, la problématique hommes-femmes, le VIH et le sida, la protection sociale, les moyens de subsistance, les situations d'urgence et les périodes de transition, l'alimentation scolaire, ainsi que la planification préalable et les interventions d'urgence.
326. Sur les 136 recommandations figurant dans les évaluations, 114 (84 pour cent) ont été acceptées et mises en application, 11 (8 pour cent) acceptées en partie et 11 (8 pour cent) n'ont pas été acceptées ou ont été jugées inapplicables⁷⁸. Le degré de mise en œuvre des recommandations dépend de: i) la direction au Siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays; ii) la prise en charge par les bénéficiaires; et iii) l'acceptation des constatations, conclusions et recommandations des évaluations.

Principales réalisations

327. Pour favoriser l'établissement de programmes de qualité, le PAM a dégagé trois aspects du Plan de gestion pour l'exercice biennal qui sont essentiels pour mieux comprendre les problèmes de la faim et améliorer la programmation: l'analyse des problèmes; les contacts avec les universités; et le partage des connaissances.
328. **VIH/sida.** Le PAM a travaillé avec le *Centre for Global Health* de l'Université George Washington à Washington dans le cadre d'un programme conjoint au Kenya et en Ouganda axé sur les questions du VIH, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ce programme est tout à fait original du fait que les universités locales – Université Moi, Université Makerere et Institut tropical pour la santé communautaire – y sont associés. Le programme a mis l'accent sur l'amélioration de l'impact des programmes de traitement et de soins à domicile faisant appel à l'aide alimentaire.

⁷⁷ Ancien indicateur PG4.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁷⁸ Recommandations figurant dans les tableaux sur les suites données par la direction figurant en annexe aux rapports des évaluations dirigées par le Bureau de l'évaluation (OEDE) qui ont été présentés au Conseil en 2006.

329. **Analyse des marchés.** En 2007, le PAM a continué à renforcer sa capacité d'analyse des marchés pour appuyer les études sur la sécurité alimentaire, les options d'intervention, le ciblage et les achats locaux ainsi que pour réduire au minimum les effets pervers de l'aide alimentaire. L'analyse des marchés a de plus en plus fréquemment été intégrée dans les évaluations préalables et les analyses de la vulnérabilité. Le PAM a également mis au point des outils et des instructions dans le domaine de l'analyse des marchés.

330. **Interventions autres qu'alimentaires, par exemple transferts monétaires.** Le PAM a continué de comparer l'efficacité et l'efficience de différentes formes d'aide alimentaire telles que les transferts d'espèces, les bons d'alimentation, les transferts de produits alimentaires et l'association de plusieurs de ces options. Des projets pilotes ont été lancés en application d'une nouvelle directive sur les interventions sous forme de transferts d'espèces⁷⁹, directive qui constitue le cadre opérationnel et

En **Géorgie**, un projet pilote de transferts d'espèce a aidé 7 000 petits paysans à se préparer au départ du PAM. Le personnel du projet a pour priorité d'enregistrer comment, quand et où les transferts d'espèces ont été le plus efficaces en mesurant les rendements de noix et de blé d'hiver durant les mois froids, et l'amélioration des rendements de blé d'été. Les informations ainsi obtenues serviront à étayer les connaissances du PAM sur l'utilisation des transferts d'espèces dans ce type d'opérations.

politique provisoire s'appliquant aux projets pilotes et joue un rôle important pour parachever l'élaboration d'une politique du PAM sur les bons d'alimentation et les transferts d'espèces. Des projets fondés sur les bons d'alimentation et les transferts d'espèces ont été mis en œuvre au **Bangladesh**, en **Géorgie**, au **Malawi**, au **Pakistan** et au **Sri Lanka**. Dans le cadre du processus d'apprentissage à l'échelle de toute l'Organisation, la brochure intitulée "Transferts monétaires et aide alimentaire: un premier inventaire", a été publiée en mars 2007.

331. **Protection humanitaire.** Au **Myanmar** et en **Côte d'Ivoire**, le PAM a fourni sur le terrain une formation en protection humanitaire, y compris la formation visant "à ne pas nuire". Les bureaux de pays ont ainsi pu englober la protection dans leurs projets et opérations. Une formation du personnel de terrain concernant la protection et les négociations humanitaires s'est déroulée en **Guinée** et au **Sri Lanka**. Des études réalisées sur le terrain au cours des opérations menées pour faire face à des catastrophes ont étudié le rôle de

Le bureau du PAM au **Libéria**, en partenariat avec des organismes des Nations Unies et des ONG, a vivement défendu la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Les principales activités ont porté sur des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale et locale, la sensibilisation des communautés par le biais de groupes de théâtre et des médias locaux et des services d'accompagnement en collaboration avec le groupe de travail du Libéria sur la violence à base sexuelle.

protection du PAM; les conclusions seront publiées en 2008, accompagnées d'un ensemble de mesures normalisées de formation.

⁷⁹ PAM. 2007. *The Use of on Cash Transfers to Beneficiaries in WFP Operations: Interim Guidance for Pilot Projects* (OD2007/001-PD2007/001). Rome.

Contacts avec les universités

332. En 2007, le PAM a développé ses contacts avec les milieux universitaires, partageant ses compétences des questions liées à la faim avec des universités de renommée mondiale de façon à construire des relations et à faciliter la recherche et la collaboration. Il a également lancé le premier cours sur la faim au XXI^e siècle à l'Université de la Sapienza à Rome pour instruire la nouvelle génération sur la faim et la pauvreté dans le monde.
333. Les séminaires du PAM sur la faim ont été axés en 2007 sur les solutions permettant de faire reculer ce fléau. Ils ont tiré parti de l'expérience acquise en rapport avec la publication de la première édition de la collection du PAM "La faim dans le monde" en 2006.
334. En cours d'année, le PAM a offert des possibilités d'enseignement universitaire à son personnel, y compris à des experts en visite, un cours condensé basé sur la collection "La faim dans le monde" a été organisé à l'Université d'Auburn en Alabama, et le PAM a organisé des séminaires sur les thèmes abordés dans cette série de publications aux universités d'Oxford, de Bologne, de East Anglia, de Pavie, à l'Institut d'études politiques et dans plusieurs autres établissements universitaires. Le premier séminaire sur le Web a été organisé à titre expérimental sur l'alerte rapide par l'Université de Tufts.
335. Le PAM a également publié la collection "La faim dans le monde (2007)", qui étudie les rapports entre la faim et la santé, la malnutrition et la maladie, et démontre:
- que la malnutrition résultant des effets conjugués de la faim et de maladies infectieuses est la principale cause de mortalité infantile;
 - que la faim est associée à la plupart des facteurs de risque majeurs en ce qui concerne la morbidité et la mortalité maternelles; les retards de croissance et les carences en micronutriments exposent les mères à un risque plus élevé de complications durant la grossesse;
 - que la faim et la malnutrition ont une incidence sur le VIH et le sida, le paludisme et la tuberculose; et
 - que la faim compromet la thérapie par antirétroviraux et accélère la déclaration du sida; elle augmente les chances de contracter la tuberculose et réduit les taux de survie au paludisme.

Partage des connaissances

336. **Prix d'innovation *Pass-It-On***. En 2007 la première cérémonie annuelle de remise des prix *PASS-It-On* s'est déroulée au cours de la Consultation annuelle sur la qualité des programmes. Six programmes ont été primés: i) prix de l'innovation: 1^{er} Népal, 2^{ème} Liberia et 3^{ème} Afrique du Sud; et ii) prix de l'apprentissage et du partage: 1^{er} Pakistan, 2^{ème} Niger et 3^{ème} Mali. Le prix d'innovation *Pass-It-On* a été créé pour assurer que les approches innovantes couronnées de succès soient reproduites. Ces prix sont accordés à des équipes, des bureaux de pays ou des bureaux régionaux qui ont appliqué des méthodes novatrices et créatives pour résoudre des problèmes au cours des 12 mois précédents.



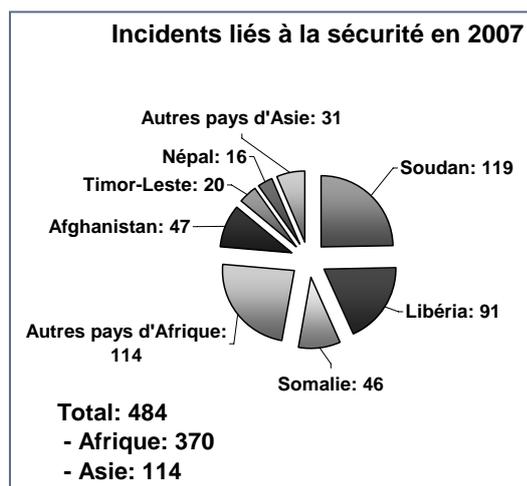
Objectif de gestion 5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle à l'appui d'opérations efficaces

Tableau 46: Résultat escompté 5.1 La protection et la sécurité du personnel en poste dans les zones d'opération du PAM sont garanties	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
5.1.1 Nombre total de fonctionnaires arrêtés, blessés ou tués en service, victimes d'actes criminels ⁸⁰ :					
- Nombre total de fonctionnaires du personnel blessés	< 10	5	2	9	12
- Nombre total de fonctionnaires du personnel arrêtés	< 38	18	18	17	47
- Nombre total de fonctionnaires du personnel tués	0	3	0	0	0
5.1.2 Pourcentage du personnel désigné qui a pu être évacué ou réinstallé avec succès ⁸¹	100	100	100	98	100
Tableau 47: Résultat escompté 5.2 Amélioration de la connectivité entre les bureaux et de la circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur du PAM	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
5.2.1 Fiabilité de l'infrastructure TIC:					
- disponibilité de l'infrastructure centrale, en pourcentage ⁸²	99,0	99,61	99,66	98,80	98,91
- disponibilité du réseau privé, en pourcentage ⁸³	99,0	99,35	99,26	98,00	99,02

Objectifs visés

Sécurité et sûreté

337. Des tendances inquiétantes ont été relevées en 2007 en ce qui concerne la sécurité du personnel et des opérations du PAM. Trois fonctionnaires du personnel sont morts en service en raison d'actes criminels, deux autres ont péri dans des accidents de la route et un autre a été assassiné par des voleurs. Huit fonctionnaires du personnel ont été blessés, dont cinq en service. On a relevé 484 incidents liés à la sécurité du personnel ou des biens du PAM en 2007, soit 31 pour cent de plus qu'en 2006. Les incidents liés au



⁸⁰ L'indicateur 5.1.1 de l'Objectif de gestion 5 a été modifié en 2006. En ce qui concerne les membres du personnel "blessés" et "arrêtés", les objectifs ont été abaissés de 10 pour cent.

⁸¹ L'indicateur 5.1.2 de l'Objectif de gestion 5 a été légèrement modifié en 2006 pour exprimer plus exactement l'intention de l'indicateur.

⁸² La valeur cible représente une interruption non prévue de 3 jours, 15 heures et 36 minutes sur une année.

⁸³ La valeur cible représente une interruption non prévue de 3 jours, 15 heures et 36 minutes sur une année.

travail ont augmenté de 50 pour cent et 26 fonctionnaires du personnel ont été arrêtés par des autorités nationales; dont 46 pour cent des arrestations étaient en rapport avec leur travail.

338. Au deuxième trimestre 2007, une tendance préoccupante est apparue lorsque des chauffeurs de camions d'entreprises commerciales recrutés par le PAM ont été kidnappés lors du vol de leur véhicule. Six chauffeurs ont ainsi perdu la vie dans des attaques: trois dans le sud du Darfour au **Soudan**, un dans le nord-ouest du **Kenya**, un au **Tchad** et un en **Afghanistan**. Des chauffeurs ont été blessés au cours de trois attaques et, dans cinq incidents, détenus par les agresseurs. Face à cette menace, le PAM a mis en place un système GPS de surveillance 24 heures sur 24 pour les véhicules en service.
339. Dans 73 pour cent des attaques contre des camions, des biens du PAM ont été détruits ou endommagés. Quatre attaques de camions ont concerné des partenaires du PAM; au cours de l'une d'entre elles, un agent de GTZ a été tué dans une embuscade dans le **Sud-Soudan**. On a relevé au cours de l'année 12 attaques contre des entrepôts du PAM, qui ont toutes entraîné des pertes ou des dommages de biens appartenant à l'Organisation.
340. Le harcèlement des membres du personnel par des agents extérieurs a augmenté de 60 pour cent par rapport à l'année 2006; 88 pour cent de ces incidents se sont produits au **Soudan**.
341. Dix-huit agents du PAM ont dû être déplacés ou évacués, dont 13 en raison de troubles intérieurs. Cinq ont été déplacés au **Soudan**, deux évacués et un déplacé en **Guinée**, trois déplacés en **Somalie**, deux au **Népal**, deux au **Timor-Leste**, un à **Sri Lanka**, un au **Liban** et un en **RDC**.

Principales réalisations

342. Le PAM a pu continuer de mener ses opérations dans des contextes sécuritaires complexes parce qu'il collabore avec des partenaires et poursuit son action d'intégration des fonctions de sécurité dans tous les domaines d'activité, en particulier la programmation et la logistique. Au **Tchad** et en **Somalie**, les équipes chargées de la sécurité ont travaillé avec les services chargés de la programmation et de la logistique pour établir de bonnes relations avec les populations et les autorités locales, afin que le PAM soit mieux accepté et que l'environnement devienne plus sûr. Les responsables de la sécurité étaient souvent les seuls fonctionnaires internationaux du PAM présents sur le terrain, en particulier dans les environnements à risque. Au **Sri Lanka** et dans le **Territoire palestinien occupé**, les responsables de la sécurité ont contribué à négocier l'accès des équipes du PAM et de l'aide alimentaire, et ont été largement sollicités par les bureaux de pays pour traiter avec les autorités du pays les problèmes du personnel national.
343. Au Soudan, en raison des risques encourus en matière de sécurité, entre janvier et novembre 2007, 114 000 bénéficiaires par mois n'ont pas pu être atteints. Malgré l'aggravation de l'insécurité en 2007, ce chiffre était bien inférieur à celui de 2006, année au cours de laquelle 225 000 bénéficiaires étaient inaccessibles chaque mois en moyenne. Cette amélioration remarquable tient au fait que les équipes chargées de la sécurité ont réalisé des évaluations préalables des menaces et des risques, élaboré

des plans de continuité des opérations et renforcé l'intégration des activités de programmation, de logistique et de sécurité. La Division chargée de la sécurité sur le terrain a établi des registres des incidents dont ont été victimes en 2007 des agents n'appartenant pas au PAM, essentiellement des sous-traitants, des partenaires coopérants et des partenaires de réserve. L'analyse de ces données a montré que les partenaires du PAM étaient de plus en plus visés par les groupes armés et les criminels, en particulier dans les zones de conflit et en période d'après-conflit, par exemple en **Afghanistan** et au Darfour au **Soudan**.

344. Les organismes participant au système de gestion de la sécurité des Nations Unies ont la responsabilité collective de la sécurité et de la sûreté du personnel des Nations Unies. Les dépenses encourues sur le terrain sont réparties en appliquant une formule de partage des coûts, les coûts afférents à la gestion centrale étant assumés par l'ONU. D'après les projections, la part revenant au PAM pour 2008-2009 devrait s'élever à 26,6 millions de dollars, soit deux fois plus qu'en 2004-2005.

Coûts afférents à la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain (en millions de dollars)		
Année	Coûts afférents à la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain	Part revenant au PAM des coûts afférents à la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain
2002-2003	42,9	6,5
2004-2005	113,1	13,2 ⁸⁴
2006-2007	169,1	18,3
2008-2009 (projection)	178,4	26,6

Infrastructure TIC, mise au point de systèmes et gestion de l'information

345. La Division des technologies de l'information et des communications (ADI) soutient les objectifs opérationnels et de gestion du PAM en assumant la responsabilité de l'infrastructure TIC, de la mise au point de systèmes et de la gestion de l'information. En 2007, ADI a continué à jouer son rôle de mise en relation des bureaux et partenaires du PAM, en assurant l'accès aux ressources d'information dont dispose le PAM et en garantissant le soutien technique de la décentralisation et des opérations de terrain.

Principales réalisations

346. **Services d'appui.** En 2007, un central de services TIC externalisés a été établi en **Inde**. Cette mesure a réduit les coûts de 40 pour cent, ce qui a permis d'accroître les services d'appui TIC fournis à l'échelle de tout le PAM. L'installation d'un outil pour automatiser la coordination et la gestion des TIC a permis d'améliorer les comptes rendus et ouvre la voie à la création d'autres centres d'appui mondiaux de ce type.
347. **Téléphonie, FoodSat et interconnexion.** L'infrastructure téléphonique du PAM a été mise à niveau et les dépenses de téléphone ont été réduites en éliminant le coût des lignes louées et en établissant un nouveau contrat pour la téléphonie mobile. La capacité et la fiabilité de FoodSat, le réseau de communication du PAM, se sont vu

⁸⁴ Un crédit de 3,2 millions de dollars a ultérieurement été reçu en 2006.

renforcées grâce à l'amélioration des procédures de gestion applicables au remplacement des unités et des pièces de rechange, et l'installation de sites additionnels et l'élargissement de la bande. Des liaisons par fibres optiques ont amélioré les connexions au Siège, et de nouvelles technologies ainsi que de nouveaux outils de surveillances des réseaux ont permis d'améliorer les liaisons avec l'Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies et le Département des opérations de maintien de la paix à Brindisi.

348. **Déploiement de l'appui.** En qualité de chef de file pour la sécurité des télécommunications, le PAM a entrepris des missions pour identifier les défaillances en matière de communication interorganisations dans les situations d'urgence et a déployé des experts et du matériel TIC pour combler ces lacunes. Des missions ont été effectuées en Afghanistan, en République centrafricaine, au Tchad, en Équateur, en Éthiopie, en Érythrée, en Guinée, en Somalie, au Soudan, au Timor-Leste, en Ouganda et au Zimbabwe.

Autres faits marquants

349. L'Équipe d'intervention rapide dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications basée à Doubaï a réalisé 120 missions, soit 2 264 personnes/jours, dans 49 pays. Les opérations du PAM ont bénéficié de services et de matériel d'une valeur de 13,2 millions de dollars.
350. Le PAM a partagé son expérience et ses compétences à l'occasion d'un appel d'offres interorganisations concernant des microterminaux qui a abouti à l'adoption par les Nations Unies d'une norme de télécommunication par satellite qui protège les investissements du PAM dans l'infrastructure et pourrait réduire les dépenses récurrentes de télécommunications des bureaux de pays. Cette norme technologique de microterminaux permettra d'intensifier la coopération entre les organisations des Nations Unies, et ainsi de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité.
351. L'infrastructure commune de télécommunication pour la sécurité réduit les frais de communication des organismes des Nations Unies et est conforme aux Normes MOSS.
352. Dans le cadre du projet TIC de planification préalable et d'intervention dans les situations d'urgence, une formation a été dispensée à 22 responsables des secours TIC du PAM, des organismes des Nations Unies, des ONG et des partenaires de réserve, grâce au financement de la Fondation des Nations Unies et de la Fondation du Groupe Vodafone.

Objectif de gestion 6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques

Tableau 48: Résultat escompté 6.1 Amélioration de la transparence, de la supervision et de l'obligation redditionnelle	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
6.1.1 Pourcentage d'application des recommandations issues des audits, inspections et enquêtes ⁸⁵					
- pourcentage d'application des recommandations issues d'audits ⁸⁶	80	72	60	73	n.d.
- pourcentage d'application des recommandations issues d'inspections ⁸⁷	85	90	90	87	80
- pourcentage d'application des recommandations issues d'enquêtes ⁸⁸	75	72	65	79	82
6.1.2 Pourcentage des états financiers mensuels produits dans les délais requis ⁸⁹	100	100	100	100	100

Objectifs visés

353. En ce qui concerne l'application des recommandations issues des audits, les valeurs cibles pour 2007 étaient fixées à 80 pour cent pour les audits internes, 85 pour cent pour les inspections et 75 pour cent pour les enquêtes. Même si le pourcentage de recommandations issues d'audits qui ont été appliquées était inférieur à l'objectif, il était supérieur à celui de 2006, résultat montrant que le PAM poursuit ses efforts pour intensifier l'efficacité et la rigueur. Pour ce qui est de l'application des recommandations issues des inspections, l'objectif a une nouvelle fois été dépassé. Le résultat est par contre légèrement inférieur à l'objectif pour les enquêtes, bien que la situation se soit nettement améliorée ces dernières années, principalement en raison de la rigueur de la procédure disciplinaire et de la complexité de certaines recommandations.

Principales réalisations

354. En 2007, le PAM a réalisé des audits internes de 36 de ses procédures dans 23 bureaux extérieur et six services du Siège. Il a également poursuivi l'examen interne approfondi de tous les risques posés par les technologies de l'information, achevant quatre audits en la matière qui portaient sur 46 procédures dans deux services au Siège et quatre bureaux extérieurs. Les recommandations issues de ces

⁸⁵ Ancienne PG7.1.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁸⁶ Données disponibles au moyen du Système de suivi systématique des recommandations issues des audits. Ce pourcentage est dérivé du nombre total de recommandations de ce genre mises en application.

⁸⁷ Les destinataires des recommandations qui appellent une action sont invités à rendre compte de leur application 6 mois et 12 mois après l'achèvement de l'enquête. Les données relatives à 2007 portent sur les enquêtes effectuées entre le 1^{er} juillet 2006 et le 30 juin 2007.

⁸⁸ Les destinataires des recommandations qui appellent une action sont invités à rendre compte de leur application tous les trois mois pendant les 12 mois suivant la publication des recommandations. Les données relatives à 2007 correspondent aux rapports d'enquête soumis entre le 1^{er} octobre 2006 et le 30 septembre 2007.

⁸⁹ Ancienne PG7.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

audits concernaient des risques institutionnels ou locaux, l'objectif étant d'améliorer les contrôles, de renforcer la gestion des risques et de rendre la gouvernance plus efficace.

355. Le modèle d'audit en continu, outil introduit en 2006 qui applique des techniques d'extraction des données pour repérer les transactions anormales et à haut risque, a été perfectionné et plus largement appliqué. Il a été reconnu dans un concours international comme une application technologique innovante et efficace pour l'assurance des audits. Un manuel sur les enquêtes a été distribué aux bureaux de pays, aux bureaux régionaux et aux divisions du Siège.
356. En 2007, 109 nouvelles plaintes ont été reçues et 65 enquêtes ouvertes. Compte tenu des affaires reportées de 2006, 114 dossiers ont été instruits, dont 60 ont été clos. On note une légère baisse du nombre de plaintes enregistrées mais celui des nouvelles enquêtes reste constant.
357. Plusieurs examens initiaux et deux grandes enquêtes ont été réalisées au titre de la politique du PAM concernant la protection des personnes signalant des irrégularités, adoptée en 2006, qui protège le personnel des représailles en cas de dénonciation d'irrégularités et de coopération avec le personnel chargé des audits, inspections, enquêtes et évaluations autorisés.
358. En 2007, cinq plaintes pour exploitation sexuelle concernant des agents du PAM ont été enregistrées; pour deux d'entre elles, les enquêtes sont closes. Un membre du personnel du PAM a été renvoyé sans préavis à l'issue de ces enquêtes.

Tableau 49: Résultat escompté 6.2 Adoption et amélioration constante des pratiques optimales de gestion des liquidités et des contributions financières	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
6.2.1 Pourcentage des liquidités détenues dans les comptes porteurs d'intérêt ⁹⁰	92	96	96	96	96
6.2.2 Pourcentage des contributions à recevoir. Au 31 décembre 2007, les soldes des contributions à recevoir étaient les suivants ⁹¹ :					
- de l'année en cours	> 73	84	72	72	67
- un an de retard	< 16	10	20	11	16
- deux ans de retard	< 8	4	3,4	11	10
- trois ans de retard ou plus	< 3	1	4,0	6	7

Tableau 50: Résultat escompté 6.3 Renforcement des capacités de l'Organisation d'établir des rapports axés sur les résultats	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
6.3.1 Pourcentage des rapports normalisés sur les projets jugés satisfaisants au regard de la présentation des effets directs ⁹²	95	85	89,5	93	90

⁹⁰ Ancienne PG 7.2.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. On a pris pour hypothèse que les comptes de terrain ne rapportaient pas d'intérêts.

⁹¹ Ancienne PG 7.2.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁹² Ancienne PG 3.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*. Les valeurs cibles ont été régulièrement revues à la hausse: 25 pour cent en 2004, 50 pour cent en 2005 et 95 pour cent en 2006 et en 2007.

Objectifs visés

359. Le Secrétariat continue de regrouper les liquidités qui ne doivent pas immédiatement être déboursées au Siège de façon à augmenter le plus possible les intérêts perçus et à réduire les risques financiers, tels que les risques liés aux organismes de contrepartie, aux pays et aux changes.

Tableau 51: Liquidités détenues dans des comptes portant intérêt (en dollars)

Liquidités dans les bureaux de pays	52,3 millions
Total des liquidités et placements à court terme	1,2 milliard
Pourcentage des liquidités détenues dans des comptes porteurs d'intérêt	95,65

360. Les bureaux de pays responsables d'opérations de grande ampleur disposent de comptes bancaires à solde nul qui leur permettent d'avoir immédiatement accès aux fonds tout en maintenant les soldes de trésorerie locaux au minimum. L'objectif de 92 pour cent a été dépassé, résultat qui indique que les projets avaient assez de liquidités pour effectuer les décaissements requis pour honorer leurs obligations financières.

361. Le versement des contributions en retard s'est nettement amélioré. Sur le montant total des contributions dues, 84 pour cent relèvent de l'année en cours. Tous les objectifs fixés pour 2007 ont été atteints.

Objectif de gestion 7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins

Tableau 52: Résultat escompté 7.1 Faire en sorte que les responsables des gouvernements donateurs, les médias, les personnalités influentes et le grand public connaissent mieux le PAM et sa mission	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
7.1.1 Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias électroniques des principaux pays ⁹³	4 000	4 183	8 215	5 106	5 280
7.1.2 Nombre de parlementaires, de représentants gouvernementaux et de journalistes qui ont participé aux visites de projets organisées par le PAM ⁹⁴ :					
– parlementaires et représentants gouvernementaux	25	108	130	43	31
– journalistes	100	388	379	415	215

Objectifs visés

362. En 2007, le PAM a largement retenu l'attention des médias: 4 183 articles présentant les activités du PAM ont été publiés dans de grands quotidiens et magazines ainsi qu'en ligne dans 14 pays donateurs⁹⁵. Les situations d'urgence fortement médiatisées ont été moins nombreuses en 2007, situation qui explique la baisse du nombre de mentions du PAM dans les médias. Globalement, le PAM a été mentionné 45 037 fois dans les médias en 2007, y compris 32 éditoriaux et lettres, ce qui représente une progression par rapport à 2006⁹⁶.

363. En 2007, le PAM a fait paraître 36 annonces gratuites dans 148 magazines, quotidiens et sites Web; il a également produit 29 spots publicitaires pour la télévision et le cinéma qui ont été diffusés sur 244 chaînes dans 67 pays. Ces annonces ont été produites en interne à peu de frais. La valeur des messages publicitaires gratuits destinés à la télévision et à la presse écrite, y compris ceux du Conseil japonais de la publicité et de la campagne "Plaquer la faim" lancée avec la Fédération internationale de rugby, s'élevait à 40 millions de dollars, soit un tiers du coût de la publicité du PAM dont la valeur a pu être vérifiée.

Principales réalisations

364. La stratégie du PAM visant à créer de nouvelles opportunités par le biais d'articles, d'éditoriaux, de publicité, de campagnes de promotion et du soutien de célébrités a porté ses fruits. Le PAM a lancé des campagnes multimédias de sa propre initiative pour collecter des fonds et accroître sa visibilité dans les opérations d'urgence, par exemple lors des interventions lancées à la suite du cyclone au Bangladesh, de la crise au Darfour, du tremblement de terre au Pérou et de la crise en Somalie,

⁹³ Ancienne PG 8.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁹⁴ Ancienne PG 8.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (exercice 2004–2005)*.

⁹⁵ Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni et Suède.

⁹⁶ Globe and Mail, Toronto Star, Financial Times (allemand), The Independent, The Guardian, Asahi Shimbun, Japan Times, l'Unità, La Stampa, La Prensa Libre, Frankfurter Allgemeine, Der Standard, La Croix, La Tribune de Genève, Libération, Dar-al-Hayat, Daily Nation, Reforma, Helsingin Sanomat, Jyllands-posten, Dagbladet, Aftenposten, South China Morning Post, Daily Star Bangladesh.

suscitant une large couverture médiatique internationale de son combat contre la faim.

365. Les publicités offertes au PAM ont sensibilisé les donateurs et l'opinion publique quant à sa mission. Par exemple, une enquête sur l'aide alimentaire, les problèmes liés à la faim et la connaissance publique du PAM a été réalisée gratuitement par *Intomart GfK* au Canada, en France, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les résultats ont montré que, depuis la précédente enquête effectuée en 2000, le grand public connaît mieux le PAM en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et que, sur les huit pays visés par l'enquête de 2007, c'était aux Pays-Bas que le PAM était le plus connu, puis que sept personnes sur 10 en avaient entendu parler.
366. Au Japon, la connaissance du PAM s'est nettement améliorée: le PAM est passé du dernier rang au troisième rang parmi les organisations humanitaires les plus connues citées dans l'enquête. Cet accroissement de la visibilité du PAM au Japon peut dans une large mesure être attribué au partenariat noué depuis plusieurs années avec le Conseil japonais de la publicité, qui a lancé des campagnes nationales de publicité. Les 450 000 dollars investis par le PAM sur trois ans ont permis d'obtenir 65 millions de dollars de publicité gratuite. Le public a également appris à mieux connaître le PAM au Canada, en Allemagne et au Royaume-Uni.
367. Le PAM a développé ses ressources en ligne, par exemple son jeu vidéo *Food Force*, qui a gagné le prix *Politikaward* qui récompense l'une des trois campagnes les plus novatrices lancées en 2007 sur un site autonome en plusieurs langues. Le PAM est également présent sur des sites de réseaux sociaux comme *Facebook* et de présentation individuelle comme *You Tube*. Le lancement du site de dons en ligne "*freerice.com*" a permis à la fois de faire mieux connaître l'action du PAM et de mobiliser des fonds pour lutter contre la faim. Le PAM a atteint un record en ce qui concerne le nombre de mentions dans la presse, d'interviews et de publicité gratuite dans les médias allemands.
368. L'appui des Ambassadeurs et des célébrités qui soutiennent l'action du PAM a permis de mobiliser des financements pour lutter contre la faim. La Princesse Haya de Jordanie a recueilli à elle seule 14 millions de dollars en faveur des activités du PAM. En mai 2007, la présentation dans les médias de l'actrice Drew Barrymore comme Ambassadrice du PAM contre la faim, qui a été largement couverte par CNN, a permis de collecter 550 000 dollars au profit de l'alimentation scolaire. Le PAM a investi 300 000 dollars dans le programme de soutien par des célébrités, dans le cadre duquel des personnalités du monde du sport, du cinéma, de la télévision et de la musique mettent leur temps et leur talent au service d'annonces d'utilité publique⁹⁷.

⁹⁷ À la radio, à la télévision, sur Internet et sur des écrans vidéo dans des lieux publics.

Tableau 53: Résultat escompté 7.2 Augmentation du volume total des contributions, amélioration de la couverture des besoins opérationnels et proportion accrue de dons non assortis de restrictions permettant au PAM de disposer des ressources dont il a besoin	Valeur cible 2007	Résultats effectifs			
		2007	2006	2005	2004
	milliards de dollars				
7.2.1 Contributions des donateurs au PAM:					
- Valeur totale des contributions	3	2,7	2,7	2,8	2,2
- Proportion des contributions multilatérales	10,1	9,5	9,0	10,1	12,6
- Proportion des contributions en espèces	54	57,6	58,5	56,8	50,9
- Proportion de contributions non assorties de restrictions ⁹⁸	3,3	7,3	3,7	3,3	n.d.
- Nombre de donateurs	80	88	97	80	70
- Proportion des ressources du PAM provenant des dix principaux donateurs	84	80,7	78,6	84	85
7.2.2 Pourcentage des besoins prévus couvert ⁹⁹	100	91	91	82	93
7.2.3 Différence entre les recettes et les contributions effectives ¹⁰⁰	+/-5	-9	-1	-14	-15

Objectifs visés

369. Pour la troisième année de suite, le montant des contributions aux PAM a dépassé 2,7 milliards de dollars: en 2007, les dons se sont chiffrés à 2,705 milliards de dollars, qui n'a été dépassé qu'une fois dans l'histoire du PAM¹⁰¹. Ce résultat est également remarquable compte tenu du nombre limité de demandes de financement supplémentaires formulées pour faire face à des crises de grande envergure. L'analyse de la composition des financements pour 2007 fait apparaître les points ci-après:

- Six gouvernements ont fourni un appui au PAM pour la première fois: **Bolivie, Cambodge, Estonie, Royaume du Lesotho, Roumanie et Zambie.**
- Le PAM a compté 88 donateurs, soit une augmentation de 47 pour cent depuis 2003, dont 59 pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

⁹⁸ Les contributions non assorties de restrictions sont des contributions multilatérales en espèces pour lesquelles les donateurs n'imposent aucune restriction en matière d'achats. L'accroissement important enregistré peut essentiellement être attribué au fait que certains donateurs ont supprimé ou assoupli les restrictions imposées en la matière.

⁹⁹ Le taux de couverture des besoins prévus a été calculé par rapport uniquement aux besoins des opérations spéciales et des opérations basées sur l'aide alimentaire; la méthode diffère de celle utilisée l'année précédente, qui incluait les contributions reçues pour d'autres activités telles que les fonds fiduciaires.

¹⁰⁰ Les prévisions pour 2007 incluaient au départ les contributions escomptées pour des situations d'urgence à venir qui ne se sont pas matérialisées.

¹⁰¹ Le niveau des contributions pour 2005 était plus élevé en raison de l'aide considérable fournie pour les opérations de secours après le tsunami dans l'océan Indien et le tremblement de terre au Pakistan.

- Les contributions des dix donateurs les plus importants ont représenté 81 pour cent des ressources totales, ce qui maintient la dépendance du PAM à l'égard d'un petit nombre de donateurs.
- Bien que le nombre de gouvernements donateurs ait baissé, le niveau des contributions est resté comparable à celui de 2006, ce qui traduit un accroissement de la contribution moyenne par donateur.
- L'appui du secteur privé a continué de progresser: 94 sociétés, fondations et donateurs individuels ont apporté leur contribution en 2007¹⁰². Les fonds provenant du secteur privé sont passés de 5,5 millions de dollars en 2003 à 49 millions de dollars, dont 2 millions de dollars (4 pour cent) sous forme de contributions multilatérales; l'objectif fixé pour 2007 (38 millions de dollars) a donc été dépassé. Les dons multilatéraux en espèces du secteur privé ont sensiblement augmenté, conformément à l'objectif consistant à mobiliser une proportion allant jusqu'à 25 pour cent de contributions en espèces non assorties de restrictions pour faire face aux besoins les plus pressants du PAM.
- Les contributions de pays bénéficiaires devenus donateurs ont pris une importance croissante et représentent actuellement 4 pour cent des contributions totales, soit 121 millions de dollars provenant de 38 donateurs. À titre de comparaison, 24 millions de dollars avaient été fournis par 20 pays bénéficiaires en 2002.

Tableau 54: Ressources nécessaires et contributions confirmées en 2007 (en millions de dollars)

	Besoins nets	Contributions reçues	Besoins couverts nets (%)
Développement	346,6	277,0	80
Opérations d'urgence*	948,5	854,7	90
IPSR	1 382,0	1 324,6	96
Opérations spéciales	214,0	162,2	76
Autres	-	87,0	n.d.
Total	2 890,9	2 705,4	91

* Les contributions en faveur de la catégorie des opérations d'urgence comprennent un montant de 27 millions de contributions au CII fournis par 17 donateurs.

370. Le niveau de financement obtenu a permis au PAM de répondre à 91 pour cent des besoins prévus des bénéficiaires. Un assouplissement des restrictions dont étaient assorties les contributions a également montré que les donateurs faisaient de plus en plus confiance aux pratiques commerciales du PAM, comme les achats locaux ou régionaux.

¹⁰² Les 94 organisations du secteur privé qui ont contribué au PAM en 2007 sont enregistrées comme donateur unique.

371. Les donateurs ont fermement soutenu les opérations d'urgence et les IPSR: la quasi-totalité des besoins prévus ont été satisfaits dans ces catégories d'activité. Le pourcentage de couverture des besoins a été inférieur dans le cas des opérations spéciales mais supérieur à celui de 2006, principalement en raison des contributions passant par des mécanismes communs de financement. Les opérations spéciales ont également recouvert une partie des coûts engagés pour les services locaux fournis aux organismes humanitaires, réduisant d'autant les insuffisances dans cette catégorie d'activité.

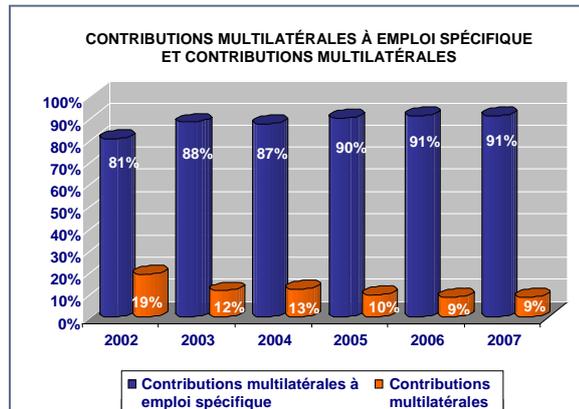
Tableau 55: Contributions en faveur des opérations de développement (2001-2007)

Année	Millions de dollars	Contributions aux activités de développement en pourcentage des contributions totales
2001	266,0	14
2002	213,2	12
2003	245,2	10
2004	276,1	12
2005	269,6	10
2006	248,0	9
2007	277,0	10

372. En 2007, 277 millions de dollars (10 pour cent des contributions totales) ont été reçus pour des opérations de développement, soit le niveau le plus élevé depuis 2000, principalement en raison du soutien accru apporté par le **Canada** à cette catégorie d'activités.

373. Bien que les besoins aient légèrement augmenté, la couverture des besoins est passée de 73 pour cent en 2006 à 80 pour cent en 2007.

374. La proportion de contributions multilatérales est restée, sans changement, de 9,5 pour cent du montant total des contributions; 54 pour cent des contributions multilatérales reçues en 2007 (138 millions de dollars) ont servi à appuyer des IPSR.



Principales réalisations

375. Le jumelage, qui permet de compléter une contribution en nature d'un donateur par une donation en espèces d'un autre donateur pour financer les coûts associés, a permis au PAM de recevoir plus de vivres et de nourrir un nombre plus élevé de personnes dans des délais plus rapides: 16,2 millions de dollars de contributions en espèces ont ainsi permis de mobiliser 22,3 millions de dollars de contributions en nature, équivalent à 133 000 tonnes de vivres. Si ces contributions monétaires avaient été utilisées pour procéder à des achats internationaux ou locaux au lieu de servir au jumelage, elles auraient représenté l'équivalent de 28 000 à 33 000 tonnes de vivres sur la base du recouvrement intégral des coûts. Ces partenariats sous forme de jumelage ont permis à 11 gouvernements de contribuer par des dons en nature aux activités du PAM, y compris gouvernement de pays comme le **Cambodge** et la **Zambie** qui devenaient donateurs pour la première fois.

376. Le PAM a conclu plusieurs nouveaux arrangements de financement sur plusieurs années, d'une valeur globale de 300 millions de dollars. Il s'agit là d'une évolution positive qui rend le financement plus prévisible et permet d'améliorer la planification et l'utilisation des ressources. Par exemple, les **Pays-Bas** ont signé un accord avec le PAM confirmant des engagements annuels à hauteur de 35 millions de dollars sous forme de contributions multilatérales en espèces non assorties de restrictions pour les opérations de secours et de redressement au cours de la période 2007-2009. Le Gouvernement du **Canada** a annoncé un engagement de 125 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer les programmes d'alimentation scolaire en Afrique. D'autres donateurs ont pris des engagements importants sur la durée: ce sont l'**Islande**, le **Luxembourg** et la **Fédération de Russie**.
377. En 2007, le PAM a scellé deux nouveaux partenariats humanitaires mondiaux avec le secteur privé, avec des sociétés qui se sont engagées sur plusieurs années à fournir des contributions de plusieurs millions de dollars. La société *Yum! Brands Inc.*, basée aux États-Unis, qui est la plus grande chaîne de restauration du monde, a lancé une campagne d'une semaine contre la faim dans le monde pour sensibiliser la population et mobiliser des fonds non assortis de restrictions pour nourrir ceux qui ont faim. La société DSM qui œuvre dans le secteur des sciences de la vie et dont le siège est aux Pays-Bas fournit des services techniques pour aider le PAM à satisfaire les besoins en micronutriments de tous les bénéficiaires; DSM a également engagé des ressources supplémentaires en faveur de l'intervention d'urgence du PAM au Bangladesh.
378. Le PAM a également commencé à travailler avec plusieurs fondations mondiales, notamment la Fondation Howard G. Buffett, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, la Fondation ELMA et la Fondation Bill et Melinda Gates. La contribution la plus importante a été fournie par la Fondation Howard G. Buffet qui a activement soutenu la nouvelle initiative "Achats au service du progrès"; elle a également fourni des fonds pour les opérations d'urgence, les programmes d'alimentation scolaire, les projets de santé maternelle et infantile et l'appui aux petits paysans.
379. En 2007, le PAM a terminé la campagne *Moving the World*, son partenariat de cinq ans avec TNT. À la suite d'une évaluation de ce partenariat, la collaboration a été poursuivie en privilégiant quatre activités: i) des fonds pour les enfants; ii) le mouvement contre la faim; iii) des experts pour obtenir un impact; et iv) des transports responsables. TNT a notamment mis à la disposition du PAM des volontaires pour appuyer les opérations d'alimentation scolaire exécutées par les bureaux de pays. La qualité de ce partenariat a été mise en évidence en août 2007 lorsque des entreprises comme Agility, TNT et UPS ont organisé ensemble des équipes de secours logistiques au cours d'une opération menée avec le bureau du PAM en Indonésie.

Le PAM et la procédure d'appel global

380. Le PAM fait partie du Groupe de travail sur la procédure d'appel global du Comité permanent interorganisations concernant la procédure d'appel global, qui se réunit tous les mois afin d'améliorer l'analyse des besoins, de hiérarchiser les priorités des projets dans les documents d'appel, d'organiser la formation et les ateliers sur le terrain et de mobiliser des ressources.

Le PAM et la procédure d'appel global/appels éclair ¹⁰³		
Année	Besoins du PAM exprimés en pourcentage des besoins totaux indiqués dans les appels	Pourcentage des besoins du PAM couverts
2006	40	88
2007	36	99 ¹⁰⁴

381. En 2007, le PAM a reçu 1,9 million de dollars dans le cadre de la procédure d'appel global. La part revenant au PAM du montant total demandé par les institutions des Nations Unies et les ONG dans le cadre des appels communs et des appels éclair a été légèrement inférieure à son niveau de 2006. Par contre, les besoins couverts ont augmenté de 12 pour cent. En 2007, 15 appels globaux ont été lancés, 15 appels éclair et deux appels classés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans la catégorie des "autres appels". Le PAM a participé à tous les appels lancés dans le cadre de la procédure d'appel global et à la moitié des autres appels.

382. L'appel le plus important, qui a été lancé en faveur du **Soudan**, a représenté 25 pour cent des appels globaux; venaient ensuite la **RDC**, le **Territoire palestinien occupé** et le **Zimbabwe**, qui représentent ensemble 50 pour cent des besoins indiqués dans les appels globaux.

383. En 2007, on a compté 15 appels éclair, soit trois fois plus qu'en 2006, dont la plupart étaient en rapport avec des cyclones, des inondations, la sécheresse et un tremblement de terre au **Pérou**. Des activités du PAM étaient visées par les cinq appels éclair lancés en 2006; en 2007, le PAM a lancé 13 appels éclair et participé aux deux autres par le biais d'activités d'évaluation, de coordination et d'assistance dans le cadre d'intervention d'urgence en cours.

384. Les produits alimentaires ont représenté 93 pour cent des ressources demandées par le PAM dans le cadre de la procédure d'appel global; le reste concernant des opérations spéciales, qui relèvent de la catégorie de financement des services de coordination et d'appui du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. En 2007, 40 pour cent des besoins indiqués dans les appels globaux et les appels éclair portaient sur des produits alimentaires, comme d'ailleurs en 2006. Le PAM a été le principal bénéficiaire des contributions fournies pour répondre aux besoins de nature alimentaire.

¹⁰³ Les chiffres pour 2004/2005 proviennent du Service de suivi financier du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (<http://ocha.unorg.ch/fts2/>) au 1^{er} février 2008; les chiffres pour 2006-2007 proviennent du Service de suivi financier du même Bureau au 1^{er} février 2008 ainsi que des archives du PAM au 31 décembre 2007.

¹⁰⁴ Y compris un excédent pour 2007 qui sert à financer les besoins de répositionnement de vivres pour 2008.



PARTIE VII: POUR ALLER DE L'AVANT

385. Le Plan stratégique du PAM (2008–2011) définira les orientations en matière de politiques et de programmes, de renforcement des capacités internes et de crédits budgétaires pendant le prochain exercice biennal et au-delà. Il importe tout particulièrement de disposer d'un cadre solide axé sur les résultats, conçu en fonction des objectifs et des buts du nouveau Plan stratégique, et de bien comprendre les incidences opérationnelles de ce Plan, notamment la nécessité d'aligner la réflexion et la planification sur les Objectifs stratégiques plutôt que sur des instruments ou des catégories d'activités.
386. La mise en œuvre du nouveau Plan stratégique dans un environnement extérieur en pleine mutation nécessitera: i) la formulation de stratégies pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires et des dépenses opérationnelles; ii) l'amélioration des méthodes standard du PAM en matière d'assistance alimentaire, notamment en ce qui concerne les achats, les analyses de marchés et le renforcement des capacités; enfin iii) l'exploration de perspectives et de méthodes novatrices.

Faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

387. La flambée des cours des denrées alimentaires a créé un nouveau visage de la faim. D'après les prévisions, les prix des produits alimentaires ne devraient pas augmenter encore sensiblement au cours des dix prochaines années mais ils ne baisseront probablement pas non plus. Ils constituent simplement un indicateur parmi d'autres qui devra être surveillé; le rapport prix/salaires est un autre élément important car les hausses de prix excluent du marché certaines populations dont l'accès à la nourriture est alors limité.
388. Ainsi, au Bangladesh, les prix des produits alimentaires ont doublé mais les salaires n'ont augmenté que de 30 pour cent. Ces hausses profiteront à certains, mais elles frapperont de plein fouet les quelque 170 millions de personnes qui disposent de 50 cents ou moins, par jour pour vivre. Le PAM devra peut-être adapter certains de ses instruments pour atteindre les plus touchés, par exemple les paysans sans terre et les pauvres des villes.
389. Le Programme surveillera l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires dans certains pays (Bangladesh, Égypte, Sénégal et Yémen, parmi bien d'autres) en utilisant à la fois des données macroéconomiques et des modèles de vulnérabilité. Il travaillera avec les gouvernements et les partenaires pour améliorer le fonctionnement des marchés et accroître les investissements dans la protection sociale.

Atténuer l'impact de l'augmentation des dépenses opérationnelles

390. En 2007, l'augmentation des dépenses a été contenue à environ 20 pour cent. L'Organisation continuera de s'efforcer de maîtriser l'inflation des coûts en appliquant des mesures telles que la rationalisation des contrats et la multiplication des achats aux niveaux local et régional. La structure des coûts sera réexaminée et un document exposant les perspectives et les stratégies de maîtrise des coûts sera présenté au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2008.
391. À moins que le PAM ne reçoive des fonds supplémentaires pour en compenser les effets, l'augmentation des dépenses opérationnelles aura des incidences sur les opérations, par exemple une nouvelle réduction du nombre de bénéficiaires des aides, la diminution du volume des rations, l'utilisation de produits moins coûteux, la réorientation des activités ou/une concentration accrue des interventions dans les pays les plus pauvres. Les compressions toucheraient probablement des programmes déjà approuvés et les restrictions budgétaires limiteraient la possibilité de répondre aux nouveaux besoins qui pourraient apparaître. Le PAM devra prendre des décisions difficiles tout en faisant d'autres gains d'efficacité afin de réduire au minimum les risques de perturbation ou de rupture des filières d'approvisionnement.
392. Le PAM continuera de se transformer en une institution privilégiant les achats sur les marchés locaux. Les achats locaux contribueront à compenser l'effet de la hausse des prix, même s'il est difficile de prévoir réellement ce que sera cet effet en 2008. Le PAM redoublera d'efforts pour faire comprendre les implications de la hausse des prix de l'alimentation et des carburants pour les pauvres et s'emploiera avec ses partenaires à créer des plates-formes qui contribuent à abaisser les prix des produits alimentaires.

Privilégier les achats au service du progrès

393. Conformément à sa future orientation stratégique tendant à mieux utiliser son pouvoir d'achat pour soutenir le renforcement durable de la sécurité alimentaire, le PAM lance une série d'activités pilotes pour continuer d'étudier les modalités de programmation et de contrats. L'initiative s'appelle "Achats au service du progrès".
394. Le PAM se propose d'associer ses programmes d'assistance alimentaire à des innovations en matière d'achats locaux ou régionaux et de création de marchés. Il examinera ses achats de produits alimentaires d'un point de vue stratégique pour faire en sorte qu'ils aient le maximum d'impact positif sur le développement. Il fera davantage jouer l'outil marketing dans la promotion du développement agricole.
395. Il faut de nouveaux partenariats pour accroître la productivité et les revenus des agriculteurs grâce à l'amélioration des systèmes d'exploitation, la fourniture d'intrants, la formation des exploitants et l'ouverture de nouveaux débouchés. Travaillant avec les gouvernements nationaux et aux côtés de partenaires bilatéraux, d'organismes des Nations Unies, d'ONG, d'agriculteurs, de commerçants, d'entreprises de transformation et d'établissements de recherche, le PAM contribuera dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès" à créer un marché pour les

denrées alimentaires produites par les petits paysans dans les pays où il est présent. Il s'agit de contribuer à réduire les risques pour ces producteurs et de les inciter davantage à investir dans des technologies et des pratiques propres à accroître et améliorer leur production. L'initiative s'appuiera sur la pratique actuelle du PAM en matière d'achats et de problématique hommes-femmes et elle est plus particulièrement axée sur les petits exploitants à faible revenu. Elle s'articule autour des objectifs suivants:

- recenser et mettre en commun les pratiques optimales qui permettront au PAM, aux ONG, aux gouvernements et aux acteurs des marchés agricoles d'avoir un impact positif sur les marchés;
- renforcer les capacités des agriculteurs afin d'augmenter les revenus qu'ils tirent des marchés agricoles;
- recenser et appliquer les pratiques optimales afin d'accroître les ventes des agriculteurs à faible revenu au PAM;
- transformer le modèle d'achat de vivres du PAM de façon à soutenir la production durable et à lutter contre les causes profondes de la faim.

Éliminer la faim chez les enfants – "Une tasse remplie = Un enfant nourri"

396. La campagne "Fill the Cup" ("Une tasse remplie = Un enfant nourri") est une réponse concrète au problème de plus en plus grave de la faim; elle a pour but de mobiliser des fonds pour éliminer la faim chez les enfants et faire connaître l'action du PAM dans ce sens. La tasse rouge utilisée pour les repas scolaires, symbolise à la fois les défis auxquels le PAM doit faire face et la lutte quotidienne que mènent les enfants en situation précaire pour survivre. Les repas scolaires fournis par le PAM encouragent puissamment les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école. La campagne visera à atteindre davantage d'enfants affamés pour faire disparaître la faim et accroître la scolarisation et l'assiduité des élèves.

397. Dans les pays en développement, environ 59 millions d'élèves du primaire vont à l'école le ventre creux; 23 millions d'entre eux se trouvent dans 45 pays d'Afrique. Les enfants insuffisamment nourris peinent davantage à apprendre et n'ont pas les mêmes possibilités d'épanouissement personnel que ceux qui mangent à leur faim. Le PAM estime qu'il faudrait 3 milliards de dollars par an pour atteindre ces 59 millions d'enfants, ou 1,2 milliard de dollars pour atteindre les 23 millions d'enfants d'Afrique.

Appuyer l'adaptation aux changements climatiques

398. La hausse des températures et la fréquence et l'intensité des épisodes météorologiques extrêmes dont il est question dans la Partie I devraient avoir des effets négatifs importants sur la production vivrière et l'accès à la nourriture dans les régions en développement, de sorte que le nombre de personnes exposées au risque de la faim devrait augmenter. Le PAM pourrait apporter une contribution originale à la stratégie mondiale d'adaptation au changement climatique grâce à sa capacité de faire face aux situations d'urgence liées au climat et d'exécuter au niveau local des activités qui aident les communautés exposées à l'insécurité alimentaire à mieux résister aux chocs climatiques.

399. Depuis des dizaines d'années, le PAM intervient en ligne face aux crises humanitaires complexes. Certaines de ces crises — mauvaises récoltes causées par la sécheresse ou les inondations, dégradation des ressources naturelles et conflits autour de l'accès à ces ressources — seront de plus en plus étroitement liées au changement climatique ou exacerbées par lui. Le PAM, qui dispose d'un appareil logistique mondial et d'un vaste et solide réseau d'action sur le terrain, renforcera sa capacité de répondre aux crises à la demande des gouvernements. Il combattra la faim due aux aléas climatiques en proposant aux communautés et aux ménages des activités propres à renforcer leur capacité de résistance par la création de biens productifs et l'utilisation d'outils de réduction des risques de catastrophe. Il renforcera ses activités d'évaluation de la vulnérabilité et de surveillance de la sécurité alimentaire afin de pouvoir fournir des informations plus précises sur la vulnérabilité aux événements liés aux conditions météorologiques.

Fournir des produits alimentaires de qualité

400. Le PAM continuera d'améliorer la qualité de l'assortiment alimentaire afin que celui-ci fournisse des micronutriments appropriés, outre les calories, les protéines et les lipides. Des produits sont à l'étude pour remédier à diverses formes de malnutrition, notamment les carences en micronutriments; ils peuvent être utilisés, entre autres, pour le traitement au niveau communautaire de la malnutrition aiguë grave et pour l'enrichissement en micronutriments des repas consommés à domicile.

401. En collaboration avec des partenaires du secteur privé, le PAM participe à la mise au point, à la modification et à l'essai de divers produits destinés à ses propres programmes et à des utilisations plus larges. Ces nouveaux produits feront de plus en plus souvent partie de l'assortiment alimentaire et offriront des possibilités plus variées d'améliorer la teneur des rations en micronutriments. En collaboration avec ses partenaires, le PAM entend faire en sorte que les besoins des bénéficiaires en micronutriments soient couverts à 100 pour cent en utilisant des méthodes et des produits adaptés aux différents contextes.

Porter la réforme de l'Organisation des Nations Unies au niveau des pays

402. La mise en œuvre des mesures de réforme de l'ONU pose un certain nombre de problèmes au niveau des pays; les plus importants sont liés à l'exécution des projets pilotes "Unis dans l'action" et aux mesures d'harmonisation des programmes de développement figurant dans la résolution de l'Assemblée générale (décembre 2007) sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies¹⁰⁵. Dans l'année à venir, le PAM identifiera les mesures d'harmonisation prioritaires pour les bureaux de pays et les meilleurs moyens d'en appuyer l'application.

¹⁰⁵ Résolution 62/208 de l'Assemblée générale.

403. Dans le cadre de la réforme de l'action humanitaire, le PAM élargira ses partenariats et sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies (comme l'UNICEF, le HCR, l'OMS et la FAO) et les organisations humanitaires afin de mieux normaliser les technologies et les processus et de mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience. Pour utiliser au mieux les ressources logistiques au service des organisations humanitaires, le PAM continuera d'offrir des services aux autres organisations humanitaires en élargissant ceux qui sont actuellement fournis en République démocratique du Congo, au Libéria et en Somalie. En outre, le nombre d'utilisateurs du réseau d'entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies continuera d'augmenter.
404. Le PAM est attaché au processus de réforme de l'ONU. Les bureaux de pays seront encouragés à chercher des occasions de lancer des programmes conjoints lorsque l'efficacité et l'efficience.

Renforcer les capacités internes

Sécurité

405. À la suite de la tragédie d'Alger, un examen complet de la sécurité de tous les bureaux de pays a été entrepris. Une liste de pays à haut risque sera établie en collaboration avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétaire de l'ONU et d'autres organismes des Nations Unies. Sur la base des conclusions de cet examen, le PAM fera des évaluations des risques sur le plan de la sécurité pour analyser la situation, évaluer les menaces, vérifier le degré d'application des Normes MOSS et identifier le besoin éventuel d'autres mesures de protection. De concert avec tous les partenaires du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, le service de sécurité du PAM sur le terrain continuera d'analyser les enseignements tirés de l'attentat d'Alger sur les plans stratégique et tactique.
406. La capacité de gestion des risques sur le plan de la sécurité sera encore renforcée pour répondre à la montée des menaces. Le service de sécurité sur le terrain s'emploie à créer une culture de la sécurité au sein de l'Organisation qui comporte le souci de la sécurité personnelle, la définition de modes d'opération intrinsèquement sûrs, l'identification et la mise en œuvre de mesures de prévention efficaces — la liste n'est pas limitative.

Projet WINGS II

407. La première version de WINGS II sera préparée en 2008 et mise en service en janvier 2009. Elle entraînera une mise à niveau du logiciel SAP, la réalisation de grands changements et améliorations et la création de l'architecture et des systèmes d'appui à l'apprentissage nécessaires pour les versions à venir. Cette version permettra d'intégrer diverses mesures d'amélioration des activités dans un modèle unique pour toute l'Organisation. La plupart de ces mesures ont déjà fait l'objet d'essais pilotes ou d'applications préparatoires. La première version permettra d'étendre les avantages du Nouveau Modèle opératoire à l'ensemble des projets. La

première version, le suivi des résultats de tous les projets permettra d'étendre le nouveau mode opératoire à l'ensemble de l'Organisation. Le projet WINGS II introduira également les procédures et systèmes nécessaires pour assurer l'application durable des normes IPSAS à partir de 2009.

408. Le projet WINGS II contribuera puissamment à doter le PAM de la flexibilité dont il a besoin dans un environnement extérieur en rapide évolution. La première version mettra en place une structure propre à servir de base aux versions à venir et créera des systèmes d'appui à l'apprentissage qui permettront au PAM de réaliser plus facilement de grands changements à l'avenir.

ANNEXES

I.	Matrices des résultats	
	A – Objectifs stratégiques du PAM: matrice des résultats	148
	B – Objectifs de gestion du PAM: matrice des résultats	153
II.	Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus	156
III.	Achat de produits alimentaires par le PAM en 2007	157
IV.	Contributions totales confirmées pour 2007	160
V.	Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, 2004–2007	163
	Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, 2004–2007	165
	Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région, 2004–2007	168
VI.	Initiatives pour le changement	169
VII.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	170
VIII.	Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	
	A – Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales	171
	B – ONG par secteur de coopération	172
IX.	Cartes	173
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	175

ANNEXE I A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Produits	Effets directs ⁱⁱ
Objectif stratégique 1: Sauver des vies dans des situations de crise		
Distribution générale de vivres Alimentation sélective (alimentation thérapeutique, supplémentation alimentaire et alimentation destinée aux groupes vulnérables)	Produit 1.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes Indicateur 1.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe). Indicateur 1.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit. Indicateur 1.1.3: Pourcentage des distributions générales de vivres intervenant plus de 7 jours après la date prévue de distribution (indicateur pilote).	Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes Indicateur 1.1.1: Prévalence de la malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe. Effet direct 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes Indicateur 1.2.1: Taux brut de mortalité dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMART ⁱⁱⁱ). Indicateur 1.2.2: Taux de mortalité chez les moins de 5 ans dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMART ⁱⁱⁱ).
Objectif stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs		
Distribution générale de vivres Appui aux programmes de protection sociale (programmes destinés aux ménages touchés par le VIH/sida) VCT/VCA	Produit 2.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, exposés à des situations de crise ou de transition, ou vulnérables aux chocs Indicateur 2.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.	Effet direct 2.1: Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs Indicateur 2.1.1: Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation ^{iv} Indicateur 2.1.2: Un indicateur de la diversité des régimes alimentaires est à l'étude ^v



ANNEXE I A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Produits	Effets directs ⁱⁱ
VPF (acquisition de compétences utiles pour la vie quotidienne et formation à des activités génératrices de revenus)	Indicateur 2.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.. Indicateur 2.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par sexe.	Effet direct 2.2: Capacité accrue des ménages ciblés de gérer les chocs lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs Indicateur 2.2.1: Les indicateurs à retenir sont à l'étude ^{vi} .

Objectif stratégique 3: Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables

<p>Supplémentation alimentaire</p> <p>Alimentation thérapeutique</p> <p>Alimentation en institution</p> <p>Programmes d'activités dans le domaine du VIH/sida (thérapie antirétrovirale, prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, soins à domicile, traitement de la tuberculose)</p> <p>Enrichissement des produits alimentaires</p> <p>Sensibilisation à la nutrition (VPF)</p> <p>Sensibilisation au VIH/sida</p> <p>Déparasitage</p>	<p>Produit 3.1: Fourniture d'aliments nutritifs en temps voulu et en quantité suffisante aux jeunes enfants, mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques sur le plan de la nutrition et de la santé</p> <p>Indicateur 3.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 3.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.4: Part, en pourcentage, des aliments enrichis en micronutriments livrés par le biais d'interventions nutritionnelles appuyées par le PAM.</p> <p>Produit 3.2: Fourniture de comprimés vermifuges aux enfants et mères ciblés dans le cadre d'activités appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 3.2.1: Nombre de bénéficiaires ayant reçu des comprimés vermifuges dans le cadre d'activités appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires censés recevoir ces comprimés, par catégorie de bénéficiaire et par sexe^{vii}.</p>	<p>Effet direct 3.1: Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés</p> <p>Indicateur 3.1.1: Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans, évaluée en fonction du rapport taille/poids et âge, ventilée par sexe.</p> <p>Effet direct 3.2: Réduction de la malnutrition chez les femmes ciblées</p> <p>Indicateur 3.2.1: Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer, évaluée en fonction de l'indice de masse corporelle (IMC) ou de l'insuffisance pondérale à la naissance (poursuite du projet pilote).</p> <p>Effet direct 3.3: Réduction de l'anémie chez les bénéficiaires</p> <p>Indicateur 3.3.1: Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés. (poursuite du projet pilote)</p> <p>Effet direct 3.4: Amélioration de la qualité de la vie des bénéficiaires par le biais de programmes d'aide aux personnes touchées par le VIH/sida^{viii}</p>
---	--	---



ANNEXE I A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Produits	Effets directs ⁱⁱ
		<p>Indicateur 3.4.1: Gain de poids chez les bénéficiaires (provisoire).</p> <p>Indicateur 3.4.2: Taux de poursuite du traitement par programme de traitement et de soins spécifiques (durée du programme, pourcentage d'observance du traitement, etc.)</p>
<p>Objectif stratégique 4: Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle</p>		
<p>Alimentation scolaire</p> <p>Rations à emporter</p> <p>Appui aux familles d'accueil d'orphelins et d'enfants touchés par le VIH/sida</p> <p>VPF</p> <p>(programmes d'alphabétisation – écriture et calcul – des femmes et des adolescentes)</p>	<p>Produit 4.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les établissements d'enseignement informels</p> <p>Indicateur 4.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p>	<p>Effet direct 4.1: Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.1.1: Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Taux de scolarisation chez les orphelins et les enfants vulnérables de ménages recevant des rations à emporter.</p> <p>Effet direct 4.2: Amélioration de l'assiduité des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.2.1: Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles allant en classe dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p>



ANNEXE I A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Produits	Effets directs ⁱⁱ
		<p>Indicateur 4.2.2: Taux de fréquentation: pourcentage d'orphelins et d'enfants vulnérables des ménages bénéficiant de rations à emporter, qui vont en classe.</p> <p>Effet direct 4.3: Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.3.1: Idées que se font les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants dans les écoles, grâce à l'alimentation scolaire.</p> <p>Effet direct 4.4: Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les établissements d'enseignement informels appuyés par le PAM</p> <p>Indicateur 4.4.1: Ratio filles/garçons dans les écoles appuyées par le PAM.</p> <p>Indicateur 4.4.2: Ratio femmes et adolescentes/hommes qui achèvent les activités VPF.</p>



ANNEXE I A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Produits	Effets directs ⁱⁱ
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim		
Formation de contreparties, visites d'échange Conseils techniques, détachement de personnel, directives et manuels Participation des contreparties aux processus et enquêtes du PAM Partage de l'information et appui aux réseaux Appui aux organisations à assise communautaire et à la prise de décisions Appui aux administrations locales et aux organisations de la société civile Renforcement des capacités de sensibilisation du public et de mobilisation des ressources	Produit 5.1: Aide au renforcement des capacités des organismes nationaux et régionaux participant aux projets d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim Indicateur 5.1.1: Nombre des membres du personnel de contrepartie (aux niveaux local, régional, et national) formés dans le cadre des activités d'assistance technique du PAM en pourcentage du nombre prévu. Indicateur 5.1.2: Nombre de services techniques et de domaines de coopération dans lesquels ont été assurées des activités de renforcement des capacités.	Effet direct 5.1: Capacité accrue d'identifier les besoins en produits alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes reposant sur l'aide alimentaire dans les pays ciblés Indicateur 5.1.1: À déterminer.

i Cette liste n'est pas exhaustive. Toutes les opérations du PAM laisseront la liberté de choisir les activités qui permettront au mieux d'obtenir les produits et les effets directs. Les changements apportés aux indicateurs dans cette matrice de résultats apparaissent en notes de bas de page dans le présent Rapport annuel.

ii Les Objectifs stratégiques correspondent à des définitions objectives des effets directs escomptés des interventions du PAM. Toutefois les définitions énoncées dans cette colonne sont davantage celles d'un cadre logique décrivant la séquence des résultats du PAM, car elles indiquent plus clairement: i) l'amélioration de la situation que le PAM cherche à obtenir; ii) les bénéficiaires cibles; iii) dans certains cas, un contexte spécifique. **Tous les effets directs** sont subordonnés aux résultats complémentaires obtenus par les partenaires du PAM, par exemple dans les domaines de l'eau, du logement, de la vulgarisation agricole, de la médecine et de l'enseignement.

iii L'initiative de suivi et d'évaluation normalisées des opérations de secours et de transition (SMART) est une initiative interorganisations visant à améliorer le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires à l'échelle mondiale.

iv Établi à partir de l'étude pilote, cet indicateur devrait faire partie d'une série composite d'indicateurs visant à créer des "profils de moyens de subsistance des ménages" susceptibles d'être suivis dans le temps. Les autres indicateurs utilisés pour créer ces profils sont: i) le rapport dépenses non alimentaires/dépenses alimentaires; ii) la composition des ménages; iii) les sources de revenus; iv) l'exposition aux risques et la réaction face à ces risques.

v Les unités techniques au Siège du PAM ont proposé d'utiliser la diversité des régimes alimentaires comme indicateur complémentaire à l'appui des résultats au titre de l'indicateur 2.1.1. L'utilité de cet indicateur est actuellement à l'étude.

vi Jusqu'ici, aucun indicateur approprié n'a été déterminé pour mesurer la résistance aux chocs des ménages bénéficiaires. La question est actuellement à l'étude dans les unités techniques du PAM.

vii Pour la catégorie des "femmes enceintes et mères allaitantes" bénéficiaires, cela s'applique aux deuxième et troisième trimestres de la grossesse dans les zones où les infestations parasitaires sont présentes à l'état endémique et où l'anémie est prévalente, comme l'a recommandé l'OMS et conformément à l'Engagement renforcé du PAM en faveur des femmes I.2.

viii L'OMS propose de faire de "l'amélioration de la qualité de la vie" un effet direct des programmes concernant le VIH/sida. Le gain de poids sera utilisé à titre d'indicateur provisoire. Un indicateur de "bien-être" doit être déterminé avec l'OMS et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).



ANNEXE I B: OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses Objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

OG1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim

Résultat escompté 1.1 Renforcement des partenariats aux échelons mondial, régional et national avec les organismes des Nations Unies, ONG et autres partenaires.

Indicateur 1.1.1 Pourcentage des projets du PAM pour lesquels des partenaires (organismes des Nations Unies, organisations internationales et ONG) collaborent à la fourniture d'apports et de services complémentaires.

Indicateur 1.1.2 Pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires coopérants.

OG2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent déterminé à éliminer la faim

Résultat escompté 2.1 Le personnel considère le PAM comme son employeur de prédilection. Il a le sentiment d'être appuyé et ses compétences sont reconnues, développées et gérées.

Indicateur 2.1.1 Cote moyenne de satisfaction du personnel.

Résultat escompté 2.2 La composition du personnel du PAM est équilibrée en matière de parité des sexes, nationalités, compétences et motivations pour pouvoir répondre à des besoins divers.

Indicateur 2.2.1 Pourcentage des compétences requises qui sont réunies grâce au système PACE.

Indicateur 2.2.2 Pourcentage, par sexe et par répartition géographique.

OG3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en oeuvre de programmes efficaces et opérants

Résultat escompté 3.1 Renforcement de la capacité du PAM d'identifier les crises latentes et les besoins concomitants.

Indicateur 3.1.1 Pourcentage des nouvelles opérations d'urgence et IPSR pour lesquelles les moyens d'intervention essentiels ont été mis en place avant le lancement du projet.

Indicateur 3.1.2 Pourcentage des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité disponibles pour les pays prioritaires.

Résultat escompté 3.2 Fourniture d'une aide alimentaire rapide, adéquate et gérée efficacement.

Indicateur 3.2.1 Coût des pertes de produits après livraison en pourcentage du coût des produits livrés, par catégorie d'activités.

Indicateur 3.2.2 Pourcentage des opérations d'urgence et des IPSR approuvées pendant la période considérée pour lesquelles il a été établi une évaluation des besoins et un dossier ACV.



ANNEXE I B: OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses Objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

Résultat escompté 3.3 Renforcement des capacités de planification, de suivi et d'analyse des résultats du PAM.	Indicateur 3.3.1 Pourcentage des nouveaux descriptifs de projets soumis au Comité d'examen des projets élaborés conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats. Indicateur 3.3.2 Pourcentage des bureaux de pays, bureaux régionaux et unités du Siège qui planifient leur travail et évaluent leurs résultats conformément aux méthodes de la gestion axée sur les résultats.
--	--

OG4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée contre ce fléau

Résultat escompté 4.1 Les politiques sont formulées et les connaissances sont générées de manière à améliorer la conception et l'exécution des projets.	Indicateur 4.1.1 Pourcentage de projets conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM. Indicateur 4.1.2 Pourcentage d'application des recommandations issues des évaluations (classées par type de recommandation).
---	--

OG5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle à l'appui d'opérations efficaces

Résultat escompté 5.1 La protection et la sécurité du personnel en poste dans les zones d'opération du PAM sont garanties.	Indicateur 5.1.1 Nombre total de fonctionnaires arrêtés, blessés ou tués en service, victimes d'actes criminels. Indicateur 5.1.2 Pourcentage du personnel désigné qui a pu être évacué ou réinstallé avec succès.
Résultat escompté 5.2 Amélioration de la connectivité entre les bureaux et de la circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur du PAM.	Indicateur 5.2.1 Fiabilité de l'infrastructure TIC.

OG6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques

Résultat escompté 6.1 Amélioration de la transparence, de la supervision et de l'obligation redditionnelle.	Indicateur 6.1.1 Pourcentage d'application des recommandations issues des audits, inspections et enquêtes. Indicateur 6.1.2 Pourcentage des états financiers mensuels produits dans les délais requis.
Résultat escompté 6.2 Adoption et amélioration constante des pratiques optimales de gestion des liquidités et des contributions financières.	Indicateur 6.2.1 Pourcentage des liquidités détenues dans les comptes porteurs d'intérêt. Indicateur 6.2.2 Pourcentage des contributions à recevoir.
Résultat escompté 6.3 Renforcement des capacités de l'Organisation d'établir des rapports axés sur les résultats.	Indicateur 6.3.1 Pourcentage des rapports normalisés sur les projets jugés satisfaisants au regard de la présentation des effets directs.



ANNEXE I B: OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses Objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

OG7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins

Résultat escompté 7.1 Faire en sorte que les responsables des gouvernements donateurs, les médias, les personnalités influentes et le grand public connaissent mieux le PAM et sa mission.

Indicateur 7.1.1 Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias électroniques des principaux pays.

Indicateur 7.1.2 Nombre de parlementaires, de représentants gouvernementaux et de journalistes qui ont participé aux visites de projets organisées par le PAM.

Résultat escompté 7.2 Augmentation du volume total des contributions, amélioration de la couverture des besoins opérationnels et proportion accrue de dons non assortis de restrictions permettant au PAM de disposer des ressources dont il a besoin.

Indicateur 7.2.1 Contributions des donateurs au PAM: i) valeur totale des contributions; ii) proportion des contributions multilatérales; iii) proportion des contributions en espèces; iv) proportion de contributions non assorties de restrictions; v) nombre de donateurs; vi) proportion des ressources du PAM provenant des dix principaux donateurs.

Indicateur 7.2.2 Pourcentage des besoins prévus couvert.

Indicateur 7.2.3 Différence entre les recettes et les contributions effectives.



ANNEXE II: PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS			
CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
Catégories supérieures (D-2 et plus)	44	12	27
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 217	481	40
TOTAL PARTIEL	1 261	493	39
Administrateurs auxiliaires	75	45	60
Volontaires des Nations Unies	126	31	25
Administrateurs nationaux	387	142	37
Affectations de durée limitée	4	0	0
Contrats de service	89	24	27
TOTAL CADRE ORGANIQUE ET CATÉGORIES SUPÉRIEURES	1 942	735	38
Agents des services généraux	2 372	918	39
Affectations de durée limitée	3	1	33
Contrats de service	4 822	1 044	22
TOTAL, AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX	7 197	1 963	27
TOTAL, PERSONNEL DU PAM ⁽¹⁾	9 139	2 698	30

Note:

(1) Le total des effectifs du PAM a été calculé sans tenir compte des contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats de consultants, les contrats de louage de services et le travail temporaire.

Source de données: OMHI

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2007				
	Quantité (tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
<i>Pays en développement</i>				
Pays les moins avancés	781 690	37	216,2	28
Autres pays à faible revenu	370 238	18	106,0	14
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	315 224	15	197,9	26
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	185 130	9	92,1	12
Total partiel	1 652 282	79	612,2	80
<i>Pays développés</i>				
Total partiel	427 570	21	155,0	20
TOTAL	2 079 852	100	767,4	100

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2007				
<i>Pays en développement</i>				
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	
1	Ouganda	210 223	54 769 771	
2	Équateur	42 255	51 137 045	
3	Turquie	99 719	44 515 965	
4	Pakistan	131 485	36 399 122	
5	Indonésie	27 152	29 452 050	
6	Inde	111 613	28 188 917	
7	Soudan	93 935	24 771 678	
8	Kenya	82 013	24 404 307	
9	Zambie	95 282	21 412 392	
10	Malawi	90 549	20 619 635	
11	Malaisie	21 617	19 636 104	
12	Chine	38 877	18 358 233	
13	Éthiopie	53 412	18 288 516	
14	Afrique du Sud	49 007	17 360 057	
15	Pérou	20 751	17 333 984	
16	Mozambique	44 636	12 381 038	
17	République-Unie de Tanzanie	51 248	11 976 839	
18	Sri Lanka	28 428	10 768 159	
19	Népal	17 869	9 874 550	
20	Honduras	16 816	9 491 199	



ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2007			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
21	Argentine	11 766	8 918 503
22	Cameroun	25 287	8 713 942
23	Thaïlande	22 376	8 568 874
24	Myanmar	27 386	7 827 407
25	Bangladesh	14 891	7 663 253
26	Kazakhstan	26 334	6 588 796
27	Guatemala	10 755	5 927 165
28	Burkina Faso	15 963	5 271 430
29	Colombie	7 605	4 784 416
30	Territoire palestinien occupé	5 255	4 735 617
31	Namibie	11 235	4 632 205
32	Égypte	12 825	4 615 553
33	Cambodge	15 195	4 240 600
34	Bolivie	8 171	4 043 780
35	Ghana	9 315	3 901 499
36	Brésil	8 068	3 873 714
37	Lesotho	10 428	3 659 195
38	Algérie	7 631	3 140 568
39	Rwanda	9 109	3 040 810
40	Iran (République islamique d')	9 000	2 679 657
41	République démocratique du Congo	5 651	2 641 971
42	Mali	8 223	2 519 569
43	Zimbabwe	5 497	2 147 077
44	Ukraine	405	1 782 000
45	Nicaragua	3 162	1 647 199
46	Bénin	5 907	1 476 436
47	Azerbaïdjan	3 550	1 368 461
48	Mexique	2 205	1 367 172
49	République arabe syrienne	1 755	1 168 700
50	Afghanistan	3 987	1 133 209
51	Cuba	1 471	1 122 719
52	République dominicaine	980	904 647
53	Togo	2 165	829 741
54	Yémen	1 608	702 808

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2007			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
55	Philippines	1 810	692 140
56	Viet Nam	1 480	465 600
57	Arménie	1 212	449 088
58	République démocratique populaire lao	933	409 103
59	Uruguay	816	366 384
60	El Salvador	494	330 121
61	Sénégal	1 751	248 787
62	Côte d'Ivoire	151	165 382
63	Niger	602	162 584
64	Bhoutan	485	151 189
65	Bulgarie	75	86 250
66	Somalie	120	56 700
67	Tadjikistan	236	18 127
68	Fidji	60	10 488
69	Finlande	15	1 897
Total partiel (80 %)		1 652 282	612 392 091
<i>Pays développés</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Canada	188 417	63 234 550
2	Fédération de Russie	81 027	31 329 134
3	Belgique	33 936	18 202 916
4	Japon	43 842	12 481 377
5	Italie	32 206	12 434 887
6	États-Unis d'Amérique	18 440	5 038 344
7	Émirats arabes unis	9 855	3 958 780
8	Danemark	6 206	3 505 000
9	France	9 321	3 087 462
10	Allemagne	2 622	957 085
11	Pologne	986	527 835
12	Pays-Bas	690	251 275
13	Australie	22	9 362
Total partiel (20%)		427 570	155 018 008
Total		2 079 852	767 410 099

ANNEXE IV: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2007 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	Opér. spéc.	AUTRES*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	1 000				1 000		
ANDORRE	130		40		47		43
AUSTRALIE	61 629	13 069	14 561		14 795	6 214	12 990
AUTRICHE	3 794	1 015	144		2 636		
AZERBAÏDJAN	2 397				2 397		
BANGLADESH	10 655	10 655					
BELGIQUE	17 644		2 052	1 000	12 688	1 167	737
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	232						232
BRÉSIL	1 096		100				996
BULGARIE	10						10
CAMBODGE	503				503		
CAMEROUN	164						164
CANADA	160 758	46 185	45 556	6 569	58 790	1 408	2 251
CAP-VERT	248	248					
CHILI	50	50					
CHINE	2 567	2 000		14	500		53
COLOMBIE	17						17
CROATIE	10						10
CUBA	975				975		
CHYPRE	656	650			6		
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	561		265		62		234
DANEMARK	44 339	28 901	140		10 198	3 292	1 808
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	461		44		231		186
EL SALVADOR	160						160
ESTONIE	42		42				
COMMISSION EUROPÉENNE	250 437	9 304	107 131		113 770	14 744	5 488
ÎLES FAROE	133	79	54				
FINLANDE	25 403	8 000	5 896	105	10 491	267	645
FRANCE	33 762	2 450	5 542	596	20 132	683	4 359
ALLEMAGNE	65 680	29 969	7 789	1 475	24 613		1 835
GRÈCE	5 081	44	1 814	19	2 452	752	
GUATEMALA	258						258
HONDURAS	6						6
HONGRIE	65						65
ISLANDE	1 887	1 603	179	4	100		
INDE	8 856	4 497	1 395		2 897		68

ANNEXE IV: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2007 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	Opér. spéc.	AUTRES*
INDONÉSIE	3 100			0.2	3 000		100
IRLANDE	34 244	14	7 450	1 808	19 550	3 533	1 889
ISRAËL	31			1			30
ITALIE	31 265	7 446	2 469		9 984	2 419	8 947
JAPON	118 713	9 180	29 498	400	64 653	13 091	1 891
JORDANIE	93						93
KENYA	2 454	1 410	1 044				
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	20 850		800		19 950		100
LESOTHO	950				950		
LIECHTENSTEIN	43			43			
LITUANIE	306				306		
LUXEMBOURG	11 951	3 425	830		7 317	133	247
MADAGASCAR	1 497	1 496			0.1		1
MALAWI	1 846				1 846		
MAURITANIE	800	800					
MOZAMBIQUE	148				102	46	
NÉPAL	4				4		
PAYS-BAS	75 630	5 464	14 173	5 336	46 682	3 225	750
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 963	2 190	1 084		1 689		
NICARAGUA	24						24
NORVÈGE	40 209	13 340	1 562	4 850	17 246	1 684	1 526
FONDS DE L'OPEP	1 450	1 450					
ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE	300	50			250		
PAKISTAN	3 278				3 255		23
PANAMA	1						1
PÉROU	550	40			20		490
POLOGNE	755	200			546		9
PORTUGAL	111						111
DONATEURS PRIVÉS**	49 205	17 109	1 893		10 822	1 949	17 432
ROUMANIE	147				147		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	15 000	1 000			14 000		
ARABIE SAOUDITE	6 537	2 022	442		4 073		
SINGAPOUR	50				50		
SLOVAQUIE	44		29				15
SLOVÉNIE	101				101		
AFRIQUE DU SUD	384				384		
ESPAGNE	29 631	6 610	2 532		17 536		2 952

ANNEXE IV: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2007 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	Opér. spéc.	AUTRES*
SRI LANKA	31						31
SUD-SOUDAN	55 379					55 379	
SWAZILAND	460				460		
SUÈDE	64 863		15 803	3 001	41 754	773	3 532
SUISSE	31 823	2 687	3 064	1 640	20 727	2 730	977
THAÏLANDE	112						112
TUNISIE	100		100				
TURQUIE	3 050		900		2 150		
ROYAUME-UNI	66 851		11 185		43 099	2 577	9 990
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 176 257	36 842	504 233		620 034	12 825	2 324
CERF, FONDS COMMUN ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	143 265	4 459	35 944	40	68 996	33 308	518
ÉMIRATS ARABES UNIS	2 100	1 000			1 100		
ZAMBIE	2 500				2 500		
TOTAL GÉNÉRAL	2 705 376	276 952	827 776	26 901	1 324 566	162 199	86 981
<i>Contributions bilatérales</i>							40 778

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

**Les contributions privées ne comprennent pas 45,2 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel, notamment sous forme d'espace publicitaire.

ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2004-2007 (en milliers de dollars)

	2004		2005		2006		2007	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
GRAND TOTAL	2 899 628	100	2 892 401	100	2 664 994	100	2 753 308	100
DÉVELOPPEMENT	256 458	9	258 884	9	268 210	10	309 318	11
SECOURS	1 670 055	58	2 282 892	79	1 962 307	74	2 005 656	73
Opérations d'urgence	992 990		1 046 223		729 025		716 411	
IPSR	677 066		1 236 669		1 233 282		1 289 245	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	60 628	2	196 724	7	236 336	9	166 244	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ²	912 487	31	153 901	5	198 141	7	272 090	10
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 381 743	100	2 042 876	100	1 761 907	100	1 831 640	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	48		69		66		67	
DÉVELOPPEMENT	126 364	9	145 704	7	130 139	7	154 001	8
SECOURS	1 202 709	87	1 762 296	86	1 517 868	86	1 513 588	83
Opérations d'urgence	757 281		745 297		635 785		645 048	
IPSR	445 427		1 016 999		882 083		868 540	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	43 975	3	130 188	6	112 399	6	134 782	7
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	8 695	1	4 688	0	1 501	0	29 269	2
ASIE	417 521	100	516 254	100	474 125	100	484 657	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	14		18		18		18	
DÉVELOPPEMENT	76 226	18	71 047	14	94 317	20	121 606	25
SECOURS	326 263	78	379 069	73	274 646	58	320 518	66
Opérations d'urgence	155 817		241 316		56 120		36 760	
IPSR	170 446		137 753		218 526		283 758	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	9 012	2	63 343	12	99 285	21	28 096	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	6 020	1	2 794	1	5 877	1	14 436	3



ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2004-2007 (en milliers de dollars)

	2004		2005		2006		2007	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Expenditures	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	40 411	100	35 874	100	32 044	100	33 603	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		1		1		1	
DÉVELOPPEMENT					-	-	-	-
SECOURS	40 411	100	35 874	100	32 044	100	33 597	100
Opérations d'urgence	12 209		8 018		5 928		8 053	
IPSR	28 202		27 856		26 116		25 544	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	-	-	-	-	0	0
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	-	-	-	-	-	-	6	0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	59 326	100	73 480	100	71 984	100	178 219	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		2		3		6	
DÉVELOPPEMENT	30 212	51	31 831	43	24 442	34	30 177	17
SECOURS	26 208	44	41 188	56	46 339	64	48 776	27
Opérations d'urgence	8 102		10 295		13 951		15 359	
IPSR	18 107		30 893		32 389		33 418	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	2 906	5	461	1	1 202	2	473	0
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	-	-	-	-	-	-	98 793	55
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	856 973	100	84 116	100	91 333	100	117 065	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	30		3		3		4	
DÉVELOPPEMENT	16 633	2	15 774	19	10 090	11	10 128	9
SECOURS	73 114	9	55 629	66	61 150	67	102 383	87
Opérations d'urgence	57 920		35 798		9 901		17 199	
IPSR	15 194		19 831		51 249		85 184	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	4 735	1	2 699	3	15 783	17	1 736	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	762 490	89	10 013	12	4 310	5	2 818	2

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.³ Jusqu'en 2006 seules les opérations bilatérales sont comptabilisées.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2004-2007
(en milliers de dollars)

	2004					2005					2006					2007				
	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ²	Total
GRAND TOTAL	256 458	1 670 055	60 628	794 372	2 899 628	258 884	2 282 892	196 724	23	2 892 401	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	73 486	5 903	-11	79 377	-	43 986	6 793	-2	50 777	-	21 210	6 844	-	28 054	-	3 457	839	-	4 296
Bénin	2 346	-	-	-	2 346	2 124	942	-	-	3 067	2 266	875	-	-	3 141	2 336	528	-	-	2 864
Burkina Faso	5 614	1 248	-	14	6 876	2 766	833	-	100	3 699	5 199	605	-	394	6 199	4 027	6 864	-	855	11 747
Burundi	-6	41 422	960	1 419	43 795	-	37 603	1 096	2 119	40 818	-	46 029	876	65	46 970	-	38 257	0	456	38 713
Cameroun	2 757	282	-	-	3 039	1 050	951	-	-	2 001	1 625	1 115	-	0	2 740	1 953	1 402	-	1	3 356
Cap-Vert	3 649	46	-	-	3 695	557	-	-	-	557	932	-	-	-	932	789	-	-	-	789
République centrafricaine	1 154	3 436	-	-	4 590	1 698	2 004	-	-	3 702	2 675	4 345	209	-	7 228	2 147	19 768	3 104	-	25 019
Tchad	3 110	31 454	2 317	-	36 881	2 460	41 806	5 987	-	50 254	4 271	46 270	4 767	-	55 308	4 669	62 028	5 615	-	72 312
Congo	-	4 868	-	-	4 868	-	3 983	-	-	3 983	-	2 748	-	-	2 748	-	2 808	-	-	2 808
Congo, Rép. dém. du	-	42 613	43	-	42 656	-	59 007	3 016	-	62 023	-	43 464	4 409	-	47 874	-	71 776	4 459	-	76 234
Côte d'Ivoire	46	19 908	1 059	2 740	23 753	-	21 892	1 795	619	24 306	-	21 058	2 466	267	23 791	-	23 289	270	288	23 847
Djibouti	671	2 229	-	-	2 900	1 103	3 943	-	-	5 046	1 089	4 208	-	-	5 297	1 488	3 125	-	-	4 613
Érythrée	0	44 917	-	-	44 917	-	64 364	-	-	64 364	-	-9 904	-	-	-9 904	-	241	-	-	241
Éthiopie	11 887	147 931	-	1 298	161 115	25 031	311 209	-	-	336 239	19 037	174 461	882	-	194 380	17 836	148 862	164	2 040	168 902
Gambie	1 429	56	-	-	1 485	2 138	10	-	-	2 148	2 037	92	-	-	2 129	1 919	896	-	-	2 815
Ghana	2 477	396	-	-	2 873	2 818	2 099	-	-	4 918	1 892	1 369	-	-	3 261	2 275	1 838	316	-	4 430
Guinée	2 190	9 493	557	-	12 240	3 242	9 005	208	-	12 455	3 004	7 493	165	-	10 662	4 149	6 848	929	14	11 940
Guinée-Bissau	-	3 745	-	-	3 745	-	3 110	-	-	3 110	-	3 844	-	-	3 844	-	5 078	-	-	5 078
Kenya	15 534	56 574	-	-	72 107	16 417	63 551	-	-	79 968	17 180	134 400	1 553	-	153 134	28 532	153 561	8 205	-	190 298
Lesotho	3 483	21 892	-	-	25 375	2 630	19 458	-	-	22 088	2 876	7 761	-	-	10 638	1 331	10 199	-	128	11 658
Libéria	583	35 438	1 780	-	37 801	-1	35 141	150	-	35 290	-	33 832	450	-	34 282	-	31 477	3 166	206	34 850
Madagascar	1 773	5 981	-	-	7 754	4 472	1 796	-	693	6 960	3 425	525	-	64	4 014	3 966	9 327	598	0	13 891
Malawi	6 090	19 915	1 051	-	27 057	6 004	54 996	-99	360	61 261	6 743	41 785	-	136	48 664	12 809	30 402	-	1	43 212
Mali	6 205	1 443	-	-	7 648	6 834	9 934	-	257	17 025	3 662	12 662	-	572	16 897	3 544	8 360	-	1 237	13 142
Mauritanie	1 210	6 946	-	-	8 156	3 888	14 973	-	-	18 861	3 753	9 768	-	-	13 521	4 519	14 693	-	-	19 212
Mozambique	10 710	20 568	-	-	31 278	13 855	31 615	-	-	45 470	7 504	29 365	-	2	36 871	12 832	22 206	2 509	95	37 643
Namibie	-	2 971	-	-	2 971	-	791	-	-	791	-	2 488	-	-	2 488	-	6 369	-	-	6 369
Niger	6 457	0	-	-	6 457	6 595	37 290	184	-	44 069	6 602	31 519	35	-	38 157	5 813	16 853	-	-	22 666
Rwanda	7 352	8 412	0	-	15 764	5 445	13 323	-	-	18 768	5 196	17 396	-	-	22 592	6 794	8 711	-	-	15 505
Sao Tomé-et-Principe	446	-	-	-	446	768	-	-	-	768	816	-	-	-	816	956	-	-	-	956
Sénégal	4 900	1 885	-	-	6 785	3 361	2 860	-	-	6 221	3 464	2 703	-	-	6 167	2 853	3 557	-	8	6 418
Sierra Leone	4 471	9 279	37	-	13 788	4 127	9 128	75	-	13 330	4 275	5 753	90	-	10 118	4 885	7 335	123	7	12 350
Somalie	-	18 147	-	-	18 147	-	22 761	-	-	22 761	-	53 465	-	-	53 465	-	64 508	3 169	-	67 678
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	480	-	-	-	480	893	-	-	-	893	894	-	-	-	894
Soudan	4 819	354 338	30 133	-	389 290	4 400	569 691	110 879	-	684 970	3 191	465 543	88 897	-	557 631	3 340	463 199	98 693	23 653	588 886
Swaziland	-	7 999	-	817	8 816	-	10 779	-	-5	10 774	-	8 136	-	-	8 136	-	11 155	-	-	11 155
Tanzanie	5 231	27 535	-	-	32 766	6 092	37 556	-	-	43 649	5 409	33 199	-	-	38 608	8 683	31 004	-	33	39 719
Togo	-	-	-	-	-	-	289	-	-	289	-	465	-	-	465	-	1 836	59	-	1 896
Ouganda	4 714	83 027	-	-	87 741	6 791	103 952	-	-	110 744	4 557	98 696	-	-	103 253	3 437	107 029	2 440	234	113 140
Zambie	4 886	18 168	-	-	23 054	8 147	43 863	-	-	52 010	6 501	53 634	-	-	60 135	5 205	13 654	-	-	18 859
Zimbabwe	-	70 599	-	2 418	73 017	-	67 450	-	548	67 998	-	98 870	-	-	98 870	-	97 913	-	25	97 938
Autres dépenses régionales	178	4 062	136	-	4 376	409	4 346	106	0	4 861	66	6 621	757	-	7 444	20	3 173	123	-14	3 302
TOTAL POUR LA RÉGION	126 364	1 202 709	43 975	8 695	1 381 743	145 704	1 762 296	130 188	4 688	2 042 876	130 139	1 517 868	112 399	1 501	1 761 907	154 001	1 513 588	134 782	29 269	1 831 640



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2004-2007
(en milliers de dollars)

	2004					2005					2006					2007				
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total
ASIE																				
Afghanistan	-	119 073	11 603	-	130 676	-	92 260	1 779	-	94 040	-	81 938	12 934	-	94 872	-	118 893	14 821	6	133 719
Bangladesh	28 184	19 502	-	3 136	50 821	16 629	18 247	-	1 061	35 938	42 113	4 125	-	3 283	49 521	65 185	12 387	-	1 858	79 430
Bhoutan	3 138	-	-	-	3 138	2 287	-	-	-	2 287	1 694	-	-	-	1 694	3 711	-	-	-	3 711
Cambodge	1 264	11 221	-	2 719	15 205	1 641	7 159	-	358	9 158	1 943	11 238	-	759	13 940	2 028	13 459	-	2 883	18 371
Chine	9 296	-	-	165	9 462	9 933	-	-	-	9 933	181	-	-	-	181	-	-	-	-	-
Inde	8 690	-	-	-	8 690	12 721	266	-	-	12 986	14 990	-	-	-	14 990	14 879	-	-	6 403	21 282
Indonésie	-	20 911	-	-	20 911	-	103 392	29 008	1 375	133 775	-	63 145	27 047	1 835	92 026	-	36 876	5 171	2 989	45 036
Pôle d'Islamabad	-	-136	-2 667	-	-2 803	-	-66	-0	-	-67	-	-	-	-	-	-	49	-	-	49
République pop. dém. de Corée	-	121 416	54	-	121 470	-	55 402	8	0	55 410	-	9 964	-	-	9 964	-	33 699	-	-	33 699
République dém. pop. lao	2 568	1 723	-	-	4 291	3 849	815	-	-	4 664	3 092	1 305	-	-	4 397	4 356	2 965	-	-	7 321
Maldives	-	-	-	-	-	-	2 096	2 623	-	4 719	-	366	2 943	-	3 309	-	-	-	-	-
Myanmar	-	4 611	-	-	4 611	-	9 119	-	-	9 119	-	9 527	-	-	9 527	-	11 307	-	-	11 307
Népal	12 633	7 867	-	-	20 500	10 919	5 762	228	-	16 909	15 215	9 599	531	-	25 345	15 703	21 463	152	-	37 318
Pakistan	8 059	9 251	-	-	17 310	12 748	19 511	17 517	-	49 776	14 497	45 346	53 438	-	113 281	14 368	11 187	4 171	85	29 812
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 551	-	-	4 551	-	11 588	-	-	11 588
Sri Lanka	2 319	8 505	-	-	10 824	278	53 482	7 041	-	60 801	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988
Thaïlande	-	10	-	-	10	-	400	-	-	400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timor-Leste	-	2 310	-	-	2 310	-	1 331	-	-	1 331	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576
Autres dépenses régionales	73	-	23	-	96	43	9 893	5 138	-	15 074	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	451	-	451
TOTAL POUR LA RÉGION	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	3 176	-	-	3 176	-	2 103	-	-	2 103	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-
Arménie	-	3 455	-	-	3 455	-	2 345	-	-	2 345	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	5 388
Azerbaïdjan	-	3 940	-	-	3 940	-	5 548	-	-	5 548	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	7 836
Géorgie	-	4 720	-	-	4 720	-	4 622	-	-	4 622	-	4 589	-	-	4 589	-	4 381	-	6	4 387
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	12 515	-	-	12 515	-	8 019	-	-	8 019	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	8 212
Serbie-et-Monténégro**	-	201	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	12 436	-	-	12 436	-	13 234	-	-	13 234	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	7 780
Autres dépenses régionales	-	-33	-	-	-33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	-	40 411	-	-	40 411	-	35 874	-	-	35 874	-	32 044	-	-	32 044	-	33 597	-	6	33 603



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2004-2007
(en milliers de dollars)

	2004					2005					2006					2007				
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64
Belize	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145
Bolivie	3 865	398	-	-	4 262	3 632	646	-	-	4 279	3 500	1 452	-	-	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599
Colombie	15	6 712	-	-	6 727	-	11 041	-	-	11 041	0	12 544	-	-	12 544	-	15 480	-	3 858	19 338
Cuba	3 457	181	-	-	3 638	5 750	1 840	-	-	7 590	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301
République dominicaine	185	-3	-	-	182	19	-0	-	-	19	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569
Équateur	93	-1	-	-	92	-	204	-	-	204	-	1 146	-	-	1 146	-	890	144	63 433	64 467
El Salvador	1 395	644	-	-	2 039	705	1 403	-	-	2 107	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734
Guatemala	1 349	2 679	-	-	4 028	2 164	6 819	-	-	8 983	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555
Guyana	-	-	-	-	-	-	245	-	-	245	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haiti	6 356	10 364	2 906	-	19 626	7 651	13 520	302	-	21 473	4 748	9 938	-	-	14 687	11 200	10 542	-	-	21 742
Honduras	5 234	2 859	-	-	8 093	1 530	2 112	-	-	3 643	788	1 134	-	-	1 922	4 269	1 445	-	17 262	22 976
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	-	-	32
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112	-	-	112
Nicaragua	6 274	2 189	-	-	8 462	6 828	2 255	-	-	9 082	7 639	2 777	-	-	10 416	2 371	5 226	-	-	7 597
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	281	575	-	856	-	17	17	-	34
Pérou	1 958	187	-	-	2 145	3 207	1 103	-	-	4 309	1 351	0	-	-	1 352	1 816	4 474	-	13 934	20 223
Autres dépenses régionales	30	-	-	-	30	345	-	159	-	504	869	-	608	-	1 478	1 511	20	198	-	1 729
TOTAL POUR LA RÉGION	30 212	26 208	2 906	-	59 326	31 831	41 188	461	-	73 480	24 442	46 339	1 202	-	71 984	30 177	48 776	473	98 793	178 219
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	13 920	-	-	13 920	-	11 330	-	-	11 330	-	10 411	-	-	10 411	-	13 278	-	6	13 285
Égypte	4 202	-	-	-	4 202	4 452	-	-	-	4 452	1 389	112	-	-	1 501	1 568	-	-	2 684	4 251
Iran (République islamique d')	-	1 831	-	-	1 831	-	763	-	-	763	-	384	-	-	384	-	826	-	-	826
Iraq *	-	32 419	5 898	762 490	800 807	-	18 553	374	10 013	28 940	-	5 851	-	1 420	7 271	-	12 915	-	59	12 974
Jordanie	2 238	-514	-	-	1 725	402	8	-	-	409	500	-	-	-	500	516	-	-	-	516
Liban	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 930	14 519	2 890	24 339	-	470	1 239	-0	1 709
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	-	-	-	-	2 326	-	2 326	-	-	1 265	-	1 265	-	-	497	-	497
Maroc	-	191	-	-	191	-0	16	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoire palestinien occupé	-	28 771	-	-	28 771	-	24 432	-	-	24 432	-	36 625	-	-	36 625	-	69 993	-	0	69 993
République arabe syrienne	3 102	-199	-	-	2 903	3 900	-	-	-	3 900	926	110	-	-	1 036	3 544	2 868	-	69	6 481
Yémen	7 021	500	-	-	7 521	6 988	527	-	-	7 514	7 241	649	-	-	7 891	4 499	2 033	-	-	6 532
Autres dépenses régionales	70	-3 806	-1 163	-	-4 898	34	-	-	-	34	33	78	-	-	111	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	16 633	73 114	4 735	762 490	856 973	15 774	55 629	2 699	10 013	84 116	10 090	61 150	15 783	4 310	91 333	10 128	102 383	1 736	2 818	117 065
AUTRES ²	7 022	1 350	-1	17 166	143 654	-5 472	8 836	32	-17 472	139 801	9 223	30 261	7 666	76	233 601	-6 594	-13 207	1 157	126 769	108 124

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, figurent au-dessous du total de la colonne (2004-2006).

³ Comprend toutes les dépenses pour les opérations bilatérales, les fonds d'affectation spéciale, le Fonds général et les comptes spéciaux.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".

(**) Depuis juin 2006, la Serbie et le Monténégro sont deux pays distincts.



ANNEXE V TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2004-2007 (en milliers de dollars)

	2004		2005		2006		2007	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
<u>DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:</u>	1 926 513	100,0	2 541 776	100,0	2 230 517	100,0	2 314 974	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	1 407 530	73,1	1 936 214	76,2	1 598 180	71,7	1 710 707	73,9
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1 828 126	94,9	2 426 995	95,5	2 063 484	92,5	2 175 770	94,0
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 329 073	69,0	1 908 000	75,1	1 648 007	73,9	1 667 589	72,0
Asie	402 488	20,9	450 117	17,7	368 962	16,5	442 125	19,1
Europe orientale et CEI ³	40 411	2,1	35 874	1,4	32 044	1,4	33 597	1,5
Amérique latine et Caraïbes	56 420	2,9	73 019	2,9	70 782	3,2	78 953	3,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	89 748	4,7	71 403	2,8	71 240	3,2	112 511	4,9
<u>DÉVELOPPEMENT:</u>	256 458	100,0	258 884	100,0	268 210	100,0	309 318	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	166 538	64,9	174 493	67,4	184 529	68,8	227 011	73,4
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	234 621	91,5	247 167	95,5	246 228	91,8	302 146	97,7
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	126 364	49,3	145 704	56,3	130 139	48,5	154 001	49,8
Asie	76 226	29,7	71 047	27,4	94 317	35,2	121 606	39,3
Europe orientale et CEI ³	30 212	11,8	31 831	12,3	24 442	9,1	30 177	9,8
Amérique latine et Caraïbes	16 633	6,5	15 774	6,1	10 090	3,8	10 128	3,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord								

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Classement réel pour chaque année.

³ Secours uniquement.


ANNEXE VI: INITIATIVES POUR LE CHANGEMENT

INITIATIVE	RÉSULTATS DE L'INITIATIVE	DATE D'ACHÈVEMENT	OG
GAP (pour parvenir à atteindre les enfants ciblés)	Production de 75 profils de pays, de 6 profils de région, d'un site Web, de notes de synthèse et de tableaux récapitulatifs ont été établis. Le projet est aujourd'hui achevé.	achevé	OG3
Gestion de carrière	Face à la réduction du budget AAP et aux compressions de personnel, l'initiative a intégré la gestion de carrière dans la planification des effectifs, en veillant à soutenir le personnel dans une conjoncture difficile (notamment grâce à un programme de gestion de carrière et à la collaboration interorganisations)	suspendu	OG2
Nouveau Modèle opératoire	Mise au point d'une méthodologie destinée à améliorer la gestion des projets du PAM en prenant en compte les initiatives mises en œuvre dans l'ensemble du Programme (Nouveau Modèle opératoire, gestion axée sur les résultats et approche commune de suivi et d'évaluation) et celles mises au point par les bureaux de pays (projet sur les pratiques optimales)	Juin 2008	OG3
Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC)	Amélioration de la crédibilité des évaluations des besoins d'urgence.	Juin 2008	OG3
Capacités d'intervention en cas d'urgence	Renforcement de la capacité d'intervenir rapidement et simultanément face à plusieurs situations d'urgence importantes et complexes; cadre d'ensemble pour les activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence; protocole d'intervention au niveau de l'Organisation et examen des délégations de pouvoirs en cas d'urgence; stratégie alimentaire axée sur les produits prêts à consommer; mécanismes de mobilisation du personnel, base de données du personnel du PAM; nouveau programme de formation aux interventions d'urgence; panoplie d'interventions en cas d'urgence et examen des audits.	Juin 2008	OG3
Normes comptables internationales	Adoption de normes comptables internationales pour améliorer la gouvernance et la gestion. Mise en oeuvre coordonnée avec celle de WINGS II et intégration au système des Nations Unies. Poursuite de la mise en oeuvre sous forme de projet jusqu'à ce que les premiers états financiers conformes aux normes IPSAS aient été établis (date prévue: juin 2009)	Juin 2009	OG6
WINGS II	Mise à niveau des éléments centraux de l'infrastructure informatique du PAM et satisfaction des nouveaux besoins des usagers.	Juin 2009	OG5



ANNEXE VII: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE					
	2003	2004	2005	2006	2007*
Aide alimentaire (en millions de tonnes)					
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	10,2	7,3	8,3	7,0	6,0
Part du total correspondant au PAM	4,8	3,7	4,4	3,7	3,1
Livraisons d'aide alimentaire par produit					
Céréales	8,9	6,4	7,1	5,9	5,1
Produits autres que les céréales	1,3	0,9	1,2	1,0	0,9
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (%)					
Achat dans les pays en développement	23	28	29	34	39
Livraisons d'aide alimentaire, par modalité					
Bilatérales	21	23	23	21	21
Multilatérales	48	52	54	54	55
ONG	31	25	23	25	24
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie d'activités					
Opérations d'urgence	63	57	63	61	62
Projets	22	25	23	25	24
Programmes	15	18	14	14	14
Livraisons d'aide alimentaire, par région					
Afrique subsaharienne	52	50	56	57	54
Asie	23	28	30	20	30
Europe orientale et CEI	7	6	4	6	5
Amérique latine et Caraïbes	4	8	8	9	6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	14	8	3	7	6
Livraisons à destination des					
Pays en développement	93,8	94,6	98,5	99,0	99,6
Pays à faible revenu	53,3	53,9	60,3	58,3	56,3
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	87,9	85,3	92,8	88,9	92,1
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales (%)					
De la production mondiale de céréales	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3
Des importations mondiales de céréales	3,8	2,7	3,5	2,8	2,3
Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de leur(s)					
production de céréales des PFRDV	1,1	0,7	0,8	0,7	0,6
importations de céréales des PFRDV	15,0	9,7	9,1	8,0	7,0
* Les données de 2007 sont provisoires.					
** Les importations de céréales pour 2005, 2006 et 2007 sont des estimations.					
Source: INTERFAIS, avril 2008; FAO					

ANNEXE VIII A: PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES						
Projets exécutés avec les principaux partenaires	2005		2006		2007	
	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays
UNICEF	139	68	128	65	149	72
FAO	87	53	87	56	105	61
PNUD	70	45	67	44	76	47
OMS	69	42	65	41	68	41
HCR	54	37	59	45	63	41
UNFPA	22	16	29	21	51	34
AUTRES*	16	13	25	21	41	25
ONUSIDA	36	26	32	26	40	28
OMI	21	16	15	14	22	18
Banque mondiale	26	17	20	15	18	14
FIDA	9	8	10	8	17	14
CICR	18	14	14	13	16	12
UNESCO	13	11	16	13	14	10
OIT	–	–	10	9	14	12
UNIFEM	3	3	7	5	9	7
FICR	11	9	8	7	8	6
ONU-Habitat**	–	–	4	4	4	3
PNUE***	–	–	2	2	2	2
TOTAL****	205	81	190	81	208	79

* Ce terme englobe des entités telles que les missions de l'ONU.

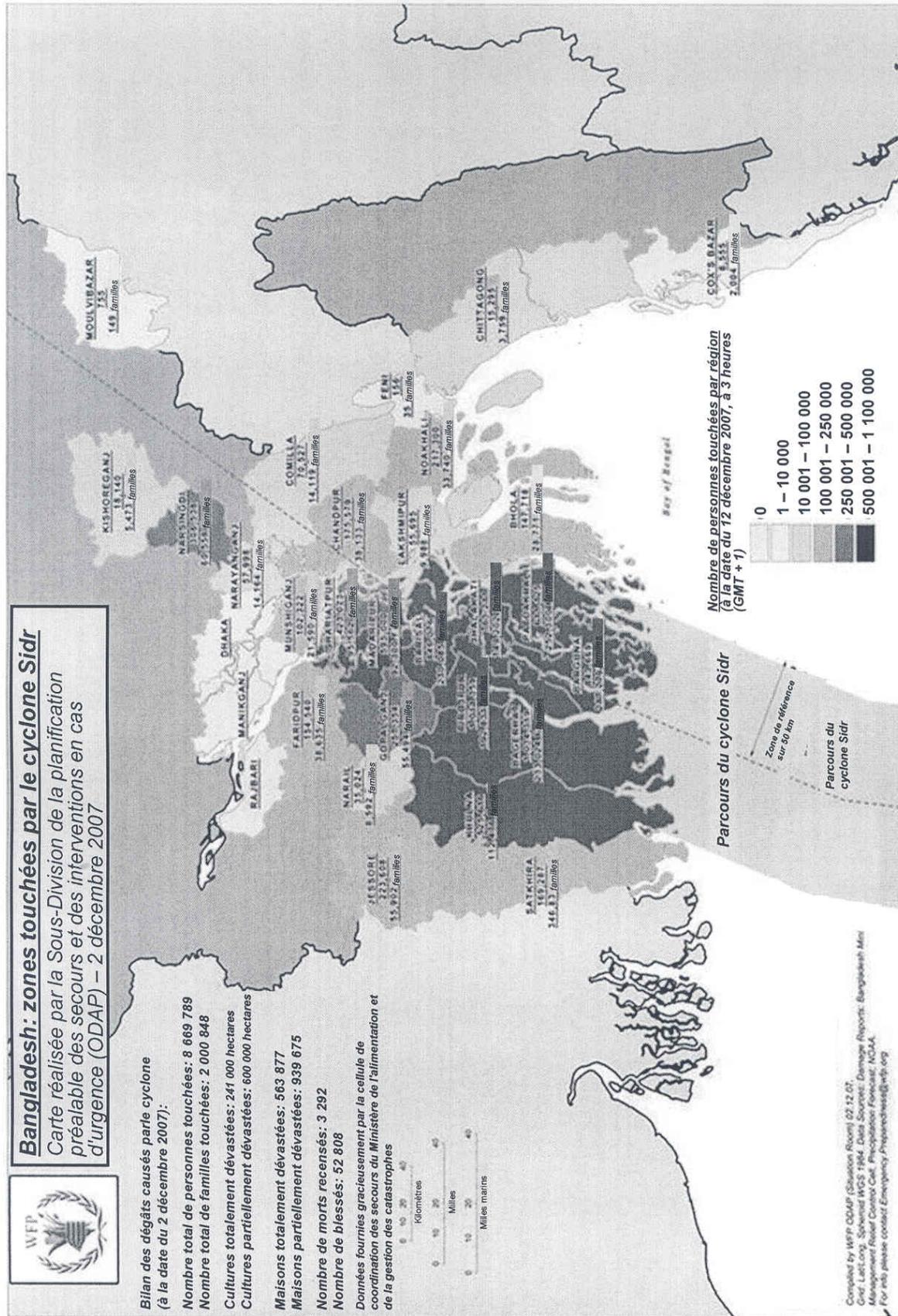
** Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

*** Programme des Nations Unies pour l'environnement.

**** Ces totaux ne sont pas la somme des chiffres de la colonne car il y a plus d'un partenaire par projet et par pays.

ANNEXE VIII B: ONG PAR SECTEUR DE COOPÉRATION						
Secteur de coopération	2005		2006		2007	
	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales
Promotion de l'agriculture et de la production agricole	50	341	49	367	50	256
Projets d'agroforesterie	21	71	16	129	18	83
Projets d'élevage ou de pisciculture	13	140	19	115	16	52
Réserves alimentaires	8	11	8	13	9	45
VIH/sida	74	418	73	465	63	387
Mise en valeur des terres et des ressources en eau	42	184	36	184	36	194
Alphabétisation	38	233	23	355	26	260
SMI	84	291	86	481	81	371
Crèches et jardins d'enfants	28	174	19	506	23	354
Autres activités VPF	57	332	62	444	55	361
Autres activités VCT	61	160	40	192	40	212
Ecoles primaires	70	271	71	564	80	675
Services/Etablissements scolaires/Logements publics	34	118	31	123	35	92
Santé publique/éradication des maladies (hormis Le VIH/sida)	73	168	56	136	60	105
Ecoles secondaires	9	49	8	62	17	52
Installation/réinstallation	24	55	11	34	15	26
Total des rations gratuites au titre des secours	95	516	90	483	82	356
Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	38	152	36	105	25	74

ANNEXE IX



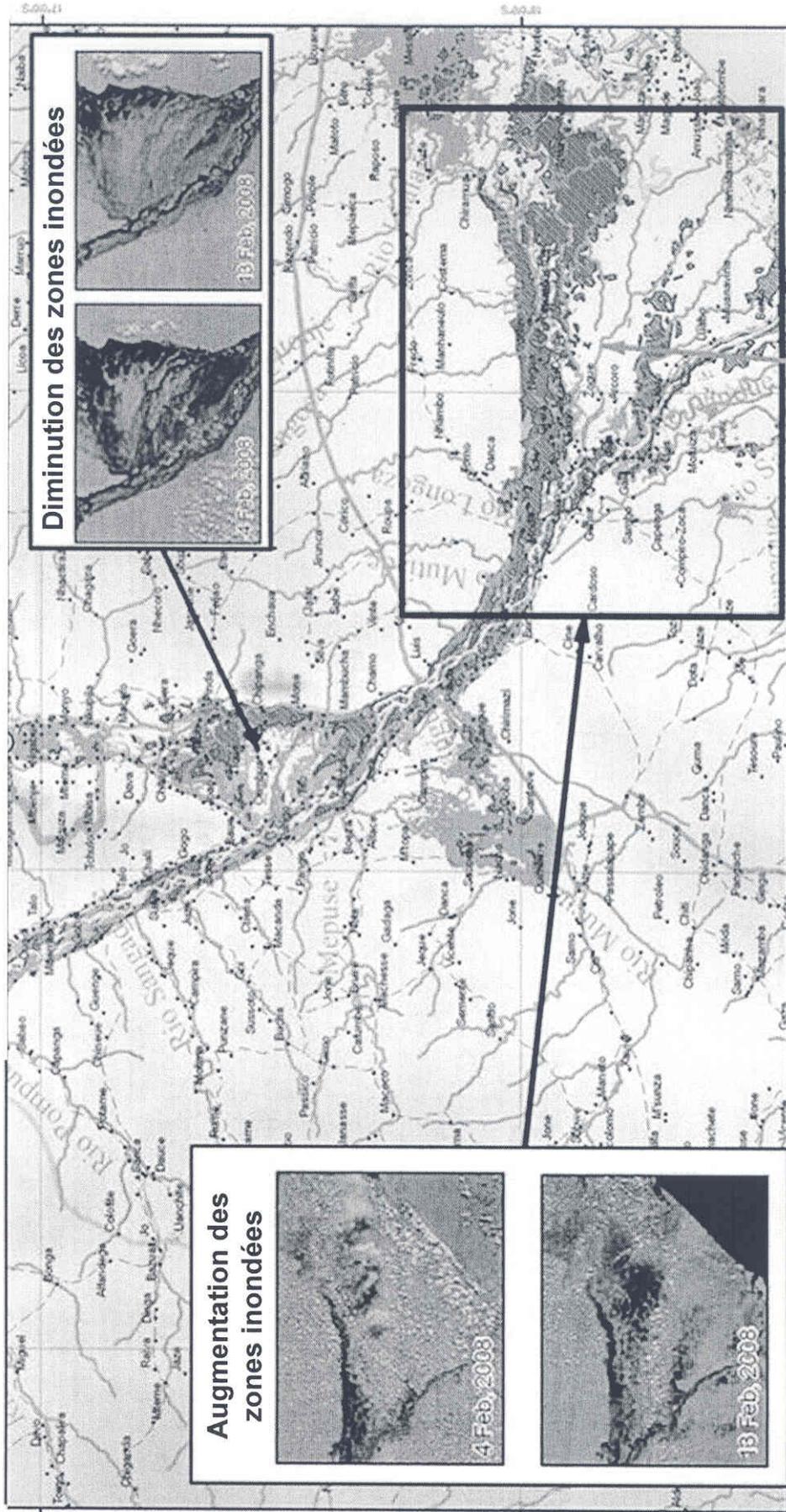
Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Surveillance de la montée des eaux des fleuves Mozambique, Zambèze et Shire

Analyse de l'image satellite Modis, 13 février 2008

Carte réalisée par ITHACA en coopération avec le PAM



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DE SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	dépenses d'administration et d'appui aux programmes
ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate
CRED	Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes
CRS	Catholic Relief Services
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GTZ	Agence allemande de coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MERET	gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables
normes IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
Normes MOSS	normes minimales de sécurité opérationnelle
OEDP	Division des politiques, de la planification et des stratégies
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés

PPSAP	Programme gouvernemental de protection sociale fondé sur des activités productives
SENAC	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
SIG	Technologie des systèmes d'information géographique
SMI	santé maternelle et infantile
système WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM
TIC	technologies de l'information et des communications
TIEM	transport intérieur, d'entreposage et de manutention
TTEM	transport terrestre, d'entreposage et de manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
USAID	Agency for International Development
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation
WVI	World Vision International